

**TRAITÉ DES  
MOYENS  
CANONIKUES,  
POUR  
ACQUERIR ET...**

---

Michel Du\_Perray





Vj. 38.

13-19. c. 23.



~~O.S.C.G.~~



**TRAITE'**  
**DES**  
**MOYENS CANONIQUES,**  
**POUR**  
**ACQUERIR ET CONSERVER**  
**LES BENEFICES**  
**ET**  
**BIENS ECCLESIASTIQUES.**

**TOME TROISIEME,**

**DANS LEQUEL ON FAIT VOIR**  
*les genres de vacance par mort , résignation pure  
& simple , en faveur , ou pour cause de permu-  
tation , pour cause de pension , Coadjutorerie , par  
des mineurs , ou pour cause de dévolut , par si-  
monie , confidence , intrusion , rapt , homicide ,  
empoisonnement , fausseté , & pour tous crimes &  
délits des Ecclesiastiques ; & finit par les moyens  
de se faire rétablir dans les Ordres & Benefices ;  
par des Notes sur la Déclaration des Curez Primi-  
tifs. On rapporte plusieurs Arrêts sur ces matieres.*

**Par M. MICHEL DUPERRAY,**  
*ancien Bâtonnier , & Doyen  
de Mrs. les Avocats.*

**A PARIS, AU PALAIS,**  
**Chez P. A. PAULUS - DU - MESNIL,**  
**Imprimeur-Libraire, Grand'Salle, au Pilier  
des Consultations, au Lion d'or.**

**M. DCC. XXVII.**

**Avec Approbation & Privilège du Roy.**

**E**X Bibliotheca Fra-  
tris Pauli Celotti  
Ordinis Servorum Ma-  
riæ Theologi, & Con-  
sultoris Serenissimæ Ve-  
netiarum Reipublicæ.

---



## AVERTISSEMENT.

**N**OUS avons représenté dans le premier Livre de ce Traité les Moyens Canoniques , dont les Collateurs ordinaires devoient se servir, aussi-bien que les Inferieurs, les Electeurs , Patrons Ecclesiastiques & Laïques.

Dans le second , nous avons montré les sources des droits de la Cour de Rome , leur progrès , & comment l'on avoit remis les choses dans de justes bornes par rapport à nos mœurs ; les Moyens de pourvoir par Signatures , Bulles, Brefs, & autres Rescrits de Cour de Rome.

Mais nous pouvons dire avec vérité que le pouvoir des uns &

## AVERTISSEMENT.

*des autres languiroit, & seroit sans exercice, si les Benefices dont ils ont la disposition n'étoient pas vacans; c'est donc la vacance des Benefices qui est le premier fondement de toutes les dispositions & provisions dont nous traiterons dans ce Livre.*

*Les vacances sont comprises sous trois genres : le premier & le plus certain, est celui de la mort : le second, est celui de la resignation : le troisiéme, est le devolut.*

*Le premier genre n'a qu'une espece, la mort naturelle ne s'étend point à la civile, si ce n'est en certains cas expliquez en Droit, & quand il y a identité de raison.*

*Le second genre consiste dans la resignation, elle se divise en plusieurs branches, il y a des resignations pures & simples, pour cause de Coadjutorerie, en faveur, pour cause*

## AVERTISSEMENT.

*de permutation, d'union & autres, dans lesquelles on verra quels Concordats sont licites, & ceux qui sont défendus, quand les resignations ne peuvent être faites par des mineurs, & quand il faut faire informer contre la séduction de ces hommes artificieux qui s'introduisent dans les familles pour suborner les jeunes gens, & profiter de leur simplicité, & comment on peut rentrer dans ses Benefices.*

*On fait voir aussi qu'un genre de vacance n'en comprend point un autre s'il n'est exprimé, & que le Pape ne les donne tous ensemble, que dans les Provinces regies par le Concordat, & qu'on les limite dans le Pays d'obedience à la seule resignation.*

*Le troisiéme genre de vacance par devolut renferme plusieurs es-*

## AVERTISSEMENT.

*peces , les Ordinaires ont droit d'y pourvoir comme le Pape , il faut bien distinguer les Moyens de pourvoir des genres de vacance , il y a même des termes équivoques qui peuvent jetter de la confusion dans les esprits , les mots de devolut & de devolution ont tant de rapport , qu'il semble que c'est la même chose , la devolution est le Moyen de pourvoir , il est important pour l'Eglise que les Benefices ne soient pas longtemps vacans , c'est pourquoi on a fixé les temps à ceux qui avoient la disposition des Benefices ; sçavoir trois mois aux Electeurs , quatre mois aux Patrons Laïques , si ce n'est en Normandie où ils ont six mois ; à l'égard des Patrons Ecclesiastiques , Collateurs & Supérieurs , auxquels se fait la devolution, & de Supérieur en Supérieur*



## AVERTISSEMENT.

*jusques au saint Siege, ils ont aussi six mois. La devolution en ce cas est un Moyen de pourvoir, & le devolut est un genre de vacance.*

*Il se divise en vacance de droit, sans crime ou pour crime, & en vacance par Sentence.*

*Dans les deux premieres especes il n'y a point de vacance de droit, qui ne soit exprimée par les Canons ou les Ordonnances, suivant la Glose penultième du chapitre dernier de Jure Patronatûs, que tous les Docteurs ont unanimement approuvée.*

*Nous faisons voir que le devolut doit être signifié avant la resignation. Nous traitons de la vacance de droit par la profession, & par défaut de promotion. Nous examinons si on peut mettre un Benefice sous le nom de deux freres appelez Jean & Jacques.*

## AVERTISSEMENT.

Nous passons à d'autres causes de devolut sur la nullité des titres, l'incompatibilité des Benefices qui requierent residence, & sur ceux de cette qualité qui ont des pensions sur d'autres de même nature. Nous rapportons plusieurs Arrêts qui font une jurisprudence nouvelle sur ce sujet, ce qui fait que les pensions sont regardées comme les titres.

Nous examinons ensuite, comment un Etranger peut acquérir un Benefice, & comment il le peut conserver : les Loix du Royaume sur ce sujet, & les Arrêts. Si la fidelité n'est point blessée en se servant du secret de son ami pour obtenir un Benefice.

Que le rapt commis par un Chanoine qui est dans les Ordres sacrez, fait vaquer son Benefice de plein droit, Arrêt sur ce sujet. Nous fai-

## AVERTISSEMENT.

*Sous passer en revûe la simonie, la confidence, l'intrusion, la fausseté, l'homicide, le port d'armes, l'inceste, la felonnie, l'empoisonnement, & plusieurs autres crimes, qui font vaquer les Benefices de plein droit.*

*Pour suivre notre ordre, nous rapportons les delits qui les font vaquer seulement par Sentence & par désertion.*

*Nous montrons que l'expression du genre de vacance par devolut, ne comprend point celui par mort; il y a ensuite un chapitre de ceux qui peuvent être pourvus de Benefices.*

*Comme nous avons examiné les differens genres de vacance, & que les défauts & nullitez des titres empêchent les Particuliers d'en obtenir, nous faisons un chapitre des Moyens propres pour se mettre en état après les censures & peines*

## AVERTISSEMENT.

canoniques, d'acquiescer la capacité pour les obtenir & conserver.

Nous finissons ce Livre par des Notes sur la Déclaration des Curés primitifs, elles sont courtes, mais elles ne seront pas indifférentes.

Il y a eu une autre Déclaration du 14 Octobre 1726. qui oblige les nommez par le Roy aux Benefices d'obtenir des Bulles de Cour de Rome dans les neuf mois; c'est l'exécution du Concordat, mais on peut avoir quelque indulgence pour ceux dont les Benefices sont trop taxez dans les Livres de la Chambre Apostolique suivant une taxe ancienne, & il faut quelquefois deux ou trois années du revenu pour en payer l'expédition, mais cessant ce moyen, les Arrêts du Conseil ne seroient pas des titres canoniques, pour posséder & conserver des Benefices; d'ail-

## AVERTISSEMENT.

leurs le change est considerable ;  
mais il faut satisfaire au Concordat  
& aux Déclarations du Roy.

Nous finirons cet avertissement  
par un Arrêt rendu au Grand Con-  
seil le Samedi 7 du mois de Dé-  
cembre 1726, dont je ne ferai point  
la discussion , ni l'anatomie.

Voici le fait ; la Cure de saint  
Cyr de Sergé , Diocese du Mans  
dépend de l'Abbaye de S. Denis ,  
la présentation en appartient aux  
Religieux qui y présenterent aussitôt  
après la vacance. M. Moussu  
n'usa pas de toute la diligence  
pour frapper l'oreille de l'Ordinaire  
qui ne fut averti que le 31 May  
1724. l'institution étant de ce jour ;  
plusieurs Particuliers en furent pour-  
vus à Rome , ils retinrent datte le  
29 & le 30 May , le Pape fut élu  
le 29 , ce n'est que du jour du

## AVERTISSEMENT.

*couronnement qu'on datte à Rome.*

*Mais comme le Pape n'a aucun Supérieur qui le confirme , nous regardons son couronnement comme une Pompe de la Souveraineté , mais non pas comme une confirmation de l'élection , comme autrefois elle se faisoit par les Empereurs Grecs ; le Pape a l'exercice de la Papauté du jour de son élection , tous les Docteurs sont de ce sentiment. Nous en avons rapporté l'Arrêt rendu au Parlement : on a jugé par Arrêt du Grand Conseil, qu'il y avoit concours entre les dattes retenues & les provisions ; j'avois été de cet avis en faveur du sieur Truguet, contre M. Louis Joubert , long-temps avant l'Arrêt ; les dattes des 29 & 30 du mois de May 1724 contre des provisions, faisoient bien le concours, mais ce n'étoit pas un titre pour le*

## AVERTISSEMENT.

sieur Truguet, c'est seulement par forme d'exception qu'il opposoit les provisions & dattes du même jour, comme se détruisant l'une & l'autre, suivant la Loy duo Titii de testam. tutela. Le concours ayant aneanti, & éteint les provisions antérieures, celles données par l'Ordinaire le 31 May 1724, font le titre canonique du Pourvu. Cet Arrêt juge cette question qui n'avoit jamais été jugée, encore qu'il y ait eu un Arrêt rendu il y a peu d'années, & qui est datté, & rapporté dans le second Livre de ce Traité, qui a jugé que la simple datte retenue sur une resignation en faveur, faisoit vaquer la Prébende de Roijen en Regale. J'y avois fait une dissertation qui est au Livre second de ce Traité, pour montrer qu'une simple datte n'avoit pas la force d'une pro-

## AVERTISSEMENT.

*vision. Il y avoit une Consultation de plusieurs Avocats pour le sieur Joubert. La nouveauté de la question formoit une belle matiere de dissertation de part & d'autre, verbo fit gratia, & l'art. 47. des Libertez de l'Eglise Gallicane, oblige le Pape d'accorder des provisions, quand les François ont retenu des dattes.*

*Mais cela cause un autre inconvenient, pour la multiplicité des dattes, qui meriteroit qu'on y pensât serieusement, pour mettre la hache à la racine des Procez sur ces matieres.*

*Les genres de vacance en Regale, feront la matiere du Livre suivant que nous donnerons au Public.*





# T A B L E DES CHAPITRES

Contenus en ce troisiéme Volume.

CHAPITRE PREMIER. Des genres de  
*vacance des Benefices en general,*  
page 1

CHAP. II. Du genre de vacance  
*des Benefices par mort.* 10

CHAP. III. De la Procuration ad re-  
*signandum, & des Concordats.*  
15

CHAP. IV. Du genre de vacance par  
*resignation pure & simple, ou dé-*  
*mission,* 32

CHAP. V. De la Coadjutorerie des  
*Benefices avec la future succession,*  
42

CHAP. VI. De la resignation en fa-  
*veur.* 60

CHAP. VII. De la Permutation.  
68

CHAP. VIII. Si un imbecile peut  
*presenter à un Benefice.* 86

CHAP. IX. Si le Curateur d'un imbecile peut resigner un Benefice dont il est pourvû. 91

CHAP. X. De la resignation faite par des mineurs & autres. 105

CHAP. XI. En quels cas le Titulaire ne peut resigner son Benefice. 108

CHAP. XII. 1. De deux resignations du même jour à deux différentes personnes : l'une pardevant l'Ordinaire, l'autre en Cour de Rome.

2. De la clause Et dummodo mise dans une seconde resignation, & de la possession prise après les trois ans.

3. De la resignation en faveur sous certaines conditions qui n'ont pas été admises en Cour de Rome : si elle subsiste, le Resignant venant à mourir avant que le Resignataire ait pris possession.

4. De la resignation pure & simple de l'Ordinaire ; Si dans la procuration il y a des prieres au Collateur pour conferer le Benefice à un Ecclesiastique, & non autrement. 176

CHAP. XIII. Du Regrez dans les  
Benefices. 202

CHAP. XIV. Regrez pour ingrati-  
tude. 229

CHAP. XV. Des especes qui font va-  
quer les Benefices de plein droit,  
ou par Sentence. 233

CHAP. XVI. Si un Devolutaire qui  
n'a fait signifier son Devolut qu'a-  
près la dépossession du simoniaque,  
est bien ou mal fondé. 245

CHAP. XVII. Que le mariage fait  
vaquer les Benefices de plein droit,  
& de deux autres vacances. 261

CHAP. XVIII. De la vacance de  
droit par la Profession. 264

CHAP. XIX. Du deffaut de Promo-  
tion. 267

CHAP. XX. Si deux ou trois freres  
s'appellent Jean, ou du nom de  
Gilles, on peut avoir des Provisions  
bonnes & valables, & s'il faut  
distinguer les âges. 273

CHAP. XXI. Devolut sur la nullité  
des titres d'un Pourvû. 278

CHAP. XXII. Des genres de vacance  
pour incompatibilité des Benefices

|                                                                                                                                                                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| & des Pensions , avec les Benefices incompatibles.                                                                                                                                                               | 284 |
| CHAP. XXIII. Si un Etranger peut jouir des Benefices en France ? S'il y a lieu de devolut contre lui , & en quel cas ?                                                                                           | 337 |
| CHAP. XXIV. Si un Ecclesiastique qui sollicite le Benefice d'un homme vivant est irregulier ? & si étant pourvu par le Pape motu proprio , le Titulaire étant mort au temps des provisions , elles sont bonnes ? | 350 |
| CHAP. XXV. Que le Rapt fait par un Sous-Diacre Chanoine , fait vaquer son Benefice de plein droit , & que la grace du Prince n'a point d'effet retroactif.                                                       | 364 |
| CHAP. XXVI. De la simonie & Confidance.                                                                                                                                                                          | 383 |
| CHAP. XXVII. De l'Intrusion.                                                                                                                                                                                     | 399 |
| CHAP. XXVIII. De la Fausseté.                                                                                                                                                                                    | 415 |
| CHAP. XXIX. De l'homicide , s'il fait vaquer le Benefice de plein droit.                                                                                                                                         | 443 |
| CHAP. XXX. Du port d'armes.                                                                                                                                                                                      | 452 |

CHAP. XXXI. Si les condamnés à des Galeres perpetuelles, à une Prison perpetuelle, ou à un Bannissement hors du Royaume, sont privez de plein droit de leurs Benefices, & ceux qui sont pourvus per obitum, ayant gardé les corps des Titulaires. 455

CHAP. XXXII. Que l'inceste fait vaquer les Benefices de plein droit. 461

CHAP. XXXIII. De la Felonie envers le Roy. 465

CHAP. XXXIV. Que l'empoisonnement fait vaquer les Benefices de plein droit. 468

CHAP. XXXV. Des vacances par Sentences, & de la desertion. 470

CHAP. XXXVI. Que l'expression de la vacance par devolut ne comprend point le genre de vacance par mort. 2°. Que la desertion n'est point un genre de vacance. 3°. Que quand un Titulaire est mort en possession de son état, la seule énonciation d'un crime ne peut être opposée au Pourvu. 495

CHAP. XXXVII. De plusieurs autres vacances de droit & par Sentence. 514

CHAP. XXXVIII. Qui sont ceux qui peuvent être pourvus de Benefices. 527

CHAP. XXXIX. Des Moyens Canoniques pour se retablir dans les Ordres & Benefices, quand on en est déchu. 542

NOTES sur la Déclaration du Roy, en faveur des Curez ou Vicaires perpetuels, du 5 Octobre 1726. 553

Fin de la Table des Chapitres.

TRAITE



TRAITE  
DES  
MOYENS CANONIQUES  
Pour acquérir & conserver les Benefices  
& les biens Ecclesiastiques.

\*\*\*\*\*

LIVRE TROISIEME.  
*Des Moyens d'acquérir & conserver  
les Benefices.*

CHAPITRE PREMIER.  
*Des genres de vacance des Benefices  
en general.*

N°. I.  OUS avons vû dans  
les deux premiers Livres  
le pouvoir des Colla-  
teurs ordinaires & du  
Pape sur les Benefices , mais ils n'en  
Tome III. A

## 2 *Traité des Moyens Canoniques*

ſçauroient faire aucun exercice s'ils ne ſont pas vacans.

Il y a trois genres de vacance des Benefices : le premier & le plus certain , eſt celui qui arrive par la mort du Titulaire : Le ſecond par la ceſſion qu'il en fait , qui comprend pluſieurs eſpeces : il y a le genre de devolut qui eſt le troiſième , il renferme pareillement pluſieurs autres branches , il en eſt de même que des offices , *Benedicti cap. Raynutius verbo duas n°. 38 pag. 12. Nec officia vacare dicuntur, niſi in tribus caſibus, ſcilicet morte naturali, aut civili, puta renunciatione, aut fore factò, ſi deliquerit in officio.* Mettons dans ce préliminaire le caractère d'un véritable Eccleſiaſtique, qui nous eſt représenté dans le Can. 25 d'un Concile de Mayence tenu en 888 tom. 9 des Conc. col. 411, *qui & preeſſe naverint, & prodeſſe, & ad Episcopum recurrant, & ſecundum ejus Ordinationem ad Conventum Synodi occurrant, & commiſſum ſibi gregem canonice & cum magna Religione cuſtodiant, quaſi rationem de animabus eorum reddituri.*

2. Ce mot de vacance eſt oppoſé à la repletion ou à l'exiſtance d'un titre, c'eſt une véritable privation que la vacance, & ſi on ne peut pas ſi-tôt prendre la ſucceſſion, qu'il y ait neceſſité de faire



pour acquiescer & conserver, &c. 3

un inventaire, & d'avoir un délai pour deliberer, il en est de même après la mort du Prélat, on fait un inventaire, on met les fruits en sequestre; si un Benefice étoit supprimé le titre personnel n'est plus existant, il n'y a plus de vacance, & on a plusieurs fois déclaré ces Provisions abusives qui en étoient données, Arrêt du 13 Mars 1600 rapporté par Tournet chap. 80 lettre v. Si une union est faite de Benefices vacans *per cessum aut decessum*, le Titulaire ne le peut plus résigner, il y auroit abus, Arrêt du 5 Mars 1613. c'est le 83 des Loix de Corbin; quand il y a une union d'un Benefice on ne peut pas opposer le Décret de *pacificis possessoribus*, parce que le titre ne subsiste plus, il faut quarante années de possession, il suffit que le titre ne soit pas absolument défectueux, c'est l'avis de Dumoulin sur le Conseil 263 de Decius. Ces autoritez sont fondées sur le chap. *cum accessissent de constitutionibus*, qui déclare une dignité supprimée n'avoir plus d'existence, & ne pouvoir plus former de titre, si c'est une union d'une Eglise faite à un Corps ou à une Prélature, elle est possédée en propriété; il suffit que les formalitez sur ces matieres aient été observées, & qu'il n'y ait rien de défectueux au fonds.

3. Il y a aussi des vacances particulieres

A ij

#### 4      *Traité des Moyens Canoniques*

pour la Regale , il y en a de fait , il y en a de droit , suivant la Philippine ; ces genres de vacances sont naturellement appliquez à la Regale , Rebuffe *in Concordatis verbo vacantibus* , Ruzée Privilege 1. de la Regale , j'en ajoute encore un autre qui est le litige , nous pourrions expliquer ces genres de vacance quand nous traiterons de la Regale ; mais retournons à notre premier objet , les genres de vacances par mort & par cession sont les plus fréquens , comme l'épouse est affranchie de son mari par sa mort , de même le Benefice est affranchi par la mort du Titulaire qui est son époux , & il est vacant d'une vacance très-constante & des plus assurées , parce que la cession peut avoir des difficultez , il peut y avoir des défauts dans la procuration , soit par le Notaire ou par les témoins ; le premier n'en ayant pas la capacité , & les autres n'étant pas de la qualité requise par les Ordonnances ; mais la mort est toujours certaine , & si elle étoit cachée ce seroit un crime , si la preuve en étoit évidente , qu'on eut extorqué une résignation , le Benefice seroit vacant par mort & non par résignation.

On peut faire expedier une Provision sur deux genres de vacance ; & sur trois par résignation , par mort & par devolur,

*pour acquiescer & conserver, &c.*

ce qui se pratique à Rome tous les jours quand on y envoie une procuration ; mais il n'y a jamais dans la vérité qu'un seul genre qui a lieu si le Titulaire est encore vivant , quand la procuration *ad resignandum* est envoyée ; que si le Resignant est decédé comme le mandat expire par la mort , ce sera par ce genre de vacance qu'il faudra l'impetrer.

4. Un principe des plus certains en cette matière , une presentation , provision , ou élection limitée à un genre de vacance ne s'étend point à un autre , ils sont de droit étroit , encore qu'il semble que les graces soient interprétées favorablement , le fondement de cette proposition dépend du chapitre *susceptum de rescriptis in sexto* ; mais il semble que la raison de cette autorité doit être prise du chapitre *quamvis de rescriptis* du même livre , parce que ce sont rescrits ambiteux ; mais les presentations & provisions qui se donnent *motu proprio* par les Patrons & les Evêques , suivent la même regle , le Roy par les nominations & ses provisions en Regale est dans les mêmes principes.

5. Que si nous voulons rapporter le sentiment des Docteurs pour confirmer notre proposition , M. Charles Dumoulin n°. 64 de *publicandis resignationibus* , 411

A iij

& 415 de *inf. resign.* & Mr Louet sur le dernier nombre y sont conformes ; ce premier Docteur cite la décrétale *susceptum*, elle a lieu dans les nominations du Roy, comme l'observe le Cardinal d'Ossat dans sa lettre 84. Le sieur Raté ayant été nommé par le Roy sur la resignation d'un Titulaire à un Benefice, & le genre de vacance étant limité à celui par resignation ; le Cardinal d'Ossat ne voulut point mettre *Expediatur* sur la supplique, parce qu'il avoit appris la mort du Resignant sans en avoir l'ordre du Roy ; quand il s'agit de Benefices consistoriaux dependants de sa Majesté, on ne peut rien faire que suivant la permission de l'Ambassadeur, ou de celui qui en fait les fonctions.

6. Dans toutes les provisions de Benefices qui ne dependent point du Roy, on étend un genre de vacance à un autre si le Collateur en veut faire l'expression, mais la clause *quovismodo* comprend-elle tous les genres de vacance tant par mort que par resignation ? Mr Guymier in *Pragm. sanctione* §. *item quod Monasteria tit. de causis v. alio quovismodo*, explique cette clause, & pretend que les Ordinaires la peuvent mettre ; le même Docteur §. *Quod si autem de pacif. possessoribus*, demande si un Impetrant est pour-

• pour acquérir & conserver, &c. 7  
vû par la mort de celui qui avoit possédé pendant trois ans paisiblement ; s'il étoit néanmoins prouvé qu'il n'eut point de droit , ce seroit un genre de vacance putatif , sur lequel on pourroit être pourvû , *quia talis error facit jus, cap. consultationibus de Jure Patronatus*. Ce Docteur pretend qu'on peut ajouter , *ex quacunque causa & persona, aut quocumque genere vacationis* ; cela étoit bon de son temps , mais les Banquiers disent que cela ne se fait plus , & que ces mots *quovismodo* n'expliquent que les devoluts qui sont de droit , d'autant que les genres de vacance par Sentence n'y sont pas compris non plus que par mort ou par resignation. Rebuffe *in praxi signatura* limite les genres de vacance à la personne seule sur laquelle l'impetration est faite , ils avoient pris ces notions de Staphilé *de litteris gratiæ* chap. 30 , & Dumoulin n°. 202 & suivans de la regle *de publicandis* , remarque ces genres de vacance & dit , que celui qui sera pourvû par le genre putatif , s'il n'y a point de pourvû par le veritable genre de vacance, l'emportera à moins que celui-ci ne fit le trouble dans les trois ans ; il y a un Arrêt rapporté au tome 3 du Journal des Audiances liv. 10 chap. 19 qui n'est pas des plus intelligibles, on s'appërçoit nean-

8      *Traité des Moyens Canoniques*  
moins que le pourvu avec la clause *quovismodo* ait été maintenu.

7. Mais pour établir de bons principes dans cette matière pour les genres de vacances en général, la clause *quovismodo* ne comprend que toutes les espèces de devolut, & il en faut exprimer une en Cour de Rome avant celle qui est générale, il suffira aussi d'exprimer la clause *per obitum*, pour avoir en même-temps la liberté de faire mettre le *quovismodo*; mais cette clause de devolut ne comprend en aucune manière la résignation, parce qu'il faut un mandat du Titulaire qui ne se peut pas suppléer; elle ne peut aussi comprendre la vacance par mort, elle n'y peut être suppléée, ce sont tous genres différens qui doivent l'être expressément dans les provisions; j'ai été consulté dans un Procès, dont le seul point étoit de sçavoir si cette clause de devolut insérée dans des provisions comprenoit le genre de vacance par mort, & j'ai appris qu'il avoit été jugé au contraire, & que ces clauses générales ne devoient s'entendre que des espèces de devolut; il faut donc prendre cette précaution de faire insérer dans la clause par mort, ou par des clauses équipollentes & générales *ex quocumque genere vacationis*, ce qui est conforme à un Arrêt

pour acquiescer & conserver, &c. 9  
du Parlement de Toulouse du 13 Sep-  
tembre 1579. Charondas liv. 1 chap. 16  
de ses réponses, le vrai principe est que  
toutes les provisions sont fondées sur ces  
trois mots : *voluntas, potestas & modus*.  
Rebuffe *in forma signature simplicis*, &  
Mr Guymier *in Pragm. sanctione*.

8. Dans toutes les provisions il faut  
regarder la volonté du Collateur, si les  
provisions qu'il a données sont limitées  
à un genre de vacance, on n'en peut pas  
suppléer un autre, sa volonté est limitée  
à un seul genre de vacance, & c'est ce-  
lui qui est exprimé dans les provisions;  
la puissance du Collateur s'il a droit de  
conferer ou seulement de presenter, s'il  
a l'institution collative seulement, ou s'il  
a l'autorisable seulement, ou toutes les  
deux; *modus* est proprement la forme qui  
consiste dans l'observation des Loix qui  
font des regles dont il ne faut jamais se  
départir, d'autant que la Loy n'est point  
faite inutilement, elle prononce souvent  
une nullité, & quand elle ne le feroit  
pas, la disposition de droit y est précise,  
*L. non dubium Cod. de legibus*. Ces pré-  
liminaires sur toutes les vacances en ge-  
neral nous engagent à traiter les genres  
& les especes de vacances en particulier:  
Le premier genre qui se presente & qui  
est le plus naturel, c'est celui que nous

A v.

10 *Traité des Moyens Canoniques*  
appelons *per obitum* ; mais nous ne pouvons separer les moyens de pourvoir des genres de vacance , ni la forme des provisions que nous traiterons tout de suite.

---

## CH A P I T R E II.

### *Du genre de vacance des Benefices par mort.*

Nº. 1. **L**E genre de vacance par mort est le plus certain de tous , on le considere neanmoins comme engagé & enveloppé de plusieurs difficultez , ce qui depend des circonstances du fait , ou des Edits & Ordonnances qui ont des Décrets irritans qui détruisent tout ce qui est fait au contraire : nous allons donc proposer plusieurs especes dans les resignations des Benefices différentes de celles des vacances par mort , & qui y retombent naturellement , ou par fiction ; les exemples que nous allons proposer pourront avoir trait aux autres , ou du moins servir pour découvrir les especes différentes ; les Ecclesiastiques étans industrieux à conserver dans leurs Familles les Benefices qu'ils ont , comme si c'étoit par un droit hereditaire , les Conciles ont voulu empêcher ces suc-



*pour acquérir & conserver, &c.* 11  
cessions, les Papes ont fait des regles de  
Chancellerie, & nos Rois en ont ap-  
prouvé quelques-unes, & ils en ont fait  
d'autres pour l'exterieur de la discipline,  
lesquelles n'ayans pas été suivies, les Be-  
nefices sont vacans par mort, il faut donc  
établir des principes & rapporter ce qui  
produit cette vacance.

2. La regle de *publicandis resignatio-  
nibus* faite par les Papes, & adoptée dans  
le Royaume, a eu pour objet d'empêcher  
les successions dans les Benefices, & fixer  
les titres & les provisions; cette regle a  
été commentée par plusieurs Docteurs,  
& entr'autres par M. Charles Dumoulin,  
ses Commentaires sur cette regle & sur  
celles de *verisimili notitia*, & de *infirmis  
resign.* sont très-beaux, & ce sont les  
elemens de la matiere beneficiale; &  
ceux qui y sont très-versez les regardent  
comme leur Boussole, il faut voir le cor-  
rectif dans nos Ordonnances, Edits &  
Déclarations données depuis, il faut aussi  
en retrancher les Mandats & autres pra-  
tiques de la Cour de Rome que cet Au-  
teur a attaquées trop fortement, & qui  
même ne sont plus d'usage à present;  
ayans été abrogez par le Concile de  
Trente session 24. de *reform.* chap. 19.  
mais pour ne point quitter notre sujet  
de vûe, il y a trois temps qui renferment

A vj

## 12. *Traité des Moyens Canoniques*

la resignation , on suppose que tous les préalables dont nous parlerons incontinent sont dans l'ordre , si la resignation a été admise à Rome , & que le Resignant meure dans les six mois , le Resignataire peut prendre possession dans les trois ans à compter du jour de la datte ; le second cas est si le Resignant meurt après les six mois , mais dans les trois ans du jour de la provision sans avoir été dépossédé , le Benefice est vacant par mort ; que s'il a été dépossédé , mais qu'il n'y ait pas deux jours francs suivant l'art. 12 de l'Edit des insinuations , entre l'insinuation des provisions de la prise de possession & la mort , le Benefice sera encore vacant par mort ; s'il survit les deux jours francs , ce sera une vacance par resignation ; cette vacance par mort étoit suspendue pendant tout le tems des trois ans , si le Resignant vivoit trois ans sans avoir été dépossédé , la resignation seroit caduque suivant l'art. 14 de la Déclaration de 1646 : voilà tout l'effet de la regle de *publicandis resign.*

3. Il faut voir d'autres especes , une procuration est envoyée à Rome sans avoir été insinuée , quoique les provisions soient dattées avant le décès du Resignant , il y a une nullité essentielle qui résulte de l'art. xj. de l'Edit des insi-

*pour acquiescer & conserver, &c.* 13  
 tuations, & suivant la regle *non prestat  
 impedimentum, quod de jure non sortitur  
 effectum*, la provision étant nulle, ne  
 peut produire aucun effet, le Benefice  
 sera vacant par mort, il en est de même  
 si la procuration n'a pas été passée par  
 un Notaire royal & apostolique, s'il  
 l'a passée hors son ressort, s'il l'avoit sig-  
 née lui seul sans Temoins, s'il n'y en a  
 point de Minure, si les Temoins étoient  
 parens du Resignant ou du Resignataire  
 suivant l'art. 9 de la Déclaration de 1646.  
 le Benefice vaquera par mort & non par  
 resignation, il n'y a pas de nécessité d'ap-  
 profondir si le dernier possesseur étoit le  
 véritable Titulaire ou non, il suffit qu'il  
 soit mort en possession, & même qu'il  
 ait été réputé Titulaire., *Mol. n°. 199  
 de public. resign. & suivans*; mais le genre  
 de vacance putatif sur lequel Titius au-  
 roit été pourvû, cesseroit, se trouvant un  
 genre de vacance effectif, la présomption  
 devant céder à la vérité qui est toujours  
 plus certaine. Mr. Louet n°. 21 *de veri-  
 simili notitia obitus*, dit, que la renommée  
 ne doit pas toujours fixer la vacance,  
 mais la vérité, elle doit être notoire,  
 afin de ne pas tomber dans la peine qui  
 est proposée contre ceux qui impetrent  
 les Benefices de personnes vivantes, ce  
 sont des matieres qui peuvent arriver tous

les jours plus difficiles à examiner dans les faits, que dans le droit dont les regles sont toujours plus certaines, ce n'est que par une grande experience qu'on decide ces matieres, qu'on en peut fixer les principes, lesquels nous ne renfermerons pas dans ce chapitre seulement, mais en plusieurs autres.

4. Mais pour se former une regle generale contre une resignation pure & simple en faveur, ou pour cause de permutation, & faire voir que ce n'est point le veritable genre de vacance, il faut examiner ce qui a precedé la resignation, ce qui l'a accompagné, & ce qui l'a suivie, afin de decouvrir s'il y a des constitutions canoniques, ou des regles de Chancellerie qui les attaquent, des Ordonnances, Edits ou Déclarations dont on n'ait pas observé la forme, & qu'il y ait des nullitez prononcées par les dispositions, ce que nous éclaircirons sur chaque genre de vacance suivant les especes qui se presenteront; mais il faut pour faire vaquer un Benefice, que la personne qui est morte ait été pourvûe, ce n'est pas assez qu'une personne ait été présentée & élue, *quia non potest dicere esse suum, sed sibi debitum Gl. Pragm. §. volens v. nominationis de collationibus*. Il faut passer au genre de vacance par resignation, mais

*pour acquérir & conserver, &c.* 15  
nous examinerons auparavant la forme & la qualité de la procuration, c'est un des préalables des plus essentiels, elle a ses règles particulières qui sont émanées de la disposition de Droit ou de nos Ordonnances, il faut satisfaire à celles-ci sans oublier les autres.

---

### CHAPITRE III.

#### *De la Procuration ad resignandum, & des Concordats.*

Nº. I. **L**E second genre de vacance est celui de la resignation, il est nécessaire d'avoir le consentement du Titulaire du Benefice, il doit passer procuration *ad resignandum* qui doit servir de fondement aux provisions, mais il y a des formes qu'il faut examiner; si le Titulaire est malade, il en doit faire l'expression dans la procuration, autrement la preuve n'en est pas admissible, il y a pour l'ordinaire de la surprise, j'en ai fait plusieurs Consultations, il n'y a point d'autres moyens que quand on commence à revenir en convalescence de rendre plainte, & faire informer que l'on a exigé une procuration *ad resignandum*, n'ayant pas la force de résister aux importunités.

qu'on lui a faites étant très-malade, & faire entendre le Medecin, le Confesseur, la Garde & autres, & j'ai vû plusieurs Procès sur des faits semblables, ces surprises meritent toute l'indignation du public de dépouiller un Ecclesiastique de ses Benefices par ces voyes obliques.

On n'a pas même besoin d'information, il suffit que la procuration porte que le Resignant étoit malade lors de la démission, mais si la preuve de sa maladie n'étoit pas dans la procuration, il faut suivre cette plainte extraordinairement, & se faire une preuve si c'est la vérité. La procuration doit être faite pardevant un Notaire royal & apostolique art. 1 de l'Edit des Notaires royaux & apostoliques; les Témoins ne doivent point être parens au degré de cousin germain art. 9 de la Déclaration sur l'Edit du Controлле de 1646, elle doit contenir en substance l'état & la qualité du Benefice, de quel Diocèse il est, si elle est en faveur c'est seulement au Pape ou à son Vice-Chancelier, on déclare qu'il n'est intervenu & qu'il n'interviendra aucun dol, fraude ni simonie, il en doit demeurer une Minute entre les mains de celui qui l'aura passée suivant l'Edit des Notaires royaux & apostoliques de 1691 art. 9 & 12. Ce n'est que la suite des autres Edits & Dé-

clarations, celle de 1646 l'avoit ainsi ordonné par l'art. 8, ce qui avoit été suivi par plusieurs Arrêts de Reglemens, on en doit délivrer des grosses & les Notaires doivent marquer sur la Minute le temps auquel ils les délivreront, & à quelles personnes elles l'auront été, & combien de fois.

2. Après qu'elle a été délivrée par le Notaire, qu'elle est scellée & contrôlée où elle le doit être, il faut la porter au Greffe des insinuations, & en retirer une seconde expedition du Notaire qu'il faut envoyer à Rome, n'y ayant pas de nécessité de la faire insinuer une seconde fois, il faut retenir celle qui est insinuée, & il ne suffiroit pas de la faire insinuer huit jours après le départ du Courier qui auroit porté à Rome la procuration avec la commission ; il y a eu un Arrêt du mois de Mars 1700 qui l'a jugé, ce qui est conforme à l'art. xj. de l'Edit des insinuations de 1691. Il y en a eu un autre sur la fin de l'année 1708. Il y a aussi un Arrêt du Grand Conseil de l'année 1693 qui y est conforme.

Ces insinuations sont d'une extrême rigueur, il y a eu plusieurs Arrêts que j'ai, par lesquels il a été jugé conformément à l'art. 11 de l'Edit des insinuations, qu'elles devoient être insinuées dans les

trois mois de leur expedition dans le Diocèse du Benefice , c'est-à-dire , de la date retenuë , il y en a eu un pour une Chapelle dans l'Eglise de S. Martin de Tours, un autre pour une Chapelle dans l'Eglise de Notre-Dame de Paris , un autre pour un Canoniat d'Origny , & quand les Arrêts se sont écartez de ces maximes on les a cassez , j'ai tous ces Arrêts.

La raison : 1°. le Legislatateur l'a ordonné, 2°. cela est fondé sur ce que le Collateur ordinaire doit connoître qui sont les Titulaires des Benefices , & il ne le scauroit sçavoir que par l'insinuation de la procuration , & afin que les Resignans & les Resignataires ne tiennent point les Benefices incertains sur la tête des uns & des autres , quand il y a des actes dans les dépôts publics ces soupçons cessent , & on en connoît les Titulaires ; on sçait à qui on doit s'adresser pour les charges , & on apprend si le Resignant a resigné plusieurs fois à la même personne, l'Ordinaire reconnoît aussi s'il n'y a point de pactions & de conventions illicites , comme nous le dirons incontinent , & s'il n'y a point de petites dattes , il faut présumer que le Legislatateur a eu ses raisons.

Il y a encore un cas qui n'est pas absolument fondé sur l'art. 13 du même Edit.



quand il y a une resignation en faveur ou une permutation en Court de Rome, ou une démission entre les mains de l'Ordinaire ou d'un Collateur inférieur ; la procuration & les provisions doivent être insinuées deux jours francs avant le décès du Resignant, celui de l'insinuation & de la mort non compris ; mais il n'y a que le Pourvu sur la présentation des Patrons, ou les Expectans qui y aient intérêt, la nullité n'est pas absolue, mais respective.

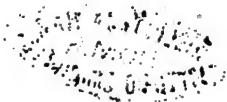
A l'égard des Pourvus en la Legation d'Avignon, il n'en est fait aucune mention par l'Edit, lequel étant penal semble devoir être restreint & limité aux choses expressees, & non pas s'étendre à celles dont on n'a fait aucune mention ; cependant il est plus regulier de le faire, les doutes cessent, c'est la même raison.

3. Que si le Resignant étoit absent de Paris, & que celui auquel il veut resigner y fut demeurant, il donne par la procuration pouvoir à son Procureur à Paris de substituer un ou plusieurs Procureurs à Rome, à l'effet de resigner un ou plusieurs Benefices, & d'accepter pour le constituant ceux qui lui seront resignez, pour cause de permutation ou sous quelques autres conditions ; il faut annexer la procuration qui aura été passée

en Province , & de laquelle il faut laisser Minute , & en joindre la Grosse à la Minute de celle qui sera faite à Paris pour permuter , & envoyer l'une & l'autre , comme le remarque Dumoulin n<sup>o</sup>. 403 *de publicandis resign.* autrement le Benefice ne seroit pas vacant par resignation , mais par mort ; d'autant que le Banquier n'auroit pas eu un pouvoir suffisant pour résigner , s'il n'avoit eu l'un & l'autre entre les mains ; cependant j'ai vû juger le contraire dans un Tribunal superieur , c'est donner un Benefice à un Ecclesiastique sans qu'il ait de titre.

4. S'il y avoit preuve que le Mandat n'eut pas été envoyé en Cour de Rome avec la commission pour la resignation , & qu'on eut néanmoins fait expedier la signature de resignation , que le Titulaire fut mort auparavant qu'elle fut arrivée à Rome , & que le Banquier l'eut entre les mains , le Benefice seroit vacant par mort , & non par resignation , comme il a été jugé par Arrêt rendu en la Grand'-Chambre en 1678 , il est raporté au titre des petites dattes avec les circonstances du fait, liv. 2 tit. 6.

Que si une personne donne pouvoir d'accepter un Benefice qu'on doit lui resigner , & que par la même procuration il donne celui de le resigner , cela est-il



*pour acquérir & conserver, &c.* 21  
permis? Les Docteurs sont d'avis que la  
resignation n'est pas valable, Boerius de-  
cis. 308. Parisius de resign. Beneficiorum  
lib. 1. qu. 30 & 31. Chopin de sacra  
politia lib. 1 tit. 6 n. 11.

Comme c'est dans les différentes es-  
ces qu'on découvre les principes dans  
ces matières, il y a une exception, si le  
Procureur nommé pour accepter avoit  
pouvoir de resigner pour cause de per-  
mutation il le peut, c'est l'opinion de  
Mr Guymier sur le titre de *sublatione*  
*Clementina litteris verbo quicumque*; il  
rapporte pour argument la Loy 3 de pro-  
curatoribus, la Loy non injuste eod. tit.  
on peut resigner un Benefice *possessione*  
*nondum adepti*.

5. Il faut passer à une autre es-  
pece plus importante & agitée par les Doc-  
teurs, entr'autres par Dumoulin; on sçait  
bien qu'un Laïque peut être Procureur,  
pour resigner un Benefice en Cour de  
Rome, *est nudus Minister*; mais peut-il  
être constitué pour faire choix d'un Re-  
signataire? Cette question est traitée par  
ce Docteur en plusieurs endroits de ses  
ouvrages sur l'article 10, n°. 1 & 14 de  
l'Edit des petites dattes, cap. 1 de procur.  
in sexto, id. n°. 395 & suivans de public.  
resign. La raison de douter, c'est qu'un  
Laïque est incapable de se mêler des



choses spirituelles, cependant il dit qu'ils ont le droit de présenter.

Quelque prévention qu'ait Mr Louet pour Dumoulin, il dit que ces Mandats sont suspects, & qu'il y a lieu de craindre qu'ils ne donnent occasion au Mandataire d'abuser de son pouvoir, & de faire des pactions & conventions, il fait une distinction sur le n°. 399 de la même règle, que s'il y a désignation par la procuration d'un certain Benefice, pour être donné au choix du Laïque à qui il lui plaira, que cela se tolere.

Mais il rejette les procurations générales, par lesquelles il est permis aux Laïques de resigner les Benefices d'un Titulaire sans les nommer : cette distinction n'est fondée sur aucun principe, d'autant qu'on ne contrevient pas aux règles qui défendent ce choix aux Laïques, parce que les Benefices sont nommez ou non ; mais parce que la volonté du Titulaire est déterminée par son Procureur qui est incapable des choses spirituelles, ce qui peut être la cause, ou du moins l'occasion de faire des pactions. Dumoulin sur le n°. 409 dit que ces procurations sont contraires aux Conciles, & qu'il l'a fait juger en pareil cas pour un nommé Robert ; mais il y a un petit mot de conséquence dans son avis,

*pour acquérir & conserver, &c.* 23  
*igitur non est dubium, hoc tacitum sub-*  
*reptionem inducere.* Si donc on avoit ex-  
primé au Pape ce qui avoit été fait par  
ce Titulaire, il semble que sa puissance  
n'étant point limitée la resignation seroit  
bonne : je réponds à cette reflexion qu'on  
en a connoissance en Cour de Rome,  
parce qu'on doit envoyer la procuration  
du Titulaire, & celle du Laïque qui a  
nommé par la sienne le Resignataire, il  
faudroit une clause de substitution dans  
la procuration de cet Ecclesiastique, &  
envoyer l'une & l'autre procuration &  
en garder Minute.

6. Cette question s'est présentée à la  
Grand'Chambre, & y a été jugée le 6  
Mars 1691 sur les conclusions de Mes-  
sieurs les Gens du Roy, en faveur de  
l'Obituaire contre un Resignataire nom-  
mé par le Laïque, le chap. *Massana de*  
*electione* & plusieurs autres y ont trait ;  
les Laïques n'ayans aucune capacité de  
le faire.

La presentation d'un Patron laïque  
à un Bénéfice, n'est pas un argument pour  
lui donner l'autorité du choix, d'autant  
que le Resignataire tire son droit du Re-  
signant plutôt que du Collateur, & nul-  
lement du Procureur, & la provision du  
Resignataire est forcée, & le choix du  
Procureur qui est Laïque forme le droit

du Resignataire. M. le Vaillant étoit pour le Pourvu sur la procuration du sieur Malbranche oncle du Titulaire. M. le Barbier pour l'Obituaire, Mr de Lamignon Avocat General, Mr le Président de Maisons prononçant, il y avoit deux ans que la procuration avoit été passée pour resigner le Prieuré de . . .

7. Si les procurations sont conditionnées, que la condition n'ait pas été purifiée, si le Resignant vient à mourir le Benefice vaquera par mort, que s'il survit la resignation n'aura aucun effet. Plusieurs Arrêts dans Brodeau sur Mr Louet lettre B. n°. 13. il y en a même qu'on ne peut executer, qui peuvent être simoniaques & contre les bonnes mœurs; l'espece que nous allons proposer est de ce nombre. M. Tuault me vint consulter pour sçavoir s'il pouvoit prendre un dévolut sur plusieurs particuliers qui étoient pourvus sur un Concordat quinquangulaire; ils étoient cinq Ecclesiastiques, voici l'espece: Paul & René Fontaine freres, Joseph Rousseau leur oncle, Jules Guyon & Jacques Rabreul passerent un Concordat le 11 May 1697, dans lequel René Fontaine resigne le Prieuré de Magné, Rousseau la Chapelle de Boisbretier, & Guyon les Chapelles des Baignaux & Dalonne, en faveur de Rabreul

breul & non d'autres ; Paul Fontaine la Chapelle de Bon-Fils, en faveur de Guyon & non d'autres ; Rabreul le sous Doyenné de l'Eglise de Poitiers, en faveur de Paul Fontaine ; le tout pour cause de permutation avec clause expresse, que si l'une des Parties revoquoit, toutes les resignations seroient nulles & sans effet. Ces Parties se firent pourvoir & prirent possession, Paul Fontaine ne donnoit rien à Rabreul, René Fontaine & Rousseau qui lui donnoient des Benefices ne recevoient rien, c'est *contractus innominatus* qui est contre la substance de la permutation, qui est une tradition mutuelle d'un Benefice, ou de plusieurs pour d'autres ; ce devolut significé à la Requête de Tuault, il instruit cette affaire pardevant le Conservateur de Poitiers, & par Sentence il est debouté de sa demande.

8. Appel en la Cour. Il m'aporta des Memoires pour y travailler, je lui dis que je voulois voir les pieces originales ; sur mon refus il y fit travailler un autre Avocat ; la Partie lui fit des écritures auxquelles il ne put répondre, il me pria d'y vouloir bien écrire, je le fis, c'étoit défunt M. Begon qui y travailla en habile Avocat, je repondis à ses moyens de Droit. M. Tuault crut se reconnoître,

il fit un Factum sur mes écritures où j'avois repris toutes les difficultez du Procès, je ne rapporterai point les autoritez dont quelques-unes le sont liv. 4 chap. 5 du Traité de la capacité des Ecclesiastiques, &c. Par Arrêt du 17 Juin 1702 rendu au raport de Mr l'Abbé de Vienne à la quatrième Chambre des Enquêtes, la Sentence fut infirmée, Tuault maintenu & gardé dans les Benefices sur lesquels il avoit pris un devolut; le dispositif de l'Arrêt sera à la fin du chapitre. Il faut voir Dumoulin n°. 171 de la regle *de public. resign.* le Pape n'avoit jamais eu connoissance de ce Concordat, & il n'y en avoit aucune expression dans les provisions; mais ce Devolutaire devoit encore avoir une copie des procurations qui avoient été données séparément, & en vertu du Concordat fait entre toutes ces Parties.

9. Que s'il paroïssoit une reserve dans un Concordat qui pût donner lieu au regrez, la provision n'est pas bonne; il y en a des exemples dans les notes de Dumoulin n°. 6 *de public. resign.* & autres lieux; mais si un Curé avoit réservé une pension de 60 liv. sur la Cure, ou qu'on lui donnât un Benefice de pareille valeur en Patronage laïque, le Resignataire conteste la pension, le Curé représentoit qu'il



n'y avoit personne interposée qui promit un Benefice, que c'étoit le cas de la reserve; par Arrêt du 18 Septembre 1679 il fut ordonné que le Curé de Dammarie Diocese de Sens jouiroit de 60 liv. de pension reservée par le Concordat; le Resignataire condamné de payer les ar-rerages & à les continuer; l'espece rapportée par Dumoulin est contraire, la Déclaration de 1681 pour l'incompatibilité des Benefices est survenue depuis, & il a été jugé par plusieurs Arrêts qu'un Curé ou Chanoine ne pouvoient réserver de pension sur un autre Benefice de résidence.

Si on resigne purement & simplement entre les mains de l'Ordinaire, le Pape qui a la prévention, peut-il conferer ce Benefice? J'estime que quoique la prévention soit odieuse, le Pape pouvant prévenir les Ecclesiastiques; mais il doit y avoir une procuration entre les mains du Banquier, pour donner le consentement au nom du Titulaire, l'expression n'en seroit pas suffisante, & que le pouvoir ne soit point limité à l'Ordinaire; à l'égard de ces resignations pures & simples en Cour de Rome, ce sont des resignations en faveur, Mr Talon Avocat General le déclara dans une cause pour un Canoniat de Sens.

Ce sont des procurations pures & simples & non en faveur, en la Légation d'Avignon, & il ne refuse point de résignation à celui qui est proposé par la supplique encore que la procuracion ne se désigne pas.

Mais si dans cette procuration pure & simple il y a des prières au Collateur en faveur d'une personne capable, cela se peut-il ? c'est ce que nous verrons ailleurs ; mais si cette procuration contenoit une démission entre les mains de l'Ordinaire, ou une résignation en faveur, les clauses doivent être bien distinctes & séparées, de crainte que la confusion des termes de la résignation en faveur, ne rejaillissent sur la démission qui est faite en même-temps, & dans le même acte qui est pur & simple & sans condition pour l'Ordinaire ; si la procuration n'a point été exécutée avec effet, le Procureur peut en vertu du même acte faire la résignation, Dumoulin & Mr Louet n°. 27 & 185 *de infirm. resign.*

10. Le Mandataire peut faire la condition du Mandant meilleure, c'est ce qui a été jugé par Arrêt du Grand-Conseil du 9 Septembre 1709 : nous l'avons mis dans les questions sur le Concordat. M. Charles Dumoulin n°. 173 *de publ. resign.* remarque qu'on n'excede pas les termes du

Concordat quand il est rempli plus abondamment, & qu'on n'y contrevient pas, *si pinguis expletur*; il suffit que la Partie ne déavouë point son Procureur, & qu'au contraire elle ratifie ce qu'il a fait, les résignations en faveur se peuvent faire en l'absence du Résignataire quand même elles contiendroient une pension, d'autant que par la prise de possession on accepte la résignation avec les charges.

11. La Procuration pour résigner ou permuter est annale suivant l'art. x. de l'Edit de 1550, que si une procuration avoit été donnée par Jacques pour résigner à Jean un Prieuré conventuel, & qu'il n'eut que dix-sept ans au premier Janvier 1715, & que la dispense pour le tenir ne fut que du mois de Mars 1719, la procuration seroit surannée, les provisions sont de datte courante, c'est-à-dire, du jour que la dispense est accordée, ce ne seroit pas une nullité, parce que comme ce n'est pas de datte retenuë suivant le Privilege des François, & l'art. 47 des Libertez de l'Eglise Gallicane, mais les provisions de datte courante ne dependent pas de l'Impetrant, mais du Supérieur qui dispense, ce n'est donc point par son fait que le retardement de la grace est arrivé; mais par celui du

Superieur qu'on ne peut imputer au Re-signataire; que s'il avoit l'âge de vingt-trois ans, & qu'on lui eut fait un refus de lui donner des provisions, il y auroit eu lieu à un appel comme d'abus, ce qui est de consequence; la procuration n'ayant pas eu son effet par le défaut de volonté du Pape, c'étoit un des moyens dont je me servois dans un Procès jugé en 1714, mais pour un Prieuré conventuel les procurations ont lieu après l'an, n'y ayant que ce cas excepté, & les Benefices de la nomination du Roy.

Voici le précis de l'Arrêt dont il est parlé dans ce chapitre, qui a maintenu le sieur Tuault en la possession, & jouissance du sous-Doyenné de l'Eglise de S. Pierre de Poitiers, Chapelle de Boisbretier & Prieuré de Maigne: Condamne lesdits Rabreul & la Fontaine rendre & restituer les fruits par eux perçus desdits Benefices: sçavoir ledit Rabreul, ceux desdits Prieuré de Maigne, & Chapelle de Boisbretier depuis le 22 Août 1698, jour de la prise de possession de Tuault à l'Eglise au profit dudit Tuault, & lesdits Rabreul & la Fontaine, ceux du sous-Doyenné échus depuis le 22 Août 1696 jusques au jour de la prise de possession de Tuault, & ceux depuis échus jusques au jour de l'Arrêt à son profit, ceux ad-

*pour acquérir & conserver, &c.* 31  
jugez à ladite Eglise pour être employez  
en réparations & ornemens de ladite  
Eglise de Poitiers, & aux dépens. Cet  
Arrêt fait une reparation à l'Eglise, à  
laquelle l'injure avoit été faite; ce qui  
est suivant la disposition de droit, quand  
une Eglise a reçu une injure, qu'elle n'a  
pas été servie, ou qu'elle l'a été par un  
Titulaire qui étoit intrus ou simoniaque  
& sans titre, il faut en rapporter les fruits  
qui sont dûs, 1°. au Possesseur legitime  
depuis sa possession, & à l'Eglise pour  
le temps qu'elle n'a point été servie, ou  
qu'elle l'a été par un Ecclesiastique qui  
étoit sans titre canonique, c'est la pre-  
miere regle de droit: *Beneficium sine Ca-  
nonica institutione obtineri non potest.*

Il faut donc pour avoir un titre cano-  
nique, que ce soit une veritable permu-  
tation sur des Concordats legitimes, &  
non sur ceux qui sont simoniaques & con-  
fidentiaires qui produisent des titres nuls.  
Passons à la Resignation pure & simple.



## CHAPITRE IV.

*Du genre de vacance par resignation pure & simple, ou démission,*

N<sup>o</sup>. 1. **N**OUS avons vû en quoi consiste le genre de vacance par mort, c'est ici une espece d'un autre genre, le consentement du Titulaire est necessaire: la Clementine *litteris de probationibus* aux decretales est abrogée, il faut donc rapporter la procuration du Resignant; cette Clementine étoit contre le droit naturel en ce qu'il suffisoit que le Pape eut déclaré que Jacques eut resigné, encore qu'on n'en eut aucune preuve par la procuration du possesseur, l'Autentique *si quis* au Code *de edendo* y est contraire. Mr Cujas dit, que le mot *resignare* a été pris d'un endroit de Festus, *pro rescribere ponent.*

Le Beneficier étant regardé comme l'époux du Benefice, il n'en peut être affranchi que par l'autorité du Supérieur, *Mol. n<sup>o</sup>. 4 de infirm. resign. &* suivans: en sorte que c'est le concours du Titulaire avec l'autorité du Supérieur qui produisent cette vacance, & délient le Titulaire de ses engagements.

2. Le Collateur a la liberté de choisir un bon sujet, & de lui conférer le Benefice sur la démission qui en est faite entre ses mains, & le Resignataire tient son droit de lui & non du Resignant, *Can. Moïses cause 16 qu. 7.* Que si le Resignant demeure toujours en possession du Benefice, c'est un détenteur qui a perdu droit & possession, & il ne peut même acquérir la triennale possession, suivant Rebuffe en son *Traité de pacificis possessoribus*. On peut sommer le Pourvû de prendre possession, ou de renoncer à son droit; mais il y a deux choses différentes, si le Collateur ordinaire admet la démission, le Titulaire perd droit & possession, n'étant pas nécessaire que le Collateur ait conféré; mais à qui appartiendront les fruits *medio tempore*, depuis l'admission jusqu'à la prise de possession de celui à qui on aura conféré? ils seront reservez au futur Successeur, ou donnez à la fabrique, il faut suivre l'usage; mais par la disposition de droit ils doivent être reservez au futur Successeur, *cap. cum vos de officio judicis ordinarii*.

3. Quelque renonciation que le Titulaire ait faite, il demeure toujours en possession de son Benefice si le Supérieur n'en a pas fait l'admission, *Gl. Pragm. sanct. v. renuntiassé de sublatione Clem.*

*litteris*. Dumoulin qui avoit pris les bonnes choses des Auteurs anciens, remarque la difference qu'il y a entre l'admission & la collation, c'est sur l'art. 55 de l'ancienne Coutume de Paris, & a suivi la Glose ci-dessus; mais quand elle est faite, le Titulaire perd titre & possession, Gl. *in consuet. Paris. v.* qui denie le Fief, no. 80 & 81.

Que si le Pourvû par démission ne veut pas accepter, mais qu'il repudie, c'est par le même genre de vacance qu'il étoit pourvû que les provisions seront données, que si elles ne sont point acceptées elles ne produisent point de vacance, *cap. si tibi absenti de præb. in sexto*, c'est le sentiment de Dumoulin sur ce chapitre.

4. Supposons que le Benefice ne soit pas à la pleine & entière disposition du Collateur, mais qu'il n'en ait que l'institution, il ne peut le conférer sans le consentement du Patron qui a droit de se plaindre s'il est méprisé, Canon *de cernimus*, cause 16 qu. 7. Gl. *in Clem. de renunci. v. in manibus*, Mol. & Mr. Louet n°. 111 *de infirm. resign.* mais si c'étoit dans un mois de Graduez & qu'il y eut des présomptions de fraude, ces Docteurs & plusieurs autres ont agité plusieurs questions sur le droit des Graduez, quand il y avoit plusieurs circonstances de fraude,



Soit dans la resignation pure & simple, ou dans la permutation; elles n'ont plus de lieu, parce que par l'art. 13 de l'Edit des insinuations de 1691, si le Pourvû n'a fait insinuer la procuration & les provisions deux jours francs avant le décès de l'ancien Titulaire, celui de l'insinuation & de la mort non compris, les provisions sont nulles seulement à l'égard des Expectans & Patrons, & toutes ces dissertations sur les circonstances de fraude sont entierement abolies, & sont sans effet.

On voit en cela la necessité des nouvelles Loix, & de quelle utilité elles sont pour decider les présomptions de fraude que tant de Docteurs n'avoient pû fixer, il y a la moitié à retrancher au sujet des Mandats, des reserves, & une infinité de choses semblables dans les écrits des Docteurs des quinzième & seizième siècles, ce que nous observerons pour faciliter aux jeunes gens la lecture des Auteurs de ces temps-là; les subtilitez des hommes sçavans dans ce genre d'étude, ont été bien perfectionnées par les Edits, Ordonnances & Déclarations qui ont été publiez depuis dans le Royaume; on voit donc la necessité qu'il y a de donner un correctif aux Anciens.

5. Que s'il paroît quelque necessité de

conferer sur une procuration qui détermine le Collateur ordinaire, parce que la personne qui doit être pourvue y est désignée, c'est une espece de simonie, l'Ordinaire ne peut pas la recevoir. Les Docteurs Ultramontains & François sont de même sentiment, Rebuffe de *pura resignatione*, Mol. & Mr Louet n°. 185 de *infirmis resign. Cassadore decis. 2. de simonia*; ce n'en est pas néanmoins une véritable, mais c'est donner lieu à une succession dans le Benefice, ce qui est défendu par les Conciles.

Mais il faut supposer que dans la procuration *ad resignandum* il y a une clause par laquelle le Resignant recommande au Collateur un Ecclesiastique capable, & qu'ayant égard à la recommandation, il lui confere le Benefice, il faut examiner si par une clause de dépréciation le Collateur n'a pas été libre, ou s'il l'a été, les Docteurs en ont fait des dissertations; entr'autres la Glose de la Pragmatique sanction sur le mot *libere §. ad tollendum de elect.* & ont soutenu qu'on pouvoit prier un Collateur de pourvoir une personne; sa liberté n'en est point diminuée, & il peut donner à celui qui lui est recommandé, ou à un autre.

Cette question s'étant présentée au Parlement de Toulouse, elle y a été jugée

en faveur de celui qui étoit nommé dans la procuration, & pour lequel les prieres avoient été faites par le Resignant. Mr Dolive livre 1 chap. 26, l'Arrêt est du 4 Avril 1637, *Melchior de Benef. Eccl. lib. 3 tit. 4.* le Collateur avoit la liberté d'en nommer un autre.

6. Que si un Titulaire d'un Canoniat & Prébende les resigne, qu'il en soit dépouillé par son Resignataire, & qu'il n'y rentre point par regrez, mais que par la mort de ce Resignataire il en soit pourvû de nouveau, il perd tout l'avantage de l'antiquité de sa possession, c'est un nouveau droit, une nouvelle possession, *id. Mol. §. 43. Gl. 1* de l'ancienne Coutume de Paris.

Il en est de même que des Charges & Offices, ce sont des corps politiques auxquels le Roy donne l'être & l'existence, l'abdication qui en est faite entre les mains produit une vraie vacance; le Roy donne des provisions par démission, que si cet ancien Titulaire veut reprendre la Charge, il perd la préseance & le rang qu'il avoit: ce qui est arrivé à défunt Mr Jérôme Bignon, il avoit été premier Avocat General, il avoit resigné cet office à Mr Briquet son gendre, il reprit de nouvelles provisions & devint le second Avocat General.

Les provisions doivent être prouvées par écrit, Dumoulin & Mr Louet n. 308. *de infirm. resign.* L'art. 9 de la Déclaration de 1646 sur l'Edit du Contrôle : Nous avons déjà expliqué cette matiere de discipline.

7. Mais quand il y a une alternative entre des Collateurs , comme entre le Pape & les Evêques de Bretagne ; ceux-ci peuvent admettre des resignations pures & simples dans les mois du Pape pourvu que ce soit sans fraude. Mr Louet sur la regle *de infirm. n. 236.* ce qui a été suivi depuis la mort de cet Auteur , Arrêt du 30 Mars 1662 rapporté au tome 2 du Journal des Audiances ; il y en a un autre du 20 Avril 1671 rendu au Grand Conseil sur la démission d'un Benefice entre les mains du Tournaire , tome 3 du Journal des Audiances liv. 5 chap. 8.

Que si le Supérieur n'a que l'institution sur la nomination ou présentation d'un Patron laïque , sera ce entre les mains du Patron ou du Collateur que la nomination se fera ? il est certain que ce sera le Supérieur qui recevra la démission ; j'ai été consulté pour des Benefices consistoriaux ; un Evêque remet à la verité sa démission entre les mains du Roy , mais il n'est point délié des Charges & de la Jurisdiction de son Evêché & de son Abbaye

qu'il n'ait été proposé en Consistoire, le Benefice étant consistorial; la démission & la préconisation seules ne sont pas suffisantes, & les provisions ne sont datées que du jour de la proposition. Quelques personnes peu instruites de la Cour de Rome, & qui hazardent, avoient soutenu le contraire, & ont été à la source où nous avons puisé ces maximes; elles en ont été éclaircies suivant notre opinion qui a prévalu; mais à l'égard des fruits & de la Regale, le Roy en peut disposer, & l'Evêque ne jouit plus des fruits de son ancien Evêché, la Regale y est ouverte, & les Benefices qui étoient conferez par l'Evêque, à la réserve des Cures, sont conferez par le Roy.

8. Les autres Benefices qui ne sont pas consistoriaux s'expedient à l'ordinaire par datterie, & c'est du jour des provisions qui sont données par le Pape à un autre sur la démission de l'ancien Titulaire, que la grace est censée faite sous la nomination du Roy, sans laquelle les provisions ne seroient pas valables.

Il en est de même à l'égard des démissions des Benefices, dependans des Patrons Ecclesiastiques & Laïques, elles se font entre les mains des Collateurs qui ont l'institution, & non en celles des Patrons, ce qui a fait la matiere d'une

grande contestation entre Mr. l'Archevêque de Vienne & un Abbé, ou du moins entre le Pourvû par le premier & l'Abbé de Suay, lequel sur la démission d'un Curé avoit présenté à Titius qui demanda des Provisions à l'Ordinaire qui fit refus, fondé sur ce que la démission devoit être faite en ses mains; cependant le Resignant étant mort quelques jours après, & l'Ordinaire ayant conféré par mort; le présenté par le Patron prétendoit que ce refus étant injuste, le droit dans la Cure lui étoit acquis du jour de sa requisition, & qu'y ayant plus de deux jours francs suivant l'arr. 13 de l'Edit des insinuations, le Benefice avoit vaqué par resignation & non par mort; la procuration & la requisition étant insinuées plus de deux jours avant le décès, il fut jugé en faveur du nommé par le Patron.

9. J'estime que la démission doit être faite entre les mains des Ordinaires, ce sont eux qui lient les Titulaires aux Benefices, & c'est une regle de l'un & l'autre droit, que la même puissance qui a la force & l'autorité pour lier, a la même pour délier : *Nihil tam naturale est unumquodque eodem jure dissolvi quo colligatum est*; mais quand cette démission est faite entre leurs mains, ils doivent donner l'in-

*pour acquiescer & conserver, &c.* 41

stitution sur la présentation des Patrons , leur collation ne seroit pas nulle s'ils l'avoient donnée de plein droit , mais elle seroit annullée , le Patron se plaignant ; que si le Pape avoit donné des Provisions dans les quatre mois du Patron laïque , elles seroient nulles s'il y avoit dérogé , & elles seroient obreptices & abusives s'il n'y avoit pas dérogé , ce qui est fondé sur l'art 30 des Libertez de l'Eglise Gallicane ; le Pape ne pouvant pas déroger au Patronage laïque , ce qui prouve que le Pape ne peut en aucun cas mettre la main au Benefice de Patronage laïque , les Patrons ne s'étant jamais soumis aux préventions des Papes , c'est une regle magistrale , mais après les quatre mois ils y pourvoient par devolution.

Et on met dans les provisions , *quod tanto tempore vacaverit & vacet ad presens, quod juxta Lateranensis Statuta Concilii ad Sedem Apostolicam legitime devoluta sit collatio.*

10. Une question qui a été proposée ; & qui peut l'être souvent , le Titulaire d'un Benefice qui l'a possédé quinze ans avec honneur , l'ayant résigné , en obtient un autre quelque temps après dans la même Eglise , demande s'il peut reprendre son ancien rang de Chanoine , il dit pour ses raisons que comme c'est dans la

même Eglise, il est plus facile de reprendre son rang sans s'arrêter à des formalitez scrupuleuses de possession ; cependant nous pouvons dire que c'est un nouvel être, que c'est un autre Benefice, un autre titre & possession qui ne donne rang & séance que du jour de la possession & installation. Loiseau en son Traité des Offices liv. 1. ch. 7 n°. 73, c'est ce que dit Dumoulin sur la Coutume de Paris ; nouveau titre, nouvelle possession. Autre chose est, si c'étoit un regrez, on reprend son rang comme il a été jugé par plusieurs Arrêts.

Ce n'est pas le seul cas que le regrez, qui est fondé sur un consentement qui n'est pas libre, & qui a été précédé par une résignation qui n'étoit pas volontaire, les approches de la mort souvent aidées par les surprises donnent lieu à ces changemens.

## CHAPITRE V.

### *De la Coadjutorerie des Benefices avec la future succession,*

N°. 1. **L**Es Moyens Canoniques de faire passer les Benefices sur la tête d'un autre de son vivant, avec la



*pour acquiescer & conserver, &c.* 43  
retention de la dignité pendant sa vie ,  
la jouissance des fruits & la collation des  
Benefices , sont approuvez par le Concile  
de Trente sess. 25 chap. 7. *de reformatione*,  
c'étoit priver les électeurs des grands Be-  
nefices , & une espece de reserve, en leur  
ôtant le droit d'élection qui leur appar-  
tenoit.

Que si c'étoit dans les pays d'obedience  
ou dans les pays où l'on suit le Concor-  
dat , cela seroit different ; mais avant que  
d'en faire la dissertation, posons quelques  
principes sur cette matiere.

Premierement elles y sont défendues ,  
mais s'il y avoit necessité ou une utilité  
évidente , & que le Successeur eût les  
qualitez nécessaires pour être Evêque ou  
Abbé , pour soulager le Prélat à cause de  
ses infirmités , le Concile le permet &  
les Coadjutoreries sont tolerées plutôt que  
permises.

2. Mais il faut voir les especes dans  
lesquelles on peut donner un Coadjuteur :  
si le Titulaire est infirme & fort âgé , qu'il  
ne puisse plus faire ses fonctions , ni l'ex-  
ercice de son ministère ; le public ne  
doit pas être privé du secours qui lui est  
dû , c'est le Prélat qui est donné à l'Eglise ,  
& non l'Eglise qui est donnée au Prélat ;  
mais les maladies du corps & les infirmi-  
tez de l'esprit ne sont pas des causes pour

44     *Traité des Moyens Canoniques*  
priver cet infirme de son état. Nous en avons plusieurs dispositions dans les réponses des Papes , entr'autres de Gregoire le Grand à Ætherius , Archevêque de Lyon, au sujet d'un Evêque infirme, qu'on ne devoit pas destituer à cause de ses infirmités , mais que s'il avoit quelques intervalles heureux pour le choisir, il devoit être donné de son consentement.

Mais s'il n'y avoit aucun temps dans lequel ce Prélat fit voir *dilucida intervalla* , comme il étoit de l'intérêt de l'Eglise de ne pas laisser le Diocèse destitué de Pasteur; les Electeurs devoient se donner les mouvemens pour faire choix d'une personne fidelle & capable de se charger du soin des ames. En voici les termes : *Enim vero si nullo tempore sana mentis officium persona fidelis , ac vite probabilis est eligenda, quæ ad regimen Ecclesiæ idonea possit existere , atque de animarum utilitate cogitare . . . . qui etiam , si Episcopo qui nunc egrotat superstes extiterit , loco ejus debeat conservari.*

3. Il faut donc si le Prélat a des momens de santé qu'il donne son consentement , que s'il n'en a point , c'est à ceux qui ont droit d'elire , ou de nommer à ces Prélatures de faire un bon choix d'un Prélat qui puisse remplir la place de celui qui est infirme ; il explique dans

cette lettre les fonctions du Coadjuteur qui doit avoir les choses nécessaires pour sa subsistance, d'une partie du revenu de l'Evêché; ce sont ces anciens monumens des grands Papes qui servent de regle & d'exemple, tome 5 Conc. col. 1514.

Il faut donc établir trois ou quatre choses pour une Coadjutorerie d'un Evêché ou Abbaye; La premiere qu'il y ait une cause d'utilité ou de nécessité.

La seconde que le Prélat consente à la Coadjutorerie qui est nécessaire. 3<sup>e</sup>. Que le Coadjuteur soit en état de rendre service à l'Eglise; mais on demande si le Pape en peut donner un? il y a une distinction à faire, ou c'est une Prélature dans le pays d'obedience qui suit le Concordat Germanique, ou le Concordat François.

4. Dans le premier cas il s'est trouvé une contestation en 1701, touchant la Coadjutorerie de l'Evêché de Strasbourg, le Pape envoya à l'Evêque un Bref, par lequel il lui étoit permis à cause de ses indispositions d'indiquer une personne pour être son Coadjuteur avec future succession.

Le Chapitre à qui l'élection en appartient vouloit entrer en connoissance de cause, & s'il étoit expedient d'avoir un Coadjuteur, fondé sur ce que l'élection

de son Prélat lui appartenoit , qu'autrement ce seroit introduire une réserve , à laquelle le Pape avoit renoncé par un des articles du Concordat Germanique.

On disoit de la part de l'Evêque & de celui sur lequel devoit tomber l'indication , que l'élection ne se devoit faire que dans les cas dans lesquels il y avoit une vacance nécessaire , qu'il ne s'agissoit point ici d'aucune vacance de droit, que si par le Concordat Germanique le Pape avoit renoncé aux réserves , c'étoit seulement pour les Benefices inferieurs , mais non pas pour les Evêchez , & qu'il ne renonçoit point à l'Extravagante *execrabilis*.

Lorsque l'affaire fut consultée , on trouva la décision dans un Auteur qui apporte ce temperament sur le Concile de Trente , *discursu* 44. où l'Auteur dit, qu'il est bon que le Chapitre procede à l'élection , & qu'il fasse choix de celui qui est indiqué par le Prélat en conséquence du Bref.

Ce temperament est un accommodement qui ne donne que l'ombre d'un droit au Chapitre qui par ce moyen n'a pas la liberté de suffrager.

5. Ce n'est pas la même chose en France où l'on suit le Concordat entre Leon X. & François I. d'autant que les Rois de

France ayant succédé aux élections , ils approuvent quelquefois ces Coadjutoreries ; c'est un oncle ou un bon ami qui choisit un bon sujet , & qui l'indique au Roy qui l'approuve & donne son consentement , & passe une procuration pour resigner avec la succession future en faveur du Coadjuteur. On en envoie la nomination en Cour de Rome avec la procuration du Resignant pour y consentir ; ce qu'il y auroit de mal , ce seroit si c'étoit un mauvais sujet ; mais comme Mr le Nonce fait une information de vie & mœurs , il n'y a rien à craindre de ce côté-là.

Il y a deux causes de cette Coadjutorerie : La principale est en faveur de l'Eglise à ce que les peuples ne soient point destituez de Pasteur.

La seconde est à cause des infirmités du Pasteur pour lui donner du secours , il ne faut pas présumer que la chair & le sang y aient quelque part , quand même ce seroit un neveu il faut croire le bien , Canon. 30 Conc. Arausicani an. 441. tom. 3. Conc. col. 1451.

6. Les Docteurs ont cru que l'utilité de l'Eglise étant l'objet de la Coadjutorerie , elle devoit être embrassée favorablement , c'est le bien public , que si on la regarde comme une resignation elle

48     *Traité des Moyens Canoniques*  
est à blâmer , c'est une succession dans les  
Benefices. Cassadore *decis.* 2 nombre 21  
*de restitutione spoliatorum*, fait cette dis-  
tinction , il dit que celle-ci est de l'in-  
vention de la Cour de Rome ; elles sont  
contre la décision précise d'une décrétale  
*cap. 5 de partis* ; C'est multiplier les Pré-  
lats dans le même Benefice , & en donner  
deux au même Benefice qui n'est que  
pour un seul. Le Cardinal d'Osset en a  
fait mention dans sa lettre 93 à Mr de  
Villeroy auquel il mande deux choses im-  
portantes : La première , qu'on ne donne  
point de Coadjuteur à un Prélat , que  
quand il a gouverné long-temps son Evê-  
ché, qu'il est vieux , & qu'il n'est plus en  
état d'exercer son ministère.

La seconde chose , c'est que l'objet de  
cette Coadjutorerie étant pour l'utilité  
de l'Eglise , le Coadjuteur doit être Evê-  
que *in partibus* , & en état de servir uti-  
lement l'Eglise ; il mande avec liberté à  
Mr de Villeroy , qu'un jeune Prince âgé  
seulement de treize ans n'étoit pas en état  
d'être proposé pour Coadjuteur , au com-  
mencement de la promotion du Prélat,  
ces choses ne doivent pas être ignorées.

7. Nous avons des Procès verbaux de  
plusieurs Archevêchez & Evêchez , du  
moins des deux tiers du Royaume , dont  
nous ne chargerons point ce Traité , que  
d'une

pour acquérir & conserver, &c. 49  
D'une seule qui est une Coadjutorerie de  
l'Evêché de Nevers, le Cardinal Protec-  
teur fait la préconilation en ces termes,  
& dans le Consistoire suivant il fait la  
proposition, c'est le jour que les Bulles  
sont dattées.

Beatissime Pater,

*In proximo Consistorio si sanctitati vestra placuerit, ego &c. N. Cardinalis preconium faciam Ecclesie Philadelphiensis, certo modo vacantis, in personam Reverendi Domini Dacheri, Presbyteri Nivernensis Dioecesis, quem Episcopus Nivernensis Septuagenarius sibi postulat dari in Coadjutorem perpetuum, cum futura successione ad Ecclesiam Nivernensem, ad quam etiam à Rege Christianissimo nominatur.*

*Ecclesia Philadelphiensis est in partibus Infidelium cujus status est deplorandus, &c. à Rege Christianissimo nominatur.*

*Civitas vero Nivernensis est in Gallia & precipua in ducatu Nivernensi, quæ quatuor millia incolarum complectitur, circiter Parochiales Ecclesias undecim cum fontibus baptismatibus, duodecim Monasteria seu Conventus regulares, octo virorum & quatuor monialium, duo Collegia, unum Presbyterorum Societatis Jesu, & alterum Presbyterorum Congregationis Oratorii, ac*  
Tome III.

50 *Traité des Moyens Canoniques*  
unum Hospitale & præfati Regis dominio  
subjacet ; in ea est Ecclesia Cathedralis  
structura antiqua , sub Invocatione sancti  
Quirici, &c. Suffraganea Archiepiscopi Se-  
nonensis , in aliquibus locis indiget repa-  
ratione.

In ea sunt dignitates quinque , videlicet  
Decanatus qui est prima post Pontificalem,  
Archidiaconatus major, Thesauraria, Can-  
toria, Archidiaconatus minor, triginta quin-  
que Canonicatus & Præbendæ , quarum una  
est pro Theologo , Capellania seu semi-Præ-  
bendæ decem, & sex pueri chori.

In eadem Ecclesia habet organum , cho-  
rum, campanile cum campanis, cœmeterium,  
& sacrum, sufficiente suppellectili, etiam  
ad Pontificalia exercenda instructum, & ini-  
bi asservantur Reliquiæ Sanctissimorum Ju-  
riti & Julitæ in capsis argenteis deauratis  
& lapidibus preciosis decoratis.

Palatium pro habitatione Episcopi est  
dictæ Ecclesiæ contiguum & aliquibus in-  
digens reparationibus , & multis in locis  
ruinam minatur.

Diœcesis satis ampla continens quinquaginta milliaria longitudine , triginta in latitudine , & ducentas sexaginta , quatuor Parochiales Ecclesias , ter Collegiatas, duo Monasteria virorum.

Dictus autem promovendus est ex paren-  
tibus Catholicis , & antiqua nobilitate



*pour acquérir & conserver, &c. 51*  
*conspiciuus, in legitimo matrimonio natus,*  
*etatis quadraginta annorum, licentiatuſ in*  
*decretis, moribus perhonestis, imbutuſ in*  
*litteris Philoſophicis, prout & Theologicis,*  
*& in rebus agendis ac Eccleſiaſticis func-*  
*tionibus verſatiſſimuſ, verbi Dei concionator*  
*eximiuſ.*

*Emiſit profeſſionem fidei juxta articuloſ,*  
*&c. quæ omnia conſtant ex proceſſu formato*  
*coram Nuncio Apoſtolico in Gallia reſi-*  
*dente à RR. DD. Ordinum capitibus, &*  
*à me ſubſcribenduſ.*

**Fruſtuſ dictæ Eccleſiæ taxatæ**  
**2000 flor.**

*Supplicatur pro expeditione cum reten-*  
*tione Canonici & Præbende, nec non*  
*Archidiaconatuſ majoriſ nuncupati & per-*  
*petuæ, ſine cura perſonaleſque reſidentiam*  
*non requirentiſ capellaniæ ſub Invocatione*  
*ſancti Jacobi, quæ dictuſ promovenduſ in*  
*dicta Eccleſia in tituluſ, ac cui Cura Pa-*  
*rochianorum non incumbenſ animarum S.*  
*Hildardi, Ordiniſ ſancti Auguſtini præ-*  
*dictæ Nivernenſiſ, ſeu alteriuſ Dioceſiſ, in*  
*commendam ex conceſſione Apoſtolica ad*  
*ſui vitam, nec non reſervatione penſionis*  
*annuæ mille librarum Q. in favorem dicti*  
*providendi ſuper fruſtibus menſæ Epiſcopa-*  
*liſ dictæ Eccleſiæ, durante Coadjutoris officio,*  
**C ij**

152 *Traité des Moyens Canoniques  
de Regis ac Episcopi prefatorum consen-  
su.*

8. Il faut à présent expliquer ce Procès-verbal de préconisation qui est fait par le Cardinal Protecteur qui préconise ce Coadjuteur ; il se peut diviser en trois parties : l'une qui regarde l'Evêque qui a besoin de secours , l'autre qui a son rapport à la personne proposée pour être Coadjuteur , & la troisième qui regarde l'état de l'Evêché ; on sera bien aise d'apprendre cette distribution dont peu d'Auteurs ont parlé.

La nécessité ou l'utilité évidente de l'Eglise est l'objet ou le doit être de cet Evêque infirme qui est septuagenaire. David dit que ce n'est plus que travail & douleur après cet âge , c'est donc un véritable motif qui est fort raisonnable, il résigne à ce Coadjuteur pour être son Successeur , il lui donne du consentement du Roy mil livres de pension sur les fruits de l'Evêché tant que durera la Coadjutorie.

Que si l'ancien Titulaire est sain d'esprit , c'est lui qui ordonnera du spirituel & du temporel , à moins que par faiblesse d'esprit il ne fut pas capable d'en faire l'exercice ; mais il le soulagera en tout ce qui est dépendant de lui , & qu'il fera hors d'état de l'accomplir.

9. La seconde partie de cette préconisation regarde la personne du Coadjuteur, dont le nom vient suivant les Docteurs à *coadjuvando*, à cause du secours qu'il donne, & des soins qu'il prend pour cet Evêque âgé & infirme. La première chose c'est qu'il est fait Evêque de Philadelphie qui est *in partibus infidelium*, pour pouvoir donner les Ordres, & faire les fonctions Episcopales, & donner toutes les assistances au coadjuté pour la prédication, les visites & autres fonctions de son ministère, comme de donner les Ordres, &c.

Sa qualité de Prêtre, de Docteur & du même Diocèse, sont des titres qui sont propres pour le croire en état de remplir les devoirs de l'Episcopat, principalement né de parens Catholiques, c'étoit avant la revocation de l'Edit de Nantes; on dit qu'il est d'une ancienne noblesse, quand c'est la vertu & le merite qui en sont les principes; on présume que la personne nommée marchera sur les traces de ses ancêtres, & qu'elle ne dégènera point.

On le dit d'un âge de quarante ans, la grande force de l'homme est à cet âge: on parle ensuite de sa science & de ses bonnes mœurs, qu'il est bien instruit en Philosophie & en Theologie, & élevé dans la conduite des affaires Ecclesiasti-

34 *Traité des Moyens Canoniques*  
ques & ceremonies de l'Eglise , étant  
d'ailleurs bon Prédicateur.

On ajoute ensuite qu'il a fait la profession de foy suivant la formule qui en a été faite , & les articles qui y sont inserez.

Voilà le caractère d'un bon Prélat bien exprimé: mais comme ce Coadjuteur doit avoir dequoi vivre , l'ancien Evêque lui donne du consentement du Roy une pension de mil livres sur les fruits de l'Evêché de Nevers tant qu'il en sera le Coadjuteur.

Enfin il y a une retention de quelques Benefices , ce qui est necessaire, d'autant que les provisions doivent contenir les obtentes , c'est-à-dire , les Benefices du Pourvû , & que d'ailleurs ils vaqueroient par la consecration , & comme il n'est que Coadjuteur , il est juste qu'il retienne les Benefices qu'il avoit, n'y ayant aucune incompatibilité actuelle de la Coadjutorerie qui n'est qu'une esperance legitime avec ses Archidiaconé & Canoniat ; cette pension n'est donc établie par l'autorité du Pape que du consentement de l'ancien Evêque & de l'autorité du Roy. Passons à present à l'état de l'Evêché.

10. L'état de l'Evêché qui est la troisième partie du Procès-verbal, est encore de conséquence, les Villes principales des

Provinces dès la naissance de l'Eglise ont été les lieux de l'établissement des Evêchez ; plusieurs Conciles ont fait des défenses de les mettre dans des bourgs & villages pour n'en pas avilir la dignité. La Cour de Rome appelle les Villes où est le Siege des Evêques , *civitas* ; les autres s'appellent dans les suppliques & signatures de Rome , *Castrum, oppidum*, quelques grandes qu'elles soient ; & les Capitales des Provinces devoient être décorées de ce titre d'Evêché ; c'est l'esprit des Conciles & des Peres de l'Eglise , comme étant non-seulement de bien-séance , mais aussi de nécessité. Il faut y considerer le bien de l'Etat & de l'Eglise.

On ajoute que Nevers est en France sous la domination du Roy , qu'elle comprend environ quatre mille personnes , onze Paroisses avec leurs fonds baptismaux , douze Monasteres ou Convens de Reguliers qui sont distinguez, huit d'hommes , quatre de filles ; deux Colleges , l'un de Jesuites , l'autre de Prêtres de l'Oratoire , & un Hôpital.

Il explique ensuite l'état de l'Eglise Cathedrale , les noms des Saints sous lesquels la Dedicace en a été faite , & dont on a les Reliques , qu'elle est suffragante

36 *Traité des Moyens Canoniques*  
de l'Archevêché de Sens , & qu'elle a  
besoin de plusieurs reparations.

On ajoute qu'elle est composée de cinq  
dignitez qui y sont nommées, trente-cinq  
Chanoines , dont l'une est pour un Theo-  
logal & dix Chapellains ou Semiprébén-  
diers , & six enfans de Chœur.

Dans cette Eglise il y a un Chœur ,  
des Orgues , des Cloches , un Clocher ,  
un Cimetiere & une Fabrique assez rem-  
plie d'Ornemens pour y faire l'Office  
pontificalement avec decence & dignité,  
il y a des Reliques dans des Châsses or-  
nées de pierres précieuses.

Qu'il y avoit aussi un Palais pour l'E-  
vêque près de l'Eglise , qui avoit besoin  
de plusieurs reparations.

Que la grandeur du Diocèse étoit d'en-  
viron cinquante mil de longueur , sur  
trente de largeur , comprenant deux cens  
quarante Paroisses , deux Collegiales ,  
quatre Monastères , c'est suivant l'Italie  
que l'on compte par mil que nous redui-  
sons en lieues.

Enfin c'est une Eglise taxée dans les  
livres de la Chambre apostolique dont on  
paye l'annate , la taxe des deux mille  
florins est une monnoye qui n'a plus de  
cours, encore qu'elle ait lieu en Flandre ,  
Allemagne & ailleurs.

Mais à Rome on paye la componende

*pour acquérir & conserver, &c.* 57  
en ducats , encore que la monnoye usuelle  
soit d'écus , de testons , de jules & autres  
petites monnoyes.

On ne doit donc pas dépouiller l'E-  
glise de son Pasteur principalement quand  
il a bien vécu , & que sa science & ses  
mœurs ont bien édifié le public , les  
plus grands Papes ont consolé les Evêques  
affligés de quelque maladie. Innocent III.  
écrivant à l'Archevêque d'Arles au sujet  
d'un Evêque qui étoit en cet état , dit :  
*Mandamus quatenus illi Coadjutorem as-*  
*societ virum providum & honestum , per*  
*quem tam populo quam Episcopo utiliter*  
*consultatur.* Il a égard au public , *tam po-*  
*pulo* , & ensuite à l'Evêque, *quam Epis-*  
*copo* , & cet Archevêque en avoit la fa-  
culté suivant la Consultation d'Inno-  
cent III. *Cap. 5. de Clerico agrotante &c.*

II. On donne aussi des Coadjuteurs  
pour des Abbayes par les mêmes raisons  
& pour les mêmes causes. Que si nous  
aimons la vérité , la discipline de l'E-  
glise ne recevra pas sa perfection , pour  
donner à un Abbé Commendataire un  
Coadjuteur , il est vrai que pour un Abbé  
Regulier qui a juridiction , & qui a l'é-  
conomie , & le soin de la police pour  
le temporel & le spirituel ; l'exercice de  
la juridiction est nécessaire & impose au  
Superieur le soin de la maison , & des

Religieux , aussi-bien que du temporel ; ce qui ne se trouve pas dans un Abbé Commendataire qui n'ayant que la jouissance des fruits & le soin de bien administrer le temporel , n'a pas besoin d'un Coadjuteur , si ce n'est pour être son Successeur au Benefice ; il faut donc à present passer aux autres Coadjutoreries des Cures , Dignitez , & autres Benefices.

N'y a-t-il que le Pape qui puisse donner des Coadjuteurs ? Cette question est importante : il faut fouiller dans l'antiquité pour en découvrir les raisons , & en prendre l'autorité : nous nous contenterons d'un exemple , pour montrer que cela s'est fait. Tetricus Evêque de Langres étant devenu infirme , le Clergé de ce Diocèse impatient de voir que sa maladie & ses infirmités tiroient en longueur , demanda au Roy un Successeur qui fût son Coadjuteur , il proposa Menderic , il l'accorda ; mais il n'avoit qu'une portion des fruits , & se retira dans un Château comme Archi-Prêtre. Nous en avons fait mention dans le premier Livre chap. 10 & de quelqu'autres , mais il faut se tenir à l'usage , le Roy ayant succédé aux Electeurs.

12. Il est permis en droit de donner des Coadjuteurs aux Curez , le Pape Luce III. l'avoit ainsi ordonné par sa



Décrétale inserée au chapit. 3 de *Clerico agrotante aut debilitato, quod dandus est eis Coadjutor qui curam habeat animarum.*

Nous avons des Arrêts dans nos Livres qui ont décidé ces questions, il semble qu'elles soient autorisées *Can. scripsit 7 qu. 1.* Mais il a été jugé par Arrêt du 25 Février 1642, que les Coadjutoreries émanées de la Cour de Rome qui n'ont pas pour objet le bien public, mais une succession dans les Benefices qui ressent la grace expectative, ne sont point adoptées par nos mœurs : premierement, à l'égard des Cures on peut mettre un Vicaire & se faire soulager ; mais à l'égard des Dignitez & Canoncats, elles n'ont jamais été tolerées en France, que pour les Dignitez à charge d'ames, comme les Evêchez dont les fonctions ne peuvent être faites que par ceux qui sont Coadjuteurs, d'autant qu'ils ont le caractère Episcopal étant pourvus d'un Evêché *in partibus*, qui a le même titre & caractère, pour en faire les fonctions ; il y a donc nécessité, & à l'égard des autres Benefices, chaque Prêtre est en état d'assister un Curé. Voilà la difference du caractère qui prouve qu'on peut donner un Coadjuteur pour un Evêché & s'il y a nécessité, mais qu'il n'y en a aucune pour les Benefices mediocres.

## CHAPITRE VI.

*De la resignation en faveur.*

Nº. 1. **I**L seroit à souhaiter que ceux qui se mêlent des affaires Ecclesiastiques, dont la matiere beneficiale fait une des principales parties, voulussent lire les Conciles & l'Histoire Ecclesiastique, aussi-bien que les Constitutions Canoniques; le tout par rapport à nos Edits & à nos Ordonnances, sur lesquels sont fondées les Libertez de l'Eglise Gallicane, ils y verroient les principes & l'origine aussi-bien que le progres des décisions qui y ont été faites, & qui ont été empruntées ou rejettées par nos Edits & Ordonnances; ils y trouveroient ce qui est permis & ce qui est défendu: Moïse préfera d'autres personnes à ses enfans dans le Sacerdoce, *Can. Moyses 8 qu. 1.* & il a été perpetuellement défendu aux Ecclesiastiques qui avoient des Ministeres dans l'Eglise de les laisser à d'autres comme par un droit hereditaire, le Can. 23 d'un Concile d'Antioche, le Canon 5 d'un Concile Romain sous le Pape Hilaire, tenu en l'an 341 & 465, tome 2 des Conciles col. 571, & tome 4 col.

pour acquérir & conserver, &c. 61  
 1061 & 1062. Que si nous voulons rechercher des autoritez dans nos Conciles François, nous avons ceux de Toulouse & de Reims sous Callixte II. c'est le Canon 8 du premier, & le Canon 4 du dernier en l'an 1119 col. 857 & 863. *Nullus Episcopus, nullus Presbyter, nullus omnino de Clero Ecclesiasticas Dignitates vel Beneficia, cuilibet jure hereditario derelinquat.* Les Conciles sont remplis de cet esprit; quand on a voulu y contrevenir on a fait des Constitutions, des Regles de Chancellerie, des Ordonnances & Edits pour arrêter le cours des resignations, elles n'ont été à la verité dans un grand usage suivant l'autorité de Dumoulin n°. 13 de *inf. resign.* qu'après le plus grand de tous les schismes qui a déchiré l'Eglise dans le quatorzième siecle sur la fin; la raison pour laquelle les resignations sont odieuses, c'est qu'on a eu plus d'égard aux personnes qu'aux Eglises. Dumoulin a été suivi par Flaminius, Parisius & Gonzales qui sont d'avis, que pendant le douzième, le treizième, & au commencement du quatorzième siecle, les resignations en faveur étoient inconnues.

2. Les Auteurs modernes, & même avant & depuis les trois dont nous venons de parler, les trouvent favorables, Cassa-

62 *Traité des Moyens Canoniques*  
dore decif. 13 de prob, Mr Louet n°. 3  
de infirmis resign. *Hodie verò resignationes*  
*in favorem favore summo amplectuntur,*  
*& sunt veluti juris ordinarii.* Notre usage  
les a autorisées sous des conditions & li-  
mitations qui sont dans les Reges de  
Chancellerie, & suivant l'Edit des peti-  
tes dates de 1550, l'Edit du Controlle de  
1639, la Déclaration de 1646, les Edits  
des Notaires royaux & apostoliques &  
des insinuations de 1691, ces Reglemens  
& plusieurs autres ont deux objets : Le  
premier pour empêcher les successions  
dans les Benefices & qu'ils ne deviennent  
censuels & trop chargez de pensions : Le  
second pour empêcher les incompatibi-  
litez non-seulement dans les titres des  
Benefices, mais aussi par raport aux fruits,  
qu'ils soient bien servis, que les fonda-  
tions & autres charges en soient bien ac-  
quittées, & qu'il y ait de la décence &  
de la dignité dans les Offices & le Service  
Divin.

C'est le Pape seul qui peut recevoir  
les resignations en faveur, la raison des  
défenses faites aux Ordinaires, c'est qu'il  
y a une convention & paction, comme  
le remarque Daima qui a commenté par-  
tie du Concordat, *verbo sponte factam fol.*  
*214 recto.*

Le bien public a produit une exception

reçue par tous les Docteurs, fondée en principe, quand l'Ordinaire ou celui qui a le pouvoir de faire une union utile à l'Eglise, elle est reçue sans contredit, ce qui se pratique même à l'égard des Benefices exempts que l'Ordinaire peut unir, c'est une discipline qui s'est établie depuis quelques années. On n'obtient plus de commissions du Pape adressantes à l'Ordinaire qui les fait *ordinaria autoritate*, & non point comme délégué du Pape, ce qui est contre les dispositions anciennes, en sorte que le chapitre *sicut unire de excessibus Prelatorum* a lieu sur les Benefices exempts & non exempts; il y en a plusieurs Arrêts, le principe est que les Evêques ont un pouvoir solidaire, égal & uniforme, qui se divise par l'exercice qu'ils en font.

3. Il faut établir des principes & des maximes sur les résignations en faveur. La première que le concordat ou procuration soit conforme à ce que nous avons établi au titre des procurations & concordats.

La seconde maxime, on peut résigner à un absent, & quoiqu'on compare la résignation à la donation entrevifs, elle est différente en plusieurs choses: La première, le Donataire doit l'avoir acceptée; mais il suffit que la résignation ait été

suivie d'un *Visa*, d'une prise de possession, & que l'acceptation soit tacite. La seconde difference, le Resignant ne peut se réserver tous les fruits, ni même une partie sans l'autorité du Supérieur dans ce dernier cas; mais le Donateur peut se les réserver par sa donation, & le Resignant feroit une confidence si le titre étoit d'un côté & les fruits de l'autre.

La troisième difference, le Résignataire doit prendre possession dans les trois ans du Benefice, & jouir des fruits; mais s'il ne l'a pas prise, la resignation devient caduque & éteinte. Le Donateur peut jouir sa vie durant des fruits sans que la donation devienne caduque.

4. Celui qui n'a qu'un droit *ad rem*, comme un présenté par le Patron, ne peut le resigner, non plus qu'un Gradué son expectative; mais celui qui a un droit *in re*, le peut resigner *possessione nondum adeptus*; ce n'est point la possession, mais le titre qui donne le droit, *ex titulo jus metimur*, il faut une grande liberté & une volonté dégagée de crainte, & de toutes impressions pour avoir son effet; celui qui est furieux ou qui est malade à l'extrémité n'est point censé avoir eu de volonté, il en est de même du mineur dont le jugement n'est pas bien formé, l'erreur & la surprise peuvent y avoir plus de

*pour acquiescer & conserver, &c.* 63  
part que la conuoissance du vrai merite,  
& d'une volonté libre, on se pourroit  
par regret contre ces resignations faites  
par impressions de crainte.

5. Si une resignation étoit faite d'un  
Benefice de Patronage laïque, ou d'un  
Benefice électif qui ne pourroit être don-  
né qu'à une personne du corps, ou de  
quelqu'autre maniere, que la collation,  
élection ou presentation fut attachée à  
une Communauté ou à des particuliers,  
la resignation étant conditionnée ne feroit  
pas vaquer le Benefice au préjudice du  
Resignant, il faudroit qu'il fut dépossédé  
& qu'il eut abdiqué; auquel cas les Col-  
lateurs, Electeurs & Patrons peuvent se  
servir de leurs droits s'ils veulent. Du-  
moulin en a traité la question sur la re-  
gle de *inf. resign.* n°. 206, & après lui  
Mr Louet : la raison de ces Auteurs c'est  
que l'affectation étant faite à un Corps,  
ou à un Patron, ou Collateur, leur droit  
est suspendu jusques à ce que les provi-  
sions par resignation en faveur aient été  
réalisées par la dépossession du Resignant  
qui fait cesser les conditions, & elle est  
au préjudice du Resignant, cela se juge  
tous les jours dans le cas de la Regale;  
le Resignant perd titre & possession,  
mais il faut rapporter d'autres especes.

Frere Maurice Jousseau, Religieux

de l'Ordre de Malthe ayant resigné sa Cure d'Ancerville du même Ordre , il demanda le regrez , le Commandeur de S. Amand d'où elle dépendoit, n'y avoit point consenti, il prétendoit que le patronage étant mixte , il n'avoit pas pû être prévenu , ni que frere Jousleau eût pû la resigner sans son consentement. Par Arrêt du Grand Conseil , rendu en 1669 sur les conclusions de M. de Marillac , Avocat Général , Jousleau fut debouté de sa demande en regrez , & le présenté par le Commandeur fut maintenu, la resignation ayant eu son effet par la déposition.

6. Il en est de même d'une resignation en faveur faite entre les mains du Legat ou Vice-Legat d'Avignon , qui auroit donné des provisions en faveur du Resignataire nommé dans la procuration, comme il n'y a pas un plus grand défaut que celui de puissance , la resignation seroit nulle ; mais si le Resignant avoit abdiqué la possession , & que le Resignataire l'eût dépossédé , le Collateur pourroit conferer le Benefice comme vacant de fait par la nullité de titres du Resignataire. Il faut voir Dumoulin dans les premiers nombres de la regle *de infirmis resignantibus* , & Mr Louet n°. 206 de la même regle , c'est que le Legat n'a pas les



facultez , mais le Resignataire étant en possession du Benefice du consentement du Resignant , comme la possession est de fait , le Resignataire est sans titre.

Ce qui faisoit un doute dans cette espece , c'est que la resignation étoit conditionnée en faveur d'une personne & non autrement , que si le Resignant étoit toujours demeuré en possession , le Benefice n'auroit point été vacant ; mais aussi-tôt que le Resignataire a pris possession , & qu'il est certain que le Resignant l'a abandonnée , cette condition suspensive qui suivoit , le pouvoir donné par le Resignant a cessé par la possession du Resignataire du consentement du Resignant , tout cela bien entendu est de principe que le Resignant & le Resignataire s'imputent d'avoir fait ce qu'ils ne pouvoient pas , il y a dans la matiere des resignations un grand champ pour moissonner , mais Flaminius , Parisius & d'autres en ont chargé leurs Livres.

7. Les resignations en faveur pour cause de Coadjutorerie avec future succession , ne se donnent point dans les Benefices mediocres comme nous l'avons dit ; mais rarement dans les Evêchez & Abbayes , & quoique le Pape ait plus de pouvoir dans les pays d'Obedience , qu'en ceux Regis par le Concordat , néanmoins quand

il a accordé des Coadjutoreries de Dignitez dans des Eglises de Bretagne, & que le Parlement de cette Province les a déclarées abusives, on s'est pourvû au Conseil pour faire casser l'Arrêt, toutes les voix y concouroient; Mais Mr de Harlay de Beaumont remarqua que le Pape ayant introduit l'alternative dans cette Province, confirmée par l'autorité d'Henry II. elle devoit être exactement observée, & que ce seroit faire préjudice aux Ordinaires qui avoient le droit primitif & originaire pour conférer les Benefices de leurs Diocèses, si on leur ôtoit ce droit par des Coadjutoreries qui préviendroient les vacances qui arriveroient dans les mois des Ordinaires, ce qui fut ainsi jugé par Arrêt du mois d'Août 1703 étant juste que chacun jouisse du droit de pourvoir alternativement. Mr de Maboul défunt étoit Rapporteur.

---

## CHAPITRE VII.

### *De la Permutation.*

Nº. 1. **C**'Est un genre de vacance des plus ordinaires qui fait partie de la cession, mais elle est en faveur & reciproque, il y a trois reflexions prin-

*pour acquérir & conserver, &c.* 69  
cipales sur cette matiere : La premiere,  
qui a le droit d'admettre une permutation.  
La seconde, ce qui peut faire la matiere de la permutation.  
La troisieme, ce qui en produit la resolution & l'eviction.

Le Pape, les Collateurs ordinaires & inferieurs n'ont pas besoin de la presentation des Patrons Ecclesiastiques : le Pape, parce qu'il a la prevention : les Collateurs, parce qu'ils ont prescrit sur les Patrons : mais les Patrons laïques sont demeurez dans la liberte de leurs droits, & une permutation d'un Benefice de Patronage laïque ne peut être faite sans leur consentement, c'est la prevention de Cour de Rome qui a donné lieu à ces prescriptions.

Les Permutans doivent être Titulaires de leurs Benefices, ce qui est fondé sur les dispositions de l'un & l'autre droit, *L. ult. de rerum permutatione, alienam rem dantem nullam contrahere permutationem, cap. 1. de rerum permut. in sexto, ibi sua Beneficia. Molineus n. 153 de infirmis resign. de Beneficiis titulatis & suis quo un uterque compermutans respectivè verus est Titularius.* Mr Louet n°. 148.

2. Une permutation d'un Benefice ne peut être faite avec une prestimonie, une commission de Messes & d'obits, ou

un lieu pieux qui n'est point érigé en titre, ni avec un autre qui est possédé par un tiers qui n'est point dans la permutation, ce seroit ouvrir la porte aux regrez; cependant Rebuffe *de permutatione* n°. 14 & 15 y est contraire, mais il a pris le mauvais parti, il prétend qu'il n'y a que le Permutant qui puisse se plaindre. Mais Boerius *decis.* 308, & Dumoulin n°. 8. *de public. resign.* rapporte un Arrêt de 1551, & il faut tenir pour un principe constant, que quoique les clauses du Concordat aient été approuvées par le Pape, tendantes à un regrez, elles sont abusives. M. Louet n°. 164 *de public. resign.* Charondas *rép.* 43. les Expectans & Patrons y ont intérêt.

Il n'y avoit point autrefois de temps limité pour les permutations, mais le consentement doit avoir été prêté dans l'an, suivant l'art. 10 de l'Edit de 1550 comme il a déjà été observé, c'est une vacance approuvée par le droit, les provisions sont nécessaires quand les personnes sont capables, sur le refus on peut se pourvoir au Supérieur; mais la présence des personnes est nécessaire, & si le refus du Collateur ordinaire ne paroît pas juste, le Supérieur y peut pourvoir par dévolution, Arrêt du 27 Juin 1631, Bardet tome 1. liv. 4. chap. 85.

3. La permutation n'est point parfaite qu'elle n'ait été effectuée, ce qui arrive quand les provisions sont données de part & d'autre avant le décès de l'un des deux permutans suivant l'art. 14 de la Déclaration de 1646.

Avant cet article plusieurs Docteurs avoient douté si la permutation étoit bonne & valable, encore qu'il n'y eut qu'un des permutans qui eut été pourvû; & ils prétendoient que n'y ayant que celui qui est mort qui peut se plaindre, le survivant avoit droit de jouir de la bonne fortune. Rebuffe tit. *de permutatione* n°. 28. Mr Louet n°. 195 *de public. resign.* Brodeau sur Louet lettre B. n°. 13.

Dumoulin au contraire avoit soutenu que c'étoit une espèce de vol, c'est au n°. 191 *de public. resign. species ergo furti est quod Pragmatici jactant de bona fortuna.*

Que si la permutation est consommée par des provisions respectivement données par le Pape ou l'Ordinaire, si l'un des deux prend possession du vivant de l'autre, du Benefice qui lui a été donné pour cause de permutation dans les six mois sur celles du Pape, ou dans le mois sur celle de l'Ordinaire; & que l'autre meure après six mois sans l'avoir prise, il perd le Benefice qui lui avoit été donné,

& il est vacant par sa mort. J'ai vû assez souvent le survivant profiter des deux Benefices, envoyant à Rome pour obtenir celui qu'il avoit permuté, étant pourvû de l'autre par des provisions, ce que j'ai toujours conseillé. Quelques autres sont demeurez en possession des deux ; mais ils n'ont point de titres canoniques de celui qu'ils avoient donné pour cause de permutation, & sont encore dans l'erreur, fondez sur la bonne fortune qui est encore moins raisonnable, la Loy y étant contraire suivant l'art. 14 de la Déclaration de 1646.

4. Que si les Permutans laissent écouler les trois ans sans prendre possession, les provisions deviennent caduques de part & d'autre, suivant l'art. 14 de la Déclaration de 1646. Les Pourvûs par demission ou par permutation doivent avoir attention à faire insinuer la procuration, & les provisions suivant l'art. 13 de l'Edit des insinuations, & qu'il y ait deux jours francs avant le décès de l'un des Permutans s'ils ont été pourvûs par l'Ordinaire, celui de l'insinuation & du décès non compris.

Cet article 13 abroge une infinité de Procez ; & fait cesser les raisonnemens de tous les Docteurs anciens dont les écrits sont remplis de présomptions de fraude,

*pour acquérir & conserver, &c.* 73  
fraude , tout cela est pros crit à présent ;  
mais cet article & les précautions qu'il  
prend , n'ont lieu qu'en faveur des Ex-  
pectans ou Patrons , & non pas en faveur  
des Pourvûs de Cour de Rome , ni des  
Collateurs, si le Benefice n'est vacant par  
mort.

5. C'est la provision qui forme le ti-  
tre , & non pas la possession , mais elle  
est necessaire pour lier & attacher le  
Pourvû au Benefice ; que s'il y a des  
conditions dans le Concordat , comme  
d'une pension ou autres , & que le Re-  
signant s'oppose à la prise de possession ,  
parce que le fondement des provisions  
étant le Concordat , elles sont nulles s'il  
n'est pas executé : Arrêt du 2 May 1696.  
M. le Vaillant plaidoit dans la cause.  
Il faut voir Mr Guymier §. *insuper de*  
*collationibus , v. disponere* ; il y traite la  
question de sçavoir si une permutation  
est faite entre une personne habile & une  
personne incapable ; il semble qu'elle soit  
nulle , parce que la tradition doit être  
faite de part & d'autre , c'est l'essence de  
la permutation qui ne peut pas clocher  
d'un côté ; ce qui peut arriver quand  
l'incapable ou indigne ne peut recevoir  
la grace par sa faute. Ce Docteur decide  
que la permutation est valable à l'égard  
de celui qui est capable , encore qu'elle

n'ait aucun effet du chef de celui qui est incapable : *Hic autem & si incapax & inhabilis, Dominus tamen erat sui Beneficii, &c. nec debet esse melioris conditionis inhabilis quam habilis* ; & il conclut que la permutation est bonne à l'égard du capable.

6. Cependant ces questions ne sont pas familières , & comme elles se rencontrent rarement , & qu'il y a peu d'Arrêts sur ces matières , on peut s'éloigner de ces maximes ; & le contraire a été jugé par Arrêt du 30 Janvier 1714 , contre le sieur Moron pour la Cure du Vieilbaugé dont le Curé avoit été interdit ; j'avois écrit au Procès : il a été rendu à la troisième Chambre des Enquestes , ce qui a été exécuté plusieurs fois depuis.

Ce n'est pas assez que les Permutans soient pourvus , & en possession de leurs Cures ou autres Benefices , ils ne doivent point être affectés à une Famille , à ceux d'un lieu ou d'une Eglise , d'autant que si la permutation a été admise & possession prise de part & d'autre , le Benefice vaqueroit par permutation , & pourroit être conféré à une personne de la qualité appelée par la fondation.

7. Que si on permute un Benefice très-considérable avec un autre de petit revenu , peut-on faire resoudre la permu-



tation s'il n'y a point de Concordat, par lequel on ait estimé la valeur : comme c'est le fait du Supérieur il n'y a point de résolution de la permutation à espérer ; mais si le Permutant a déclaré que son Benefice étoit de la valeur de mille livres de revenu, & qu'il soit beaucoup moindre, & que le Concordat en fasse mention, c'est une fraude qui donne lieu à la résolution du Concordat. Rebuffe §. *volumus de collationibus, v. permutationis in Concordatis*, Melchior Pastor lib. 3. de Benef. Eccles. cap. xj. J'ai vû plaider à la première Chambre des Requêtes pour la résolution du Concordat fait entre Mr Hameau & Mr Mazure pour la Cure de S. Paul ; il y avoit un Concordat fait entr'eux, par lequel le premier avoit donné des Prieurez estimez à un certain revenu par chacun an ; on prétendoit qu'il y avoit eu des baux plus forts que le revenu ordinaire, & qu'il y avoit des contrelettres qui prouvoient la véritable valeur ; on cita des Loix du titre *de edilitio edicto*. M. Billard & Lhommeau plaidoient.

8. Il doit y avoir une raison d'utilité publique, mais le cas arrive peu, c'est l'intérêt particulier des Permutans qui est le véritable objet : les Benefices doivent être conformes à la disposition & à l'état

des personnes. Un Seculier ne peut permutter qu'un Benefice seculier, ou du moins en commande libre, avec un autre Seculier qui ait des Benefices de la même qualité, ou si c'est en commande decretée il en faut faire mention, & c'est en Cour de Rome, ou par des Collateurs qui ayent un indult, que cela a lieu.

Dumoulin prétend qu'on peut permutter un Benefice tenu en commande, pourvû que l'Ordinaire le confere en titre, c'est aux n<sup>o</sup>. 303 & 304 de *public. resign.* Il propose une espece très-difficile, qu'on ne dise pas impossible, qu'un Benefice tenu en commande peut être conféré pour cause de permutation par l'Ordinaire pourvû qu'il le donne en titre; mais ce grand homme dit que c'est contre le sentiment de Panorme : un Seculier qui permute un Benefice qu'il a en commande, avec un pareil qui sera aussi en commande, pourvû qu'il le donne en titre; mais comment conserver cette commande en faveur des Permutans, le Collateur n'en ayant pas le pouvoir à moins que d'avoir un indult ? il n'y a qu'un seul cas qui pourroit se trouver que ces Benefices fussent donnez par le Pape en commande, ou *pro cupiente profiteri*. Ce que l'Ordinaire ne peut pas n'ayant ni la faculté de continuer la commande, ni la

donner *pro cupiente profiteri* ; & dans le n°. 304 il est obligé de dire que ce ne peut être que par dispense à l'égard de l'Ordinaire , mais cela n'est plus d'usage : l'opinion de Panorme que Dumoulin condamne sans sujet , est plus conforme au Droit Canon.

9. Que si des Titulaires ont résigné de pacifique à pacifique , & que l'un des Permutans soit troublé dans son Benefice , il rentrera en celui qu'il a donné si son Permutant ne fait pas cesser le trouble ; il en est de même si on a exprimé qu'un Benefice n'étoit point sujet à résidence , qu'il étoit simple , si néanmoins il étoit sujet à résidence , s'il étoit Sacerdotal , ou si l'un des deux Permutans n'avoit pas un véritable droit , s'il étoit d'une certaine qualité & qu'il eut été exprimé d'une autre , si l'un des deux avoit révoqué avant l'admission de la résignation du Benefice ; les Permutans rentrent dans leurs Benefices en vertu de Sentence du Juge , sans nouvelle provision.

S'il y a eu des causes intrinsèques & cachées qui venant à paroître donnent lieu à la résolution du Contrat ou Concordat de permutation , chacun des Permutans rentre dans ses droits , ils viennent des Permutans & du Collateur , quoique Dumoulin dise que tout le droit vient

des premiers , & que le Collateur n'est que simple Exécuteur , mais sans le Supérieur ils ne pourroient rien faire , c'est ce qu'il a expliqué au commencement de la regle de *infirm. resign.* La permutation doit être faite d'une maniere précise & qu'il n'y ait point d'incertitude , on peut permuer un Benefice litigieux , ou dont on n'ait pas encore pris possession , mais il en faut faire l'expression & déclarer toutes les obtentes , ce sont les termes de l'art , ce sont les Benefices que l'on possède , on n'est pas obligé de faire l'expression des pensions , ni des Chapelles ou Stipendies non spiritualisées.

10. On a jugé une question qui a été partagée entre les Avocats , l'Arrêt est du 9 Janvier 1713. Les Permutans avoient obtenu du Supérieur des Benefices pour cause de permutation , l'un d'eux satisfait à l'art. 13 de l'Edit des insinuations ; l'autre meurt sans avoir fait insinuer sa provision , on prétendoit que la permutation n'avoit point été exécutée ni entièrement consommée.

On répondoit que l'insinuation n'étoit point de l'essence des provisions , qu'elle y étoit *extrinseque* , qu'il suffisoit que les provisions eussent été données de part & d'autre , pour être effectuées que l'art. 14 de la Déclaration de 1646 y étoit

formel , mais que le défaut d'insinuation de l'un des deux Permutans , de sa procuration & de ses provisions , ne produisoit de nullité qu'à l'égard de celui qui étoit en faute , qu'il en étoit de même que de la prise de possession , ou du défaut de la prendre dans les six mois , que celui qui n'avoit pas pris possession , & qui venoit à mourir faisoit vaquer le Benefice qui lui avoit été donné pour cause de permutation. La question jugée contre l'opinion de quelques-uns de Mrs. nos Confreres , s'est très-bien jugé : j'étois de l'avis de l'Arrêt avant qu'il fut rendu.

L'union d'un Benefice en empêche la resignation , le titre personnel en est supprimé & ne subsiste plus comme nous le disons , il est absolument éteint.

II. La permutation est un Contrat de bonne foy , il faut avoir de part & d'autre les titres des Benefices ; mais si l'un des Permutans s'étoit demis du Benefice qu'il veut permuter , & qu'il n'y eut point eu de la part du Collateur d'admission sur la resignation pure & simple , comme les choses sont entieres , qu'il est encore saisi du titre , & qu'il n'en a point été depouillé par l'autorité du Superieur , la provision donnée de part & d'autre seroit valable , elle est effectuée quand ils sont pourvus des titres de Benefices , de

*Beneficiis titulatis & suis*, dit Dumoulin: les Benefices doivent être libres & leur appartenir, les conditions doivent avoir été accomplies de part & d'autre.

12. On demande si les Collateurs inférieurs qui sont fondez dans un droit special de conferer, ou par Privilege, ou par la Coûtume & la possession, peuvent conferer les Benefices qui sont à leur disposition pour cause de permutation, aussi bien que par mort & par démission ?

Cette question n'est pas sans difficulté: on dit de la part des Ordinaires qui sont les Evêques, qu'ils ont le droit primitif, originaire & naturel suivant le Canon *Omnes Basilica*, qui est le dix-septième du premier Concile d'Orleans tenu en 511, que c'est à l'Ordinaire, non-seulement ils se fondent sur le droit commun, mais aussi que les Patrons Ecclesiastiques n'ont pas moins de droit que les Collateurs inférieurs; cependant les Evêques peuvent au préjudice de ces Patrons donner des provisions pour cause de permutation, *spreto Patrono Ecclesiastico*; par un argument à *simili*. Ils peuvent aussi *spreto Ecclesiastico* conferer les Benefices des Collateurs inférieurs; c'est même le sentiment qui est expliqué dans les Memoires du Clergé, ce seroit ramener les choses

*pour acquérir & conserver, &c.* 81  
suivant la pureté des maximes à l'ancien  
Droit.

13. Ces raisons sont fondées : elles ne  
sont pas *contra jus*, mais elles sont *preter  
jus*. Pour expliquer ce point de droit,  
c'est que autrefois les Evêques avoient  
seuls toute l'autorité de conferer les Be-  
nefices, mais l'usage étant au contraire,  
& les Chapitres ; Communautéz & Par-  
ticuliers ayant fait des fondations décre-  
tées par les Evêques ; & la collation don-  
née à des Chapitres, ou à d'autres Com-  
munautéz ou Particuliers, *qua invidia!*  
Que s'ils conferent par mort & par dé-  
mission, ils ne puissent pas conferer pour  
cause de permutation faite entre leurs  
mains. M. Charles Dumoulin à qui rien  
n'est échappé, convient que de droit com-  
mun la permutation des Benefices appar-  
tient aux Evêques ; mais que les préven-  
tions qu'on a sujet de craindre ont faci-  
lité aux Collateurs inferieurs, le droit  
qu'ils ont acquis de recevoir des permu-  
tations, & ils en ont l'autorité, soit par  
Coutume, soit par Privilege. Mr Louet  
souscrit à l'autorité de Dumoulin, &  
prétend comme lui, que par la dispo-  
sition de droit l'autorité en appartient aux  
Evêques, *cap. quasitum de rerum permu-  
tatione.*

14. On dit qu'il semble que la colla-

D v

tion n'a été accordée aux Collateurs inférieurs que par l'usage *cumulative* aux Evêques, ce qui est dit plutôt par rapport à ce qui se faisoit autrefois qu'à une longue coutume & possession qui a eu un commencement juste, & il y a une bonne réponse à laquelle il n'y a point de réplique, si ce droit étoit accordé *cumulative* aux Ordinaires avec les Collateurs inférieurs; les provisions données par les Evêques avant celles des Collateurs inférieurs seroient valables, cependant si un Evêque avoit conféré un Benefice d'un Collateur inférieur par quelque genre de vacance, que ce fût dans les six mois, les provisions seroient nulles, & si le Permutant avoit pris possession d'un Benefice qui seroit à la disposition d'un Collateur inférieur, il pourroit le conférer par la nullité des titres du Pourvû par l'Evêque pour cause de permutation, n'y ayant pas un plus grand défaut que celui de puissance.

Il y a une grande différence des Benefices qui sont de Patronage Ecclesiastique avec ceux qui sont collatifs, & dépendans d'un Collateur inférieur: dans le premier cas l'Evêque donnant des provisions, elles ne sont pas nulles de plein droit, mais *veniunt annullanda conquarente Patrono*.



15. Mais à l'égard des Benefices collatifs qui sont à la disposition d'un Chapitre ou d'un Abbé, si les Evêques les conféroient de plein droit par quelque genre de vacance que ce fût, autrement que par dévolution, leurs provisions seroient nulles radicalement, que ce soit par Privilege ou par Coutume qu'ils confèrent, ils ont ce droit independamment des Evêques, d'autant que suivant le chapitre *Licet de supplenda negligentia Prelatorum*, & plusieurs autres dispositions, les Collateurs inferieurs ont six mois pour conférer en quelque genre de vacance que ce soit comme les Evêques.

Les propositions contraires peuvent induire en erreur, & causer des inconveniens préjudiciables à ceux qui y pourroient tomber, il faut suivre les grandes maximes sans jamais s'en écarter; on ne s'égare point; les modernes qui sont de cet avis hazardent beaucoup, ce sont des opinions solitaires, & contre les principes les plus certains.

16. C'est une question, de sçavoir si dans les provisions de Cour de Rome, pour cause de permutation, il est nécessaire de faire expression de ses Benefices, comme il est à propos de le faire dans les genres de vacance par mort & par dévolut; On peut dire sur cela, qu'il y a

une difference entre les premiers genres de vacance , & le dernier, pour cause de permutation , d'autant que dans les premiers c'est un nouveau Benefice dont on augmente la charge ; mais dans la permutation il se fait une subrogation de l'un à l'autre , & celui dont on est pourvû pour cause de permutation n'augmente point le nombre , ce n'est que changer l'un pour l'autre. Ces obreptions qui ont été condamnées ont eu deux motifs : sçavoir l'ambition & l'avarice , & en même-temps ont privé les autres Ecclesiastiques qui n'en avoient point, d'un secours present , c'étoit même une justice distributive qu'on exerçoit, obligeant les Pourvûs de dire le nombre des Benefices qu'ils avoient , c'est une fiction pour la discipline ; on ne les refuse point quelque nombre que l'on en ait , pourvû qu'il n'y ait point d'incompatibilité.

Au commencement qu'on les obtenoit en Cour de Rome , c'étoit *in forma pauperum* , on n'en pouvoit obtenir qu'un ; mais le relâchement étant devenu plus grand , on a toléré la cupidité : de manière , que les Benefices se sont accumulés sur la tête de la même personne ; il n'y a eu que ceux qui étoient à charge d'ames , ou s'ils étoient sujets à résidence , que l'on n'a pas pû obtenir , les titres

*pour acquérir & conserver, &c.* 85  
de *rescriptis* & de *præbendis* sont remplis de semblables dispositions, la permutation n'est pas tant une grace qu'une justice. Cette question a été jugée le 18 Janvier 1378, en faveur d'Odart Prébendé en l'Eglise de Noyon, qui n'avoit fait aucune expression de ses Benefices. Joannes Galli, question 170, & *bene*.

17. Un oncle & un neveu avoient permuté un Canoniat de Nesle contre une Chapelle : le neveu s'appelloit Claude Cordier, il est pourvû du Canoniat de Nesle, dont l'oncle lui avoit fait la permutation, elle est admise par le Chapitre de Nesle qui en est le Collateur; mais l'oncle n'ayant pas vécu les deux jours francs, le Chanoine qui étoit en tour au jour du décès de l'oncle, donne sa nomination à M. François Dumont. Contestation entre ces deux Particuliers : le Chapitre de Nesle avoit donné son certificat que c'étoit l'usage, & que ce n'étoit que dans les vacances libres, comme par mort & démission que la permutation étoit nécessaire; mais on opposoit que par la Clementine *plures de Jure Patronatus*, chaque Chanoine avoit la faculté de nommer à tous les genres de vacance; mais l'oncle permutant n'ayant pas vécu deux jours francs depuis l'insinuation de la permutation, le Benefice

avoit vaqué par mort. J'étois d'avis que la faculté donnée aux Chanoines étant limitée aux genres de vacances libres, & d'ailleurs l'article ne regardant que les Patrons, & non les Collateurs, il n'avoit aucune application à l'espèce, l'art. 13 de l'Edit des insinuations ne faisant mention que des Patrons seulement, il ne faut pas faire extension des peines : l'Arrêt est du 22 Décembre 1725 qui a confirmé une Sentence du Châtelet, c'est dans le Concordat fait entre les Chanoines de Nesle que consistoit la difficulté. Un de Messieurs depuis l'Arrêt m'ayant demandé mon avis, je lui dis que le cas de la permutation compris dans l'article des insinuations ne pouvoit s'étendre qu'aux Patrons, & non aux Collateurs auxquels l'art. 13 de l'Edit des insinuations ne peut avoir d'application.

---

## CHAPITRE VIII.

*Si un imbecile peut presenter  
à un Benefice.*

Nº. 1. **L**E Patronage est une servitude. Si un imbecile en est le Patron, & qu'il eut droit de présenter aux Bene-

*pour acquérir & conserver, &c.* 87  
fices Ecclesiastiques, s'il étoit interdit,  
c'est *remotio obstaculi*. Le Collateur ordi-  
naire confere les Benefices de plein  
droit qui sont à sa disposition, c'est le  
Canon *omnes Basilica*, cause 16 qu. 7. qui  
lui donne cette faculté dans son Diocèse,  
s'il y avoit un Collateur inférieur il au-  
roit le même droit, c'est *impotentia juris*  
& *facti* en la personne de cet imbecile,  
cela est sans difficulté.

Mais ce n'est pas la même chose à l'é-  
gard des Patronages laïques, ce sont des  
biens patrimoniaux qu'un Tuteur ou Cu-  
rateur exerceroit au lieu de l'interdit;  
cependant s'il avoit présenté, cela for-  
méroit une contestation entre leurs Pour-  
vus. Voici l'espece d'une cause que j'ai  
vû plaider à la Grand'Chambre sur l'ap-  
pel d'un appointment rendu aux Requêtes  
de l'Hôtel, on avoit donné par la même  
Sentence la récreance à M. Boyer, pour  
lequel plaidoit M. Barbin, il avoit été  
présenté par le sieur de la Grise qui étoit  
interdit pour dissipation de biens, il lui  
avoit présenté le premier, il étoit pourvû  
aussi par l'Ordinaire & étoit en posses-  
sion.

2. La Dame de la Grise sa femme &  
Curatrice avoit présenté à un autre qui  
en avoit pris l'institution de l'Ordinaire,  
& possession; le droit de Patronage venoit  
du chef du sieur de la Grise.

M. Chubere qui étoit pour l'Appel-  
lant, dit, que le sieur de la Grise étant  
interdit sa présentation étoit nulle, que  
s'il ne pouvoit pas faire d'acte pour cho-  
ses temporelles, il étoit encore moins en  
état d'en faire un des plus sérieux pour  
un Benefice qui étoit chose spirituelle.

Il ajoutoit qu'il n'y avoit pas un plus  
grand défaut que celui de puissance, que  
tant que l'interdiction subsisteroit l'auto-  
rité du Juge ayant transmis le droit, &  
tous les actes à la Dame sa femme, ils  
devoient avoir lieu, *furiosi nulla volun-  
tas*, comme disent les dispositions de  
droit.

On répondoit à ces moyens, que l'in-  
terdiction ayant été prononcée pour mau-  
vaise administration, qu'il avoit, *dilucida  
intervalla*, que c'étoit pendant ces tems-  
là qu'il avoit fait choix d'un très-bon  
sujet qui avoit été approuvé par l'Ordi-  
naire qui avoit plus de droit dans le Be-  
nefice que le Patron, que la priorité des  
provisions lui donnoit la préférence, sui-  
vant les chap. *cum autem*, & *quod autem  
de Jure Patron.*

Que le sieur de la Grise fût interdit  
pour empêcher les alienations, & des  
actes qui pouvoient faire préjudice à la  
Famille, à la bonne heure; mais que le  
fonds du Patronage demeurât toujours,

que l'exercice qu'il avoit fait étoit un acte très-judicieux.

3. Mr de Lamoignon qui est mort Président à Mortier, lors Avocat General, prit la parole & dit, qu'il y avoit deux questions : La premiere, que les quatre mois ne commençoient à courir que à *die notitia*, cap. *quia diversitatem de confessione Prebende*, qu'il étoit important dans la discipline que les Benefices fussent bien-tôt remplis, & que la vacance devoit avoir été bien-tôt connue. Martel qui étoit le dernier Titulaire ayant donné lieu à la vacance par sa profession dans une Maison Religieuse.

Qu'à l'égard de la seconde question, on ne pouvoit pas dire que la présentation ne fut le fondement des Provisions, le Patron *inchoat*, l'Ordinaire *perficit*, qu'à l'égard du furieux s'il est incapable des effets civils, à plus forte raison d'un acte important, comme celui de la présentation qui est de telle consequence, que quand il est méprisé, la présentation rend nulles les provisions de l'Evêque.

Il ajouta qu'il y avoit grande difference entre les mineurs & les furieux, ceux-ci n'ont pas l'ombre de raison : un dissipateur & un furieux est encore plus dangereux qu'un imbecile, *suo non natura vitio laborat* ; il conclut en faveur du nommé

90 *Traité des Moyens Canoniques*  
par la Dame de la Grise , ses conclusions  
furent suivies par l'Arrêt du 26 Mars  
1685.

4. Il faut faire difference d'un furieux  
& d'un imbecile qui ne sont point interdits, de ceux qui sont interdits par l'autorité du Juge, dans le dernier cas, c'est ce qui a été jugé par l'Arrêt que nous venons de rapporter.

Mais dans le premier cas l'imbecile & le furieux n'ayant point de volonté, où du moins la liberté de leur esprit qui en doit régler l'usage, la Loy en donne le pouvoir au Magistrat de juger par l'interrogatoire du furieux, & les preuves par écrit, s'il est en état de se conduire; ou si sa personne & ses affaires ont besoin d'un secours étranger ou domestique.

Il y a même des actions qui seroient prouvées par des enquêtes ou informations, ou par des actes qui pourroient donner lieu à un effet retroactif, encore que l'interdiction ne fût pas prononcée par le Juge.

Mais en Cour de Rome il y a un Décret qui s'observe, que si la personne est imbecile ou furieuse depuis dix ans ou environ, qu'elle ait quarante ans, & que par une attestation de l'Ordinaire on prouve qu'il y a nécessité ou utilité évi-



*pour acquérir & conserver, &c.* 91  
dente pour l'Eglise, que le Benefice d'un  
furieux soit resigné, le Curateur le peut  
faire comme nous le verrons dans le cha-  
pitre suivant.

Plusieurs Docteurs ont traité de cette  
matiere. *Gomes de infirmis resignantibus.*  
*Rebuffe* sur la même Gl. 2. n°. 20. *Mol.*  
347. *de infirm.* & *Mr Louet* n°. 348.

---

## CHAPITRE IX.

*Si le Curateur d'un imbecile peut  
resigner un Benefice dont il  
est pourvu.*

N°. 1. **U**N imbecile ne peut resig-  
ner, il n'a point de volonté,  
*furiosi nulla voluntas*; cependant l'Eglise  
n'est point servie en cet état, les charges  
des Benefices ne sont point acquittées par  
lui, il est digne de compassion; dans les  
grandes Dignitez on lui donne un Coad-  
juteur; mais ne peut-on point donner le  
pouvoir au Curateur de resigner? J'es-  
time que quand les parens les plus pro-  
ches & présomptifs heritiers consentent  
à une resignation, qu'elle se fait de leur  
autorité, & qu'ils donnent pouvoir au  
Curateur de donner son consentement à

une resignation , il en a la faculté & il peut resigner , il faut pour cet effet faire deux actes : l'un par les parens qui autoriseront le Curateur pour resigner , & donner son consentement à ce que le Curateur consente en faveur de N. Cependant la nouveauté a surpris des Magistrats & des Avocats qui dans la premiere vûe , sans approfondir la matiere ont cru , que la resignation faite par le Curateur d'un imbecile n'étoit pas canonique , & qu'on ne pouvoit l'acquiescer par cette voye ; on disoit au contraire que si le Pourvû avoit abondamment pour subsister sans son Benefice , qu'on pouvoit lui réserver la moitié des fruits, toutes charges déduites.

2. En voici l'espece d'un sous des noms interposez , mais qui a été admis en Cour de Rome ; les parens paternels & maternels assemblez en la maison de Titius sur ce qu'il leur a représenté qu'il y a quarante ans ou environ , que B. est tombé dans une si grande demence , que quelques remedes qu'on ait employé pour sa guérison , ils ont été sans effet , & qu'il n'y a point d'esperance de retour à sa santé ; que depuis ce temps-là il n'a point été en état de servir son Prieuré par lui-même , ni d'avoir aucun soin du temporel ni du spirituel , ce qui fait que

les revenus sont diminuez , & le Benefice comme abandonné depuis plusieurs années. L'on sçait que quand il n'y a point de surveillant , les fondations ne sont pas si bien acquittées , & que quand un Titulaire n'en a aucun soin , les biens qui en composent le patrimoine s'éclipse par une si longue vacance , & qu'il avoit cru qu'ils auroient égard à l'état où il étoit , & qu'il seroit nécessaire pour en acquitter les charges & le remettre en valeur , de choisir un Successeur , qui par sa vigilance & ses soins pût suppléer à tous les défauts & manquement du Titulaire , & pour ne pas le priver entièrement des revenus qu'il en tiroit , il avoit cru qu'on pouvoit lui réserver une pension de la moitié des revenus , & qu'il avoit jeté les yeux sur un Licentié de Sorbonne , capable par sa vigilance de recouvrer les biens alienez ou usurpez de ce Benefice , pendant un si grand espace de temps , & que c'est la nécessité & l'utilité de l'Eglise , qu'un Successeur repare & établisse ce qui peut avoir manqué de soins & d'attention , sur quoi les parens ayant délibéré , ont tous été d'avis de donner pouvoir au Curateur de B. de passer une resignation en sa qualité en faveur de G. sous la reserve néanmoins de la pension de ... qui n'excede point la moitié des

fruits , toutes charges déduites , lui donnant tout pouvoir de passer les procurations nécessaires en sa qualité de Curateur pour faire pourvoir G. en Cour de Rome , dudit Prieuré , sous la réserve de la moitié des fruits pour pension , ayant agreable tout ce qui sera fait par ledit Curateur , promettans &c. Fait & passé à Paris, &c.

3. Le Curateur fit un acte par lequel comme Curateur de B. & en vertu du pouvoir à lui donné , il a resigné & resigné entre les mains du Pape , Mr son Vice- Chancelier , ou autre ayant à ce pouvoir, le Prieuré de... Ordre... du Diocèse de... en faveur de G. Prêtre du Diocèse de Soissons & non d'autre , sous la réserve néanmoins de... de pension par chacun an : exempté de toutes charges imposées & à imposer , & payable de six mois en six mois , à commencer du jour de la prise de possession dudit sieur Resignataire , & continuer de payer dans lesdits temps , donnant pouvoir à seldits Procureurs ou l'un d'eux de faire expedier toutes lettres & provisions à ce nécessaires, déclarant qu'il n'est intervenu & n'interviendra aucun dol , fraude , ni paction illicite dans ladite resignation , dans laquelle procuration est intervenu G. qui a accepté ladite resignation aux

*pour acquiescer & conserver, &c.* 95  
offres de payer la pension, donnant aussi  
tout pouvoir de sa part à... ses Pro-  
cureurs ou l'un d'eux de donner pareil  
consentement, & promettans lesdites Par-  
ties avoir pour agreable tout ce qui sera  
fait en consequence, fait & passé, &c.

4. L'Expeditionnaire a envoyé la pro-  
curation; mais ce qui est important, il  
faut avoir une attestation de l'Ordinaire  
du Benefice comme la personne est ca-  
pable, & qu'il est necessaire & utile à  
l'Eglise d'avoir un Titulaire qui serve  
au lieu d'un qui est hors d'état de le faire  
& de veiller au bien du Benefice, & en  
acquitter les charges; il faudra faire in-  
sinuer cette attestation dans le Diocèse  
où le Benefice est situé, & on obtiendra  
une provision en forme gracieuse, sans  
être obligé d'avoir un nouveau *Visa*,  
d'autant que l'attestation en est un anticipé,  
on exprime dans la supplique ce qui est  
dans la procuration, il faut qu'il y ait mi-  
nute de l'une & de l'autre, qu'elles soient  
insinuées avant leur envoy.

Il y a un Décret qui s'observe en Cour  
de Rome, que le Titulaire est dans cet  
état depuis dix ans, & qu'il n'y a au-  
cune apparence de convalescence, qu'il a  
plus de quarante ans; ce Titulaire avoit  
d'ailleurs du bien de patrimoine, les  
provisions sont du 29 Mars 1719, c'est

que la Cour de Rome dans les affaires extraordinaires demande des exemples : *doceat de ultimo statu* , & on l'a mis exprès.

Que si le Curateur fait d'autres Contrats sur l'avis des parens , il peut bien faire celui-là étant autorisé par la Famille , c'est un bien qu'elle procure à l'Eglise pour un Benefice qui est de droit public aussi-bien que les revenus , & comme on ne donneroit pas un Benefice à un imbecile , il y a raison de le retirer de ses mains , quand il continue d'être dans un si pitoyable état , le Pape signe la supplique.

5. Mais si cet imbecile revenoit en santé , & qu'il voulut rentrer dans son Benefice , il le pourroit étant en état de le servir , s'il le vouloit , la triennale possession ne l'excluroit pas : *Non valenti agere , non currit prescriptio* , il y a toujours une condition tacite si cet infirme revenoit en santé , ce qui est très-rare.

Les choses qui sont insolites donnent des doutes à ceux qui ne sont pas dans l'usage ; mais il faut examiner s'il y a quelque chose contre les bonnes mœurs & contre les principes Ecclesiastiques , tout concourt ici pour le succès de cette resignation , le long-temps de la vacance , le consentement des parens interessez

Interessez dans la succession, qui généreusement ne veulent point s'enrichir du bien du Crucifix; l'Ordinaire qui donne son attestation que la resignation étoit utile à l'Eglise, le Pape qui l'a approuvée; le Titulaire étant mort un Indulgentaire s'est présenté qui a commencé un Procès. J'en ai fait faire une autre par le Curateur d'une personne de condition, en faveur d'une personne de la famille qui en est en possession: la copie de la signature de la premiere resignation sera à la fin du chapitre.

### *Copie de l'attestation.*

*Nos*

*divina Providentia & sanctæ Sedis Apostolica gratia Carnotensis Episcopus, attestamus Magistram P. L. Clericum Parisiensis Dioecesis, & in nostro Episcopatu Carnotensi à quinquaginta annis de Prioratu simplici personalemque residentiam non requirenti de B... Ordinis sancti Benedicti nostræ Dioecesis, esse provisum in commendam, & à quadraginta annis aut circiter in dementiam lapsam, ita ut non appareat de redditu ad sensum, & pristinam sanitatem, & ea occasione Curatoribus indiguissse ad res ipsius gerendas & administrandas, & per hoc tempus commissæ fuisse*

*Tomé III.*

*E*

runt omnia hujusce Prioratus, tam in spiritualibus, quam temporalibus, diversis personis facienda, nec per se fundationes, eleemosinas & reparationes egisse; ita ut pro gloria Dei, ac Prioratus prædicti bono regimine, recuperatione bonorum alienatorum & omnium dependentium in familia ipsius fuerit deliberatum & conclusum, ut in ipsius locum in prædictum Prioratum alius Clericus supponeretur, qui fide digno commendaretur testimonio, ita ut duobus actis de die duodecima & decima tertia Martii ab illustrissimis ejus parentibus, tam paternis quam maternis, fuerit conclusum, quod daretur potestas illustrissimo J. L. Curatori ejus à prædictis parentibus electo, ut prædictum Prioratum resignaret in favorem Magistri Francisci D... Diaconi Sueffionensis Diœcesis, bona vita & doctrina, sub benèplacito summi Pontificis & pensionis reservatione mille sexcentarum librarum Turo-nensium, singulis annis pro medietate duobus terminis solvendarum, incipientium à die possessionis per prædictum D. capienda, & sic de termino in terminum; quæ omnia tamquam Canonica laudamus, approbamus & confirmamus de diebus duodecima & decima tertia mensis Martii præteritis: certificamur & attestamur præterea, quod fundationes, reparationes, eleemosina, & alia id similia per Resignatarium melius exe-



pour acquérir & conserver, &c. 99  
quentur, & bona alienata, & alia similia  
per dictum Resignatarium non negligentur;  
ita ut hæc omnia pro bono Ecclesia &  
dicti Prioratus executioni mandabuntur,  
in cuius rei fidem hæc omnia attestamur,  
autoritatem & potestatem faciendi dictam  
resignationem, tanquam necessariam, præ-  
stamus & impartimur, in cuius rei testimo-  
nium hæc præsentès litteras manu nostra  
& Secretarii nostri signatas, sigilloque nos-  
tro munitas fieri fecimus. Datum Car-  
noti . . .

Voilà une attestation bien conditionnée.  
J'ai aussi fait copie des provisions pour  
servir à ceux qui seront dans le même cas.

### *Carnotensis.*

Beatissime Pater,

Cum devotus vester Paulus L... per-  
petuus Commendatarius Prioratus à qua-  
draginta annis & ultra habitu non tamen  
actu Conventualis, seu cura conventuque  
carens & personalem residentiam non re-  
quirens de B . . . . . Ordinis sancti Bene-  
dicti Carnotensis Diocesis, à quadraginta  
annis vel circiter, in talem inciderit de-  
mentiam, ut rationis usu privatus existat;  
& fere nulla spes ejus pristina salutis elu-  
ceat, proindeque devotus etiam vester Joa-  
nes Baptista L... Pauli Curator deputatus

E ij

100 *Traité des Moyens Canoniques*  
commende dicti Prioratûs, in quam illum  
ex concessione Apostolica obtineri consuevit,  
ac omni & cuicumque juri eidem Paulo in  
dicto Prioratu, vel ad illum quomodolibet  
competenti, & per eum pretenso in mani-  
bus sanctitatis vestra, spontè & liberè de  
consensu devota creatura vestra moderni  
Episcopi Carnotensis cedere proponat, &  
ex nunc cedat, supplicat humiliter sancti-  
tati vestra devotus illius Orator Franciscus  
L. D... Diaconus Sueffionensis, seu al-  
terius in sacra Theologia Baccalaureus, à  
prefato Episcopo Carnotensi ad dictum Prio-  
ratum pro illius bono regimine commenda-  
tus, quatenus cessionem hujusmodi admit-  
tentes, sibi que ut commodius sustentari va-  
leat de alicujus subventionis auxilio pro-  
videntes, ac specialem gratiam facientes, dic-  
tum Prioratum, cujus administrationi tam  
in spiritualibus quam in temporalibus dictus  
Paulus à tanto tempore vacare non potuit,  
neque etiam in posterum vacaturum esse  
probabilissimum est, imo certum; & cujus  
illi forsan annexorum fructuum viginti  
quatuor ducatorum auri de camera secun-  
dum communem, existimationem, valorem  
annuum non excedunt, quovismodo aut ex  
cujusvis alterius cessionem de illo in Romana  
Curia, vel extra eam, jam forsan defuncto,  
commenda ipsa cessante, & testibus sponte  
factam, aut asssecutionem, sive obitum dicti

*pour acquérir & conserver, &c. 101*

*Pauli extra Romanam Curiam, jam forsan defuncti vacet, etiam si devolutus affectus specialiter, vel alias ex quavis causa etiam dispositivè exprimenda, quatenus reservatus litigiosus litis status existat eidem oratori per eum quoad vixerit. Tenendum, ita quod liceat de fructibus disponere, alienatione interdicta commendare dignemini de gratia speciali, non obstantibus constitutionibus, & ordinationibus Apostolicis ac Monasterii, seu alterius Regularis loci à quo dictus Prioratus forsan dependet, & Ordinis praefati etiam juramento, &c. roboratis statutis, &c. ceterisque contrariis quibuscumque cum clausulis opportunis.*

*Fiat ut petitur J. F.*

*Et cum absolutione à censuris ad effectum, &c. & quod oratoris dispositio, verusque & ultimus vacationis modus, etiam si ex illo quavis generalis reservatio, etiam in corpore juris clausa resultet, habeantur pro expressis, seu in toto vel parte exprimi possint & cum clausula generalem, &c. & de commenda dicti Prioratus ad sui vitam, quatenus dictus Paulus illum sic obtinebat illeque sic obtineri consueverit, tenendum ita quod liceat & de fructibus disponere, ut supra, &c. & quatenus litigiosus existat litis status, ac nomina & cognomina judicum & collitigantium, juraque & tituli*

*E iiij*

illorum exprimi, seu etiam pro expressis haberi, & littera, in forma simplicis commendæ gratiosè surrogationis, etiam quoad possessionem gratia, si neutri, si nulli, si alteri, perindè valere, cum gratificatione opportuna; quatenus illi locus sit extendendus simul vel separatim exprimi possint, & cum derogatione de surrogandis colligantibus, attento quòd non in potentiam ad effectum cessionis hujusmodi tantum de viginti diebus, quatenus absens, & ultra montes degens cedat, ac de verisimili notitia obitus Regularum sanctitati vestrae, ita quòd si dictus Paulus extra dictam Curiam jam forsan decesserit littera per ejus obitum dispositivè, cum clausulis & vacandi modis necessariis & opportunis expediri possint, ut praefertur, statutorum ceterorumque contrariorum major specificatio & expressio fieri possit in litteris, & dummodo super cessione commendæ dicti Prioratus, antea data capta & consensus extensus non fuerit, alias praesens gratia nulla sit eo ipso, & cum expressione quòd dictus orator testimonio Ordinarii Carnotensis de vita, moribus & idoneitate commendatur.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem 4 Kalendas Aprilis anno 19. S. M. Majorem Kal. Aprilis an. X I X. A côté extendatur consensus.

A côté de la dernière partie il y a *Fiat ut petitur J. F.*

## Sommaire.

*Quia Paulus L.. perpetuus Commendatarius Prioratus à quadraginta annis & ultra, habitu forsan non tamen actu conventualis, seu simplicis, Ordinis sancti Benedicti à quadragintis annis vel circiter, in talem incidit dementiam ut rationis privatus existat, & nulla spes ejus pristinae salutis eluceat, Joannes Baptista etiam dicti Pauli nepos ac Curator deputatus, cedit commendæ dicti Prioratus, de consensu Ordinarii ad favorem Francisci Ludovici D.. Diaconi, ab eodem Ordinario ad dictum Prioratum, cu administrationi tam in spiritualibus quàm temporalibus dictus Paulus ab illo tempore vacare non potuit, pro ejusdem Prioratus bono regimine commendat & supplicet.*

*Et plus bas, S. M. M. 4. Kal. Aprilis anno 19.*

*A tergo, Franciscus Ludovicus D... signatura cessionis commendæ.*

*Libro VIII. fol. 175, 178.*

*Antonius Beaudet de Beaumont Romana Curia Expeditionarius Parisiis in via de Condé commorans, hanc retrospectam signaturam expediri Romæ curavit ac tradidit de Lanouë pro Domino de Beaumont absente.*

*A côté, Anno incarnationis Dominica  
E iiij*

1719. die XXIX. Martii, dictus Dominus Joannes Baptista pro retroscripto D. Paulo & de consensu retroscripti Episcopi per dictum Michaëlem Angelum de la Chauffe, procuratorem suum, retroscripta cessione ac litterarum expeditioni consensit juravit-que.

*Est in Cancellaria Apostolica, M. Laspert Stapart Deput. 4 Augusti. Cesar R. N. J. Fortia. Contrôlé à Paris le 29 Août 1719. Signé RAUSNAY.*

Nous soussignez Expeditionnaires de Cour de Rome demeurans à Paris, certifions que la présente signature en date du 29 Mars dernier est véritable, bien & dûement expédiée en ladite Cour, en foi de quoi nous avons signé. A Paris le 22 Août 1719. Signé RAUSNAY & de LANOÛE, pour M. de Beaumont absent.

Les choses nouvelles étonnent ceux qui ne sont pas dans cette expérience si nécessaire pour décider ; mais j'en ai apporté le Décret de Rome, j'en ai mis plusieurs autres au second tome de ce Traité qui sont plus familiers.



## CHAPITRE X.

### *De la resignation faite par des mineurs & autres.*

N<sup>o</sup>. 1. **P**AR la disposition du Droit Canon , celui qui avoit quatorze ans pouvoit défendre les droits de son Benefice sans être obligé d'avoir un Curateur ou un Tuteur , *cap. si annum, &c. de judiciis in 6<sup>o</sup>*. L'art. 14 du titre 15 de l'Ordonnance de 1667 déclare ceux qui sont Titulaires, être majeurs , & pouvoir défendre les droits de leurs Benefices : Que si un Tuteur ou Curateur du Beneficié agissoit contre une partie sous ce nom , le Titulaire pourroit s'opposer à un Arrêt rendu contre ce Tuteur , d'autant qu'il n'y a point de fondement dans la qualité , le Titulaire étant capable d'administrer les droits de son Benefice , c'est ce qui a été jugé pour le sieur de Villemenon par Arrêt du 12 Décembre 1711, contre ce qui avoit été fait par la Tutrice sans qualité.

Il en est de même s'il avoit été surpris par mauvaises voyes , ou par autorité qu'un Précepteur ou Pedagogue auroit sur lui ; il y a d'anciens Arrêts qui ont

condamné les Resignataires de remettre le droit au Resignant. Peleus dans ses Questions illustres *qu. 78 & 79*, & Charondas, reponse 32; celui de Peleus sera rapporté dans le chapitre suivant.

2. Il faut prouver la séduction; & si pour dépouiller un mineur, on l'a fait sortir de la maison paternelle, qu'on lui ait fourni de l'argent, qu'on l'ait mené au cabaret, & entretenu dans son libertinage, il faut en rendre plainte & faire informer, joindre les informations qui seront faites contre ce Resignataire, n'étant que pour pouvoir prouver le dol & la surprise qui a été faite sur une volonté aisée à fléchir: mais il faut prendre garde de ne pas séparer le civil du criminel, ni vouloir faire le Procès à ce Resignataire, comme il a été jugé en 1711 à la Tournelle criminelle, elle ne connoît d'aucun Benefice pour en juger la complainte qui fut renvoyée pardevant le Juge ordinaire; j'avois été consulté pour Mr Lefevre qui avoit été surpris par mauvaises voies: mais il faut poursuivre sur la complainte, & joindre les informations pour faire voir la surprise; il y en a plusieurs Arrêts rapportez par les anciens Auteurs, & dans les Arrêtistes; & ne point détacher le criminel du civil, & ne point obtenir de Décret; j'avois été



fort opposé à cette procedure criminelle qui ne réuilit pas. -

3. Il sera necessaire de prendre des lettres de rescision fondées sur le dol & la surprise : On fait une premiere distinction, si c'est un Benefice acquis ou à acquérir, tome 1 livre 1 chap. 110, tome 2, livre 8, chap. 3. des Journaux des Audiances.

Une seconde difference c'est d'examiner si le Titulaire qui est mineur, avoit plusieurs Benefices, s'il approchoit de la majorité, & que ce fut plutôt une décharge de ce Benefice qu'une autre cause, les Docteurs semblent contraires à la restitution. Nos anciens Docteurs ont traité ces questions, entr'autres Mr Guymier sur la Pragmatique Sanction *de pacif. poss. v. impedimenti*, Dumoulin n°. 240, 241 & 373 *de publ. resign.* Mr Louet n°. 372 *de public.* Il y a des Arrêts tome 2 du Journal du Palais, & dans Sœve tome 1, centurie 2, chap. 88, & tome 2. centurie 1, chap. 64. l'Arrêt rendu le 15 Février 1664, & que le fils n'avoit pu resigner du consentement de son pere, parce qu'il avoit été extorqué *malis artibus*.

S'il y a des Arrêts contraires, c'est qu'ils sont dans des especes differentes.

## CHAPITRE XI.

*En quels cas le Titulaire ne peut  
resigner son Benefice.*

N<sup>o</sup>. 1. **U**N Benefice de Patronage laïque ne peut être resigné sans le consentement du Patron, non plus que les Benefices affectez à des familles, à des personnes *de gremio*, ou autres semblables, la seule provision ne dépouillerait pas le Titulaire, il faut qu'il ait été dépossédé, & il ne peut plus après cette dépossession conserver son Benefice; mais le Titulaire peut resigner en Cour de Rome un Benefice de Patronage Ecclesiastique, ou qui soit à la collation de l'Ordinaire, d'autant que le Pape a la prévention sur les Patrons & Collateurs Ecclesiastiques.

Un Pourvû d'un Benefice qui a été promu aux ordres *ad titulum Beneficii*, ne peut le resigner qu'il n'ait été pourvû d'un autre Benefice, Conc. Trident. sess. 21 *de reform.* chap. 3.

2. Que si on ne peut pas resigner au fils d'un Medecin, comme nous le ferons voir dans le chapitre suivant, parce qu'il a quelque autorité sur le Resignant, il

*pour acquiescer & conserver, &c.* 109

n'est pas non plus permis à des Magistrats, Avocats & Procureurs, ni à des sollicitateurs de prendre des droits litigieux, ils ont autorité sur les Titulaires qui leur cèdent leurs droits, ces mauvaises voyes sont fort décriées; un Magistrat de *considération* d'un autre Parlement accusé d'avoir pris des droits litigieux, avoit obtenu des Arrêts de son Parlement, ils furent cassés au Conseil du Roy, & renvoyés au Grand Conseil pour juger le fonds; & par Arrêt il perdit sa cause, & fut condamné en quelques dommages & intérêts, & aux dépens.

3. Il y a beaucoup de pureté sur ces matieres dans les Tribunaux, & Messieurs les Gens du Roy y sont fort severes, & s'attachent scrupuleusement aux regles & à la discipline. M. Charles Dumoulin n°. 416 de *infirm. resign.* & après lui Mr Louet condamnent severement ces abus, & excluent de ces resignations ces personnes puissantes, ou qui par le maniment des affaires, ou par leur état peuvent faire quelques surprises sur l'esprit des Beneficiers; il n'est pas néanmoins défendu à ces personnes qui ont un titre de leur chef, de prendre les droits d'un des Collitigans pour s'ôter un Adversaire; ce qui a été jugé à la premiere des Enquêtes. J'avois été consulté plusieurs fois.

La plupart de ces resignations ne sont point canoniques, les deux Arrêts suivans l'un ancien, l'autre moderne, y donneront beaucoup d'éclaircissement, avec les Mémoires qui y sont.

~~~~~\*~~~~~

## A R R E S T

POUR M. FRANÇOIS VERTIER,  
Diacre du Diocese de Reims,  
Seigneur, Prieur de Germignonville, Prieur Commendataire de Vailly, Raincy, Septfaux, & S. Laurent de Belzagol,  
Chanoine de l'Eglise Cathedrale de Soissons, & Chapelain de l'Eglise Collegiale de S. Pierre de Maiziers.

*Contre Maître Loüis Thureau, Prêtre du Diocese de Beauvais.*

*Et Maître Jean Maurice Gobert, Acolyte du Diocese de Paris.*

## R E G L E M E N T

*Qui a servi de préjugé en l'espece jugée par l'Arrêt ci-dessous.*

**P**A R Arrêt du 18 Juin 1554 rendu en la Grand'Chambre du Parlement

de Paris , rapporté par Peleus dans ses questions illustres , Question 79, entre Mathurin Longuet Secrétaire du Roy , stipulant pour Mathurin Longuet son fils , d'une part. La Cour met les appellations & ce dont étoit appel au neant, émendant, déclare Barthelemy & Jean Violier atteint & convaincu des cas de subornation à eux imposez ; ce faisant déclare pareillement les Procurations passées par ledit Longuet, fils mineur , écolier & pensionnaire de Barthelemy Violier , nulles , illicites & de nul effet & valeur , ensemble tout ce qui en est & peut être ensuivi , comme étant lesdites procurations extorquées par dol , subornation & lésuction , & comme telles lacerées , & les minutes d'icelles rayées & biffées sur les Registres des Notaires qui les ont reçues & expédiées. Fait défenses à Jean Violier & Michel Lescuyer , & toutes autres personnes qui peuvent & pourront pour l'avenir prétendre droit aux Prébendes de S. Honoré & Chapelle de S. André dont est question en vertu de ces résignations, d'inquieter ni faire poursuivre, pour raison de ce , contre ledit Longuet fils, sous peine de prison & amende arbitraire ; & pour avoir par Barthelemy Violier séduit son écolier & son pensionnaire , il est condamné à faire amende honorable

au Parquet de la Grand'Chambre de la Cour, l'Audiance tenante, nuë tête, & à genoux, avec une torche ardente à la main, & là dire & proferer à haute voix, que malicieusement par dol & circonvention, il a induit & suborné ledit Longuet fils étant son écolier & pensionnaire, à passer lesdites Procurations, dont il se repent, & en demande pardon à Dieu, au Roy, & à Justice, & pour plus ample reparation il est condamné en 100 liv. d'amende envers le Roy, en autre 100 liv. envers les Longuet pere & fils, & en pareille somme envers les pauvres de l'Hôpital, & à tenir prison jusqu'à plein paiement desdites sommes, amendes & condamnations: Et à l'égard de Jean Violier, pour s'être aidé des procurations, & de Michel Lescuyer, pour avoir voulu mettre à execution les provisions sur resignation expedées en la faveur, après avoir eu connoissance des poursuites faites contre les nommez Violier, ils sont aussi l'un & l'autre condamnez en quarante livres envers le Roy, & en semblable somme envers lesdits Longuet, & en outre en tous les dépens, dommages & intérêts. Fait inhibitions & défenses à tous Maîtres, Pedagogues & personnes ayant charge, administration & gouvernement d'enfans & écoliers, d'user à l'avenir de

*pour acquiescer & conserver, &c.* 113  
telles fraudes & séductions envers leurs  
écoliers, & d'extorquer d'eux ou accep-  
ter aucunes résignations qui seroient fai-  
tes en leur faveur directement ou indi-  
rectement, sur peine de nullité des re-  
signations & des provisions qui s'en en-  
suivroient, amende arbitraire, & autre  
punition qu'il appartiendra; & sera le  
present Arrêt lû & publié en la premiere  
Congrégation & Assemblée qui se fera  
par le Recteur de l'Université de Paris,  
& par tout ailleurs où besoin sera.

**L** OUIS par la grace de Dieu, Roy  
de France & de Navarre: A tous  
ceux qui ces presentes Lettres verront,  
Salut. Sçavoir Faisons, que le jour &  
datte des presentes, comme de deux Sen-  
tences: La premiere renduë par le Lieu-  
tenant criminel au Châtelet de Paris le 15  
Novembre 1695, prononcée le 21 No-  
vembre 1696 entre Jean Gobert, ci-devant  
Contrôleur general de la Maison de feuë  
notre très-chere & bien amée niece la  
Reine d'Espagne, & Intendant de celle  
de notre très-cher & bien amé cousin le  
Prince Philippes de Lorraine; & Jean  
Maurice Gobert Sieur de Railly son fils,  
Mousquetaire en notre premiere Com-  
pagnie, ci-devant Chanoine de l'Eglise  
Cathedrale de Soissons, & Prieur des

114 *Traité des Moyens Canoniques*  
Prieurez de Germignonville , Vailly ,  
Rainzy , Septfaux , & S. Laurent de Bel-  
zagol , Demandeurs & Complainans,  
suivant les plaintes par eux renduës les  
9 & 15 Avril , & 25 Juillet 1695. Pour  
raison de ce que Louis Thureau ci-après  
nommé , qui depuis le mois de Janvier  
jusqu'au mois de Septembre 1694 avoit  
été Repetiteur dudit Jean Maurice Go-  
bert , & depuis le mois de Novembre au-  
dit an 1694 jusqu'au mois d'Avril 1695  
son Précepteur, demeurant avec lui, logé,  
meublé & nourri aux frais dudit Gobert  
pere , avoit séduit & suborné icelui Go-  
bert fils , lui avoit fait écrire & signer  
plusieurs billets , lettres & écrits , & s'é-  
toit fait resigner par icelui Gobert fils, les-  
dits Canonicat & Prieurez par deux pro-  
curations des 22 Janvier & 13 Mars 1695.  
Le substitut de notre Procureur General  
audit Châtelet joint d'une part : Et ledit  
Louis Thureau , Prêtre du Diocese de  
Beauvais , Chapelain de l'Eglise de No-  
tre - Dame de Paris , & soi disant Cha-  
noine de l'Eglise Cathedrale de Soissons,  
Défendeur & Accusé d'autre : & entre  
notre amé François Vernier , Diacre du  
Diocese de Reims, Chanoine de ladite  
Eglise Cathedrale de Soissons, Prieur  
Commendataire & Seigneur de Germig-  
nonville & Canonvilliers , Prieur des



*pour acquérir & conserver, &c.* 115  
Prieurez de Raincy , Vailly , Septfaux  
& S. Laurent de Belzagol , & Chapelain  
de l'Eglise Collegiale de S. Pierre de  
Maiziers, intervenant & Demandeur, sui-  
vant sa Requête verbale du 17 Octobre  
1695 , à ce que sans préjudice de l'instan-  
ce civile sur le possessoire dudit Cano-  
nicat de Soissons , qui étoit pendante  
entre lui & ledit Thureau au Parc civil  
dudit Châtelet, il fut dit en déclarant  
ledit Thureau atteint & convaincu d'a-  
voir séduit ledit Jean Maurice Gobert ,  
que sans s'arrêter aux résignations desdits  
Canonicat & Prieurez, surprises par ledit  
Thureau dudit Jean Maurice Gobert ,  
les résignations des mêmes Canonicat &  
Prieurez faites en faveur dudit Vernier  
par ledit Jean Maurice Gobert , du con-  
sentement de sa famille , seroient exe-  
cutées avec dommages , intérêts & dé-  
pens d'une part : & lesdits Louis Thureau,  
Jean & Jean Maurice Gobert , Défен-  
deurs d'autre : & encore entre lesdits  
Jean & Jean Maurice Gobert pere & fils,  
Demandeurs en lettres de rescision par  
eux subsidiairement , & en tant que be-  
soin pouvoit être , obtenues en notre  
Chancellerie le 13 Novembre 1695 , sça-  
voir par ledit Gobert fils, contre lesdites  
procurations *ad resignandum* des 22 Jan-  
vier & 13 Mars 1695 , & contre le billet

du 10 Avril suivant de cinq cens vingt livres, payable au porteur au 10 Octobre de la même année, dont le paiement étoit demandé par ledit Thureau sous le nom de Duplessis ci-après nommé, & contre les autres pareils écrits que ledit Gobert fils se trouveroit avoir fait, & signé pendant qu'il étoit sous la conduite dudit Thureau, & par ledit Gobert pere contre l'acte du 8 Avril 1695, par lequel pour retrouver ledit Gobert son fils que ledit Thureau avoit fait absenter & cacher, il a consenti que ladite procuration dudit Gobert fils du 22 Janvier audit an, pour resigner en faveur dudit Thureau ledit Canoniat de Soissons, sortît son effet; & en Requête afin d'entherinement desdites lettres du treize, signifiée le quatorze dudit mois de Novembre d'une part: & lesdits Louis Thureau & Nicolas Martin sieur Duplessis, Bourgeois de Paris, Défendeurs d'autre: Par laquelle Sentence sans s'arrêter aux lettres de rescision obtenues contre les procurations *ad resignandum*, & acte de consentement mentionnez au Procès, ni à l'intervention & demande dudit Vernier dont il auroit été débouté avec dépens à son égard, ledit Thureau auroit été déchargé des plaintes, demandes & accusation desdits Gobert pere & fils, lesquels

auroient été condamnez aux dépens pour dommages & interêts, & pour faire droit sur la demande desdits Gobert pere & fils, au sujet dudit billet de cinq cens vingt livres, auroit été ordonné que les parties se pourvoiront ainsi qu'elles adviseront bon être, défenses au contraire. Et la deuxième donnée par nos amez & feaux Conseillers en notre Cour de Parlement, les Gens tenans les Requêtes de notre Palais à Paris, le vingt-huit Novembre 1695. Entre Jean Michelin, Ecuyer Seigneur de Croncelz, Demandeur aux fins de l'Exploit du seize dudit mois de Novembre, à ce qu'attendu que le transport à lui fait par iesdits Jean Maurice Gobert & Vernier de la somme de quatre cens cinquante livres à prendre sur les revenus dudit Canonikat de Soissons prétendu resigné par icelui Gobert en faveur dudit Vernier, ne pouvoit être exécuté à cause de la prétention dudit Thureau sur ledit Canonikat, lesdits Gobert & Vernier fussent condamnez à reprendre leurdit transport, & payer audit Michelin la somme de quatre cens cinquante livres, interêts & dépens d'une part : & lesdits Jean Maurice Gobert & François Vernier, Défendeurs d'autre, Par laquelle lesdits Gobert & Vernier auroient été solidairement condamnez à payer audit

Michelin la somme de quatre cens cinquante livres, contenuë dans l'obligation portant transport du 13 Septembre 1695, & interêts du jour de la demande : & pour en faciliter le payement, seroit le revenu des Benefices baillé audit Michelin, & lesdits Gobert & Vernier condamnés aux dépens; eut été appelé à notre Cour de Parlement, en laquelle les Procez par écrit conclus par Arrêts des 29 Novembre & trente-un Décembre 1695, & 10 Décembre 1696. Le premier entre ledit François Vernier, Chanoine de Soissons & Prieur desdits Prieurez, Appellant de ladite Sentence du 28 Novembre 1695, & ledit Michelin Intimé d'autre. Le deuxième entre ledit Vernier, Appellant de la même Sentence d'une part, & ledit Jean Maurice Gobert, Intimé d'autre. Et le troisième & dernier entre ledit Vernier, Appellant de ladite Sentence du 15 Novembre 1695 d'une part : Et ledit Jean Gobert pere, Dame Marie de Menisson de sainte Maure son Epouse, & Messires Tanneguy, & Abraham Charles de Menisson, Comte & Chevalier de sainte Maure, stipulans pour ledit Jean Maurice Gobert leur fils & neveu mineur, ledit Jean Maurice Gobert & ledit Louïs Thureau, Intimez, d'autre part. Et encore entre lesdits Jean Gobert

pere, Marie de Menisson de sainte Maure, la femme, Tanneguy & Abraham Charles de Menisson, Comte & Chevalier de Sainte Maure, stipulans pour ledit Jean Maurice Gobert leur fils & neveu mineur, & ledit Jean Maurice Gobert, Appellans de ladite Sentence du 15 Novembre 1695 d'une part : & lesdits Louis Thureau & François Vernier, Intimez d'autre part. Et reçus pour juger en la maniere accoustumée si bien ou mal auroit été appelé, les dépens respectivement requis par les Parties, & l'amende pour nous : & lesdites Parties appointées à fournir griefs & réponses, faire production nouvelle, & contre icelle donner contredits, le tout dans le temps de notre Ordonnance, joint par ledit Arrêt du 10 Décembre 1696, les fins de non-recevoir respectives des Parties, défenses au contraire, sur lesquelles il seroit préalablement ou autrement fait droit. Vû lesdits Procez. Requête dudit Vernier du cinq Janvier 1696, employée pour griefs contre ladite Sentence du 28 Novembre precedent, à ce qu'il plût à notredite Cour en infirmant icelle Sentence, débouter ledit Michelin de sa demande, avec dépens des causes principales & d'appel. Requêtes desdits Jean Maurice Gobert & Michelin des 7 Janvier & 23 Février

1696, employées pour réponses ausdits griefs. Instance entre ledit Vernier, Demandeur en Requête du 10 Décembre 1695 d'une part : & lesdits Jean Maurice Gobert & Michelin, Défendeurs, d'autre. Ladite Requête dudit Vernier dudit jour 10 Décembre 1695, à ce que ledit Gobert fut tenu de se joindre à lui pour faire infirmer ladite Sentence du 28 Novembre, & décharger ledit Vernier de la condamnation y portée, sinon condamné à l'en acquitter avec dépens des causes principales & d'appel, & de la sommation. Ledit Arrêt du 31 Décembre 1695 ci-dessus énoncé, portant aussi appointement en droit, & joint sur ladite demande. Lesdites Requêtes desdits Vernier, Jean Maurice Gobert & Michelin des 5 & 7 Janvier & 23 Février 1696, pareillement ci-dessus énoncées, aussi employées pour contredits & production suivant ledit Arrêt, celle dudit Michelin encore employée pour contredits contre l'employ de production dudit Vernier. Sommation ausdits Vernier & Gobert de contredire tous les emplois de production desdits Gobert & Michelin. Autre instance entre ledit Jean Maurice Gobert, Demandeur aux fins de ladite Requête du 7 Janvier 1696 d'une part : & lesdits Vernier & Michelin, Défendeurs d'autre.

Ladite

Ladite Requête dudit Gobert , tendante à ce qu'il plût à notredite Cour , lui donner acte de sa déclaration qu'il entendoit rentrer en la possession dudit Canoniat de Soissons par lui resigné en faveur dudit Vernier ; ce faisant sans s'arrêter aux provisions obtenues en Cour de Rome par ledit Vernier , lesquelles demeureroient revoquées , maintenir & garder ledit Gobert en la possession & jouissance dudit Canoniat , avec défenses audit Vernier & à tous autres de l'y troubler, donner acte pareillement audit Gobert de ce qu'il prenoit le fait & cause dudit Vernier contre ledit Michelin , & consentoit que sur les premiers revenus échus & à échoir dudit Canoniat , ledit Michelin touchât & reçût ladite somme de quatre cens cinquante livres à lui dûe , & en consequence sur l'appel de ladite Sentence du 28 Novembre mettre l'appellation & Sentence au neant , émandant sur la demande dudit Michelin contre ledit Vernier , mettre les Parties hors de Cour , avec dépens, en cas de contestation. Arrêt du 19 Janvier 1696 , par lequel sur ladite demande les parties auroient été appointées en droit avec jonction au Procès. Requête dudit Gobert du 27 Février ensuivant employée pour production. Requête dudit Vernier du

2 Avril 1696 employée pour fins de non-recevoir, défenses & production sur la demande dudit Gobert. Autre Requête dudit Michelin du 16 dudit mois d'Avril audit an, pareillement employée pour production, comme aussi pour contredits contre l'employ de production dudit Gobert. Sommation audit Gobert de fournir de sa part de contredits à l'employ de production dudit Michelin. Autre sommation audit Vernier de contredire. Autre instance entre ledit Michelin, Demandeur aux fins de la commission par lui obtenue en notre Chancellerie le 7 Décembre 1695, & Exploit fait en conséquence le 23 du même mois, & Défendeur d'une part : & ledit Thureau, Défendeur & Demandeur en Requête du 10 Mars 1696 d'autre. Ladite commission obtenue par ledit Michelin, à l'effet de faire assigner en notredite Cour ledit Thureau pour voir déclarer commun avec lui l'Arrêt qui interviendrait entre lefdits Michelin & Jean Maurice Gobert; ce faisant voir dire que les revenus des années 1695, 1696 & suivantes dudit Canoniat de Soissons, dont ledit Gobert étoit pourvu, & sur lequel ledit Thureau prétendoit avoir droit, seroient baillez & payez audit Michelin sur les sommes à lui dûes par ledit Jean Maurice



Gobert avec dépens. Ledit Exploit d'assignation donnée audit Thureau le 23 dudit mois de Décembre. Défenses dudit Thureau. Repliques dudit Michelin. Ladite Requête dudit Thureau du 10 Mars 1696, à ce qu'il fût reçu opposant à toute la procédure faite par ledit Gobert sous le nom dudit Michelin, & au principal en consequence de sa déclaration qu'il n'empêchoit pas que ledit Michelin touchât les revenus dudit Canoniat de Soissons échus avant le 26 Juin 1695, jour de la prise de possession dudit Thureau, il fût renvoyé de la demande dudit Michelin, sauf aux Parties pour le surplus de leurs prétentions à se pourvoir au Châtelet en l'instance qui y étoit pendante pour raison dudit Canoniat. Arrêt du 23 dudit mois de Mars, par lequel entr'autres choses sur les demandes & défenses les Parties auroient été appointées en droit & joint. Production dudit Michelin. Requête dudit Thureau du 22 May 1696, employée pour plus amples défenses à la demande dudit Michelin. Autre Requête dudit Thureau du 29 signifiée le 30 du même mois, employée pour production. Autre Requête dudit Thureau du 2 Août audit an, employée pour contredits à la production dudit Michelin. Sommation audit Michelin de contredire. Autre instance

entre ledit Michelin Demandeur en Requête du 21 Mars 1696, & ledit Jean Maurice Gobert, Défendeur d'autre. Ladite Requête dudit Michelin tendante à ce qu'il plût à notredite Cour lui donner acte de la sommation qu'il faisoit des défenses & Requête dudit Thureau audit Gobert, ordonner qu'il seroit tenu de les faire cesser, & en acquitter ledit Michelin avec dépens en demandant, défendant & de la sommation. Ledit Arrêt du 23 Mars ci-dessus énoncé, portant aussi appointment en droit & joint sur ladite demande. Requête dudit Michelin du 5 Avril ensuivant, employée pour production. Requête dudit Gobert du premier Février dernier, employée pour défenses & production, même pour contredits. Requête dudit Michelin du 7 dudit mois de Février, aussi employée pour contredits. Autre instance entre ledit Vernier, Demandeur aux fins de l'Exploit d'assignation donnée à sa Requête audit Châtelet de Paris le 9 Juillet 1695 & Défendeur d'une part; & ledit Thureau Défendeur & incidemment Demandeur, suivant les défenses significées audit Châtelet le 6 Août audit an 1695, d'autre part; & entre lesdits Jean Gobert pere, Dame Marie de Menisson de sainte Maure son épouse, Tanneguy &

Abraham Charles de Menisson Comte & Chevalier de sainte Maure, stipulans pour ledit Jean Maurice leur fils & neveu mineur, Demandeurs, en Requête verbale par eux faite audit Châtelet, signifiée le 17 Novembre audit an 1695 d'une part ; & lesdits Thureau & Vernier, Défendeurs d'autre. Ledit Exploit contenant la demande dudit Vernier à ce qu'il fût gardé, & maintenu en la possession & jouissance dudit Canoncat de Soissons, dont il avoit été pourvû par signature de Cour de Rome du 21 May 1695 sur la resignation libre & volontaire dudit Jean Maurice Gobert, avec restitution de fruits, dommages, interêts & dépens. Lesdites défenses dudit Thureau, par lesquelles il auroit conclu incidemment à être maintenu de sa part en la possession, en laquelle il étoit dudit Canoncat, avec dommages, interêts & dépens. Ladite Requête verbale du 17 Novembre, contenant la demande desdits Jean Gobert, Marie, Tanneguy, & Abraham Charles de Menisson à ce qu'ils fussent reçûs Parties intervenantes en l'instance pendante au Parc civil dudit Châtelet entre lesdits Vernier & Thureau ; faisant droit sur leur intervention, sans s'arrêter à la prétention dudit Thureau dont il seroit débouté, ledit Vernier fût main-

renu audit Canonikat avec dommages , intérêts & dépens. Ledit Arrêt du 23 Mars 1696 , par lequel après que ledit Thureau auroit demandé l'évocation en notredite Cour des demandes & contestations pendantes audit Châtelet entre lui & lesdits Vernier, Gobert & de Menisson de sainte Maure , & que lesdits Vernier, Gobert & de Menisson , même ledit Michelin auroient déclaré consentir ladite évocation , notredite Cour du consentement de toutes lesdites Parties auroit évoqué à elle lesdites demandes , circonstances & dependances , & pour faire droit sur ledit principal évoqué , appointé lesdites Parties en droit à écrire & produire dans trois jours , & joint audit Procès, dépens réservez. Production dudit Vernier contre ledit Thureau. Lesdites Requêtes dudit Thureau des 22 & 29 May 1696 ci-devant énoncées , encore employées pour plus amples défenses & production. Contredits dudit Vernier contre la production dudit Thureau , signifiez le 14 Août audit an. Ladite Requête dudit Thureau du 2 dudit mois d'Août ci-devant énoncée, aussi employée pour contredits contre la production dudit Vernier. Addition de contredits dudit Thureau signifiée le 24 Avril dernier. Requête dudit Vernier du 4 Avril 1696 employée

pour production à l'égard desdits Gobert & de Menisson. Somination ausdits Gobert & de Menisson de produire & contredire. Autre instance entre ledit Jean Maurice Gobert, Demandeur en Requête du 27 Mars 1696 d'une part; & ledit Thureau, Défendeur d'autre. Ladite Requête dudit Gobert, contenant sa demande à ce qu'il plût à notredite Cour lui donner acte de ce qu'il prenoit le fait & cause dudit Michelin contre ledit Thureau, & de ce qu'il denonçoit & contresommoit audit Thureau la demande dudit Michelin portée par sa Requête du 21 dudit mois de Mars, faisant droit sur la prise de fait & cause, sommation & contresommation, sans s'arrêter à la prise de possession dudit Canonikat de Soissons, que ledit Thureau disoit avoir faite le 27 Juin 1695, laquelle ensemble les actes & titres sur lesquels elle étoit fondée, & en vertu desquels elle avoit été faite, seroient délairez nuls; il fût ordonné que les revenus dudit Canonikat de Soissons échus & à écheoir, seroient comme appartenans audit Gobert, baillez & delivrez audit Michelin, sur & tant moins ou jusqu'à concurrence des sommes à lui dûes par ledit Gobert, à cet effet maintenir & garder en tant que besoin seroit ledit Gobert, en la possession & jouissance

dudit Canoniat , avec défenses audit Thureau & tous autres de le troubler , & avec dommages , intérêts & dépens , en demandant , défendant , sommation & contresommation. Arrêt du 29 dudit mois de Mars , par lequel sur la demande les Parties auroient été appointées en droit avec jonction au Procès. Autre Arrêt du 9 Avril ensuivant , par lequel ledit Thureau auroit été débouté de l'opposition par lui formée à celui du 29 Mars. Production dudit Gobert. Lesdites Requêtes dudit Thureau des 22 & 29 May 1696 ci-dessus énoncées , encore employées pour défenses & production. Ladite Requête dudit Thureau du 2 Août audit an , servant encore de contredits à la production dudit Gobert. Contredits dudit Gobert signifiez le 7. Février dernier. Autre instance entre ledit Thureau Demandeur en Requête du 31 Mars 1696 d'une part , & lesdits Jean Maurice Gobert & Vernier , Défendeurs d'autre ; & entre ledit Vernier , Demandeur en Requêtes des 31 Mars & 4 Avril 1696 d'une part , & ledit Thureau , Défendeur d'autre ; & entre ledit Jean Maurice Gobert , Demandeur en Requête du même jour 4 Avril d'une part , & ledit Thureau , Défendeur d'autre. Ladite Requête dudit Thureau du 31 Mars , à ce qu'il plût

à notredite Cour lui donner acte de ce qu'il prenoit pour trouble la demande dudit Gobert formée par sadite Requête du 27 dudit mois, en conséquence sans y avoir égard maintenir, & garder ledit Thureau en la possession & jouissance dudit Canoniat de Soissons, déclarer l'Arrêt commun avec ledit Vernier, & condamner les contestans aux dépens. Ladite Requête dudit Vernier du même jour 31 Mars à ce qu'il plût à notredite Cour en prononçant sur les demandes précédentes, déclarer la Procuration pour resigner ledit Canoniat de Soissons, que ledit Thureau avoit fait faire en sa faveur par ledit Jean Maurice Gobert le 22 Janvier 1695, pendant que ledit Thureau étoit actuellement son Précepteur, & chargé de sa conduite envers la famille, lesdites Provisions que ledit Thureau avoit obtenues en Cour de Rome sur ladite Procuration, *Visa* de l'Ordinaire & prétendue prise de possession par lui faite le 27 Juin 1695, pendant qu'il étoit dès le 21 du même mois suspens & decreté de prise de corps, & tout ce qui avoit été fait en conséquence, nul & de nul effet, faire défenses audit Thureau & à tous autres de s'en servir; ce faisant, adjuger audit Vernier les conclusions de son Exploit du 9 Juillet 1695. Ladite Requête dudit

Vernier du 4 Avril 1696, à ce qu'il plût à notredite Cour en lui adjugeant les précédentes conclusions, & déboutant ledit Thureau de sa Requête du 13 Mars, déclarer pareillement nulle & de nul effet la procuration dudit Jean Maurice Gobert du 13 Mars 1695, pour resigner en faveur dudit Thureau leldits Prieurez de Germignonville, Raincy, Vailly, Septfaux & S. Laurent de Belzagol, ensemble les provisions que ledit Thureau avoit obtenues, ou pû obtenir en Cour de Rome sur icelle, cession qu'il avoit pû faire de ses droits, & tout ce qui avoit suivi, en consequence faire défenses audit Thureau & tous autres de troubler ledit Vernier en la possession qu'il avoit prise desdits Prieurez en vertu des provisions qu'il en avoit obtenues en Cour de Rome le 6 May audit an 1695 avec dépens. Ladite Requête dudit Jean Maurice Gobert du 4 Avril, à ce qu'il plût à notredite Cour en prononçant sur sa Requête du 27 Mars précédent, & déclarant ledit Thureau non-recevable en sa Requête du 31 dudit mois de Mars, déclarer les resignations tant dudit Canoniat que desdits Prieurez, que ledit Thureau avoit surprises dudit Gobert son écolier, & tout ce qui avoit suivi, nul, & de nul effet, avec défenses de s'en servir, dommages, intérêts &c



*pour acquérir & conserver, &c.* 131  
dépens. Arrêt du 9 dudit mois d'Avril ,  
par lequel les Parties sur lesdites deman-  
des auroient été appointées en droit avec  
jonction au Procès , joint les fins de non-  
recevoir respectives des Parties , défenses  
au contraire , sur lesquelles seroit préala-  
blement ou autrement fait droit. Fins de  
non-recevoir & avertissement desdits Go-  
bert & Vernier des 28 Juillet & 11 Août  
1696. Sommation audit Thureau de four-  
nir de réponses à fins de non-recevoir ,  
même de fins de non-recevoir de sa part.  
Lesdites Requêtes dudit Thureau des 22  
& 29 May 1696 , encore employées pour  
défenses & production suivant ledit Arrêt.  
Requête dudit Vernier du 30 dudit mois  
de May , employée pour production. Pro-  
duction dudit Jean Maurice Gobert. Con-  
treredits desdits Vernier & Gobert contre  
la production dudit Thureau. Ladite Re-  
quête dudit Thureau du 2 dudit mois  
d'Août , aussi employée pour contredits  
aux productions desdits Vernier & Go-  
bert. Ladite Requête dudit Thureau du  
29 signifiée le 30 May 1696 contenant  
aussi les conclusions , à ce qu'il plût à no-  
tre dite Cour , le maintenir & garder en  
la possession dudit Canoniat de Soissons,  
faire défense ausdits Vernier , Gobert &  
Michelin de l'y troubler , & pour le  
trouble qu'ils lui avoient fait , & l'avoir

par eux empêché de jouir dudit Benefice depuis sa prise de possession, les condamner solidairement à lui faire valoir tous les revenus dudit Benefice, tels qu'il auroit pû les percevoir s'il n'en eût point été empêché par eux, & les condamner aux dépens, donner acte audit Thureau de ce que pour écritures & production sur ladite demande il employoit le contenu en ladite Requête, au bas de laquelle auroit été ordonné que lesdits Vernier, Gobert & Michelin défendroient, écriroient & produiroient dans trois jours, & joint audit Procès, & acte donné de l'employ. Requêtes desdits Vernier, Gobert & Michelin des 11 Août & 7 Février dernier, employées pour défenses & production. Contredits desdits Vernier & Gobert. Sommation audit Thureau de contredire. Autre sommation respective de contredire par lesdits Michelin & Thureau, leurs emplois de production. Requête dudit Michelin du 14 Février 1697, à ce qu'il lui fût donné acte de ce qu'il denonçoit audit Gobert ladite Requête dudit Thureau du 29 May précédent, ordonner qu'il seroit tenu de la faire cesser, & le condamner aux dépens en demandant, défendant & de la sommation, & lui donner acte de ce que pour écritures & produc-

tion il employoit le contenu en ladite Requête , au bas de laquelle Requête notredite Cour auroit ordonné que ledit Gobert défendrait , écrirait & produirait dans trois jours , & joint audit Procès , & donné acte de l'employ. Requête dudit Gobert du 15 dudit mois de Février , employée pour défense , production & contredits. Sommation audit Michelin de contredire. Requête dudit Gobert du 26 du même mois , à ce qu'il fût reçu à dénoncer & contresommer audit Thureau ladite sommation & Requête dudit Michelin du 14 dudit mois de Février ; ce faisant, ledit Thureau fut condamné de l'en acquitter avec dépens en demandant, défendant , sommation & contresommation , & qu'acte fût donné audit Gobert de ce que pour production sur ladite demande il employoit le contenu en ladite Requête : Sur laquelle Requête notredite Cour auroit ordonné que ledit Thureau fourniroit de défenses , écrirait & produirait dans trois jours , & joint audit Procès , & donné acte audit Gobert de l'employ porté par sa Requête. Sommation audit Thureau de satisfaire à ladite Ordonnance, fournir de défenses , écrire, produire & contredire. Arrêt du 23 Janvier 1696 , rendu entre ledit Jean Maurice Gobert , Demandeur en Requête du

19 dudit mois , à ce qu'attendu que les principaux moyens des demandes par lui faites au Procès resulteroient des charges & informations faites , tant à la Requête qu'à la Requête dudit Jean Gobert son pere , en vertu des Ordonnances dudit Lieutenant criminel au Châtelet de Paris , pardevant les Commissaires Regnault & Dubois , & le Lieutenant criminel de Soissons les 14 , 15 , 17 & 18 Juin , 2 , 5 & 6 Août 1695 , & autres jours contre ledit Thureau , dont les premieres expeditions étoient engagées au Procès pendant audit Châtelet entre lesdits Gobert & Thureau , il fût ordonné qu'il seroit apporté au Greffe d'icelle des secondes expeditions desdites informations , qu'à les délivrer & envoyer au Greffe de notre dite Cour , lesdits Commissaires Regnault & Dubois , & le Greffier dudit Lieutenant criminel de Soissons seroient contraints , même par corps , pour icelles apportées être mises en un sac à part , séparé & joint audit Procès , pour en jugeant y avoir tel égard que de raison , d'une part ; & lesdits Vernier & Michelin , Défendeurs d'autre. Par lequel notre dite Cour auroit ordonné que les informations en question seroient apportées au Greffe d'icelle , mises dans un sac à part & jointes au Procès , pour en ju-

geant y avoir tel égard que de raison : à cet effet les Commissaires & Greffier contraints d'en délivrer & envoyer des secondes expéditions. Autre Arrêt du 19 Juillet 1696 , rendu entre ledit Thureau Demandeur en Requête du 19 May précédent , à ce qu'il lui fût donné acte de sa déclaration , que par Sentence du 15 Novembre 1695 , renduë audit Châtelet entre lesdits Gobert pere & fils complainans , ledit Thureau accusé , & ledit Vernier intervenant , sans s'arrêter à l'intervention dudit Vernier , ledit Thureau avoit été déchargé des plaintes desdits Gobert , & les resignations faites par ledit Gobert fils , au profit dudit Thureau , jugées valables ; ce faisant , attendu qu'au moyen de ladite Sentence les informations contre lui faites à la Requête desdits Gobert pere & fils , & sur lesquelles ladite Sentence étoit intervenuë , étoient détruites , il fut reçu opposant à l'Arrêt , en vertu duquel lesdits Gobert & Vernier avoient fait apporter au Greffe de notre dite Cour des secondes expéditions desdites informations , & à la jonction d'icelles au Procès , & en conséquence lesdites informations fussent rejetées dudit Procès , & sans y avoir égard passé outre au jugement d'icelui , si mieux n'aimoient lesdits Gobert & Vernier lever ladite

Sentence du 15 Novembre 1695, & faire apporter en notredite Cour les autres procédures extraordinaires, auquel cas ledit Thureau offroit de conclure sur l'appel d'icelle, & joint audit Procès avec dépens d'une part, & ledit Jean Maurice Gobert & Vernier, Défendeurs d'autre. Par lequel Arrêt notredite Cour sur ladite Requête dudit Thureau auroit mis les Parties hors de Cour, sauf à lui à joindre & faire joindre au Procès telles pièces qu'il aviseroit, défenses au contraire. Lesdites informations ordonnées être jointes au Procès. Requête dudit Thureau du 5 Décembre 1696, sur laquelle notredite Cour l'auroit reçu à produire par production nouvelle, ladite Sentence du 15 Novembre 1695. Ladite Sentence dudit jour 15 Novembre ci-devant énoncée. Requêtes desdits Vernier & Jean Maurice Gobert des 5 & 8 Février 1697, employée pour contredits à ladite production nouvelle. Ledit Arrêt du 10 Décembre 1696, par lequel acte auroit été donné ausdits Vernier, Jean & Jean Maurice Gobert, Marie, Tanne-guy, & Abraham Charles de Menisson de l'employ par eux fait de ce qu'ils avoient dit en cause principale & au Procès pour grief contre icelle Sentence. Requête dudit Thureau du 22 dudit mois.

de Décembre employée pour réponses audit employ de griefs. Sommations respectivement faites de fournir par lesdits Gobert & de Menisson de réponses aux griefs dudit Vernier, & par icelui Vernier aux griefs desdits Gobert & de Menisson. Addition de griefs desdits Jean & Jean Maurice Gobert signifiée le premier Mars 1697, à ce qu'il plût à notre dite Cour mettre l'appellation & la Sentence au neant, émendant sans s'arrêter aux demandes dudit Thureau dont il seroit débouté; faisant droit sur celles desdits Gobert pere & fils, ensemble sur les lettres de rescision par eux obtenues, déclarer lesdites procurations *ad resignandum* des 22 Janvier & 13 Mars 1695 nulles & de nul effet, ensemble tout ce qui pouvoit s'en être ensuivi, comme étant extorqué par dol, subornation & autres mauvaises voyes: ordonner que lesdites procurations seroient lacerées, & les minutes rayées sur les Registres des Notaires qui les avoient reçues, & Greffiers qui les avoient insinuées; faire défenses audit Thureau en faveur de qui elles étoient faites, & à toutes autres personnes qui pourroient se servir desdites prétendues résignations, d'inquieter ou faire poursuite contre ledit Gobert fils, sur peine de punition & d'amande arbi-

- traire , & condamner ledit Thureau aux dommages , interêts & dépens desdits Gobert. Réponses dudit Thureau à ladite addition de griefs , signifiées le 20 Mars 1697. Addition de griefs dudit Vernier
- du 4 dudit mois de Mars , à ce qu'il plût à notredite Cour mettre l'appellation & Sentence au neant, émendant, ayant égard à l'intervention dudit Vernier , & déclarant ledit Thureau dûement atteint & convaincu d'avoir séduit, & suborné l'esprit dudit Jean Maurice Gobert son éco-lier & pensionnaire , déclarer nulles les procurations desdits jours 22 Janvier & 13 Mars 1695 , pour resigner en sa fa-veur lefdits Canoniat de Soissons , & Prieurez de Germignonville , Vailly , Raincy , Septfaux , & saint Laurent de Belzagol , & tout ce qui s'en étoit ou pouvoit être ensuivi; Ce faisant ordon-ner que les procurations pour resigner les mêmes Benefices en faveur dudit Vernier, passées depuis par ledit Jean Maurice Gobert du consentement de sa famille, auroient leur effet, & en consequence maintenir & garder ledit Vernier en la possession & jouissance desdits Benefices, avec défenses audit Thureau & à tous autres de l'y troubler, dommages , interêts & dépens. Requête dudit Vernier dudit jour 4 Mars 1697 , employée pour



*pour acquerir & conseruer, &c.* 139  
addition de griefs à l'égard desdits Gobert & de Menisson. Sommation de fournir par lesdits Thureau, Gobert & de Menisson de réponses à l'addition de griefs dudit Vernier. Requête desdits Jean Gobert, Marie de Menisson de sainte Maure son épouse, Tanneguy & Abraham de Menisson, Comte & Chevalier de sainte Maure, stipulans pour ledit Jean Maurice Gobert leur fils & neveu mineur, & dudit Jean Maurice Gobert du 9 Février 1697, à ce qu'il plût à notre dite Cour en procedant au Jugement du Procès, ordonner que les qualitez de ladite Sentence du 13 Novembre 1695, laquelle suivant l'énoncé d'icelle, ne paroïssoit avoir été renduë qu'entre lesdits Gobert pere & fils, Demandeurs & Complainans d'une part; & ledit Thureau, Défendeur & Accusé d'autre: Et entre ledit Vernier Intervenant & Demandeur d'une part; & lesdits Thureau & Gobert, Défendeurs d'autre: Et entre lesdits Gobert, Demandeurs en lettres de rescision d'une part; & lesdits Thureau & Nicolas Martin, Défendeurs d'autre, seroient reformées, ce faisant que ladite Sentence seroit dite avoir été renduë entre lesdits Jean Gobert pere, & Jean Maurice Gobert son fils, Complainans d'une part: & ledit Louïs Thureau accusé d'autre: Et entre

ledit Thureau, Demandeur en Requête du quatre, signifiée le 11 Août 1695 d'une part ; & lesdits Gobert pere & fils, Défendeurs d'autre : Et entre ledit Thureau, Demandeur en autre Requête du 20 signifiée le 22 Septembre audit an, d'une part ; & lesdits Gobert pere & fils Défendeurs d'autre : Et entre lesdits Gobert pere & fils, Demandeurs en Requête du cinq signifiée le 10 Octobre audit an d'une part ; & ledit Thureau, Défendeur d'autre : Et entre lesdits Gobert pere & fils, Demandeurs aux fins de la Requête & Exploit d'assignation du 12 dudit mois d'Octobre d'une part ; & Nicolas Martin sieur Dupleffis Bourgeois de Paris, & ledit Thureau, Défendeurs d'autre ; & entre ledit François Vernier Intervenant, & Demandeur en Requête du 17 du même mois d'Octobre d'une part ; & lesdits Thureru, Jean & Jean Maurice Gobert, Défendeurs d'autre : Et entre lesdits Jean Gobert pere, Marie, Tanneguy & Abraham Charles de Menisson, stipulans pour ledit Jean Maurice Gobert leur fils & neveu mineur, & ledit Jean Maurice Gobert, Interveniens & Demandeurs en Requête verbale du 19 dudit mois d'Octobre d'une part ; & ledit Thureau & Vernier Défendeurs d'autre : Et entre ledit Jean & Jean Maurice Gobert, Demandeurs

en Requête du 5 Novembre ensuivant d'une part ; & ledit Thureau Défendeur d'autre : Et entre lesdits Gobert pere & fils, Demandeurs en lettres de rescision par eux obtenues en notre Chancellerie le 13 dudit mois de Novembre, & Requête afin d'enterinement d'icelles du même jour, signifiée le 14 du même mois d'une part ; & lesdits Martin sieur Duplessis, & Thureau Défendeurs d'autre ; & en consequence en mettant l'appellation & ladite Sentence du 15 Novembre au neant, sans s'arrêter ausdites Requêtes dudit Thureau des 4 Août & 20 Septembre 1695, ayant en tant que besoin seroit égard aux lettres obtenues par lesdits Gobert pere & fils, adjuger ausdits Gobert & Consors les conclusions qu'ils avoient prises par lesdites Requêtes des 5, 12 & 19 Octobre 1695, & au Procès en notredite Cour, avec reparations, dommages, intérêts & dépens, & suppression des Requêtes dudit Thureau des 20 Septembre & 5 Novembre audit an, en tout cas adjuger ausdits Gobert & Consors les conclusions de leur dite Requête du 5 Novembre 1695. Sur laquelle Requête du 9 Février notredite Cour auroit réservé à faire droit en jugeant. Lesdites Requêtes dudit Thureau : La premiere du 4 Août 1695 présentée au Lieutenant criminel.

dudit Châtelet , afin d'avoir permission de faire informer des faits mentionnez en icelle , & notamment de la subornation des témoins faite par ladite Marie de Menisson , sur laquelle auroit été réservé à faire droit en jugeant : La deuxième du 20 Septembre 1695 , à ce que lesdits Gobert pere & fils fussent solidairement condamnez envers lui en trois mil livres de réparations civiles , sur laquelle auroit aussi été réservé à faire droit en jugeant. Ladite Requête desdits Gobert pere & fils du 12 Octobre 1695 aussi présentée audit Lieutenant criminel , à ce que la Sentence qui interviendrait fût déclarée commune avec ledit Martin sieur Duplessis ; ce faisant , que le prétendu billet du 10 Avril audit an seroit déclaré nul , ledit Gobert fils déchargé de la somme de cinq cens vingt livres y contenuë , défenses audit Martin & tous autres de s'en servir à peine de tous dépens , dommages & intérêts , qu'acte leur fût donné de ce qu'ils sommoient & dénonçoient audit Thureau la demande & prétention dudit Martin ; ce faisant , icelui Thureau fût condamné à la faire cesser , & à rapporter ou faire rapporter dans trois jours ledit prétendu billet pour être laceré , sinon , & à faute de ce faire , attendu le dol , & que ledit billet paroïssoit payable au

porteur ; ledit Thureau fut condamné à mettre dans le jour de la Sentence qui interviendrait és mains d'une notable personne , pareille somme de cinq cens vingt livres , pour acquitter lesdits Gobert dudit billet & aux dépens , dommages & intérêts solidairement avec ledit Martin. Ladite Requête verbale donnée audit Châtelet le 19 Octobre 1695 , par lesdits Gobert pere & fils , Marie , Tanneguy & Abraham Charles de Menisson , Comte & Chevalier de sainte Maure , à ce que lesdits de Menisson fussent reçus Parties intervenantes en l'instance extraordinaire d'entre lesdits Gobert pere & fils & ledit Thureau , faisant droit sur leur intervention , & sur les plaintes desdits Gobert pere & fils ; En premier lieu en déclarant le prétendu billet de cinq cens vingt livres payable au porteur, nul , & adjugeant ausdits Gobert pere & fils les conclusions de leur dite Requête du 12 dudit mois d'Octobre , ledit Thureau fût condamné , & par corps à mettre és mains d'un notable pareille somme de cinq cens vingt livres , pour acquitter ledit Gobert fils du paiement dudit prétendu billet , même icelui Thureau fût condamné à l'acquitter de tous les autres pareils billets qui pourroient se trouver , & qu'il avoit fait signer audit Gobert fils ; En

second lieu sans s'arrêter aux resignations extorquées par ledit Thureau dudit Gobert fils , ni aux provisions par lui obtenues en consequence , consentement dudit Gobert pere , & actes de cessions que ledit Thureau avoit fait ou pû faire de ses droits , qui seroient déclarez nuls , il fût ordonné que les resignations faites par ledit Gobert fils audit Vernier , du consentement de la famille , seroient executées & auroient effet : & en cas que ledit Vernier fût évincé desdits Benefices par les Cessionnaires dudit Thureau , & qu'ainsi ledit Gobert fils fût aussi évincé de la pension qu'il s'étoit réservée sur iceux , que ledit Thureau fût condamné même par corps à payer , & continuer audit Gobert fils ladite pension , conformément à la création canonique qui en avoit été faite en Cour de Rome : En troisième lieu en condamnant ledit Thureau à faire reparation des injures qu'il avoit prononcées contre la famille desdits Gobert ; il fût ordonné que la Requête dudit Thureau du 20 Septembre 1695 , seroit supprimée avec dommages , interêts & dépens , icelles Requêtes jointes au Procès pendant lors devant ledit Lieutenant criminel du Châtelet par Ordonnance & Sentence des 13 & 21 dudit mois de Novembre 1695. Ladite Requête aussi présentée

Sentée audit Lieutenant criminel par lesdits Gobert & de Menisson le 5 Novembre audit an, à ce qu'en procedant au Jugement dudit Procès, où le contenu en leurs plaintes ne paroïtoit suffisamment prouvé, tant par les dépositions des Témoins & Interrogatoires dudit Thureau, que pieces par eux produites, il fût ordonné qu'avant faire droit, il seroit procedé au recolement & confrontation des Témoins, qui jusqu'alors n'avoient pû être recolez, ni confrontez à cause de leur absence, même permis ausdits Gobert de faire informer par addition de ce que ledit Thureau avoit toujours fait la profession de Repetiteur & Précepteur, notamment chez Maître Etienne Lucas Procureur audit Châtelet, où il avoit demeuré à son pain & à ses gages en qualité de Précepteur de ses enfans, lesquels il avoit tellement mal instruits par ses violences, débauches & mauvais exemples, que ledit Lucas avoit été obligé de le chasser de chez lui, peu de temps avant qu'il avoit commencé de repeter & enseigner ledit Gobert fils, & autres faits contenus en leurs plaintes, circonstances & dépendances, sur laquelle Requête ledit Juge avoit mis l'Ordonnance en jugeant. Production nouvelle dudit Thureau reçue par Requête du 31 Janvier

1697. Requête dudit Jean Maurice Gobert du 8 Février suivant employée pour contredits. Sommation audit Vernier de contredire de sa part. Requête dudit Jean Maurice Gobert du 4 Mars audit an par lui employée pour plus amples contredits à la production nouvelle dudit Thureau faite par Requête du 5 Décembre 1696, & sur laquelle Requête notredite Cour l'auroit aussi reçu à produire de nouveau les pieces y mentionnées. Lesdites pieces produites de nouveau. Sommation audit Thureau de fournir de contredits. Autre production nouvelle dudit Vernier reçüe par Requête du 4 Mars dernier. Sommation audit Thureau de fournir de contredits à ladite production nouvelle. Production nouvelle dudit Thureau par Requête du 26 Avril 1697. Sommations faites audits Gobert & Vernier de fournir de contredits. Requête dudit Vernier du 11 May dernier, à ce qu'il plût à notredite Cour, lui donner acte de ce qu'il se rendoit en tant que besoin étoit, Demandeur à ce qu'en infirmant ladite Sentence du 15 Novembre 1695, il fut maintenu & gardé en la possession & jouissance desdits Prieurez de Germignonville, Vailly, Raincy, Septfaux & S. Laurent de Belzagol, avec défenses audit Thureau, & tous autres



de l'y troubler, dommages, intérêts & dépens, & lui donner acte de ce que pour écritures & production sur ladite demande il employoit le contenu en ladite Requête: Au bas de laquelle Requête notredite Cour auroit ordonné que ledit Thureau fourniroit de défenses, écriroit & produiroit dans le jour & joint au Procès, & donné acte audit Vernier de l'employ porté par sa Requête. Sommation audit Thureau de fournir de défenses, écrire, produire & contredire. Requête desdits Jean & Jean Maurice Gobert & de Menisson du 24 May dernier, à ce qu'en infirmant ladite Sentence du 15 Novembre 1695, ledit Thureau fût condamné même par corps, à leur payer la somme de six mil livres à laquelle ils se restraignoient pour les reparations civiles, & dommages, & intérêts, auxquels ils avoient conclu contre lui au Procès, & en tous les dépens faits par eux tant contre ledit Thureau que contre les autres Parties, comme y ayant donné lieu: Sur laquelle Requête notredite Cour auroit réservé à faire droit en jugeant. Requête dudit Vernier du 7 du présent mois de Juin par lui employée pour contredits contre les productions nouvelles dudit Thureau faites par Requêtes des 31 Janvier & 26 Avril precedent, & par la-

quelle il auroit conclu à ce qu'il plût à notredite Cour, en infirmant les Sentences des 15 & 28 Novembre 1695, & maintenant ledit Vernier en la possession des Benefices dont étoit question, faire main-levée audit Vernier des saisies & empêchemens qui se trouveroient faits à la Requête desdits Thureau, Michelin & Consors és mains des Debiteurs & Fermiers desdits Benefices, lesquels Fermiers & Debiteurs seroient contraints à vuidier leurs mains, notamment le Trésorier ou Receveur du Chapitre de Soissons, des fruits dudit Canoniat contesté échûs depuis le 6 Juillet 1695, jour de la prise de possession dudit Vernier & qui écheroient, avec dommages, intérêt & dépens : Sur laquelle Requête notredite Cour auroit réservé à faire droit en jugeant. Requête dudit Thureau du même jour 7 Juin present mois, par lui employée pour plus amples défenses, & atténuation contre l'accusation de la prétendue séduction dudit Jean Maurice Gobert, & notamment contre le fait à lui objecté, qu'il avoit dénié contre vérité avoir eu connoissance des résignations dont étoit question, & envois d'icelles en Cour de Rome plutôt que le 5 Avril 1695, & par laquelle Requête il auroit aussi conclu à ce qu'il plût à notredite Cour, où elle

*pour acquiescer & conserver, &c.* 149  
feroit quelque difficulté de confirmer la Sentence dudit Châtelet du 15 Novembre 1695, qui avoit déchargé ledit Thureau de ladite accusation, ou si elle jugeoit leldits faits de quelque considération de la complainte du Benefice dont étoit question, permettre audit Thureau de faire preuve des faits suivans, qui étoient que les lettres qui se trouvoient au Procès écrites par lui Thureau audit Jean Gobert pere, & à ladite Dame Gobert depuis le 31 Mars 1695, jusques environ le 14 Avril de la même année, avoient été dressées en substance de concert entre lui Thureau, ladite Dame Gobert, & ledit Gobert fils, que leldites lettres étoient adressées ouvertes à ladite Dame Gobert, qui après qu'elle en avoit pris lecture, si elle les trouvoit conformes à ses intentions, elle les faisoit remettre audit Gobert pere, sinon elle les renvoyoit audit Thureau, que ledit Thureau avoit tu & même dénié avoir eu connoissance de la resignation desdits Benefices, qu'à la priere de ladite Dame Gobert & dudit Gobert son fils, & par la crainte des mauvais traitemens dudit Gobert pere, que ladite Dame Gobert avoit déclaré audit Thureau & à d'autres personnes, que s'il n'en usoit ainsi, & s'il déclaroit avoir sçu ladite resignation,

& qu'elle avoit été faite de la participation de ladite Dame Gobert, elle couvreroit risque de la vie, qu'après que ledit Thureau eût subi l'interrogatoire, ladite Dame Gobert l'avoit remercié de ne l'avoir point impliqué, que là-dessus ledit Thureau lui dit, que si on le pressoit une autrefois davantage, & si on l'interrogeoit plus distinctement, touchant la vérité de cette resignation, il ne pouvoit s'empêcher de déclarer tout ce qui la regardoit; que ledit Thureau n'avoit tenu cette conduite, que pour éviter à la Dame Gobert, & à son fils les funestes emportemens du pere, qui en avoit déjà plusieurs fois donné des marques dans sa famille; que ledit Thureau n'avoit donné ses quittances audit Gobert pere, comme s'il tenoit en pension ledit Gobert fils, qu'à la priere dudit Gobert fils, auquel il remettoit à l'instant les deniers au fur, & à mesure qu'il les recevoit dudit Gobert pere, la dépense tant pour la nourriture que pour le loyer se faisant entre eux, & par moitié & à frais communs, que ledit Gobert fils avoit toujours porté l'habit seculier, l'épée & armes depuis la dispense à *savis*, & la demande en regrez par lui formée en notredite Cour, & portoit encore actuellement ledit habit seculier & l'épée en public, excepté dans

*pour acquérir & conserver, &c.* 151  
les sollicitations devant les Juges, & en  
consequence procedant au Jugement du  
Procès adjugér audit Thureau les con-  
clusions par lui prises audit Procès avec  
dépens. Sur laquelle Requête notredite  
Cour auroit réservé à faire droit en ju-  
geant. Requête desdits Jean Gobert,  
Marie de Menisson de sainte Maure sa  
femme, & Jean Maurice Gobert du huit  
du present mois de Juin, employée pour  
réponses à celle dudit Thureau ci-dessus  
énoncée, & par laquelle ils auroient aussi  
conclu à ce qu'il plût à notredite Cour  
en leur adjugeant les reparations civiles,  
dommages & intérêts, auxquels ils avoient  
conclu, débouter ledit Thureau de la-  
dite Requête du 7 Juin, ordonner qu'elle  
seroit supprimée, & le condamner en  
tous les dépens. Sur laquelle Requête  
notredite Cour auroit réservé à faire droit  
en jugeant. Requête dudit Thureau du  
10 Juin present mois employée pour ad-  
dition de défense, & moyens contre la  
demande en regrez dans le Benefice en  
question, formée par ledit Gobert fils,  
& contre l'accusation de subornation dont  
il s'agissoit, par laquelle Requête ledit  
Thureau auroit conclu, à ce qu'il plût  
à notredite Cour lui donner acte des of-  
fres qu'il faisoit, que supposé que ledit  
Gobert fils persistât dans le dessein, qu'il

diloit avoir de rentrer dans l'Etat Ecclesiastique , \* & qu'il fut purgé du Décret intervenu contre lui sur les informations qui étoient jointes au Procès , & qu'il fût rendu capable de posséder de nouveau le même Benefice , il étoit prêt & offroit de lui passer procuration *ad resignandum* dudit Benefice , à condition qu'il ne pourroit s'en demettre , & le resigner en faveur dudit Vernier , & de tous autres que dans six ans , ou tel autre temps qu'il plairoit à notredite Cour ; ce faisant ordonner qu'avant faite droit sur la demande en regrez dudit Gobert fils , il seroit tenu de se retirer dans tel Seminaire que notredite Cour voudroit lui indiquer , pour y demeurer pendant le temps qu'elle lui prescriroit , pendant lequel temps ledit Thureau lui feroit telle pension que notredite Cour trouveroit bon , par rapport à l'état des revenus de ladite Prébende & à notre déclaration , & après que ledit Gobert auroit demeuré dans ledit Seminaire pendant le temps prescrit , ledit Thureau lui feroit la pension que notredite Cour ordonneroit , si mieux elle le trouvoit plus à propos que de remettre ledit Benefice audit Gobert ,

---

\* Nota. Le Décret étoit supposé par Thureau.

le tout à condition que lesdits Gobert pere & fils rendroient audit Thureau tous les frais, déboursez & dépenses par lui faits pour raison de la prise de possession dudit Benefice, & seroient obligez de lui restituer tous generalement les autres coûts & frais qu'il avoit faits tant dans l'instance criminelle que civile au Châtelet & en notredite Cour, sans préjudice des autres conclusions par lui prises au Procès, & condamner lesdits Gobert pere & fils en tous les dépens : Sur laquelle Requête notredite Cour auroit donné acte des offres y contenues & réservé à faire droit sur le surplus en jugeant. Production nouvelle dudit Jean Maurice Gobert reçûe par Requête du douze, signifiée le quatorze dudit present mois de Juin. Sommation audit Thureau de fournir de contredits à ladite production nouvelle. Requête dudit Thureau dudit jour quatorze dudit present mois, par lui employée pour plus amples défenses aux lettres de rescision obtenues en cause principale par ledit Gobert pere, contre le consentement par lui donné le 8 Avril 1695, à la resignation dudit Canoniat de Soissons, faite le 22 Janvier precedent par ledit Gobert son fils en faveur dudit Thureau, & par laquelle Requête ledit Thureau auroit aussi conclu

à ce qu'il plût à notredite Cour, où en procédant au Jugement dudit Procès, elle feroit difficulté de lui adjuger les conclusions qu'il y avoit prises, attendu que par la lettre dudit Gobert fils du 7 dudit mois d'Avril 1695 produite au Procès, ledit Thureau avoit déjà un commencement de preuve, lui permettre de faire preuve que ledit jour sept Avril veille dudit consentement ledit Gobert pere avoit été informé par ledit Thureau du lieu de la demeure de son fils, & que ledit jour 7 Avril au soir il avoit été lui-même avec ledit Thureau dans la rue des Maçons chez la Dame Cheneviers demander à parler à son dit fils, & au surplus adjuger audit Thureau les autres conclusions qu'il avoit précédemment prises au Procès avec dépens. Sur laquelle Requête notredite Cour auroit réservé à faire droit en jugeant. Arrêts des 28 Février & 16 Avril 1697, rendus entre ledit Thureau Demandeur d'une part, & ledit Jean Maurice Gobert Défendeur d'autre : Par lesquels notredite Cour auroit ordonné, que les informations qui avoient été faites d'office contre ledit Jean Maurice Gobert & autres, à la Requête du Promoteur du Chapitre de Soissons, tant par l'Official dudit Chapitre de Soissons, que par celui du Chapitre



*pour acquiescer & conserver, &c.* 155  
de Laon , seroient apportées au Greffe  
criminel de notredite Cour , mises dans  
un sac à part , & jointes au Procès d'en-  
tre lestdits Thureau , Gobert & autres ,  
étant au rapport de Maître Guillaume  
Menguy Conseiller , pour y avoir en ju-  
geant tel égard que de raison. Lesdites  
informations faites à la Requête dudit  
Promoteur du Chapitre de Soissons , tant  
par l'Official dudit Chapitre que par ce-  
lui du Chapitre de Laon. Interrogatoires  
subis par ledit Gobert & autres , parde-  
vant ledit Official de Soissons , & autres  
procedures faites en consequence. Re-  
quête présentée à notredite Cour par les-  
dits Jean & Jean Maurice Gobert pere  
& fils le 7 Décembre 1696 , aux fins qu'il  
leur fût permis de faire assigner en icelle ,  
ledit Nicolas Martin sieur Duplessis pour  
voir déclarer commun avec lui , l'Arrêt  
qui interviendrait entre lestdits Gobert  
pere & fils , & ledit Thureau qui se ser-  
voit du nom dudit Duplessis , sur l'appel  
interjetté par lestdits Gobert pere & fils  
de ladite Sentence, rendue par ledit Lieu-  
tenant criminel du Châtelet le 15 No-  
vembre 1695. Ce faisant voir dire qu'en  
infirmant ladite Sentence les conclusions  
qui avoient été prises contre lestdits Thu-  
reau & Duplessis par la Requête qu'ils  
avoient présentée audit Lieutenant crimi-

nel le 12 Octobre audit an 1695, leur seroient faites & adjugées, & que ledit Martin Duplessis seroit en outre condamné aux dépens solidairement avec ledit Thureau. Exploit d'assignation donnée aux fins de ladite Requête, & en conséquence de l'Ordonnance, étant au bas d'icelle audit Martin sieur Duplessis ledit jour 7 Décembre 1696. Défaut obtenu aux presentations de notredite Cour le 18 dudit mois de Décembre par lesdits Jean & Jean Maurice Gobert, Demandeurs aux fins des Requête & Exploit ci-dessus énoncez, contre ledit Martin sieur Duplessis, Défendeur & Défaillant à faute de comparoir. Arrêt intervenu sur le Jugement dudit défaut le 21 Février 1697, par lequel notredite Cour l'auroit déclaré bien & dûëment obtenu, & pour en adjuger le profit, l'auroit joint au Procès sur l'appel de ladite Sentence du 15 Novembre 1695, pendant au rapport dudit Maître Guillaume Menguy entre lesdits Gobert & Thureau, & condamné ledit Martin Duplessis aux dépens dudit défaut, & de tout qui s'en étoit ensuivi. Exploit de signification dudit Arrêt audit Martin Duplessis du 28 Février 1697. Demande desdits Gobert afin d'adjudication du profit dudit défaut, ce faisant que les conclusions prises dans

la Requête qu'ils avoient présentée audit Lieutenant criminel le 12 Octobre 1695, leur fussent adjugées avec dépens. Sommations respectivement faites de satisfaire par lesdits Thureau, Gobert, de Meniffion, & Vernier à tous les Reglemens du Procès, fournir des griefs, fins de non-recevoir, réponses, défenses, écrire, produire & contredire les productions tant principales que nouvelles, même les uns à l'encontre des autres. Requête dudit Thureau du quatorze dudit present mois, employée pour défenses, écritures & productions sur toutes les appellations & demandes qui le regardoient au Procès, contre lesdits Jean & Jean Maurice Gobert, & Consors, & Vernier, pour réponses aux dernieres Requêtes à lui signifiées de la part dudit Jean Maurice Gobert, même pour contredits contre les emplois & productions, & satisfaire à tous les Reglemens où il étoit Partie, & pour achever l'instruction de l'instance. Conclusions de notre Procureur general : tout joint & diligemment examiné. Notredite Cour par son Jugement & Arrêt, faisant droit sur le tout, sans qu'il soit besoin de s'arrêter aux interventions desdits Marie, Tanneguy, & Abraham Charles de Meniffion, en tant que touche les appellations de la Sentence du Lieu

158 *Traité des Moyens Canoniques*  
tenant criminel du Châtelet du 15 Nov.  
1695, \*sans qu'il soit besoin de l'arrêter aux  
fins de non-recevoir, a mis & met lesdites  
appellations & Sentence au neant; Emen-  
dant & faisant droit sur les demandes &  
Requêtes respectives desdits Gobert,  
Vernier & Thureau : Déclare les procu-  
rations de Jean Maurice Gobert des 22  
Janvier & 13 Mars 1695, pour resigner  
en faveur dudit Thureau les Canonicats  
de l'Eglise Cathedrale de Soissons, &  
Prieurez de Germignonville, Vailly,  
Raincy, Septfaux & S. Laurent de Bel-  
zagol, & tout ce qui s'en est ensuivi, en-  
semble le billet de cinq cens vingt livres  
du 10 Avril 1695 nuls, fait défenses au-  
dit Thureau & tous autres de s'en servir,  
décharge ledit Gobert du paiement de  
ladite somme de cinq cens vingt livres.  
Ordonne que lesdites procurations, pro-  
visions obtenues sur icelles, Visa & Acte  
de prise de possession faite en consequence  
seront rayez des registres auxquels ils se-  
trouveront employez : A ce faire les No-  
taires Expeditionnaires de Cour de Rome

---

\* Nota Elles tendoient à infirmer la Sentence du  
Châtelet, émandant déclarer les procurations ad  
resignandum, faites par Gobert en faveur de  
Thureau, & le billet payable au Porteur nuls.

& Greffier contraints : Ce faisant sans s'arrêter à la demande en regrez dudit Jean Maurice Gobert portée par la Requête du 7 Janvier 1696. A maintenu & gardé, maintient & garde ledit François Vernier en la possession & jouissance desdits Canoniat de Soissons, & Prieurez de Germignonville, Vailly, Raincy, Septfaux & S. Laurent de Belzagol, fait défenses ausdits Thureau, Gobert & tous autres de l'y troubler, lui fait mainlevée des laisses & empêchemens faits à la Requête desdits Thureau & Gobert es mains du Receveur & Trésorier du Chapitre de Soissons, & autres Receveurs & Fermiers desdits Benefices, en consequence lesdits Receveurs, Trésoriers & Fermiers tenus de vuider leurs mains en celles dudit Vernier des revenus desdits Benefices, à compter des jours des prises de possession ; quoi faisant ils en demeureront valablement déchargez, en consequence met l'appel interjetté par ledit Vernier de la Sentence des Requêtes du Palais du 28 Novembre 1695, & Sentence au neant, émandant ordonne que le transport fait par lesdits Gobert & Vernier sera executé, & sur la demande à ce que Gobert & Vernier soient tenus de reprendre le transport, hors de Cour, ordonne que les termes injurieux demeu-

reront supprimez , & adjugeant le profit du défaut déclare le present Arrêt commun avec ledit Martin Duplessis , & sur le surplus des demandes & Requêtes met les Parties hors de Cour , tous dépens compensez. L'exécution du present Arrêt à notredite Cour reservée. \* SI DONNONS EN MANDEMENT au premier Huissier de notre Cour de Parlement , ou autre notre Huissier ou Sergent sur ce requis ; à la Requête dudit Fracçois Vernier , mettre le present Arrêt à dûë & entiere execution selon sa forme & teneur , faire en consequence d'icelui tous Exploits necessaires ; de ce faire leur donnons pouvoir. Donné à Paris en notredite Cour de Parlement en la troisiéme Chambre des Enquêtes le quinziéme Juin , l'an de grace 1697. Et de notre Regne le cinquante-cinquiéme. Collationné BAILLON. Signé par Jugement & Arrêt de notredite Cour. DUTILLET : Scellé le 22 Juin 1697. Signé , LANGLOIS.

---

\* Nota. Ce qui a donné lieu à la compensation de dépens , est l'usage de la troisiéme Chambre des Enquestes , où l'Intimé n'est jamais condamné aux dépens , par la raison qu'il ne scauroit moins que de soutenir le bien jugé de la Sentence. Thureau étoit Intimé , & il avoit levé la Sentence du Châtelet , qui lui avoit coûté près de 1000 livres.

*pour acquérir & conserver, &c. 161*  
*Le huit Juillet 1697, signifiées & bail-*  
*lées Coppie à Maîtres Drouart, Saulnier,*  
*& Tiquet Procureurs : Signé LEVIEIL.*

*Et ledit jour huit Juillet audit an 1697,*  
*fut encore le present Arrêt signifié & baillé*  
*Copie d'icelui à Nicolas Martin sieur Du-*  
*plessis, au domicile du feu Maître Char-*  
*pentier Procureur en la Cour, parlant au*  
*Clerc de Maître Charpentier le jeune son*  
*filz & Successeur, à ce qu'il n'en ignore,*  
*par moi Huissier au Parlement, soussigné :*  
*Ainsi signé, LEVIEIL. Contrôlé à Paris*  
*le 8 Juillet 1697. Registre 203. Fol. 123.*  
*Signé, PONTAINE.*

Et ensuite sont le Procès verbal de  
Merlet, Huissier en la Chancellerie du  
Palais à Paris du 12 Juillet 1697, con-  
tenant les mentions dudit Arrêt du 15  
Juin, faites en sa presence, & dudit sieur  
Vernier, par Maître Pierre Claude Ri-  
cher Notaire à Paris, Successeur & Dé-  
positaire des minutes de Maître Louïs  
Gilles Remon, aussi Notaire sur la mi-  
nute de la procuration passée ledit jour  
22 Janvier 1695, par ledit Jean Maurice  
Gobert pardevant Bobusse & ledit Re-  
mon, pour resigner en faveur dudit  
Thureau ledit Canonikat de Soissons, &  
sur celle d'une autre Procuration passée

le 13 Mars audit an , par ledit Jean Maurice Gobert pardevant Valet & ledit Remon , pour resigner encore en faveur dudit Thureau lesdits Prieurez de Germignonville , Vailly , Raincy , Septfaux , & S. Laurent de Belzagol.

Autre Procès verbal dudit Merlet du même jour 12 Juillet , contenant qu'à la requisition dudit sieur Vernier , en sa presence & dudit Merlet , Maître Claude Batellier , Greffier des Insinuations Ecclesiastiques du Diocèse de Paris , a obtemperant audit Arrêt du 15 Juin , rayé & barré de deux barres en travers & de haut en bas , les insinuations faites sur les Registres les 24 Janvier & 21 Mars 1695 , desdites procurations *ad resignandum* dudit Gobert en faveur dudit Thureau desdits jours 22 Janvier & 13 Mars 1695.

Autre Procès verbal dudit Merlet du même jour 12 Juillet 1697 , contenant qu'en sa presence & dudit sieur Vernier , Dagobert Antoine Secrétaire du Roy , Expeditionnaire de Cour de Rome , du Ministère duquel ledit Thureau s'étoit servi , a vis-à-vis les envois par lui faits pour ledit Thureau les 24 Janvier & 21 Mars 1695 , desdites procurations *ad resignandum* , fait mention dudit Arrêt du 15 Juin qui les annulle.

L'Exploit dudit Merlet du 17 Juillet



*pour acquiescer & conserver, &c.* 163  
1697, contenant la signification par lui  
faite dudit Arrêt du 15 Juin precedent  
ausdits Sieurs Gobert pere & fils, & Con-  
sors au domicile desdits Sieurs Gobert,  
grande rue du Fauxbourg S. Honoré.

Et l'Exploit dudit Merlet du même  
jour 17 Juillet, contenant pareille signi-  
fication par lui faite dudit Arrêt audit  
Thureau, demeurant chez Maître Tul-  
louë, Procureur en la Cour, rue Gallande,  
auquel lieu ledit Thureau a déclaré de-  
meurer par les actes referez audit Exploit  
de signification.

**L** O U I S. par la grace de Dieu, Roy  
de France & de Navarre : Au pre-  
mier des Huissiers de notre Cour de Par-  
lement ou autre notre Huissier ou Sergent  
sur ce requis ; sçavoir, faisons, qu'entre  
Maître François Vernier, Diacre du Dio-  
cèse de Rheims, Chanoine de l'Eglise  
Cathedrale de Soissons, Chapelain de  
l'Eglise Collegiale de Maiziers, Prieur  
Commendataire des Prieurez de S. Pierre  
S. Paul de Germignonville, S. Martin de  
Vailly, S. Blaise les Raincys, S. Benoist  
des Septfaux & S. Laurent de Belgazol,  
& Seigneur dudit Germignonville, Ca-  
nonvillier & Merouvilliers, Demandeur  
en Requête du 15 du present mois, à ce  
qu'il plust à notredite Cour ordonner

que l'Arrest du 15 Juin dernier seroit executé, & icelui interpretant, attendu que par ledit Arrest les Procurations des 22 Janvier & 13 Mars 1695, passées par Maitre Jean Morice Gobert pour resigner en faveur de Maître Louis Thureau Prêtre, lesdits Canoncat de Soissons & Prieurez, & tout ce qui a suivi, a été déclaré nul, deffenses faites audit Thureau & tous autres de s'en servir, que pour prevenir le nouveau trouble que notredite Cour a prévu pouvoir être fait audit Vernier par les cessionnaires des prétendus droits dudit Thureau en la possession desdits Canoncat & Prieurez, en laquelle ledit Vernier a esté maintenu par ledit Arrest, il a été ordonné que lesdites Procurations *ad resignandum* dudit Gobert, Provisions obtenues sur icelles, Visa & prises de possession faites en consequence seront rayées des Registres où ils se trouveront employez, & que cette precaution de faire rayer les minutes & Insinuations seroit infructueuse audit Vernier, si les Originaux & Expéditions desdits actes qui ont été produits au Proccz par ledit Thureau retournoient en ses mains, & si d'ailleurs la voye d'en faire venir des *sumptum* ou *duplicata* de la Cour de Rome lui demeuroit libre, il plût à notredite Cour ordonner que les

*pour acquiescer & conserver, &c.* 165  
Expéditions ou Extraits de ladite Procura-  
tion *ad resignandum* du 22 Janvier 1695  
délivrez par Valet & Remon Notaires à  
Paris, Goffet & Batellier Greffiers des In-  
sinuations Ecclesiastiques des Diocèses de  
Soissons & Paris. L'Original de la signa-  
ture de Cour de Rome, y dattée à Sainte  
Marie majeure, le 16 des Kalendes de  
Mars de la quatrième année du present  
Pontificat, qui étoit le 14 Février audit  
an 1695. portant Provision audit Thu-  
reau dudit Canoniat de Soissons, expé-  
dié par le ministère de Maître Dagobert  
Antoine, Expeditionnaire de Cour de  
Rome. L'Expedition ou Extrait de ladite  
signature, délivré par ledit Goffet. Les  
Expéditions délivrées par Joulle & ses  
Confreres Notaires à Paris du consente-  
ment extorqué par ledit Thureau de Jean  
Gobert pere dudit Jean-Maurice Gobert  
le 8 Avril audit an 1695. L'Original  
des lettres de *Visa* ou Collation dudit  
Canoniat surprises par ledit Thureau du  
Sieur Evêque de Soissons le 18 Juin sui-  
vant. L'expedition delivrée par Maître  
Guerin, Chanoine & Gref-  
fier du Chapitre de Soissons de l'installa-  
tion dudit Thureau audit Chapitre du  
27 du même mois. L'expedition ou ex-  
trait desdits *Visa* & acte d'installation dé-  
livré par ledit Goffet, & l'expedition dé-

166 *Traité des Moyens Canoniques*  
livrée par lefd. Valet & Remon Notaires à  
Paris de lad. Procuration *ad resignandum* du  
13 Mars 1695, seront tenus par le Greffier  
Garde Sacs de notredite Cour, & par  
lui rayez & bastonnez, ce fait rendus au-  
dit Vernier, ordonner que la minute du-  
dit consentement du 8 Avril sera aussi  
rayée & bastonnée par Jousle Notaire à  
Paris, qui l'a en sa possession, à quoi faire  
il seroit contraint; déclarer pareillement  
nuls, tous les *sumptum*, *duplicata* ou se-  
condes expéditions desdites procurations  
*ad resignandum* & signature de Provision,  
que ledit Thureau ou les cessionnaires ont  
levé ou pû lever en Cour de Rome,  
leur faire défenses de s'en servir, & au-  
dit Antoine Expeditionnaire par le mi-  
nistere duquel lesdites procurations ont  
été envoyées & lesdites provisions ex-  
pediées, & à tous autres expedition-  
naires de lever & faire venir de Rome  
aucun *sumptum* desdites procurations &  
provisions, à peine de nullité, dépens,  
dommages & intérêts dudit Vernier, à  
cette fin ordonner que l'Arrêt du 15 Juin  
dernier, & celui qui interviendrait, se-  
roient signifiés à tous les Expeditionnaires  
& autres qu'ils appartiendroient aux frais  
dudit Thureau, & le condamner à payer  
audit Vernier la somme de cinq cens dix-  
sept livres dix-sept sols six deniers con-

tenuë en l'exécutoire de notredite Cour du 10 du present mois, avec l'interêt, dépens, frais & mises d'exécution dudit Arrêt du 15 Juin dernier d'une part : Et Maître Louis Thureau, Prêtre, Chapelain de l'Eglise de Notre-Dame de Paris, Défendeur d'autre : Et entre ledit Vernier Demandeur en autre Requête du 16 dud. present mois, à ce qu'il plût à notredite Cour sans s'arrêter à toutes les saisies, oppositions & empêchemens que le Défendeur pouvoit avoir fait es mains du Receveur ou Tresorier du Chapitre de Soissons, dont main-levée seroit faite, ordonner que led. Receveur seroit tenu de vider ses mains en celles dudit Vernier des fruits du Canoniat de Soissons dont étoit question, échus depuis le 6 Juillet 1695, jour de la prise de possession dudit Vernier avec dépens, sauf au Défendeur à se pourvoir contre ledit Maurice Gobert, si bon lui sembloit, d'une part : Et Jean Michelin, Ecuyer, Seigneur de Croncelz, Fourrier de notre petite Ecurie, Défendeur d'autre : Après que Vernier Avocat de François Vernier Demandeur, & Lemaistre Avocat de Michelin ont été ouïs, **NOTRE-DITE COUR** fait main-levée à la partie de Vernier des saisies & empêchemens faits à la requête de la partie de Lemaistre es mains du Receveur du Chapitre de

Soissons, lequel à vuider ses mains en celles de la partie de Vernier des fruits du Canoniat dont est question échus depuis le 6 Juillet 1695, jour de la prise de possession de ladite partie de Vernier, sera contraint; quoi faisant déchargé, dépens compensez entre les parties de Vernier & Lemaitre; & faisant droit sur la Requête de la partie de Vernier, contre Louis Thureau, ordonne que l'Arrêt du 15 Juin dernier sera exécuté, & icelui interpretant que les minutes des Procurations *ad resignandum*, consentement, *Visa* & acte de prise de possession dont est question, seront rayées & bastonnées par les Notaires & Greffiers qui les ont en leur possession, seront pareillement les Insinuations desdits actes rayées sur les Registres des Diocèses où elles ont été faites, & à l'égard de l'Original de la signature de Cour de Rome & des Expéditions d'icelles & des autres actes qui ont été produits au Procès par ledit Thureau; ordonne qu'ils seront retenus par le Commis au Greffe de notre dit Cour, par lui rayez & bastonnés; ce fait rendu à la partie de Vernier, à ce faire lesdits Notaires & Greffiers contraints chacun à leur égard; quoi faisant déchargez, déclare nuls les *sumptum* desdites procurations *ad resignandum* & signature

*pour acquérir & conserver, &c.* 169  
ture de provision qui ont été levez à  
Rome. Fait défenses audit Thureau & à  
tous autres de s'en servir, & audit An-  
toine & à tous autres Expeditionnaires de  
Cour de Rome, d'en faire lever & ve-  
nir de nouveau, à peine de nullité; per-  
met à la partie de Vernier de faire signi-  
fier aux frais dudit Thureau le présent  
Arrêt & celui du 15 Juin dernier à tous  
lesdits Expeditionnaires & autres qu'il  
appartiendra, condamne ledit Thureau à  
payer à ladite partie de Vernier la som-  
me de cinq cens dix-sept livres dix-sept  
sols six deniers contenuë en l'exécutoire  
de la Cour du 10 du présent mois de  
Juillet, avec les intérêts à compter du  
jour du présent Arrêt, & aux frais, mises  
& dépens faits depuis ledit Arrêt du 15  
Juin dernier. Mandons mettre le présent  
Arrêt à exécution; de ce faire te don-  
nons pouvoir. **DONNE** en Parlement  
le 18 Juillet 1697; & de notre Regne  
le cinquante-cinquième. Collationné:  
*Signé*, Par la Chambre, **DU JARDIN**:  
Et à la marge, scellé le 3 Août 1697.  
*Signé*, **CARPOT**.

*Le vingt-troisième Juillet mil six cent  
quatre-vingt dix-sept, fut le présent signi-  
fié à Maîtres Tiquet & Saulnier Procure-  
urs, Signé, LE VIEIL.*

*Tome III.*

**H**

Ensuite est le Procès verbal dudit le Vieil Huissier au Parlement du 2 Aoust 1695, portant que Maistres Nicolas-Louis Crestien & Louis Gerard Fenel, Greffiers, Gardes-Sacs des Enquestes du Parlement ont dans les Sacs cortez Tiquet, Procureur dudit Thureau, faisant partie dudit Procès jugé par ledit Arrêt du 15 Juin, entre lesdits sieurs Vernier, Thureau & Gobert, fait recherche des pieces énoncées audit Arrêt, & que lesdites pieces s'étant trouvées au nombre de onze, chacune d'icelles a été rayée & bastonnée par ledit Fenel. Ce fait renduës audit sieur Vernier au desir dudit Arrêt du 18 Juillet.

**L** OUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, Salut. Sçavoir faisons, qu'entre Maistre François Vernier, Chanoine de Soissons, Demandeur en Requête du 23 Juillet dernier à ce qu'il plust à nostredite Cour, déclarer en tant que besoin pouvoit être l'Arrest rendu en icelle le 18 dudit mois de Juillet entre lui, Jean Michelin & Louis Thureau commun avec les Défendeurs, & les condamner aux dépens en cas de contestation d'une part, & Jean-Maurice Gobert, Sr de Railly, notre Moufquetaire, cy-devant Chanoine de Soissons,



Jean Gobert son pere , Dame Marie de Menisson de Sainte Maure sa mere , & Messires Tanneguy & Abraham de Menisson , Comte & Chevalier de Sainte Maure ses oncles , Défendeurs d'autre ; Et entre ledit Vernier Demandeur en Requête du 24 dudit mois de Juillet , à ce qu'il fût dit que pour faciliter le payement de la somme de cinq cens dix-sept livres dix-sept sols six deniers & intérêts à lui adjugés contre ledit Thureau par l'exécutoire & Arrest de notredite Cour des 10 & 18 dudit mois de Juillet, les sommes que ledit Thureau a pû payer au Receveur ou Tresorier du Chapitre de Soissons à l'occasion de sa prétendue prise de possession , & lesquelles ont été saisies à la requête dudit Vernier , lui seroient baillées, à ce faire les débiteurs contraints, quoy faisant déchargez , & condamner ledit Thureau aux dépens d'une part : Et Maître Louis Thureau , Prêtre , Chapelain de l'Eglise de Notre Dame de Paris , Défendeur d'autre : Après que Vernier , Avocat de François Vernier , Demandeur, & Drouart Procureur de Gobert & consorts ont été ouïs. **NOTREDITE** Cour, ordonne que pour faciliter à la Partie de Vernier le payement des sommes à elle adjugées par l'Arrêt du 18 Juillet dernier les deniers saisis à la Requête sur Louis

seront baillez à Thureau, vuidier leurs mains  
 seront les débiteurs & dépositaires con-  
 traints; quoi faisant déchargez, condamne  
 led. Thureau aux dépens; déclare le pre-  
 sent Arrêt, ensemble celui du 18 Juillet der-  
 nier commun avec les Parties de Drouart.  
 MANDONS au premier notre Huissier ou  
 Sergent mettre à exécution le present Ar-  
 rêt. DONNE' en Parlement le 5 Aoust 1697.  
 Collationné, *Signé*, par la Chambre Du-  
 JARDIN, à la marge: Scellé le 14 Août  
 1697. *Signé* C A R P O T.

*Le douzième Aoust mil six cent quatre-  
 vingt dix-sept, signifié le present Arrest  
 à Maistres Tiquet & Drouart, Procureurs.  
 Signé HERMANT.*

Ensuite sont l'exploit dudit Merlet du  
 17 Aoust 1697, contenant la signification  
 par lui faite à Maître Jousle Notaire,  
 parlant à sa personne, desdits Arrêts des  
 15 Juin, 18 Juillet & 5 Aoust, avec  
 sommation d'en faire mention sur la mi-  
 nute étant en sa possession, du consente-  
 ment donné audit Thureau par ledit sieur  
 Gobert pere le 8 Avril 1695.

Autre exploit dudit Merlet du même  
 jour 17 Aoust, contenant la signification  
 par lui faite audit Maître Batellier, Gref-  
 fier des Insinuations Ecclesiastiques du

*pour acquérir & conserver, &c.* 173

Diocèse de Paris desdits Arrests des 18 Juillet & 5 Aoust, avec sommation de rayer sur les Registres l'insinuation qui y a été faite le 15 Avril 1695 du consentement du 8 du même mois.

Les Exploits dudit Merlet du Septembre 1697, contenant les significations par lui faites desdits Arrests des 15 Juin, 18 Juillet & 5 Aoust precedent audit Thureau, à tous les domiciles par lui élus pendant le cours du Procès.

L'Exploit dudit Merlet du du même mois, contenant la signification par lui faite desdits Arrests à Mr l'Evêque de Soissons, & le requisitoire à lui fait par ledit sieur Vernier de souffrir que la minute des Lettres de *Visa* de lui surprises par ledit Thureau le 18 Juin 1695 soit au desir desdits Arrests rayée & bâtonnée par son Secrétaire.

Et l'Exploit dudit Merlet du du même mois de Septembre, contenant la signification par lui faite desdits trois Arrests des 15 Juin, 18 Juillet & 5 Aoust 1697, à Maîtres DE LA NOUE l'aîné, DE LA NOUE le jeune, NOYERS, LEMAIRE, BAUDET DE BEAUMONT, LEMANIER, ANTOINE, VERDIER, SOREL, MEZERETS, LE ROY l'aîné, LE ROY le jeune, LE PELLETIER, PREVOST, MASSOT, DE LA BALME, RUELLE & LE.

H iij

ZINEAU, Conseillers du Roy, Banquiers Expeditionnaires de Cour de Rome, avec défenses de faire venir de Cour de Rome aucuns *sumptum* desdites Procurations *ad resignandum* & signature de Provision, aux peines portées par lesdits Arrêts.

**L**A N mil six cent quatre-vingt dix-sept le quatrième jour de Septembre, par vertu des Arrêts des quinze Juin, dix-huit Juillet & cinq Aoust derniers, dont les copies sont cy-devant imprimées, & les grosses dûement signées & scellées, & à la requête de Maître François Vernier y nommé, qui a élu son domicile en la maison de Maître François Sonnois son Procureur en la Cour, sise rue des deux Ponts, Isle Notre-Dame. J'ay Louis Merlet, Huissier ordinaire du Roy en sa Chancellerie du Palais à Paris, y demeurant rue & Paroisse S. Severin, soussigné, signifié lesdits Arrêts à Maître Jean-Pierre Chuberé, Conseiller du Roy, Expeditionnaire en Cour de Rome, en son domicile rue des Prêtres S. Germain l'Auxerrois en parlant à sa personne à ce qu'il n'en ignore, & lui ay réitéré les défenses de faire lever & venir de Cour de Rome, aucuns *sumptum*, duplicata, ou secondes Expeditions

pour acquérir & conserver, &c. 175  
des Procurations ad resignandum & signature de Provision y mentionnez, aux peines portées par lesdits Arrêts, desquels je lui ai laissé la presente en quatre cahiers de feuilles à 2 sols.

MERLET.

Coppie.



## CHAPITRE XII.

1. *De deux resignations du même jour à deux différentes personnes : l'une pardevant l'Ordinaire , l'autre en Cour de Rome.*
2. *De la clause Et dummodo mise dans une seconde resignation , & de la possession prise après les 3 ans.*
3. *De la resignation en faveur sous certaines conditions qui n'ont pas été admises en Cour de Rome : si elle subsiste , le Resignant venant à mourir avant que le Resignataire ait pris possession.*
4. *De la resignation pure & simple de l'Ordinaire ; Si dans la procuration il y a des prieres au Collateur pour conferer le Benefice à un Ecclesiastique , & non autrement.*

Nº. 1. **C**ETTE matière des resignations étant aussi fréquente, nous en rapporterons les principes pour faciliter les décisions : Picard resigne sa Cure par une procuration envoyée en

Cour de Rome en faveur de Lebrun , elle y est admise le . . . . . Picard par une legereté qui n'est pas excusable , la resigne ensuite purement & simplement entre les mains de l'Ordinaire , sur laquelle Seclin est pourvû le même jour que Lebrun l'avoit été en Cour de Rome, on demande qui est préférable de Seclin ou de Lebrun pourvû en Cour de Rome.

Il faut poser un premier principe , que la premiere procuration envoyée en Cour de Rome en faveur de Lebrun , n'avoit été ni revoquée ni la revocation signifiée, à Lebrun ; cependant Seclin disoit que c'étoit un concours de provisions , que par le Concordat , on avoit bien accordé la prevention au Pape , mais non pas le concours , comme s'en explique Rebuffe *v. preventionis §. declarantes de Mandatis Apostolicis* ; & il n'y a rien de plus véritable dans les vacances par mort , comme il a été jugé plusieurs fois en faveur des Ordinaires : la raison décisive c'est que les Ordinaires conferent par un droit primitif originaire & naturel , & le Pape ou le Legat par un droit spécial & exorbitant , par conséquent le premier étoit préférable à l'autre.

2. Mais on pretend que ce n'est pas la même chose dans les resignations : Lebrun opposoit la priorité des procura-

178 *Traité des Moyens Canoniques*  
tions ; 2°. que celle sur laquelle il avoit  
été pourvû , n'ayant jamais été revoquée  
devoit avoir son effet ; 3°. que la varia-  
tion dans un Ecclesiastique étoit odieuse,  
& reprouvée suivant la Clementine uni-  
que de *renuntiatio* , qui y étoit précise,  
& qu'elle devoit avoir son effet.

D'ailleurs il passe pour une regle cer-  
taine , que *secundo resignans nihil agit* ,  
d'où vient que les resignations en faveur  
ont leur effet , quand elles ne sont point  
revoquées , ou qu'étant revoquées la re-  
vocation n'est point signifiée à la personne  
du Resignataire , ou au Supérieur avant  
l'admission ; l'art. premier de l'Edit de  
Création des Notaires royaux & aposto-  
liques de 1691 , y est précis.

Que si nous voulons avoir recours à  
nos Auteurs , Rebuffe n°. 3 de *revocat.*  
*Procuratoris* , dit , *Revocatio quôque tacita*  
*est intimanda Procuratori : Unde si quis*  
*constituit Procuratorem ad resignandum*  
*coram Papa non poterit constituere alium*  
*coram Ordinario , nisi prius fuerit Procu-*  
*ratori denunciata.*

Ce même Docteur sur le titre de *su-*  
*blatione Clementina* , *litteris in primis figenda*  
*nobis est regula in Beneficialibus , quod*  
*Procuratori constituto ad resignandum debet*  
*notificari resignatio , antequam resignave-*  
*rit , vel Collatori conferre valenti , aliàs cessio*



*pour acquérir & conserver, &c. 179*  
*valebit, etiam post revocationem non noti-*  
*ficatam.* Ces autoritez étant aussi précises  
decident la question en faveur de Lebrun.

## SECONDE QUESTION.

*De la clause Et dummodo antea data*  
*capta dans une seconde resignation, &*  
*de la prise de possession après les trois*  
*ans.*

3. Favel Titulaire de la Cure d'Apremont  
la resigne à Dumont, les provisions sont  
du premier Février 1669, le Resigna-  
taire ne dépossède point son Resignant.

Favel lui resigne une seconde fois.  
Provisions du 4. Février 1670. Dumont  
ne dépossède son Resignant que le 10  
Février 1673; c'est-à-dire, trois années,  
six jours depuis les provisions; le Resig-  
nant étant mort quelques mois après,  
l'Ordinaire confere cette Cure par mort.

Le Resignataire disoit qu'il ne pouvoit  
y avoir de fraude, la possession étant  
publique, que le Décret *Et dummodo an-*  
*tea data capta & consensus extensus non*  
*fuerit, aliàs prasens gratia nulla sit eo ipso,*  
ne pouvoit lui être opposé, n'y ayant plus  
de fraude à craindre à cause de la posses-  
sion.

Michel pourvû par le décès du Resig-

Hvj

nant ayant pris pareillement possession, forma aussi complainte, & disoit que les provisions de Dumont étoient nulles d'une double nullité.

La premiere resultoit d'une convention à ce Décret, qu'on n'avoit point exprimé la premiere resignation, & qu'on n'avoit point dérogé à ce Décret, qu'il n'étoit pas indifferant, n'ayant reçu ses provisions que sous cette condition, & qu'il y avoit une paction secrete entr'eux de laisser le titre incertain sur la tête du dernier vivant, que cela paroissoit par les deux provisions : la premiere n'ayant point été executée, & la seconde ne l'ayant été qu'après les trois ans.

4. La seconde, que ce Décret empêchoit l'effet des petites dattes qui avoient cours auparavant par la réiteration & multiplication qui en étoit faite, que les regles de Chancellerie & nos Ordonnances s'étoient perpetuellement opposées à la succession dans les Benefices.

Dumont répondoit, qu'il étoit vrai que la Déclaration de 1646 ordonnoit l'execution de la clause *Et dummodo*, mais qu'elle ne prononçoit point de nullité.

L'Obituaire répondoit deux choses : la premiere, que quand la Déclaration n'auroit point prononcé de nullité, la

*pour acquérir & conserver, &c.* 181  
Loy la sous-entendoir *L. non dubium*, au  
Code de *Legibus*.

Mais il y a une seconde raison, c'est  
que la Déclaration autorisant & confir-  
mant le Décret, *Dummodo antea data  
capta & consensus extensus non fuerit ;  
aliàs prasens gratia nulla sit eo ipso* : Ce  
Décret irritant confirmé par une Décla-  
ration du Roy, lui donne toute la force  
& l'autorité.

On peut même dire que la regle de  
*publicandis*, qui prononce une nullité  
contre ceux qui different de prendre pos-  
session dans les six mois, n'est pas plus  
utile pour empêcher la succession dans  
les Benefices, que le Décret d'Urbain  
VIII. & la Déclaration qui l'a confirmé  
rend la provision nulle d'une nullité ir-  
reparable.

5. Que si on veut toucher la seconde  
difficulté, l'Edit du Controlle art. 20,  
& l'art. 14 de la Déclaration de 1646 dé-  
clarent une provision nulle & caduque,  
si on differe plus de trois ans à prendre  
possession ; cette Loy semble fondée sur  
la regle de *pacificis possessoribus*, nean-  
moins tous les principaux Docteurs que  
nous avons étoient d'avis, qu'on pouvoit  
toujours prendre possession du vivant du  
Resignant. La Glose sur le chap. *Si tibi  
absenti de Prob. in sexto* est de ce senten-

182 *Traité des Moyens Canoniques*  
ment. Boerius *decif.* 24 n°. 3 & 4. Re-  
buffe sur le titre de *Coll. v. item si fuerit*,  
confirme cette opinion. Dumoulin n°. 21  
de *publicandis* & dans le n°. 347.

Mr Louet disoit une raison bien ap-  
parente, que le Resignant ne pouvoit  
pas prescrire contre son propre titre,  
néanmoins Mr Louet sur ce dernier n°. 347  
de Dumoulin, dit : *Quandocumque ante obitum possessoris publicando*, & remar-  
que judicieusement que cela est vrai,  
*modo sit intra triennium, intra qua tem-  
pora valet provisio quæ nulla prescriptione annullatur, secus post triennium cum eo tempore omnis Canonica institutio prescri-  
batur per titulum de pacificis possessoribus*; il s'ex-  
plique encore plus fortement sur la  
même règle n°. 21.

6. Il rapporte ensuite un Arrêt de  
1606, qui a jugé la question pour un  
Obituaire contre un Resignataire qui avoit  
été quatre ans sans prendre possession,  
enfin il conclut en ces termes: *Illuderetur regula de pacificis & regula de publicandis*,  
& la Gl. de la Pragm. sanction sur le ti-  
tre de *pacificis in v. triennio versic. item*,  
décide nettement par une proposition  
negative, qu'un Resignataire qui ne prend  
pas possession dans les trois ans perd son  
titre, & ne peut plus s'en aider, il est  
inutile de s'arrêter à la réflexion, qu'il

*pour acquérir & conserver, &c.* 183  
seroit étrange qu'un Resignant pût prescrire contre son titre & son propre fait ; mais c'est la Loy qui prononce en termes formels & imperatifs , quand elle déclare les provisions caduques après les trois ans.

Cette question se doit décider par la Déclaration de 1646 , à l'égard de la nullité de la resignation qui devient caduque après les trois ans , par les raisons qui ont été expliquées qui empêchent les petites dattes , & la succession dans les Benefices , ce qui a été jugé en 1671 pour un Benefice simple ; cette décision emporte celle du Décret d'Urbain VIII. dont nous avons fait mention ailleurs.

### TROISIÈME QUESTION.

*De la resignation en faveur sous certaines conditions qui n'ont pas été admises en Cour de Rome , si elles subsistent le Resignant venant à mourir avant que le Resignataire ait pris possession ?*

7. M. Jean des Vignes étoit pourvu d'une Prébende dans l'Eglise Cathedrale d'Angoulême , il passa procuration *ad resignandum* en faveur de Lepagnol le 25. May 1672 , les clauses de la procuration étoient que le Resignant se reservoit cent

livres de pension , que le Resignataire seroit tenu de lui fournir un logement, le plus près que faire se pourroit de l'Eglise Cathedrale dont il payeroit les loyers , & de faire rebâtir à ses frais un corps de logis de la maison canoniale qui étoit en desordre.

La resignation fut admise le premier Juillet de la même année , on expedie la creation de cent livres de pension , & pour les deux autres conditions qui concernoient le logement & la refection de la maison canoniale , elles furent retranchées comme insolites & extraordinaires; depuis le Resignataire a pris possession le 6 Août ; mais il faut remarquer que le Resignant étoit decédé le quatre , deux jours avant la prise de possession. M. Jacques Testu en obtint des provisions de l'Ordinaire par mort , & prit possession, ce qui lia la complainte.

8. Lepagnol disoit qu'il étoit pourvû sur une resignation canonique , & par consequent que le Benefice n'avoit pas vaqué par mort : tout ce qu'on lui opposoit , se terminoit uniquement à dire que la resignation étoit nulle, parce qu'elle devoit avoir pour fondement une procuration qui n'a pas été executée , le Resignant s'étant réservé un logement, dont le Resignataire devoit payer les loyers.

*pour acquiescer & conserver, &c.* 185

Il ajoutoit qu'il étoit vrai , qu'il avoit aussi stipulé la refection de la maison canoniale , mais qu'il se rapportoit à ce qui étoit canonique , que le Resignant n'avoit voulu que ce qui étoit canonique ; l'Orbituaire disoit que ses clauses ayant été rejetées en Cour de Rome , la resignation n'a pas pû être faite qu'à ces conditions ; qu'elle étoit limitée dans ces termes : *Et non aliàs , &c.* conditions qui n'ont point été purifiées , & par conséquent la provision étoit nulle : *Conditionalis actus substantia ab eventu conditionis non potest separari*, dit Dumoulin n°. 18 de *infirmis resignantibus*.

Il disoit encore que la condition ayant été rejetée par le Pape , la procuration n'avoit point été exécutée , que par conséquent elle avoit été faite sous une condition impossible qui rendoit les provisions nulles ; que si ces conditions étoient raisonnables , on a donc contrevenu à la volonté du Resignant , & à la forme spécifique de la procuration qui en faisoit l'essence.

9. Lepagnol répondoit à ces raisonnemens , que les clauses de la procuration seront , si l'on veut , des conditions impossibles , parce qu'elles seront illicites ; mais la conséquence n'est pas juste que la resignation soit nulle pour cela.

Ce faux raisonnement de l'Obituaire vient de ne pas distinguer la condition essentielle de la resignation de la convention qui est séparée, cela se verifie par des exemples. Dans une resignation en faveur, ce qui est de la substance de l'acte est d'admettre la resignation en faveur d'un tel, autrement si on y resiste, si on restraint & limite la liberalité du Resignant, ou si on la faisoit passer à un autre, c'est contrevenir à la procuration; l'acte est tellement nul qu'il n'y a rien qui le puisse faire valider.

Mais dans une resignation en faveur où il y a reserve de pension ou un logement, ce logement & cette pension ne sont pas considerez comme une condition, mais comme une convention séparée & une espece de contrelettre, & d'indemnité que le Resignataire consent pour faciliter la resignation, mais qui dépend du Supérieur; & on sçait qu'en Cour de Rome on separe & on divise perpetuellement la signature de provision de l'homologation de la pension: en sorte que ce sont deux actes separez, l'un pour le Resignataire qui est la provision, l'autre pour le Resignant qui est la pension.

10. Une observation importante: l'Ordinaire peut admettre une démission, & le Pape la pension, comme y ayant con-



*pour acquiescer & conserver, &c.* 187  
vention, ce qui lui est réservé. Chopin  
en son *Traité de sacra Politia*, livre 3  
chap. 2. le remarque expressement. &  
cela est vrai.

Si donc la pension & les autres stipu-  
lations sont regardées comme des conven-  
tions séparées de l'acte de resignation,  
quelle est la maxime de droit dans les  
choses séparées? ce qui est legitime ne  
reçoit aucune atteinte de ce qui ne l'est  
pas, *in separatis non debet utile per utile  
vitiari*; la pension sera excessive si vous  
voulez, les autres stipulations ne seront  
pas legitimes, ce seront des conventions  
vicieuses, mais qui n'attereront pas pour  
cela la provision qui sera canonique en  
elle-même, qui est parfaite par un acte  
séparé, & dont l'essence ne dépend pas  
de l'homologation des autres clauses.  
C'est suivant la Doctrine de M. Charles  
Dumoulin dans le n°. 285 de la regle  
*de publicandis*, où parlant d'une même  
espece, decide nettement qu'il faut tou-  
jours separer dans ces rencontres l'utile  
de ce qui ne l'est pas: *Nec est novum,  
imo ut nuper dixi jam usitatum, ut in  
istis abusibus separaretur utile ab inu-  
tile; quando inutile non concernit sub-  
stantiam tituli, sed aliquid extrinsecum  
puta creatione pensionis.*

II. Ces stipulations sont donc choses

étrangeres & extrinseques à la resignation : ces sortes de stipulations quelques insolites qu'elles soient , n'infectent point la provision qui est un acte pur & détaché , qui n'est point affoibli par ces reserves.

Il faut encore aller plus loin , & supposer que ce sont des conditions inherentes à la resignation , qu'elles en sont indivisibles ; il y a une autre distinction , suivant les Docteurs , entre celui qui est chargé de la procuration & le Supérieur , si le Procureur n'avoit pas suivi la forme de la procuration , ce qui auroit été fait en consequence seroit invalide ; mais si c'est par le fait du Supérieur , & que le Procureur n'ait manqué à aucune chose , mais que cela ait dépendu du Supérieur , on ne peut rien imputer au Procureur , *per eum non stetit* , & le Resignant n'a aucun sujet de se plaindre , avec d'autant plus de raison , que les Benefices & leurs revenus étant de droit public , il ne dépend pas des conventions des particuliers d'y déroger , & on ne peut pas demander plus que la Loy , ou que le Pape qui l'interprete en explique l'esprit & le découvrir.

12. Que si l'autorité de Dumoulin ne suffit pas , il faut y joindre celle de Rebuffe sur le titre *de resign. conditionali* de sa Pratique beneficiale , il décide

pour acquiescer & conserver, &c. 18,  
 de la sorte n°. 25. *Alias si non steterit per  
 Procuratorem, sed forte Papa noluerit ad-  
 mittere pensionem petitam, tunc pars non  
 poterit conqueri, ut si quis resignet retentis  
 sibi omnibus fructibus & non aliter, &c.  
 si Papa recipiat resignationem, retenta so-  
 lum dimidia parte, valebit resignatio. De  
 sorte que si le Procureur expose fidelle-  
 ment les clauses de la procuration, si le  
 Pape trouve que les clauses sont illicites,  
 il pourra en admettant la procuration,  
 les rejeter comme contraires aux Ca-  
 nons & au Droit Commun, & il n'y aura  
 rien à imputer au Procureur ni au Pape,  
 ce seroit un obstacle à la Loy, ce sera  
 donc le Canon qui approuvera la resig-  
 nation, & qui condamnera les stipulations  
 illicites, & c'est en cet endroit qu'on  
 peut appliquer ce que Mr Louet dit si  
 judicieusement dans le n°. 13 de infirmis  
 resign. *Quod voluerunt partes non potue-  
 runt, nec quod contrahentes contra juris  
 Præcepta promiserunt considerandum, sed  
 quod lege permittente rite & legitime po-  
 tuerunt observandum, cum in conventioni-  
 bus voluntas à potestate vim & auctoritatem  
 accipiat, volumus enim quod possumus, quod  
 excedit rejiciatur, potestas autem à lege mo-  
 deratur, rei à lege prohibita nulla con-  
 ventio.**

13. Disons donc dans l'espece qui le

présente, le Pape a approuvé ce que la Loy autorise, il a admis une résignation permise par la discipline; mais il a rejeté une clause reprouvée par les Canons, & que les constitutions condamnent, d'autant que c'est un temporel pour un spirituel, *ex pacto simonia oritur*, il a pu faire l'un & ne pas faire l'autre, parce que c'est la Loy qui commande, & qui accomplit tout cela par le ministère du Pape qui l'exécute. Rebuffe continuë sa pensée *loco citato* du n°. 27. *Cum igitur non placeat Papa approbare conventionem partium, ut quia forte contra leges, non est ipsi nec Procuratori imputandum*, il cite ensuite un Arrêt du Parlement de Bordeaux qui l'a jugé.

Après cela où peut être la difficulté? le Résignant a résigné sous la réserve d'une pension de cent livres, cela a été homologué en Cour de Rome, & est conforme au Droit Commun, il s'étoit réservé un logement, & avoit stipulé la réfection d'une maison, ce qui a été refusé, parce qu'il y avoit abus, & que la convention étoit contre le Droit Commun. Qui doit se plaindre de ce refus? un Obituaire est-il recevable à reprocher cette omission? quel intérêt prend-il dans la procuration qui a été passée, qu'elle soit exécutée ou non dans toute son in-

pour acquérir & conserver, &c. 191  
tegrité, cela le regarde-t-il ? il n'y a que  
le Resignant qui y ait intérêt ; s'est-il  
jamais plaint de l'inexécution de ces  
clauses, & qu'elles n'aient pas été homo-  
loguées ?

14. On dit, mais si le Resignant ne  
s'en est pas plaint, c'est qu'il étoit mort  
avant que le Resignataire ait pris posses-  
sion, & par conséquent avant qu'il eût  
la voye ouverte de se plaindre. Dumoulin  
fournit ce raisonnement n<sup>o</sup>. 294 de pu-  
blicandis, où il parle d'une resignation  
dans laquelle le Resignant s'étoit réservé  
tous les fruits du Benefice, il demande  
si le Pape moderant cette reserve à la  
moitié la resignation sera valable ? il ré-  
pond qu'elle ne peut subsister avec cette  
limitation ; ce qui est vrai, à moins que  
le Resignant ne consente à la reduction,  
ou qu'il ne ratifie pas la resignation :  
*Etiam si Papa non admittat ita simpliciter,*  
*sed moderet pensionem ad grossos fructus*  
*qui medietatem non excedant vel aliter ut*  
*vidi ; hoc deterius est quoniam Mandatum*  
*ad resignandum erat limitatum retinendo*  
*omnes fructus, & non aliàs, & sic nihil est*  
*factum, sublimita si resignans adhuc super-*  
*stes consentiat moderationi pensionis, &*  
*ratam habeat resignationem taliter ad-*  
*missam.*

15. Il faut donc, dit l'Obituaire, le

consentement & la ratification du Resignant selon l'opinion de Dumoulin, & s'il decede avant que de l'avoir donné, & avant la prise de possession du Resignataire, cet acte qui ne pouvoit recevoir sa perfection que de la ratification du Resignant, demeure nul & ne peut operer d'effet, on ne doit pas dire qu'il faut présumer qu'il eût ratifié la resignation, telle qu'elle est admise en Cour de Rome, au contraire on doit plutôt présumer qu'il ne l'auroit jamais ratifiée, parce qu'ayant déclaré sa volonté, on doit croire qu'il y auroit toujours persisté; on doit penser qu'ayant pourvû à sa subsistance, il n'eût pas souffert qu'on l'eût ruinée, d'autant que le logement qu'il avoit stipulé, lui tenoit lieu d'une pension de cent livres par an, la refection du corps de logis qu'il avoit stipulé étoit une charge dont il avoit voulu se delivrer, il n'eût jamais resigné autrement, parce qu'il n'auroit pas eu de quoi s'entretenir: A cela l'Orbituaire ajoûtoit que les clauses illicites portées par une procuration, infectent tellement le titre qu'il ne peut subsister, il y en a plusieurs Arrêts rapportez par Brodeau & Fevret.

16. Le Resignataire répondoit à cela, que l'opinion de Dumoulin étoit mal interpretée, qu'il étoit vrai que son avis étoit,

pour acquiescer & conserver, &c. 3

étoit, que si le Resignant reclamoit contre la resignation, dont toutes les conditions n'auroient pas été admises en Cour de Rome, il aneantiroit la provision qui y auroit été obtenue; mais s'il ne reclame point étant décedé avant la prise de possession du Resignataire, il ne faut pas insinuer qu'il eût réclamé s'il eût survécu; mais pour se fixer à l'esprit de Dumoulin, il faut voir ce qu'il dit n°. 14 de la regle de inf. resign. car après avoir parlé des conditions de la resignation qui n'ont pas été admises en Cour de Rome, elle devient nulle, parce que le Resignant a voulu ce qu'il n'a pû, & ce qu'il a pû il ne l'a pas voulu; il ajoute que dans le doute on doit présumer que le Resignant a voulu la pension telle qu'elle a été modérée, parce qu'on doit croire qu'un homme se regle suivant l'usage, & qu'il veut ce qui a coutume d'être accordé : *Sed in dubio presumitur voluisse pensionem, prout & quatenus haberi & tolerari potest, & ita nuper consului.* Ce qu'il explique dans la suite, fait voir son sentiment, & par les Arrêts il faut nécessairement dans l'espece d'un Resignant montrer qu'il s'est opposé à la prise de possession, & qu'il a réclamé contre sa resignation, ce qui ne se trouve pas ici,

Tome III.

I

parent. Joannes Andreas sur le mot rogaverit du Can. Moyses cause 8 qu. 1, est de ce sentiment : *Quod si preces fiunt pro digno non inducunt simoniam, hoc verum est si non sint consanguinei.* Innocent III. par le chap. *Tuam de etate & qualitate*, ordonne à un Cardinal qui étoit Solliciteur pour des personnes; d'en instituer une autre, & finit par ces belles paroles : *Et Laïci non sint consanguinitate vel affinitate conjuncti Monacho memorato, ut ex ipsorum petitione debeat contra eum aliqua sinistra suspicio suboriri.* Si tôt que c'est un parent qui prie, on augure sinistrement des prières qu'il fait, on attribue tout à la foiblesse de la nature, & au penchant de la chair. Rebuffe lui-même, quoi qu'on dise qu'il soit d'un avis contraire dans sa Pratique bénéficiale, fait assez connoître dans un autre lieu, qu'il estimoit que la sollicitation d'un parent n'étoit pas recevable, en disant que *causa causarum est affectio carnis, quia omnes volunt suos consanguineos preficere Ecclesiis quibus fortè male presue-*  
*runt.*

18. Le second moyen, que la procuration est nulle, parce qu'elle contient une condition, ou elle est pour résigner purement & simplement, ou elle est pour résigner sous condition : l'un & l'autre



ne peut subsister ensemble en même-temps, l'un est contraire diametralement à l'autre, c'est une maxime qu'un acte qui doit être pur & simple, ne peut subsister avec une condition qu'il ne peut souffrir, si donc la procuration dont il s'agit est pour resigner purement, elle ne peut admettre de condition sans sa ruine, & celle qu'on trouve avec priere de resigner à un tel & non autrement, détruit & aneantit l'acte entier.

Il est vrai qu'on fait une réponse, que cette condition est considérée, comme si elle n'étoit pas apposée, & que ne liant pas les mains à l'Ordinaire qui peut conférer à qui bon lui semble, cette clause ne fait point tort à la procuration qui est faite pour resigner purement.

On peut dire que cette réponse est une erreur dans laquelle Boerius est tombé dans son *Traité de dignitate Legati* 2. & Staphile de *Litteris gratia* titre de *variis modis vacandi Beneficiorum*. Voici la cause de leur erreur, elle vient de ne pas distinguer les conditions qui sont de l'essence de la chose, & les conditions qui ne regardent que les qualitez exterieures, il y en a des exemples en droit; mais pour ne point sortir de la matiere canonique, dont les décisions sont puisées dans les sources du droit civil, il y a la Décretale

pour acquérir & conserver, &c. 197  
*de conditionibus appositis in desponsatione*,  
qui nous en forme une espèce ; il s'agit  
des conditions d'un mariage , que si elles  
sont étrangères au Sacrement elles ne vi-  
cient point : par exemple , *contraho te-  
cum si dederis mihi imperium*. C'est une  
condition qui ne ruine pas le mariage ,  
mais si la condition regarde la substance  
du Sacrement le mariage est nul ; *contra-  
ho tecum si generationem prolis*, évites.  
La Glose fournit encore un autre exem-  
ple d'un Religieux qui feroit profession  
à la charge d'avoir des propres , & de  
se pouvoir marier , elle dit : *Credo quod  
non teneat Monachatus*. Pourquoi ? parce  
que la condition est contre l'essence de  
la Religion, d'avoir une femme , ou d'a-  
voir des propres.

19. Il faut raisonner de même de la  
résignation dont il s'agit : on résigne pu-  
rement , & cependant on appose une  
condition pour un tel & non autrement,  
c'est une contrariété qui détruit l'acte ,  
& rien n'est plus contraire à un acte que  
la condition. Rebuffe dans sa Pratique  
beneficiale suit cette opinion , c'est dans  
le titre de *pura resignatione* , après avoir  
établi le sentiment de ceux qui disent  
que cette condition est inutile , il dit :  
*Ego existimo contrarium verius , quia con-  
ditio in favorem licet non dicatur , nec*

*aliàs tamen inducit simoniam , nempe omnis conditio , &c. & ita servatur , nam si quis resignaret in favorem coram Ordinario posset illud Beneficium per simoniam collatum à Papa impetrari , &c.*

Il est donc vrai que la condition apposée dans une resignation pure & simple de resigner en faveur d'un tel renferme une simonie ; à plus forte raison lorsqu'elle contient la condition & non autrement ; on oppose l'opinion de Fevret qui rapporte un Arrêt de M. d'Olive rendu au Parlement de Toulouse , qui confirme une resignation nonobstant la condition , en lisant Fevret on trouvera une difference essentielle.

20. Que si on consulte Dumoulin , il est d'avis qu'une telle resignation est nulle, c'est sur le n°. 183 *de inf. resign.* on resigne purement entre les mains du Legat qui n'avoit pas en ce temps le pouvoir de recevoir les resignations en faveur , ce qui est fait avec prieres de le conferer à son neveu en la meilleure maniere que faire se pourra , le Resignataire disoit que la procuration étoit pure & simple , & que la priere n'induisoit pas de simonie : *Verum* , répond ce Docteur n°. 185 , *Ex illis constat nec defunctum nec ejus Procuratorem habuisse intentionem resignandi , nisi ut conferretur nepoti , & que*

c'est une couleur pour conferer au neveu, *quasito & accersito colore sub tacita fide de providendo nepoti, & non aliàs quia Procurator non habebat potestatem . . . quovismodo resignandi, nisi sub dicta supplicatione & non aliàs . . . igitur per obliquum & in effectu fuit vera resignatio in favorem nepotis & saltem tacita fides habita.*

Mr Louet sur ce n°. 185 dit : *Caveant igitur Notarii conficiendo instrumenta procurationis, ne confundant clausulas in favorem cum clausulis pure & simplicis resignationis, ita ut liquido constet resignantem non in favorem, sed pure in manibus Ordinarii resignare voluisse.* Il faut donc considerer la volonté & l'intention du Resignant, ce qu'il a voulu faire & ce qu'il a fait, il faut considerer la clause en faveur : ce terme restrictif de *neanmoins*, & l'extrémité où étoit le Resignant, l'impossibilité de faire admettre une resignation en Cour de Rome en faveur de son neveu, & les précautions qu'il avoit prises auprès du Legat ou de l'Ordinaire pour lui faire tomber ce Benefice sur sa tête.

21. On répond qu'on ne doit pas présumer une intelligence criminelle avec un Evêque, dont la Dignité & le merite l'exemptent de tout soupçon, croira-t-on qu'il ait voulu entrer dans un commerce

de simonie, cela est effectivement difficile à croire, & cet Evêque a crû que cela étoit en sa liberté, & dépendoit de sa volonté, de son pouvoir, & de son autorité, on trouve des vestiges de ces simples prières dans les Décretales.

Enfin il s'agit de conserver les restes de vigueur d'une discipline chancelante qu'il faut affermir & fortifier contre ces attaques; cette dangereuse distinction de la dignité & du mérite du Resignataire, pour lequel on sollicite, étoit inconnu dans la naissance de l'Eglise, le propre mérite reconnu étoit récompensé, ce n'étoit point la personne, mais le ministère auquel elle étoit destinée qui étoit le véhicule qui la conduisoit aux administrations & aux grands emplois.

Que si l'Eglise s'est ralentie de ses principes, & relâchée jusques au point que de souffrir le choix des personnes pour la succession dans les Benefices, l'on ne l'a permis qu'à l'autorité du premier siege; mais de le souffrir encore à l'égard des Evêques, ce seroit un trop grand abus dans la discipline.

22. Toutes les sollicitations sont des especes de simonie, quand elles se font dans une procuration qui doit être détachée de toutes ces vues, & comme l'on peut rapporter d'autres raisons de part

*pour acquiescer & conserver, &c.* 201  
& d'autre, & pallier une affaire; si au travers de cela on découvroit dans la procuration qu'il y eût nécessité de conferer au neveu & non autrement, ce seroit de ces conditions qui emporteroient nécessité, & par conséquent produiroient une nullité; mais pour se fixer quelque maxime certaine il faut poser trois cas: Le premier, lorsque la procuration porte le pouvoir de resigner purement, avec prieres néanmoins de le conferer à un tel. Le second, lorsqu'elle porte à la charge de de le conferer à un tel. Et le troisième, à la charge de le conferer à un tel & non autrement. Le premier cas ne renferme aucune convention illicite; mais les deux autres imposent la nécessité au Collateur de conferer à un tel, cette condition annonce une nécessité qui force le Collateur de conferer à un tel, ou de ne point conferer du tout, & cette distinction paroît juste, à prendre les opinions des Docteurs dans le veritable esprit qu'ils se sont expliquez, & en conformité des Canons & des Arrêts.



## CHAPITRE XIII.

*Du Regrez dans les Benefices.*

N<sup>o</sup>. 1. **C**ETTE matiere est grande & étendue , le Regrez se divise en plusieurs especes, il y en a trois principales.

Le Regrez qui se demande par un titulaire qui a été malade.

Le Regrez qu'on demande pour l'exécution du Concordat.

Et celui qu'on pretend pour les mineurs dont on a surpris l'esprit , & sous le nom desquels on demande à rentrer dans les Benefices qu'on a exigé d'eux. Dans tous ces cas le veritable principe est , qu'un titulaire qui est en possession d'un benefice & qui le resigne , le doit faire avec une volonté libre qui ne soit point engagée dans la crainte & la surprise , ni obsédée par l'autorité de personnes qui aient pouvoir sur son esprit , & qui par mauvaises voyes extorquent d'un mourant une resignation des Benefices qu'il a , ou des mineurs qu'ils ont séduit par la débauche ou par l'autorité qu'ils ont sur eux.

Enfin il y a un dernier cas qui se trouve dans la permutation , quand on

fait un Concordat , & que l'un des deux permute frauduleusement un Benefice qui n'est pas à lui , ou de la valeur promise par le Concordat.

Dans tous ces cas peut-on dire que ceux qui sont retentionnaires de Benefices contre la volonté des titulaires , soient pourvus canoniquement ?

2. Le consentement mutuel est le principe & l'essence de tous les Contrats qui doivent être volontaires , faits avec liberté & sans surprise ; il n'y a rien de si opposé au consentement que l'erreur , *gl. verbo consenserit cap. 8 de appellationibus in 6°. l. si per errorem ff. de Jurisdictione omnium Judicum.* Un voile qui cache la vérité & qui dérobe aux sens la connoissance de l'état où l'on est , l'entendement étant brouillé par les approches de la mort qui donne une impression de crainte si vive , qu'on n'y peut résister.

Ou bien , c'est un jeune Beneficier , séduit par un Precepteur ou autre qui a autorité sur son esprit , & qui par des voyes obliques & par quelque argent répandu pour le jeu & la débauche du jeune Ecclesiastique , s'est fait faire une résignation. Il arrive assez souvent que le Résignant & le Résignataire ne sont pas pourvus canoniquement ; le premier s'est peut-être engagé par des intérêts de fa-



mille à accepter souvent sans vocation les Benefices qu'on lui a procuré , & ayant du scrupule & souvent du dégoût dans cet état , quitte un fardeau qu'il ne peut porter , & y renonce.

3. Que si c'est un homme qui veuille permuter un ou plusieurs Benefices avec un autre ; il agit de bonne foi ; il permute sa Cure ou un Canoniat avec un autre qui a des Chapelles ou Prieurez , dont le revenu actuel est fort incertain ; il paroît un bail d'un gros revenu qui est public , une petite contrelettre assure le Fermier qui est dedommagé pendant quelques années , à la fin la fraude paroît ; on demande le Regrez ; ces Resignataires & Permutans sont-ils pourvus canoniquement ? le public en jugera , après que nous aurons examiné les principes & les moyens , & que nous aurons fait voir les remèdes , pour se pourvoir contre les surprises de ces Oiseaux de proie , bien plus attachez & soigneux de la dépouille des titulaires que de la discipline , & d'y faire leur devoir.

4. C'est vouloir masquer une resignation que de supposer dans un malade la liberté de son esprit , les frayeurs de la mort , l'agitation dans laquelle le jette une fièvre violente ou d'autres maladies aiguës , dont les symptômes redoublent la

crainte, obsédé par des parens, un Medecin, une Garde, quelquefois un charitable Confesseur, inspirent & redoublent avec le mal leurs importunités ; le patient les souffre avec peine ; il a deux ennemis à combattre, son mal d'un côté qui le presse, de l'autre les exhortations répétées de ceux qui pensent moins à le soulager qu'à le dépouiller de ses Benefices : dans cet état violent, que fera notre malade ? Que fait-il véritablement ; il résiste quelque tems à ces obsessions, & s'il n'exclut pas absolument ces importuns, il recule & prend du tems ; c'est un bonheur pour lui, si ceux qui lui inspirent de résigner se divisent entr'eux, & qu'ils proposent différens sujets, si le mal augmente la persécution des deux côtés de ceux qui ont en vûë différens Resignataires, redouble avec le mal, le malade abbattu par ses souffrances, par ces importunités, & épuisé, succombe & résigne enfin un ou plusieurs Benefices s'il les a, je ne crois pas que les soins de ceux qui le sollicitent augmentent beaucoup pour sa santé.

5. La procuration passée par ce malade, par des Notaires, que les Resignataires ou leurs Partisans arrentent, supprime, le dirai-je, le seul remède qui pouvoit lui être nécessaire, ils mettent bien le lieu

où l'acte a été passé ; mais ils ne déclarent point comme dans un testament qu'il étoit au lit malade à l'extrémité , cette preuve de la maladie est le véhicule au regrez.

J'ai vû par expérience un oncle qui avoit resigné à son neveu , un Religieux qui avoit resigné à un Religieux , qui avoient par industrie dissimulé l'état dans lequel étoit le Resignant , pour lui ôter la voye du regrez. J'ai consulté & écrit dans des Procez où il s'agissoit de ces regrez.

Les Resignans vouloient prouver qu'ils avoient reçus leurs Sacremens, ils demandoient si la preuve testimoniale en étoit recevable, cette difficulté est très-grande ; mais dans les regles ordinaires nos Ordonnances y résistent , le regrez est fondé sur l'humanité & sur la commiseration , il ne faut pas dépouiller un Titulaire qui n'a resigné que dans la crainte de la mort , & par obsession , & importunité , n'étant pas à présumer qu'un Pourvû de Benefice se soit moins aimé qu'un autre , pour ne pas conserver ses Benefices , que c'est un dol & une fraude faite dans cette occasion , & qu'on devoit inserer dans la procuration que le Titulaire étoit malade à l'extrémité , & c'est le cas où le regrez a lieu , si l'expression en avoit été faite dans

*pour acquiescer & conserver, &c.* 207  
l'acte, c'étoit une résignation à cause de mort.

6. Nous prenons le principe de cette discipline dans le Canon *Gonsaldus*, cause 27, qu. 2. ce Gonsalde étant tombé dans une maladie très-preslante, avoit renoncé à ses Benefices en cet état, sans avoir la liberté de son esprit, il avoit même promis de se faire Moine; mais étant revenu en convalescence, il fit faire une consultation au Pape. Alexandre II. on lui demande s'il doit rentrer dans les Benefices qu'il avoit resignez, il répond qu'il doit y rentrer & qu'il en doit jouir paisiblement & sans contradiction. *Gonsaldus, &c. precipimus ut prefatus Presbyter Beneficia & Altaria recipiat, habeat & quiete possideat.* On ne peut pas des termes plus forts & plus clairs; peut-on imputer une résignation faite par un Ecclesiastique duquel la raison & le jugement avoient été suspendus par la force du mal: il y a toujours une condition tacite, *si de ea infirmitate non decesserit.*

7. Mr Louet lettre B. nombre 13 rapporte la contestation pour une résignation pure & simple entre les mains de l'Ordinaire, le Pourvû par démission avoit renoncé à son droit, le Resignant étoit rentré en son Benefice du consentement du Chapitre de Clermont, à la

reserve d'un droit de petit pain qui lui étoit contesté ; mais au lieu de rentrer de plein droit dans son Benefice , il avoit pris de nouvelles provisions. Hureau qui suivoit son rang , prétendoit avec beaucoup de justice que les nouvelles provisions , & la nouvelle possession avoient donné un nouvel homme à l'Eglise ; c'est le sentiment de Dumoulin sur la Coutume de Paris , nous l'avons rapporté , qui assure avec justice que le Pourvû une seconde fois du même Benefice perd son rang , qu'il ne reprend que du jour qu'il est installé.

Que c'étoit un mauvais conseil qu'il avoit pris quand il avoit obtenu de nouvelles provisions , qu'elles lui étoient absolument inutiles , que c'étoit en vertu des premières qu'il avoit pris possession , que la démission qu'il avoit faite étant fondée sur la crainte de la mort , on ne devoit point considérer sa résignation comme un acte libre mais forcé , la question n'en fut pas jugée ; mais celui qui résigne en cet état n'est pas moins dépouillé de son Benefice , que celui qui a résigné en faveur , & que la Cour remet dans son ancienne possession ; il faut donc poser pour un principe certain , que le Resignant soit malade actuellement quand il résigne , d'autant que suivant la Cle-

*pour acquérir & conserver, &c.* 209  
mentine unique de renuntiatione un Ecclesiastique ne peut varier.

8. Suivons cette première partie du regrez, à moins qu'il n'y ait des circonstances particulieres, les Arrêts ont jugé en faveur des Resignans, quand il y a eu preuve qu'ils ont été malades.

Non-seulement on a jugé le regrez en faveur d'un Resignant malade, mais qu'il auroit son ancienne place : il y a deux Arrêts rapportez par Bardet, l'un du 31 May 1631, tome 1 livre 4 ch. 29, l'autre du 7 Juillet 1637, tome 2 livre 6 chap. 19.

Que si c'étoit un Canoniat ou une Cure, que des Titulaires fort âgez, & étant malades eussent resigné en faveur, il y a de l'humanité d'assister & de compatir à leur état, on les remet dans leurs Benefices, jugé le six Juillet 1626, Journal des Audiances ch. 116, pour le sieur Thomas Chanoine du Mans, qui avoit quatre-vingt dix huit ans, le Resignataire lui faisoit trois cens livres de pension, il lui en promettoit cinq, il ne hazardoit pas beaucoup; il confirma une Sentence du Mans.

L'autre en faveur d'un Curé âgé de soixante-huit ans, son Resignataire avoit resigné à un autre, & il y avoit quelque soupçon de confidence: le Curé prit des

lettres de rescision , le Resignataire du Resignataire se servoit de la clause *quovismodo* , les lettres prises par le Curé furent enterinées , il fut maintenu par Arrêt du 16 Mars 1627.

9. Ce regrez est si favorable & si bien reçu dans le Parlement , qu'il a été jugé par un Arrêt fort celebre en la Grand' Chambre en 1607 , qu'un Resignataire d'un Resignataire ne pouvoit acquerir la triennale possession suivant le Décret *de pacificis possessoribus* , & qu'il y avoit lieu au regrez pour le Curé d'Ouzover du Diocèse d'Orleans.

Il ne faut pas s'étonner de l'équité que la Cour rend à ces personnes qui ont eu la foiblesse de resigner , c'est un principe certain qu'on ne peut resigner sans le consentement du Patron laïque un Benefice qui dépend de lui , autrement il a droit d'y nommer , principalement si le Resignant a été dépossédé ; néanmoins jugé par Arrêt du 30 May 1647, tome 1 livre 5 chap. 19 , que le Resignant y rentreroit.

Il est certain qu'on ne peut disposer d'un Benefice de Patronage laïque au préjudice du Patron , il n'y a pas de principe plus veritable ; mais il y a deux exceptions : La premiere , c'est que la resignation n'ayant point eu d'effet , les

*pour acquérir & conserver, &c.* 211  
parties sont au même état que s'il n'y  
avoit point eu de resignation.

La seconde exception est, que par la  
consecration d'un Evêque, les Benefices  
qui sont de Patronage laïque, dont un  
Evêque est pourvû, vaquent à la verité;  
mais le Pape en donne la retention s'ils  
sont simples, & il n'y a point de chan-  
gement de Titulaire.

10. Voici une espece singuliere jugée  
à la Grand'Chambre, entre Royer pre-  
mier Resignataire d'un Canoniat de Sens  
sur la procuration d'un Chanoine de cette  
Eglise qui étoit malade, & qui avoit re-  
signé *in extremis* purement & simplement  
entre les mains du Pape; mais le Banquier  
de Royer étoit Porteur de la procuration,  
ainsi nul doute que c'étoit une espece de  
resignation en faveur.

Quand Royer eût reçu ces provisions  
il demanda un *Visa* au Grand Vicaire,  
qui lui fit réponse que l'Ordinaire étoit  
en son Diocese; réponse fort sage, à  
moins qu'il n'eût un pouvoir de le don-  
ner précisément, nonobstant que le Prélat  
fût en son Diocese.

Ce particulier prit cette réponse pour  
refus, il présenta sa Requête au Magis-  
trat qui lui permit de prendre possession  
civile, ce qu'il voulut executer; le Cha-  
pitre fit réponse, que *locus erat plenus*,



en consequence de la possession , il y eût une premiere Sentence qui ordonna que le Resignant seroit vû & visité ; Royer prétendit que c'étoit toujours la même maladie , il fut visité , les Experts certifierent qu'il se portoit bien , il fut au Chœur & au Chapitre.

Neanmoins Royer prétendit toujours que c'étoit la même maladie , il interjeta appel de la Sentence ; & ensuite y renonça & demanda une seconde visite à ses frais , elle fut ordonnée ; cependant le Resignant tombe encore malade dans le temps , il fait une démission pure & simple entre les mains de l'Ordinaire qui confere le 24 Janvier 1681. à ...

11. Deux Chanoines allerent chez le malade de la part du Chapitre , pour sçavoir si on n'avoit point extorqué de lui la procuration *ad resignandum*. Il répondit que non , & qu'il l'avoit fait pour la décharge de sa conscience , son second Resignataire prit possession , le premier Resignataire interjeta appel comme d'abus de l'acte capitulaire.

Il disoit que les regrez n'étoient point favorables , que les Ecclesiastiques ne pouvoient varier , que si les regrez avoient été tolerez dans quelques cas , ce n'étoit point dans les démissions ; que le Resignant n'avoit jamais été en santé depuis sa ma-

ladie, que la preuve étoit fondée sur les certificats des Medecins, & la pointe; qu'il étoit au moins aussi favorable que le dernier Resignataire qui n'étoit pourvû que comme lui par démission; qu'il étoit *prior tempore*, par conséquent qu'il devoit avoir la préférence, & étoit *potior jure*.

Il ajoutoit que l'action du regrez étoit incessible, qu'il y avoit eu des Arrêts qui l'avoient jugé, que le pere de l'Intimé avoit été l'Avocat du défunt, & qu'il avoit surpris cette seconde démission.

L'Intimé répondoit à cela que la premiere resignation étoit nulle, qu'il y avoit un des Témoins qui étoit cousin germain de l'Appellant. Que l'Edit de 1550, celui du Contrôle, & la Déclaration de 1646, prononçoient une peine de nullité; que ce n'étoit point un regrez odieux, parce que le Resignant étoit malade au temps de la resignation: on faisoit voir que la resignation étoit en faveur, son Banquier ayant été le Porteur de la procuration, & par conséquent en état de le nommer; que son parent avoit extorqué cette resignation; qu'il étoit venu en convalescence, que toute la procédure faite par Royer avoit été à dessein d'attendre le décès du Resignant, qu'il n'avoit aucun *Visa* de l'Or-

dinaire , qu'il avoit une surdité naturelle qui faisoit un empêchement pour le service divin ; qu'il y avoit eu un Arrêt, plaidans M. Issali & Billard pour une Chapelle de Rouën en pareil cas.

12. Mr Talon Avocat General taxa les regrez , comme étant contraires au droit commun ; que c'étoit un regrez tacite ; il ajouta qu'ils ne devoient point être tolerez , que la resignation de Cour de Rome, quoique sur une procuration pure & simple étoit véritablement en faveur, que par cette procuration du 24 Décembre 1681 , on avoit voulu prévenir le temps des Graduez , que tous ces regrez étoient abusifs contre les dispositions de droit , que c'étoit laisser le titre incertain & le donner au plus vivant , ce qui étoit contraire à toutes les dispositions de droit , & néanmoins après plusieurs raisons il conclut en faveur du second Resignataire , il y avoit aussi dans la seconde procuration que le Resignant étoit *in extremis* , preuve nécessaire pour le regrez. M. Chuberé , Avocat de Royer , M. Nouet pour le second Resignataire.

Sur ces Plaidoyez auxquels j'étois present , l'Arrêt fût prononcé en ces termes : la Cour a reçu la Partie de Nouet opposant à l'exécution de l'Arrêt , évoquant le principal , & y faisant droit , a main-

*pour acquérir & conserver, &c.* 215  
tenu & gardé la Partie de Nouet en la  
possession & jouissance du Canoniat con-  
tentieux, avec amende & dépens.

13. J'ai crû qu'il n'étoit pas indiffe-  
rent de faire voir l'opinion du Parquet,  
cependant c'est une espece de Discipline  
& de Jurisprudence établie au Palais,  
que ces regrez ont lieu, & quoi qu'il  
paroisse que le regrez soit incessible étant  
très-personnel : j'ai écrit dans un Procès  
pour le fils du sieur Dumoulin qui étoit  
Medecin, à qui l'oncle avoit resigné deux  
Chapelles, il demanda le regrez, & l'ob-  
tint sur les lieux. Appel en la Cour. Il  
mourut pendant le Jugement du Procès.  
Deux personnes furent pourvûs après sa  
mort, Dumoulin obtint l'état & la main-  
levée, les Obituaires pourvûs par la mort  
du Resignants'y opposerent. J'écrivis sur  
l'appointé à mettre, ils furent déboutez  
de l'opposition, pareil Arrêt à la troi-  
sième des Enquestes; je disois contre l'op-  
position que c'étoit s'opposer à l'Ordon-  
nance qui avoit décidé contre l'ancienne  
Jurisprudence; cependant j'ai appris  
qu'on avoit jugé le contraire à la Grand'  
Chambre, quoique le préjugé fût contre  
celui qui avoit l'état, il ne pouvoit être  
exclus de cette possession qu'en grande  
connoissance de cause.

La question au fonds fut jugée entre

Dumoulin en faveur de ses contendants, le pere étoit Medecin, & neveu à cause de sa femme, du défunt; l'une des questions fut de sçavoir, si la qualité de petit neveu pouvoit balancer celle de Medecin, l'une favorable, l'autre suspecte, à cause de l'empire que ceux de cet état ont sur leurs malades, les Pourvûs par la mort du Resignant ont été maintenus.

14. J'ai été present à la Plaidoirie d'une cause jugée à la Grand'Chambre le 26 Avril 1697, entre le Long fils d'un Medecin, Resignataire d'un Canoniat de Saint Nicolas du Louvre; le même Benefice fut conféré au sieur le Normand par la mort du même Chanoine. La question étoit de sçavoir, si ce Chanoine avoit pû resigner au fils de son Medecin, qui disoit qu'il n'y avoit point eu de surprise, que le défunt étoit son ami de tout tems, qu'on devoit regarder l'office d'humanité qu'un Medecin rendoit comme chose utile, & qui ne devoit point faire de préjudice, *honora Medicum propter necessitatem*, nous en avons fait mention ailleurs.

On répondoit que les Tuteurs, Confesseurs, Medecins, & ceux qui enseignoient & avoient soin de l'éducation des enfans, étoient marquez comme personnes suspectes & prohibées, qui avoient  
beaucoup

*pour acquiescer & conserver, &c.* 217  
beaucoup d'ascendant sur l'esprit des  
personnes : on cita l'art. 131 de l'Ordon-  
nance de 1539, l'art. 276 de la Coutume  
de Paris & plusieurs autres semblables ;  
mais il n'y a point d'impression plus forte  
que celle d'un Medecin, pendant le tems  
de la maladie du Resignant, ou du Con-  
fesseur ; l'un pour cette vie, & le Con-  
fesseur pour l'autre : on cita l'Arrêt de  
Lherminier & la Loy 3 *de extraordinariis*  
*cognitionibus*, & pour la consequence on  
adjugea la Prébende de S. Nicolas, ou  
de S. Thomas du Louvre à l'Obituaire  
par Arrêt du 26 Avril 1697 sur les con-  
clusions de M. de Lamoignon Avocat  
General.

15. Les Religieuses ne sont pas moins  
susceptibles des impressions de crainte &  
des frayeurs de la mort ; le sexe est  
encore plus foible, & par consequent plus  
timide & a moins de force pour résister  
aux obsessions dans un état si dangereux ;  
une Religieuse appelée Sandricour ayant  
resigné son Benefice, revenue en conva-  
lescence se repent & revoque. La cause  
plaidée à la Grand'Chambre, par Arrêt  
d'Audience rendu en l'année 1596, elle  
est rentrée dans son Benefice.

Il faut prendre garde à une chose ;  
que si le Resignant étoit long-temps sans  
s'opposer, ce seroit une présomption de

218 *Traité des Moyens Canoniques*  
confidance qu'il faut éviter, Mr le Prestre,  
Centurie 1 qu. 8.

D'ailleurs si c'étoit un Benefice qui pût vaquer en Regale, il y auroit lieu de prendre des précautions.

16. Il faut faire une reflexion dans tous ces cas, que comme on suppose qu'il n'y a pas eu toute la liberté de l'esprit dans ce malade qui a resigné *in extremis*, que s'il approuvoit la resignation expressement en signant à la prise de possession ou autrement, en écrivant à son Resignataire comme à son Successeur, qu'il étoit non-recevable en son regrez, ayant approuvé la resignation étant en santé, Arrêt du dernier May 1629. Bardet tome 1 liv. 3 chap. 51. je l'ai vû juger au Châtelet, ce n'est plus la vûe de la mort.

Un Chanoine de Soissons ayant resigné son Canoniat *in extremis*, étant revenu en convalescence & demandé une place de veteran ne pouvoit plus agir en regrez, jugé le 10 Décembre 1657, ce qui prouve ce qui vient d'être dit cy-dessus, qu'une approbation tacite faite en santé étoit suffisante.

17. Que si les malades furieux & imbeciles étant revenus en convalescence peuvent rentrer dans leurs Benefices; un Tuteur peut-il revoquer une resignation faite par son fils imbecile, mais qui n'é-

*pour acquérir & conserver, &c.* 219  
toit pas interdit ? J'ai été consulté par  
M. de Boileve Lieutenant general d'An-  
gers, pour sçavoir si son fils qui avoit une  
grande foiblesse d'esprit, & qui n'avoit  
pas néanmoins été interdit ayant resigné  
étant malade ses Benefices en faveur de  
l'Abbé du Plantiz son cousin, si la preuve  
de l'imbecillité étant certaine avant, &  
lors de la resignation, il y avoit lieu de se  
pourvoir: Cette affaire ayant été portée à la  
Grand'Chambre, & distribuée au rapport  
de Mr de Dreux, il s'agissoit de sçavoir  
s'il y avoit lieu au regrez.

18. On faisoit voir que cette resigna-  
tion étoit plutôt l'ouvrage du sieur Boi-  
leve de la Gilliere, Lieutenant General à  
Angers son pere, que du fils qui ne l'a-  
voit signée que par obeïssance pour son  
pere, & n'étant point en état de lui re-  
sister, il avoit signé plusieurs actes qui  
lui ôtoient la disposition des titres & des  
fruits, comme il avoit fait à l'égard du  
sieur du Plantiz son cousin.

On ajoutoit que ce Resignant n'avoit  
aucun Patrimoine : j'avois conseillé de  
faire créer le sieur de Gilliere pere, pour  
Curateur par autorité de Justice à l'im-  
becillité du fils, & quoique l'on convint  
que le regrez étoit personnel & incessible,  
e pere comme son Curateur avoit revo-  
qué la resignation qu'il avoit signée, &



le fils étant revenu en convalescence ; c'étoit le cas où il pouvoit user de son droit , d'autant que la resignation étant faite sous une condition tacite , que si le Resignant recouvroit la santé , il étoit censé n'avoir jamais voulu resigner , ce qui avoit même été reconnu par le Resignataire qui avoit été deux ans & demi sans avoir fait aucun mouvement ; on confirma la Sentence avec amende & dépens , & sur la demande du Resignataire du sieur du Plantiz , on mit hors de Cour : l'Arrêt est du 2 Août 1708.

19. Il y a un autre regrez dans les Benefices , quand deux Titulaires de Benefices ont permuté , & qu'il y a quelque vice redhibitoire dans le Concordat , que les conditions n'ont pas été exécutées par l'un des Permutans , ou qu'ils ont permuté des Benefices qui étoient affectez ; ou dont on est évincé , ou s'il y a dans la permutation des conditions qui n'ayent pas été exécutées , ou bien si dans les resignations on a refusé d'admettre des clauses & conditions qui ont été stipulées par le Concordat qui a été fait entre les Parties , on rentre dans son Benefice. Brodeau lettre B. n°. 13 en raporte des exemples : il y a un Arrêt du 11 Décembre 1618 pour la Trésorerie de Laon.

Nous ajouterons une Consultation sur

*pour acquiescer & conserver, &c.* 221  
une resignation faite avec pension , par le  
sieur Florent au sieur Abbé de Castilly ,  
sous la caution du sieur Marquis de Cas-  
tilly son frere ; on verra le fait, & l'opi-  
nion des plus fameux Avocats en 1686.  
L'Arrêt est dans nos Livres.



## CONSULTATION.

**M**AISTRE François Florent étant à  
Rome depuis plusieurs années ,  
& ayant le Prieuré de S. Projet , & le  
Prieuré de Camps , écrivit à Mr le Mar-  
quis de Castilly , qu'il les vouloit resig-  
ner au sieur Abbé de Castilly, Conseiller  
au Parlement de Roüen son frere , cela  
se traita par lettres qu'ils s'écrivirent de  
part & d'autre ; la resignation se fit par  
Florent du seul Prieuré de S. Projet en  
1671 , sous la reserve de quatre cens qua-  
rante livres de pension par chacun an ,  
qui excède le revenu du Benefice , sans  
que le sieur Abbé de Castilly fût present,  
ni qu'il y eût aucune procuration spe-  
ciale passée par lui à l'effet d'y donner  
son consentement , lequel neanmoins l'on  
a supposé au dos de la signature de créa-  
tion de pension , quand il eût reçu les  
provisions , il en prit possession ; mais il

K iij

se trouva que Gaudes l'avoit prise dix-huit mois auparavant , & qu'il en avoit fait saisir les fruits ; le sieur Abbé de Castilly ayant essuyé plusieurs contestations au Parlement de Paris & au Grand Conseil , elles donnerent lieu à un Règlement de Juge qui fut porté au Privé Conseil , Florent y fut appelé & l'instance étant prête d'être jugée , Florent ayant consulté son Avocat du Parlement sur ce qu'il avoit à faire , il lui donna sa consultation , par laquelle il le conseille de se faire payer des arrages de sa pension du passé , & la faire assurer pour l'avenir par le sieur Abbé de Castilly , & par Gaudes qui lui contestoit le titre du Benefice.

Le Concordat fut passé en conséquence entre l'Abbé de Castilly , & le sieur Gaudes le 4 Août 1676 , par lequel ils consentirent l'un & l'autre , que les arrages de la pension qui étoient dûs à Florent , lui seroient payez sur les fruits sequestrez , & qu'à l'avenir il en seroit payé par Gaudes , & par ses Successeurs sur les fruits dudit Prieuré , le sieur Abbé de Castilly ne se reserve aucune pension pour lui , le sieur Florent ne signa point au Concordat , parce que son droit étoit conservé en son entier.

Les choses en cet état , Florent a été

plusieurs années sans demander la pension dont il étoit apparemment payé par Gaudes, il s'est avisé de la demander au sieur de Castilly neuf ou dix ans après le Concordat.

L'on demande si le sieur Abbé de Castilly ayant resigné le Prieuré de saint Projet à Gaudes, à la charge de l'ancienne pension de quatre cens quarante livres en faveur de Florent, le sieur Marquis de Castilly son frere, en peut être tenu seul le principal obligé en étant déchargé.

Le Conseil soussigné qui a vû le Memoire ci-dessus, est d'avis que quand la pension auroit été créée canoniquement en Cour de Rome, ce qui ne paroît pas, il en seroit déchargé pas la resignation qu'en a faite le sieur Abbé de Castilly en faveur de Gaudes, les pensions sont plutôt tolerées que permises dans l'Eglise, principalement quand on n'a jamais déservi le Benefice, c'est une servitude dont l'affranchissement est favorable. C'est une charge réelle qui suit la chose, & se perçoit par les mains du possesseur du Benefice sur les fruits, & il est vrai de dire que la caution est plutôt *in re quam in persona*, que si le sieur Abbé de Castilly est déchargé de la pension depuis la resignation qu'il a faite du Prieuré

de S. Projet à Gaudes , le sieur de Castilly son frere n'en peut être pareillement tenu , parce que s'il pouvoit être poursuivi pour le payement d'icelle , ce seroit faire subsister une pension sur la tête d'un Laïque , & sur des biens profanes , indépendamment du Benefice , & de l'obligation du Titulaire , ce qui seroit simoniaque , d'autant que l'on ne peut échanger un Benefice pour une pension viagere assignée sur des biens profanes , l'un étant spirituel & l'autre temporel , aussi l'article 18 de l'Edit du Controlle déclare ces sortes de pensions nulles comme simoniaques , & l'exemple en seroit d'une dangereuse consequence dans la suite ; d'autant qu'il n'y a point de Benefices , lesquels l'on ne pût indirectement charger de pension , & les rendre tributaires contre la disposition des Ordonnances du Royaume , en trouvant des cautions qui s'obligeroient personnellement pendant la vie naturelle du Titulaire au payement de la pension ; encore que le principal obligé fût decedé , eût fait profession , ou resigné son Benefice ; que s'il est vrai qu'elle se doit payer par rapport aux fruits , si elle en excendoit les revenus , le principal obligé en seroit déchargé par l'article 18 de l'Edit du Controlle , la caution suit la

*pour acquiescer & conserver, &c.* 225  
même condition , & en est aussi déchargée  
par le même article , & toutes les fois  
qu'elle est éteinte par la mort , profession  
ou resignation du Resignataire , sa cau-  
tion & Certificateurs en sont déchargez ;  
en effet par les Ordonnances de nos Rois  
faites au sujet des pensions en 1671 , si  
les Resignataires des Benefices sont dé-  
chargez de tout , ou partie d'icelles , l'on  
en décharge pareillement les cautions &  
Certificateurs , ceux-ci n'étant tenus de  
les payer que par rapport à l'obligation  
du principal obligé , laquelle cessant à  
son égard , elle doit à plus forte raison  
cesser pour la caution , *una eademque res  
non debet diverso jure censer.*

La resignation qui a été faite par le  
sieur Abbé de Castilly du Prieuré de S.  
Projet , l'a déchargé aussi-bien que le  
sieur de Castilly de continuer la pension.  
*Flaminus Parisius* en son Traité des re-  
signations , livre 1 quest. 8 , en propose  
la question qu'il résout , en disant : *Com-  
munis Doctorum Sententia est non teneri  
amplius* , & rapporte l'autorité de plu-  
sieurs Docteurs sur le chapitre , *Nisi es-  
sent de Præbendis* , & plusieurs décisions  
de Rote.

Les principes de ce Docteur sont fon-  
dez 1<sup>o</sup> Sur ce que la pension est réelle,  
& imposée sur les fruits du Benefice,

K v

& le sieur Abbé de Castilly n'a plus été en état de les percevoir depuis sa resignation : *Sed renunciatus post admissam resignationem non potest amplius fructus Beneficii recipere, ergo non tenebitur ad pensionem.*

Une seconde raison qu'il rapporte : *Per mortem cessat obligatio solvendi pensionem, non solum per naturalem, sed etiam per civilem, sed Resignans est mortuus quoad Beneficium resignatum.* C'est aussi l'opinion de Panorme sur le chapitre, *Nisi essent de Prabendis.*

Ce Docteur ajoute, que quand le Resignant auroit consenti valablement à la pension, & qu'il auroit donné des cautions & une cedula banquiaire, ils en sont tous déchargés après la resignation, c'est au nombre 10. *Secundo amplia procedere etiam si iste qui consensit impositioni pensionis hujusmodi promississet sub fidejussore illam solvere, data securitate bancaria, per triennium, vel per plures annos, ut solet fieri in Curia: nam nihilominus post resignationem non tenetur solvere, & cautio prædicta bancaria expirat, & fidejussores non tenentur, ut fuit resolutum in Rota.* Il en rapporte plusieurs décisions qui l'ont jugé, il ajoute, que quand il se seroit obligé avec serment, il en seroit déchargé : Il dit pour raison, que l'obli-

gation de la pension étant née de la perception des fruits, la cause venant à cesser par la resignation, l'effet doit cesser; & comme le droit de les percevoir passe à tous les Successeurs particuliers du Benefice, l'obligation de la payer passe contr'eux, d'autant que c'est une charge réelle de même que les cens, & les décimes dont le Resignataire est déchargé si-tôt qu'il a cédé son droit, & ces charges passent contre le Successeur au Benefice.

Tous les Docteurs conviennent, que ce n'est point des conventions des Parties, que l'obligation de payer la pension prend son origine, mais de la puissance du Pape & de son autorité : *Cassad. decis. 4. n. 5. au titre locati. Gigas de pensionibus, qu. 44. Flaminius Parisius qu. 8 n<sup>o</sup>. 34.* Ce qui étant présupposé, quand le Pape admet une resignation pure & simple, ou en faveur, il délie le Beneficier non-seulement des obligations qui l'attachoient à son Benefice, mais il l'affranchit aussi de ses charges onereuses qui passent sur la tête des Successeurs au Benefice, & c'est par leurs mains que se doivent percevoir les pensions, & le principal obligé étant déchargé, les cautions en sont aussi déchargées suivant la règle 42 in sexto, *accessorium naturam*



228 *Traité des Moyens Canoniques*  
*Sequi congruit principalis.* Si l'obligation de l'un est éteinte & caduque , celle de la caution n'a plus d'existence , parce qu'elle ne subsistoit que sur le fondement de l'autre. Et quand ces questions s'en sont présentées au Parlement , les Arrêts ont jugé en conformité de ces dispositions de droit , & suivant le sentiment des Docteurs , que la caution suivoit la même fortune que le principal obligé , lequel étant déchargé , elle devoit aussi être déchargée.

*Deliberé à Paris le 22 Juillet 1686.*  
Signé, NOUET , SACHOT , DUCHESNE ,  
VAILLANT , & DUFERRAY.

Nonobstant cette consultation & les autres moyens proposez , il y a eu Arrêt le 20 Décembre 1686 , rendu à l'Audience de la quatrième des Enquêtes, sur les conclusions de défunt M. de Lamignon , par lequel l'Abbé de Castilly a été déchargé , & jugé que son frere le Marquis de Castilly payeroit les arrerages, de la pension , & continueroit à l'avenir ; cet Arrêt est des plus singuliers, en ce que la caution est obligée de payer la pension , & que le principal obligé a été déchargé : je plaïdois pour le sieur Abbé de Castilly.

## CHAPITRE XIV.

### *Regrez pour ingratitude.*

N°. I. **Q**UAND le crime est grave, si un Resignataire avoit outragé d'injures atroces son Bienfaïcteur, ou maltraité en le frappant, principalement si le Resignant étoit Prêtre, l'injure étant énorme, il y auroit lieu à la restitution; il est vrai qu'il n'y a point de titre en Droit Canon, comme en Droit Civil *de revocandis donationibus*; mais si cela a lieu dans les choses profanes, à plus forte raison dans les choses sacrées. On en peut prendre l'argument du ch. *Cum Sacerdotis*, au titre de *postulando*, il pose le caractère du Prêtre, comme celui d'un Medecin spirituel qui ne doit nuire à personne, & être utile à tout le monde, & son ministère devant être éloigné d'être Avocat & Procureur dans les causes, à plus forte raison ayant un Benefice dans une Eglise, s'il faisoit les fonctions de procurer contr'elle, ce seroit une grande ingratitude qui meriteroit la privation du Benefice, par un argument à *simili*; si un Resignataire avoit batu son Resignant, outre l'excommuni-

cation qu'il auroit encouruë suivant le Canon, *si quis suadente diabolo*, du Pape Innocent II. ce seroit une cause de privation : *Clericus autem qui contra Ecclesiam à qua Beneficium obtinet pro extraneis Advocatus vel Procurator esse præsumit, tamquam ingratus potest (maxime si Clericus sit ejusdem Ecclesiæ) Beneficio hujusmodi spoliari.* C'est un grand argument contre un Résignataire qui a maltraité son Résignant : la Glose sur ces mots, *pro se ipso & contra Ecclesiam*, rapporte plusieurs autoritez tant du droit civil que canonique, & de la matiere feodale des affranchis des Donataires & des Vassaux.

2. Ce n'est pas seulement en droit civil qu'il y a eu des Loix pour tenir en respect les Donataires, celles ci-dessus ont été faites non-seulement pour vanger les injures faites aux Eglises, mais aussi celles faites aux personnes ; il y a plusieurs dispositions pour les premières : si un Beneficier ne reside & n'assiste pas au service divin, il est ingrat à son Eglise, parce qu'il est payé pour cela, & quand il y manque il est privé de ses fruits, & c'est pour cause d'ingratitude ; les dispositions canoniques sont en grand nombre aux titres de *Clericis non residentibus* & ailleurs : le chapitre dernier de

*pour acquérir & conserver, &c. 231*  
*donationibus* explique bien cette matiere  
& les causes de revocation, *Si forte in*  
*ipsius impias manus injecerit, aut sibi*  
*atroces injurias, seu grave rerum suarum*  
*damnum, vel vite periculum inferre præ-*  
*sumpserit, quod tamen ad Donatoris qui*  
*hoc tacuit non extenditur Successores.* Les  
causes de la revocation sont exprimées en  
cette Décretale.

On peut donc dire qu'en matiere ca-  
nonique comme en matiere civile s'il y  
a de l'ingratitude, & que le Resignant  
ou Donateur se plaigne, il y a lieu de se  
pourvoir contre la resignation, comme  
contre la donation, dont les effets sont  
en quelques choses communs, & en d'au-  
tres sont differens.

3. Ils sont communs en ce que dans  
l'un & l'autre cas c'est une liberalité,  
& celui en faveur duquel on resigne tient  
la plus grande partie de son droit du Re-  
signant, encore qu'il y soit autorisé par  
le Supérieur.

Il faut à la verité faire une grande  
difference entre le Resignant & le Do-  
nateur, celui-ci est le maître de ce qu'il  
donne, il n'a pas besoin du Supérieur  
pour autoriser les choses données, pour-  
vû que ce soit en faveur d'une personne  
capable, que s'il vouloit les rendre à son  
Donateur, sa volonté & l'acceptation du

Donateur suffiroient ; mais dans l'autre cas il faut une institution canonique du Supérieur , sans laquelle il n'y peut rentrer , & il ne sçauroit y avoir de regrez sans une institution pareille à celle qu'il avoit ; le regrez ayant été autorisé seulement en deux cas : Le premier est, quand un Titulaire bien malade resigne , s'il recouvre sa santé il rentre dans son Benefice , étant présumé n'avoir resigné que dans la vûe de la mort , il y auroit de la perfidie au Resignataire de retenir le Benefice de son Resignant , il rentre donc dans son Benefice sans nouvelle provision. Le second cas , quand on resigne à la charge d'une pension que l'on ne paye pas , *aut cede aut solve* ; cette maxime n'a plus de lieu à présent.

Mais il y a grande difference , quand le Resignant a été dépouillé par le Supérieur du droit qu'il avoit au Benefice , & qu'il a perdu la possession , qu'il puisse y rentrer par regrez , comme s'il avoit été malade , sans une nouvelle provision.

4. Que si un Prêtre avoit été batu par son Resignataire , le Concile le déclare excommunié ; un particulier qui auroit donc maltraité son Resignant dans l'Eglise , & l'auroit fait sortir avec scandale , seroit excommunié , & seroit privé du Benefice qui lui auroit été resigné. Ces

*pour acquérir & conserver, &c.* 233  
circonstances aggravent le crime : Sene-  
que disoit de son temps ; qu'il y avoit  
beaucoup d'ingrats, & que si les Tribu-  
naux étoient ouverts pour plaider contr'e-  
eux , il y auroit une si grande quantité  
de causes de cette nature , qu'il faudroit  
faire cesser tous les Tribunaux pour les  
autres affaires, celles de cette espee se-  
roient suffisantes pour les occuper.

---

## CHAPITRE XV.

*Des especes qui font vaquer les Bene-  
fices de plein droit , ou  
par Sentence.*

N°. 1. **L**A mort naturelle d'un Bene-  
ficier donne ouverture à la  
vacance du Benefice , c'est le premier  
genre le plus commun & le plus fre-  
quent.

Le second genre de vacance est celui  
par resignation , ce genre de vacance a  
plusieurs especes ; la resignation pure &  
simple en faveur pour cause de permu-  
tation , &c.

Enfin il y en a un troisiéme qui est le  
devolut qu'il faut distinguer en plusieurs  
autres especes , ou bien les Benefices sont

vacans de droit , & cette vacance est subdivisée en vacance de droit sans crime , ou pour cause de crime.

De la premiere espece sont le mariage , la profession , la non promotion , l'incompatibilité des Benefices & des pensions , & autres , comme la nullité de titres , si l'étranger ne reside pas en France , &c.

A l'égard des autres qui vaquent pour crimes de plein droit , les constitutions canoniques en admettent plusieurs , la simonie , l'intrusion , l'heresie , nous y en trouvons encore d'autres , l'inceste spirituel , la fausseté , l'homicide qualifié qui est l'assassinat , le rapt & autres de la même nature.

Les autres moyens de droit ou crimes qui font vaquer par Sentence seront pareillement expliquez dans ce livre , dans cet ordre , donnons une idée generale de ces vacances , & traitons ensuite chaque espece en particulier.

2. Nous avons fait voir dans le premier Livre que l'ancien droit étoit de donner l'Ordre avec le Benefice en assignant une place à l'Ecclesiastique qui ne pouvoit en avoir deux à la fois , c'étoit une espece de vœu de stabilité qui a duré jusques au douzième siecle. Mais ayant été permis de prendre l'Ordre separement du

Benefice , cela a engendré la multiplicité des Benefices , & plusieurs abus qu'on a taché d'empêcher.

Pour le faire efficacement il y a eu plusieurs Décretales & Regles de Chancellerie qui ont été adoptées par les Ordonnances & autres Loix du Royaume, pour arrêter la cupidité des Ecclesiastiques qui vouloient acquérir plusieurs Benefices , & en jouir en même-temps , leur effet étoit d'empêcher la succession dans les Benefices , de retrancher les simonies & confidences , d'ôter les moyens à des Resignans & Resignataires de negocier entr'eux pour tenir les Benefices incertains sur la tête du plus vivant.

Le principal objet de toutes ces dispositions étoit de conserver aux Collateurs ordinaires le droit & la faculté qu'ils avoient , soit de conferer ou présenter aux Benefices par la mort de ceux qui en étoient pourvus : c'est le premier genre de vacance qui se presente à nous , & que nous avons traité.

3. Le second genre qui est le plus naturel après celui par mort , est la vacance par resignation ; il y a beaucoup de choses qui sont conformes aux regles , & plusieurs qui leur sont contraires qu'il faut éviter , soit dans les procurations & concordats , soit dans les resignations



pures & simples , en faveur , ou pour cause de permutation. Nous avons vû les cas dans lesquels on peut resigner , & ceux où on ne le pouvoit pas faire , soit à cause des personnes qui resignent , soit à cause des Benefices qu'ils veulent resigner , ou à cause des formalitez qui doivent s'observer dans les cessions & resignations , ou qui les peuvent empêcher ; c'est en montrant les obstacles & les écueils qui peuvent s'y trouver , que nous découvrons les Moyens Canoniques , dont il faut se servir pour le succès de ces resignations , nous en rapportons de toutes les especes : il n'y a qu'à l'égard des resignations pour cause d'union , dont nous traiterons en temps & lieu d'une maniere assez étendue , aussi-bien que de la Regale.

4. Les personnes de merite se conduisent par la vertu , les autres par la crainte des peines : Maître Charles Dumoulin dans le n°. 370 de la regle *de infirm. resign.* & les suivans, traite la question , de sçavoir si un criminel deferé en justice peut resigner , il semble qu'il passe que s'il n'est pas encore accusé , il le peut.

Il traite la question , si le criminel peut resigner en faveur , il dit qu'il feroit illusion à son jugement qui ne pourroit pas

*pour acquérir & conserver, &c.* 237  
être exécuté, la privation du Benefice  
faisant partie de la peine de l'accusé.

Qu'il en est de même que des offices ,  
un homme qui est accusé n'est pas rece-  
vable à résigner celui dont il est pour-  
vu , *in officiis civilibus accusatus de cri-  
mine non admittitur ad resignandum in  
favorem.* Cet Auteur fait voir avec beau-  
coup de force & d'autorité , soit du  
Droit Civil ou Canonique , l'indignité du  
criminel , la défaveur des résignations ,  
que le droit des Ordinaires doit être  
conservé , ce qu'il appuie par des moyens  
qui sont de grand poids.

5. Mais de quelque autorité que soit  
son opinion , il faut voir quel est notre  
usage & la jurisprudence sur ce sujet :  
Nous n'avons qu'une question à proposer  
sur cette matière, qui est d'examiner quand  
le Benefice est vacant de droit , & qu'il  
peut être impetré , d'autant que si on ne  
le prouve pas il n'est vacant que par  
Sentence.

Par l'ancien droit , lorsque le crime ne  
faisoit pas vaquer *ipso jure* , un Dévolu-  
taire n'obtenoit pas d'abord une provi-  
sion véritable ; mais une provision en  
forme de droit , qui n'avoit point d'exé-  
cution qu'il n'intervînt une Sentence  
déclaratoire d'incapacité du Titulaire ,  
c'étoit la disposition du Droit , comme

il est remarqué par Gomés de *annali possessore*, qu. 42. M. Charles Dumoulin dit davantage n°. 385. de la *regle de infirm. resign.* car il prétend que la doctrine étoit qu'à l'égard de la vacance de plein droit, on pouvoit obtenir une véritable provision sans attendre de Sentence; mais qu'en conséquence on ne pouvoit pas prendre possession sans connoissance de cause en appelant la Parrie, ou en attendant la Sentence.

6. Cependant la distinction étoit certaine, qu'à l'égard des crimes qui ne font pas vaquer de plein droit, l'on n'obtenoit jamais de provision qui donnât droit avant la Sentence: c'étoit seulement dans le cas des crimes qui font vaquer de plein droit, qu'il étoit permis d'obtenir une provision véritable par devolut; de sorte, qu'il étoit vrai de dire que les Titulaires qui n'avoient pas commis de crimes qui fissent vaquer de plein droit, pouvoient résigner avant la Sentence, ou du moins avant la contestation en cause pour le fait du crime, nonobstant qu'un Dévolutaire eût obtenu en Cour de Rome une provision en forme de droit, parce que ce Dévolutaire n'avoit pas un droit acquis au Benefice, mais une espérance prochaine par la Sentence qui devoit intervenir, c'est comme

*pour acquérir & conserver, &c. 239*  
S'explique Gomès dans la question 42 de  
*annali possessore.*

En effet, c'étoit une maxime reçue  
universellement par les Canonistes, que  
jusqu'à ce qu'un Titulaire fût privé de son  
Benefice, il pouvoit y renoncer, *Doct.*  
*cap. 2. de rescriptis*, ce qui faisoit que  
ceux qui étoient reprehensibles pouvoient  
demeurer long - temps en possession de  
leurs Benefices par l'impunité qu'ils se  
procuroient.

7. Ce n'étoit pas seulement la juris-  
prudence des Canonistes, & de la Cour  
de Rome dans leurs provisions, dans ce  
genre, mais aussi celle du Royaume qui  
étoit conforme, d'autant que par l'art. 4  
de l'Ordonn. d'Orleans elle enjoint aux  
Collateurs de ne donner aucun devolut  
plutôt & auparavant que le Pourvu par  
l'Ordinaire n'ait été déclaré incapable....  
& que les Juges n'ayent aucun égard aux  
provisions par devolut... auparavant la  
déclaration d'incapacité : Voilà quelle  
étoit l'ancienne jurisprudence.

Cette disposition a enfin cessé, d'autant  
qu'il étoit utile que les Titulaires des  
Benefices qui avoient un penchant au  
mal ne s'y endurcissent pas, n'ayant aucune  
crainte d'être privez de leurs Benefices.

Celle de Blois a corrigé l'art. 4 de celle  
d'Orleans; elle déclare par l'art. 46 que

tous Devolutaires ayant obtenu provisions fondées sur la vacance de droit, seront reçus, & admis à en faire poursuite, encore qu'il n'y ait aucune Déclaration précédente, nonobstant le contenu en l'Ordonnance d'Orleans, à la charge de donner caution, &c. laquelle caution a été fixée depuis à cinq cens livres, il faut intenter son action dans trois mois du jour de la prise de possession, & la mettre en état dans deux ans, toutes précautions requises contre des Devolutaires qui sont odieux.

8. Faisons ici une petite digression au sujet de quelques éclaircissémens. Ce n'est pas assez de connoître les genres de vacance pour y pourvoir, si on ne sçait pas distinguer le genre véritable du genre putatif, & si c'est par la mort de Jacques ou de Jean, s'il y a une vacance par la mort naturelle ou par la mort civile, & ceux qui ont le pouvoir de priver des Benefices, toutes circonstances nécessaires pour découvrir si l'institution est canonique ou non, si on y a conféré au lieu de présenter.

Le genre véritable est quand Jacques a été pourvu d'un Benefice, & qu'il est mort en possession. Voilà le véritable genre.

Mais si Jean étoit mort en possession,  
&

*pour acquérir & conserver, &c.* 241

& qu'on l'eût impetré par la mort de Jacques, voilà le genre putatif, c'est un nom pour un autre; celui-ci paroît rien de l'autre, & qu'on a joui pendant trois ans du Benefice: celui qui seroit pourvu par le veritable genre de vacance qui troubleroit le possesseur par un genre putatif dans les trois ans, à moins qu'il ne parût évidemment que *constaret de corpore Beneficii*, & que le genre & le moyen de pourvoir qui sont deux choses différentes ne fussent canoniques & legitimes, le genre est la mort; la resignation ou le dévolut.

Le moyen est si l'on donne un Benefice seculier à un Regulier, & *vice versa*; si on donne une Cure à une personne qui n'ait pas l'âge, ou un Benefice affecté à une Famille, ou à un Choriste, ou autre *de gremio* par la fondation, & qu'on le donne à un étranger, ces genres de vacances & moyens de conferer ne sont pas canoniques; que si on veut sçavoir la raison pourquoi un genre putatif est utile à celui qui est pourvu d'un Benefice quand il le possède pendant trois ans c'est pour empêcher la longue vacance des Benefices, & que ce n'est pas la même chose en plusieurs moyens de pourvoir, c'est contre la fondation, ou qu'il y ait abus qui ne se couvre point dans les trois

*Tome III.*

L

242 *Traité des Moyens Canoniques*  
ans ; il faut voir Dumoulin n°. 201 de  
*publicandis resignantibus*, & Mr Louet,  
sur le même n°.

9. La mort naturelle produit d'autres  
effets que la civile, & il n'est fait au-  
cune extention de l'une à l'autre, *cap.*  
*susceptum de reform. in 6°.* la Glose sur  
ces deux mots *non morti*, dit *Nota ergo*  
*quod aliud est cedere, aliud decedere*, la  
raison de Dumoulin sur le n°. 351 de  
la Regle de *inf. resign. Statutum enim*  
*loquens intelligitur de morte naturali, non*  
*autem de civili, nec extenditur ad civilem*  
*nisi in casibus à jure expressis.*

Il semble néanmoins que quand il y a  
identité de raison, comme dit Mr Louet  
au même lieu ; qu'il doit y avoir de l'u-  
niformité dans les conséquences, il ren-  
voye à Dumoulin n° 80. de *publicandis re-*  
*signationibus*, où l'on peut voir l'opinion  
de ces deux Docteurs sur les différences  
de la mort civile & de la naturelle.

Mais il faut toujours mettre en termes  
generaux par celle du dernier possesseur,  
& à l'égard de l'Ecclesiastique, mettre  
Clerc ou Prêtre du Diocèse de Paris ou  
d'un autre, les qualifications qui sont  
nécessaires, si c'est un Benefice-seculier, se  
demande en titre, ou s'il est regulier se  
demande en commande, & ainsi mettre  
des alternatives, quand on n'est pas abso-

lument certain de l'état & qualité du Benefice, & faire toujours les expressions les plus amples; ce qui abonde ne vicie point.

10. Expliquons à présent le pouvoir de ceux qui peuvent déclarer les Benefices vacans, & en priver. Les Juges séculiers & Ecclesiastiques ont également ce pouvoir; mais les procédures & la décision en sont différentes: Le Juge Ecclesiastique est seul competent pour faire la procédure judiciaire dans les formes; la raison en est évidente, ce sont les Ecclesiastiques qui sont Collateurs & Patrons des Benefices qui peuvent en donner l'institution canonique, & par conséquent qui en peuvent priver après une instruction judiciaire dans les formes, si la matière y est disposée; le Juge Ecclesiastique déclare que le Benefice est vacant, cette vacance est de droit, si la faute & le crime le font vaquer de plein droit.

Que si c'est par Sentence, on ordonne que dans trois mois ou six mois, ou dans tel autre tems que les Juges le jugeront à propos suivant les circonstances du crime ou de la vacance, on ne peut rien dire de certain dans ces cas, il faut appliquer les regles suivant le délit.

11. Mais à l'égard des Juges séculiers,

Lij



ils ne font aucune instruction ; ce n'est qu'incidemment en connoissance de la complainte , si les contendans n'avoient point de titre ou qu'ils n'en eussent que de nuls , & les Juges étant pleinement instruits du mérite des contestations , ils jugeassent que les Parties n'ayant aucun droit au Benefice , ils le déclaroient vacant & impetrable , en ce cas les Patrons & Collateurs pourroient user de leur droit & y pourvoir , comme étant le Benefice vacant par la nullité des titres des Parties , qu'il faut en attaquer un qui le possède , & qu'il soit encore présumé tel , mais ni l'un ni l'autre n'étant pas jugé capable du Benefice , il n'a plus ni titre ni possession. Cela arrive quelquefois.

Il y a cette différence entre les deux Jurisdictions , que comme les Ecclesiastiques sont seuls competans d'instruire un procès extraordinairement aux Ecclesiastiques & les juger par privation de leurs Benefices , en déclarant qu'ils sont vacans de plein droit , & les privant actuellement des Benefices , ou si c'est par Sentence en les privant après un certain tems , & à l'égard des Juges Laïques quand ils entrent en connoissance de leurs délits pour le cas privilégié , ils ne jugent jamais par déposition & privation des Benefices , mais condamnent seule-

ment à des peines afflictives, & non pas à la privation des Benefices, en consequence de la conviction; ce sont donc differens moyens & differentes fins des Juges séculiers & Ecclesiastiques, ceux-ci jugent la privation *primario*, & sur ce que le Benefice étant donné à cause du ministère & de l'office, les Evêques ont le pouvoir de donner les Ordres, d'en suspendre, de donner des institutions canoniques des Benefices, ils peuvent aussi en priver, mais les Juges séculiers n'ont que le droit, en jugeant la recreance ou la pleine maintenue, de voir si les titres des Parties sont canoniques, & s'ils ne le sont pas, de déclarer les Benefices vacans.

Nous ajouterons à ces observations celle faite par nos Docteurs au sujet du tems, des moyens, & des causes de pourvoir, dont l'Ordinaire, les Electeurs, & les Patrons doivent user aussi-bien que les Supérieurs dans les tems limitez par le Droit: Ils ne peuvent l'anticiper en donnant des provisions avant la vacance, ni retarder après le tems legal, n'y ayant pas un plus grand défaut que celui de puissance.

Il en est de même d'un Collateur qui a deux causes ou pouvoirs pour conférer, comme le remarque Dumoulin sur l'article 55 de l'ancienne Coutume de Paris,

gl. 10, *in verbo* En payant les-droits, n°. 14. Que si le Pape avoit droit de conferer par dévolution & qu'il conferât par réserve generale ou particuliere, *non valet provisio, nec sustentatur ex Capite ex quo fieri poterat, & hic habet locum illud vulgatum, Quod potui nolui, & quod volui non potui...* Et il ajoute ensuite, *Et in terminis quod collatio facta ex Capite incongruo non sustentatur ex Capite congruo, etiam quod Collator tunc poterat valide conferre.*

Il en est de même du Supérieur qui ne mettroit pas que c'est par dévolution, ou d'un Collateur ordinaire qui auroit un indult de continuer la Commande des Benefices reguliers, & qui donneroit des provisions comme Ordinaire, il n'a pas ce pouvoir : Mais s'il avoit mis dans ses provisions *vigore indulti*, elles seroient valables. Il faut avoir des formules pour ne point faire de fautes qui sont irréparables dans ces occasions qui se décident suivant la rigueur de Droit.



## CHAPITRE XVI.

*Si un Devolutaire qui n'a fait signifier son Devolut qu'après la dé-  
possession du simoniaque, est bien ou  
mal fondé.*

N°. 1. **I**L s'agissoit du Prieuré Con-  
ventuel de S. Leu Ordre de  
S. Benoît , Congregation de Clugny ,  
Diocèse de Beauvais , le Franc en étoit  
pourvû & paisible possesseur. Le sieur de  
Rebets obtient un devolut en Cour de  
Rome sur lui fondé, sur simonie , la date  
étoit du mois de Décembre 1666 ; au  
mois de Février suivant le Franc resigne  
ce Prieuré pour cause de permutation ,  
avec M. Jacques Dufour ; la permutation  
est admise par le Pape au mois de Février,  
Dufour Resignataire en prend possession  
au mois de Mars suivant.

Le sieur de Rebets prend possession  
sur ses provisions de devolut dans le  
même mois de Mars , mais postérieure-  
ment à Dufour.

La complainte pour ce Prieuré ayant  
été formée entre Rebets & Dufour , fut  
portée au Grand Conseil , où ceux de

l'Ordre de Clugny ont leurs causes communes.

2. Dufour Résignataire soutenoit que Rebets devoit être déclaré non-recevable : 1°. Parce que Rebets n'avoit autre chose qu'une action , ou au plus une accusation faite gratuitement sur une personne , pour le dépouiller d'un Benefice dont un Ecclesiastique capable étoit pourvu , que son action étoit éteinte & caduque , d'autant que le Résignataire étoit en possession du Benefice avant qu'il eût fait donner assignation.

Il ajoutoit que si un Accusé peut résigner depuis la Sentence , *appellatione pendente* , à plus forte raison pouvoit-il le résigner avant qu'il y eût ni jugement , ni même d'accusation , qu'en matiere criminelle *appellatio judicatum extinguit*.

En second lieu , les devoluts ne sont tolerez dans l'Eglise que pour la purger de mauvais sujets , indignes , ou incapables d'obtenir des Benefices ; mais quand par une resignation canonique il a passé sur la tête d'une personne capable , l'Eglise est satisfaite ; & étant remplie d'un bon sujet qui a toutes les capacitez , le Devolutaire ayant un objet fixé contre un simoniaque qui est dépouillé du titre par le supérieur , il n'est plus en état de faire valoir son devolut.

Entroisième lieu , tous les Docteurs ont été de sentiment , que le mauvais sujet ayant resigné son titre , & la place étant remplie, son objet a cessé. Dumoulin n°. 203 de *publicandis resign.* rapporte des Arrêts qui en ont jugé la question : une resignation admise & expédiée , *Ante litem motam per Arrestum hujus Senatus sententia fuit annullata , plenumque possessorium Resignatario adjudicatum* , c'est sur le n°. 203 ci-dessus cité ; il en rapporte un autre.

3. Mr Louet distingue les vacances suivant l'ancien droit , mais il faut distinguer les Benefices qui vaquent de plein droit , & ceux qui ne sont vacans que par Sentence.

Dans le premier cas , quand un Benefice est vacant de plein droit , tout aussitôt que le crime est commis , il peut être impetré , si le possesseur ou détenteur reste toujours en possession ; mais s'il l'a voit resigné ce genre de vacance étant rempli d'un bon sujet , cela suffiroit.

Mais si le Benefice n'étoit vacant que par Sentence , comme c'est ce Jugement qui opere la vacance , quand il y a appel de la Sentence , c'est le cas dans lequel *appellatio judicatum extinguit* : Que le devoluté a été condamné , & qu'il est ordonné qu'il se défera de son Benefice dans

trois , six mois , ou un an. L'Ordinaire ni le Pape ne peut conferer ce Benefice dans le temps prescrit ; que si à la fin du temps l'Accusé interjettoit appel de la Sentence , il auroit encore six mois du jour de la seconde Sentence pour resigner son Benefice ; je l'ai consulté pour un Benefice considerable , & c'est une maxime indubitable.

Mais si le Benefice étoit vacant de plein droit , on peut y pourvoir après le crime commis , encore qu'il n'y ait point eu de Sentence , il suffit qu'elle ait été rendue depuis , il faut que le crime ait été mis en évidence par un Jugement.

4. Rebets soutenoit au contraire , & disoit que la simonle faisoit vaquer de plein droit , que le Franc en permutant son Benefice n'avoit aucun titre coloré , en ayant été privé par les dispositions canoniques.

Il ajoutoit ensuite , que par le Décret *de pacificis possessoribus* , un simoniaque & un intrus n'ont aucun titre , ou du moins il est si infecté de cette lèpre qu'il n'a point de couleur , ou s'il l'avoit eu il en avoit été privé par le Canon. Mr Guymier dit que c'est la même chose de n'avoir point de titre ou d'en avoir été privé par l'homme , ou par la Loy , & le Canon , que par consequent lors de la

permutation il n'avoit plus de titre, en étant privé par les dispositions canoniques, c'est sur le Décret *de pacificis*.

Que par la resignation en faveur le Resignataire tiroit tout son droit du Resignant ou du Permutant, il n'avoit pû transmettre un droit qu'il n'avoit pas, que lui Devolutaire avoit un droit acquis par ses provisions, que par la regle *de non tollendo jure quasito*, le Devolutaire étant pourvû avant la Resignation, il n'avoit pû être prévenu; au contraire suivant la regle *qui prior tempore potior jure*, il devoit être préféré au Resignataire, que ce n'est point par la possession, mais par les titres qu'on decide en matiere beneficiale, *ex titulo jus metitur*.

Qu'il avoit pleinement satisfait à tout ce qu'on pouvoit exiger d'un Devolutaire, qu'il avoit pris possession dans l'an, qu'il avoit formé la complainte trois mois après, qu'on ne pouvoit lui imputer ni negligence, ni fin de non recevoir.

5. Le Resignataire repliquoit que le devolut n'avoit paru qu'après la resignation admise, & la prise de possession du Resignataire, que le Resignant n'ayant plus aucun droit au Benefice, que ce n'étoit pas tant en vûe de la discipline, que de la proie, qu'il s'étoit mis



en peine, puisque ce n'étoit plus contre le simoniaque qu'il agissoit, mais contre une personne capable qui remplissoit le Benefice, que son Resignant n'avoit plus ni droit, ni possession au temps que le Devolutaire paroissoit. Mr Louet dans ses notes n°. 203 *de publicandis* est de même avis, & Brodeau en rapporte deux Arrêts, l'un du 30 Juillet 1622, l'autre du 13 Août 1633, on peut avoir recours à l'Auteur, pour en voir les especes : celui rendu au Grand Conseil au mois de Septembre 1607 au rapport de Mr de Bautru a jugé la même chose, il y en a eu deux Arrêts, l'un pour le Prieuré de la Couterraine le 17 Juin 1638 sur les conclusions du premier Mr Bignon, l'autre pour la Cure de Certrouville sur les conclusions de Mr l'Avocat general Talon.

Tous ces Arrêts uniformes font une jurisprudence invariable sur cette matiere dans les deux Tribunaux.

6. Cette jurisprudence a continué, & comme les experiences des Arrêts forment notre veritable Droit François, il est bon de rapporter tout de suite ce qui s'est passé depuis : un confidentiaire ou simoniaque avoit pû résigner, le Devolutaire n'ayant paru que depuis la resignation admise, l'Arrêt est du dernier Décembre

*pour acquérir & conserver, &c.* 251  
1663, Cent. 2 chap. 98 de Soifve. Un  
an après, ſçavoir le 29 Décembre 1664,  
un Reſignataire poſterieur à un Devolu-  
taire, mais qui avoit pris poſſeſſion avant  
que le devolut eût été ſigniſié, fut main-  
tenu, il ſ'agiſſoit de la Cure de S. Pierre  
des Arcis, le même, tome 2, Centurie  
3 chap. 98. Rebets a été débouté par  
Arrêt.

7. Comme nous ſommes ſur la matiere  
des devoluts, faiſons quelques propoſi-  
tions generales que nous fondons ſur les  
Arrêts : Un François qui eſt Devolutaire,  
n'eſt pas tenu de donner caution à un  
Etranger.

L'Arrêt en eſt rapporté dans le Jour-  
nal des Audiances, Liv. 1 ch. 103, il eſt  
du 26 May 1626.

Le Devolutaire doit toujours donner  
caution non-ſeulement *in limine litis*, mais  
en tout état de cauſe, encore qu'il y ait  
eu des Arrêts dans le premier cas, c'eſt  
une exception peremptoire de l'Ordon-  
nance de 1667 ; c'étoit dans une cauſe  
que je plaidai pour des Gautray, qu'en  
tout état de cauſe on pouvoit faire don-  
ner caution ; défunt Mr de Lamoignon  
Avocat general, qui eſt mort Préſident  
à Mortier, le plaida, c'étoit le vingt-neuf  
ou trente Juillet 1683, pour un Canonica-  
t de Quintin.

L.vj

8. Dans la Déclaration de 1646, il y a l'art. 15 qui est en ces termes : Voulons & ordonnons que tous Devolutaires pourvûs en Cour de Rome par mort, incapacité ou autrement, prennent possession des Benefices par eux ainsi obtenus dans l'an. Je plaidois pour un Pourvû par mort qui avoit pris possession, dans laquelle il n'avoit point été troublé que quinze mois après ; ma partie avoit perdu sa cause, il étoit Appellant. Je soutenois que l'esprit de l'Ordonnance en matiere beneficiale étoit comme à l'égard de la complainte, pour les choses profanes, qu'il faut juger avant le Petittoire, que par l'art. 61 de l'Ordonnance de 1539, la complainte beneficiale se devoit juger en faveur du possesseur dans l'an, & qu'ayant joui quinze mois il devoit être maintenu, sauf à la Partie, à se pourvoir comme elle aviseroit bon être, c'étoit le sentiment de défunt Mr Nouet. Mr de Lamoignon Avocat General conclut pour ma Partie, mais l'on appointa au Conseil sur l'appel.

9. Monsieur le Nain fut Rapporteur de l'affaire, la Partie voulut travailler dans une affaire de cette importance qui étoit toute de droit public, pour sçavoir si c'étoit seulement une limitation & restriction au devolut, ou si quand il étoit

fait mention du genre de vacance par mort, étant fait mention ensuite de devolut en ces termes par mort, incapacité ou autrement, si on devoit joindre ce mot de mort à l'incapacité, ou si on devoit les separer, il est certain que l'article est obscur, & pour en sauver l'honneur, il faut distinguer deux genres de vacance, l'un par mort, l'autre par incapacité s'ils sont divisez, & separez. L'Arrêt rendu au rapport de Mr le Nain le Mardy 19 Mars 1697 auroit mal jugé, d'autant que l'article de la Déclaration seroit textuellement pour tous les seconds genres de vacances separez.

Mais comme il faut raisonner de bonne foi, & que le public n'y soit point trompé, après des reflexions serieuses & raisonnables, on ne peut lever le sens obscur, & ambigu, qu'en l'éclaircissant & separent, ou joignant ces deux articles.

10. Il y a donc ici trois objets, ou bien c'est un genre de devolut seul, tel qu'il est expliqué par les Banquiers; quand on demande un Benefice fondé sur un assassinat, ou sur un mariage seulement, l'article tel qu'il est comprend le devolut, & a lieu à l'égard du Devolutaire.

Que si on est pourvû par mort avec la clause de devolut, & qu'il s'agit de troubler un ancien possesseur qui est en

possession depuis plus de trois ans, quoique le Pourvû par devolut ait pris la clause par mort, il faut lui demander s'il veut se servir de la clause de devolut, auquel cas s'il s'en veut servir lui demander caution dans un temps, sinon & à faute de la donner dans le temps, que le Juge ordonnera qu'il sera déchû de son droit; c'est l'usage.

Que s'il ne se sert que du genre de vacance par mort, comme l'on a le Décret *de pacificis possessoribus*, on n'est pas obligé depuis l'Ordonnance de 1667 de prendre des lettres *de pacificis*, mais de donner une Requête, par laquelle on conclura à faire déclarer l'Obituaire non-recevable dans la complainte, parce que le Pourvû étant ancien possesseur doit être maintenu, s'il n'y a matiere à l'appel comme d'abus.

II. Que si on est pourvû *per obitum* pour un Benefice vacant depuis trois ans, & qu'en ait la clause *quovismodo*, on n'est point obligé de donner caution, on vient de part & d'autre avec des provisions, il faut voir celui qui a le meilleur droit pour le maintenir.

Cette question s'est présentée à la Grand'Chambre le dernier Décembre 1694, entre Souilliar qui avoit été Cordelier, il avoit été transferé dans l'Ordre

*pour acquérir & conserver, &c.* 255  
de S. Benoît, & avoit été pourvû d'un  
Benefice de cet Ordre qui lui étoit con-  
testé par Dufault, contre lequel il de-  
mandoit que toute Audiance lui fût de-  
niée jusques à ce qu'il eût donné caution,  
celui-ci se défendoit & soutenoit que la  
demande étoit incivile & insolite, d'au-  
tant qu'il n'avoit pas même la possession  
annale, & que quand on étoit nouveau  
possesseur, il ne s'agissoit pas de se de-  
mander caution, qu'il pouvoit la lui de-  
mander également; mais qu'il s'agissoit  
uniquement de juger qui avoit la préla-  
tion, que si on consultoit l'Edit de 1550  
& les notes de Dumoulin, il n'y avoit  
qu'une prélation à juger, & sçavoir le-  
quel étoit le mieux pourvû. On jugea donc  
que la possession annale ne pouvoit être  
opposée, mais la triennale seulement;  
Mr de Harlay demanda l'avis à un Avo-  
cat qui me le dit, ainsi ma Partie perdit  
sa cause par Arrêt.

12. Une regle generale touchant les  
Devolutaires, ils ne peuvent suivant l'art.  
16 de l'Edit de 1550, s'immiscer dans  
la possession d'un Benefice sur peine de  
décheance de leur droit, il ne doit aussi  
y avoir de sequestre prononcé, ce seroit  
un moyen pour avoir un Arrêt de dé-  
fenses; & j'ai fait juger par Arrêt en  
1681, rendu au rapport de M. de Billy,

256 *Traité des Moyens Canoniques*  
pour le sieur Martin contre Palu , qu'une  
Sentence de sequestre renduë au Châtelet  
étoit nulle.

Non-seulement l'art. 16 empêche le  
Devolutaire de s'immiscer dans les fruits  
& en dépouiller le Titulaire ; mais il n'est  
pas permis non plus de faire des saisies ,  
dont le Juge doit donner main-levée sur  
le champ , c'est une espece de sequestre  
hors Jugement qui doit être encore plus  
condamné , que s'il y avoit une Sentence ,  
ce n'est pas à la verité une intrusion ,  
mais c'est faire la moitié du chemin que  
d'empêcher son adversaire de jouir des  
fruits.

Nous avons dit ailleurs , qu'un Devo-  
lutaire devoit avoir un titre , d'autant  
qu'un simple certificat de Banquiers , que  
la grace étoit admise , n'a point la vertu  
d'une provision , & l'Ordonnance ne dit  
pas que le Devolutaire sera reçu avec un  
certificat ; le même article 16 de l'Edit  
de 1550 dit : tous Pourvûs par devolut ,  
ce n'est donc pas sur un simple certificat ,  
mais sur des provisions qu'on peut pren-  
dre possession.

Mr Louet n°. 112 *de verisimili no-  
titia obitus* , exprime les qualitez du De-  
volutaire , & ce qu'il doit expliquer.

13. Il y a une autre regle Magistrale  
qu'il est important de connoître & dis-

*pour acquérir & conserver, &c.* 257  
tinguer, ce qui est fondé sur une vacance  
de droit, ou bien quand elle n'a lieu que  
par Sentence seulement.

Dans le premier cas il n'y a aucune  
vacance, si elle n'est prononcée par l'hom-  
me, par la fondation, ou par des statuts  
autorisez par des Lettres Patentes, ou  
par une Coûtume approuvée.

Le second cas est, quand la disposition  
se sert d'un terme futur ou d'un terme  
present; dans le premier cas il faut une  
Sentence, dans le second il y a une va-  
cance de plein droit désignée; il y a plu-  
sieurs autoritez rapportées par Mr Louet  
n°. 385 *de inf. resign.*

Le troisiéme, il faut toujours une Sen-  
tence qui déclare la verité du fait, &  
que la vacance soit certaine, il déclare  
ensuite plusieurs vacances de droit; mais  
l'autorité la plus sûre dans ces matieres  
approuvée par tous les Docteurs dépend  
de la Glose penultiéme du chap. dernier  
*de Jure Patronatus*, qu'il n'y a aucune  
vacance de droit, si elle n'est prononcée  
par l'homme ou par la Loy.

Il faut encore faire une observation  
generale sur les Conciles, les dispositions  
canoniques, ou fondations qui ont des  
Decrets irritans, & qui détruisent &  
aneantissent ce qui sera fait au contraire,  
c'est une vacance de droit à quoi il faut



joindre les Décrets qui sont dans les provisions & rescrits des Papes, du Vice-Legat & des Collateurs.

14. Les anciens Auteurs ont cru qu'on devoit exprimer non-seulement le genre de vacance, mais le désigner en rappelant l'espece, par exemple qu'on ne devoit point demander les Benefices comme vacans *certo modo*.

Mais le style de la Cour de Rome est à present, qu'ils ne le donnent qu'avec le genre de vacance *per obitum*, & on dit ensuite *quovismodo*, & dans les resignations il y a le genre de vacance par mort, & par devolut.

Quand les genres de vacance par resignation ou par mort n'y sont pas, & que c'est un devolut détaché des deux autres & qui est seul, il faut en rapporter une espece, & ensuite la clause generale *quovismodo* : l'espece sera par confidence, ou simonie, ou nullité de titres avec la clause *quovismodo* generale, la discipline sur cette matiere étoit dans les premiers tems inviolablement observée, pour empêcher les differens changemens qui pouvoient arriver, & qui étoient reglez par les Superieurs & par les Conciles.

15. Un des plus anciens tenu à Arles quelques années avant celui de Nicée du temps de S. Sylvestre, en l'année 314,

*pour acquerir & conserver, &c.* 259  
ceux qui avoient un degré dans l'Eglise  
devoient y perseverer sans jamais le quit-  
ter, si ce n'étoit par le consentement ex-  
près des Superieurs, que s'ils faisoient  
quelque mouvement pour aller de leur  
station dans un autre lieu, ils étoient pri-  
vez de celui qu'ils avoient. Plusieurs Con-  
ciles tenus en Orient & en Occident ont  
affermi cette discipline, qui a duré jus-  
ques à la moitié du douzième siècle.

Que si nous voulons y donner l'auto-  
rité séculière, nous voyons dans le cha-  
pitre premier de la Nouvelle 57 de Justi-  
nien, qu'il traite cette matiere & dit que  
le deserteur ne doit ~~pas~~ être privé du  
Sacerdoce pour sa desertion, mais qu'il  
faut en subroger un autre en sa place ;  
que si ce deserteur retournoit pour servir  
dans son Benefice, il décide qu'il n'y soit  
pas reçu ; mais que celui qui lui a été  
subrogé recouvre les revenus, & qu'ils  
ne soient pas donnez à d'autres ; que s'il  
s'opiniâtroit de vouloir y retourner il doit  
être condamné par le Concile, Can. *Si  
quis Presbyter* 7. qu. 1. le Prêtre étant  
donc condamné par le Synode, ne pou-  
voit être retabli que par un plus grand  
Concile, lui étant défendu de se pour-  
voir en Cour pour ce sujet, cette disci-  
pline étoit exactement suivie par les Peres  
de l'Eglise.

16. Un Titulaire possesseur paisible qui est inquieté par un Devolutaire, se doit servir de l'Ordonnance contre lui : 1°. si ce Devolutaire a la clause *per obitum* dans ses provisions, comme le *certo modo* qui est la clause generale qui est ensuite, est un devolut general : le Titulaire qui est en possession, sera bien fondé de demander à celui qui le vient troubler, s'il veut se servir de la clause de revolut, s'il fait sa déclaration qu'il ne veut point s'en servir, il faut en demander acte & avoir sur cela un Jugement, d'autant que ce Pourvû ne peut plus se servir de la clause de devolut, y ayant renoncé en Jugement.

Que s'il veut s'en servir il doit donner caution, & il faut donner sa Requête à cet effet, & faire ordonner que dans un temps il la donnera, sinon déchu de son droit suivant l'art. 13 de l'Ordonnance de 1667.

Que s'il ne veut point s'en servir, si ses provisions par mort étoient canoniques ; & qu'il eût été en possession paisible pendant trois ans, il ne pourroit plus être inquieté suivant le Décret de *pacificis possessoribus* qui est un titre, & qui le met à couvert contre ce Pourvû : nous repetons ceci par occasion, cela se trouvant tous les jours.

## CHAPITRE XVII.

*Que le mariage fait vaquer les Benefices de plein droit, & de deux autres vacances.*

N<sup>o</sup>. I. **I**L étoit permis dans l'Eglise Grecque aux Prêtres de se marier ; il leur étoit défendu dans l'Occident ; le mariage n'a donc pas été défendu dans la naissance de l'Eglise ; mais les Peres ayant crû que le Seigneur étoit mieux servi dans le célibat que dans le mariage, il y a eu plusieurs Conciles qui ont ordonné que les Prêtres ne pourroient se marier, ils font un vœu tacite de chasteté ; mais il y a une vacance de droit du Benefice si l'Ecclesiastique s'est marié, quand le mariage seroit nul, suivant le chapitre premier de *Clericis conjugatis*, il seroit privé de son Benefice.

Dumoulin fait la difference entre le Clerc qui a des Benefices & se marie, & le Prêtre qui fait la même chose, & en remarque la difference.

Le Clerc perd ses Benefices, & retient sa femme, & le Prêtre est obligé de

quitter sa femme, & perd les Benefices ; c'est que celui qui est dans les Ordres sacrez ne peut se marier , il y a un empêchement dirimant. Dumoulin sur le Conseil 166 de Decius est de ce sentiment.

2. Encore que celui qui est dans les Ordres sacrez ne puisse se marier , néanmoins il ne laisse pas d'encourir les peines , comme les dispositions canoniques l'annoncent dans le chap. *nuper de bigamis* , & le chapitre *à nobis* au même titre , *propter intentionis affectum cum opere subsecuto* ; l'on punit l'intention de la personne, quand elle a été suivie de l'acte qui néanmoins est nul , & tel qu'il est il produit son effet , n'ayant pas tenu à ce Prêtre ou Diacre incontinent qu'il n'ait été marié , & ait fait tout ce qui étoit en lui.

3. La vacance de droit a lieu dans tous les cas dans lesquels l'on est sans titre : Nous en rapporterons quelques exemples : un Benefice regulier qui sera donné à un Seculier , le Collateur qui voit un Seculier pourvû d'un Benefice regulier qui est mort , croit qu'il a droit de le donner à un Seculier , il lui fait titre ; mais suivant le §. *volimus* au titre *de collationibus* du Concordat , il faut donner les Benefices reguliers aux Reguliers , & les seculiers aux Seculiers , autrement le Be-

nefice est vacant de droit; ce Seculier l'avoit en commande.

Il n'est pas même permis de donner toujours des Benefices reguliers à des Reguliers, on ne peut donner ceux de l'Ordre de S. Augustin à ceux de l'Ordre de S. Benoît, *nec vice versa*.

Il y a même des cas dans lesquels des Religieux d'un Ordre ne sont pas capables, comme s'ils étoient Mandians dans leur origine s'ils étoient transferez, à moins d'avoir des dispenses, comme nous le dirons plus amplement ailleurs.

Si les Benefices sont donnez contre la fondation, contre l'affectation & une infinité d'autres semblables dont les titres sont nuls, ils sont vacans de plein droit.

Des Benefices qui vaquent de plein droit sans crime : un Evêque qui a été élu & confirmé doit se faire sacrer dans un temps, que s'il ne le fait pas ses Benefices vaquent de plein droit : *Cum autem electus fuerit & confirmationem electionis acceperit, & Ecclesiasticorum bonorum administrationem habuerit, decurso tempore de consecrandis Episcopis à Canonibus definito, ii ad quem spectant Beneficia quæ habuerat disponendi de illis liberam habeat facultatem.*

§. *Inferiora etiam ministeria, &c.* c'est le Canon 3 du Concile de Latran sous

Alexandre III. en 1179 , inferé dans le chap. 7 de *electione* ; cette vacance de droit est certaine , & quand les Evêques nommez par le Roy obtiennent des Bulles ils se font conserver dans les Benefices qu'ils ont qui ne sont point incompatibles , & quelquefois ils obtiennent ceux-ci pour quelques années , ou pour toujours dans le temps de leur confirmation , ou pour parler plus juste dans le temps de leurs Bulles.

---

## CHAPITRE XVIII.

### *De la vacance de droit par la profession.*

Nº. 1. **L**A profession expresse fait va-  
 quer les Benefices de plein  
 droit , les Docteurs en rendent deux rai-  
 sons : la premiere , les Religieux ne peu-  
 vent rien posséder , ils sont eux-mêmes  
 possédez , par consequent ils doivent  
 abandonner non - seulement leurs biens  
 temporels , mais aussi leurs Benefices ;  
 ils ne peuvent rien avoir en propre , *ne-  
 velle , nec nolle habent*. On ajoute une  
 autre raison , c'est que les Religieux sont  
 morts civilement , & la mort civile prive  
 des biens , ou du moins est une espece  
 d'interdit contre celui qui est mort civi-  
 lement.

lement, cependant la mort civile n'a pas toujours le même effet que la naturelle; il y a une troisième raison, celui qui se fait regulier change d'état, & devenant Regulier il n'est plus capable de posséder des Benefices seculiers, *secularia secularibus, regularia regularibus*, tous les Benefices seculiers qu'il avoit sont vacans par cette profession; que s'il en avoit de Reguliers en Commande ils sont aussi vacans, si c'est le Pape il en continue la Commande, si ce sont les Ordinaires ils en donnent des provisions en titre: mais le Religieux profès ne peut conserver en regle les Benefices qu'il avoit en Commande; c'est un moyen de pourvoir different, mais c'est toujours le même genre de vacance: cette question a été jugée par Arrêt du 2 Mars 1602, rapporté par Mr Louet, lettre B. n°. 12: Un Prieur Commandataire qui faisoit profession dans le même Ordre, & qui étoit pourvû en Commande d'un Benefice qui en dependoit étoit vacant par profession, encore que nous considerions la Commande qui est perpetuelle comme un veritable titre; neanmoins ce Beneficier étant devenu regulier, ne peut plus conserver ce Benefice en Commande, mais seulement l'obtenir en titre; c'est donc le moyen de pourvoir qui est different dans l'état regulier, &



qui par conséquent produit ce changement de personne, ce qui est fondé sur le §. *volumus* au titre de *collationibus in Concordatis, secularia secularibus, regularia regularibus*.

2. Mais ne pourroit t-on point trouver des moyens de conserver ce Benefice à ce Religieux ? Il y auroit deux moyens : le premier, ce seroit de demander au Pape par une supplique qu'il lui plût de lui donner *pro cupiente profiteri* ; mais il faudroit faire une démission entre ses mains, & il y pourvoiroit avec les deux clauses ordinaires de prendre l'habit dans les six mois & faire profession dans l'an, & ce seroit le moyen sûr pour le conserver ; ce n'est plus une Commande, c'est un véritable titre.

Le second cas seroit facile, il faudroit avoir un indult de Cour de Rome avant la profession, par lequel lui fût permis de retenir ce Prieuré même après la profession ; ce sont les deux moyens dont on peut se servir pour la retention de ce Benefice ; mais il faut que le Benefice soit du même Ordre dans lequel il a fait profession, *secundum condescensionem status*, il y en a une clause ou Décret dans le second Livre, & cela s'obtient.

Mais il ne pourroit pas retenir un Benefice seculier, & je conseillerois encore

*pour acquérir & conserver, &c.* 267  
d'avoir des Lettres Patentes déroatoires  
au Concordat, & aux Libertez de l'E-  
glise Gallicane, au cas qu'il y eût quelque  
chose dans l'indult qui y fut contraire;  
& pour consommer le droit, il faudroit  
faire enregistrer ces actes dans une Com-  
pagnie superieure.

---

## CHAPITRE XIX.

### *Du deffaut de Promotion.*

N°. 1. **L**A vacance du Benefice par  
deffaut de Promotion a deux  
parties; il faut distinguer le fait de l'hom-  
me de celui de la Loi & du Canon. Le  
premier agit avec plus de rigueur & de  
severité, ceux qui vont jusqu'au principe  
trouvent qu'il est né de la separation de  
l'Ordre & du Benefice: si les deux se  
conferoient ensemble comme dans les  
premiers tems, & qu'on suivit l'ancienne  
Discipline Ecclesiastique, ces sortes de  
vacances, faute de Promotion, ne paroî-  
troient point, d'autant que chacun étoit  
distribué dans son état, & le Benefice  
étant donné avec le Sacerdoce, tous les  
Ecclesiastiques avoient l'Ordre & le Be-  
nefice en même tems; mais il faut divi-  
ser cette matiere en plusieurs parties. Si  
une personne est pourvue d'une Cure ou

M ij

dignité dans une Eglise qui requiert l'Ordre, ou d'un autre Benefice qui de droit commun ne le requiert pas, mais qui ne peut être donné suivant la fondation, ou des Statuts omologuez au Parlement, qu'à des personnes promües aux Ordres; il faut prendre l'Ordre dans l'an de la prise de possession paisible. Si une fondation est faite sous condition que le pourvu sera Prêtre lors de la Provision, ou dans l'an, ou dans l'un des Ordres sacrez; il doit avoir cet Ordre dans le tems que l'homme l'a déclaré, c'est la loi de la fondation, il faut l'exécuter à la lettre, l'homme agit plus durement que la Loi, & le Pape n'y peut déroger; ce seroit un moyen d'abus s'il le faisoit. Rien ne persuade plus de faire des fondations que de voir leur exécution ordonnée & suivie, en sorte qu'on n'écouterait pas un Pourvu de Benefice qui seroit Sacerdotal lors des Provisions, s'il n'étoit Prêtre; Brodeau rapporte un Arrêt du mois d'Août 1605. On n'écouta pas celui qui promettoit de se faire Prêtre dans l'an; la fondation y étant formelle; ce qui a été pareillement jugé, par Arrêt du 29. Août 1628, rapporté au livre 1 chap. 7 de Mr du Mesnil d'Olive, en faveur de M. Jean Denaufse Prêtre, & que les Pourvus devoient l'être lors des Provisions; le Roy avoit

ſuccéſſivement nommé deux perſonnes , la première n'étoit pas Prêtre , mais la ſeconde avoit cette qualité ; ce n'étoit pas une variation , le premier n'ayant pas la qualité requiſe par la fondation , Ruzée privilege 49 eſt de ſentiment qu'il faut les exécuter dans toutes leurs circonſtances , *Clem. quia contingit de religioſis domibus.* Il y a un Arrêt du 27 Avril 1625 mis au nombre des Arrêts de la cinquième Chambre des Enquêtes , Mr Talon a été du même avis dans une cauſe plaidée en la Grand'Chambre. La Gloſe ſur le chap. *licet Can. de elect. in 6º.* l'a ainſi établi. Il faut voir Rebuſſe , *de non Promotis intra annum.*

2. Le tems de l'année ne court que du jour de la priſe de poſſeſſion paſſible ; que ſ'il y avoit eu des empêchemens de maladie, ou autres ſemblables , il ſemble qu'on doit diſtraire le tems de l'empêchement ; comme ſi le Titulaire avoit été malade une partie de l'année , ſ'il avoit été priſonnier , ou qu'il eût eu quelque autre empêchement de fait , la ſeule propoſition qu'il en feroit ne ſeroit pas ſuffiſante ; mais il pourroit faire ſes proteſtations & preſenter Requête à l'Ordinaire pour avoir un autre tems ; la Pragmatique Sanction nous montre ce qu'il y a à faire & les précautions qu'il faut prendre. *Gl. Pragm.*

*Sanct. de pacif. possessoribus, cap. commissa de elect. in 6°. in v. justo impedimento.* Par le même argument on se met en état d'empêcher que le tems ne courent tant que l'empêchement durera, ce qu'il ne faudroit pas néanmoins étendre trop loin, parce que la loi qui a fixé un tems, interpelle ceux qui sont dans la nécessité de satisfaire aux fondations ou aux Loix Canoniques, *Gartias de Beneficiis parte 11 cap. 5 §. 1 n. 118 & suivans.*

3. Il y a deux sortes d'interruptions, l'une qui est civile, l'autre qui est naturelle; la première se fait par le Procès, une simple protestation ne seroit pas suffisante, mais il doit y avoir trouble par une demande en complainte, & qu'elle soit faite sans fraude : Il y a des Benefices compatibles par leur état, qui deviennent incompatibles à cause qu'une plus grande dignité les fait vaquer ; une nomination à un Evêché quand on prend des Bulles, les autres Benefices sont vacans, mais on en donne la retention, *Can. 3 cum in sacris, cap. 7 de electione*, & il en est de même s'ils laissent passer le tems de la consecration *cap. cum in cunctis eodem §. cum vero.*

S'il y a des Prebendes Sacerdotales à *fundatione* ou par des Statuts qui ayent été homologuez par Arrêt, en consequence de Lettres Patentes, il faut les exécuter, *idem Gartias n. 167 loco citato.* Mais ce n'est

*pour acquérir & conserver, &c.* 271  
pas en exécution du Concile de Trente  
que nous ne suivons point ni pour l'Ordre  
ni pour l'âge, il y a l'interruption natu-  
relle beaucoup plus forte que la civile,  
parce qu'un titulaire est dépouillé réelle-  
ment & de fait de son Benefice, ce temps-  
là qu'il est dépossédé ne doit pas être comp-  
té, il faut voir Mr Guymier dans la Glose  
sur le décret *de pacif. possessoribus*, où il  
traite ces questions.

4. Que si on le faisoit mal promouvoir  
& qu'on en eût fait exercice soit sur un  
faux titre ou fictif, ou *per saltum*, ou qu'il  
y ait quelque nullité fondée sur les con-  
stitutions Canoniques, la promotion ainsi  
faite d'un Ecclesiastique étant nulle, ce  
n'est pas satisfaire au décret qui est dans  
les Provisions, ou qui est sous-entendu,  
& le Benefice vague par le deffaut de Pro-  
motion & la nullité des titres, si on n'est  
pas promu dans l'an, *cap. cum in cunctis.*  
*§. inferiora de elect. cap. licet Can. cap. cum*  
*ex eo de elect. in 6<sup>o</sup>.* il ne faut point de  
monition, *l. magnam de contrahenda aut*  
*committenda stipulatione.*

Que si le Pourvu d'un Benefice n'a pas  
été Prêtre, Diacre, ou Sous-Diacre sui-  
vant la qualité du Benefice, il doit restituer  
les fruits, *cap. commissa de elect. in 6<sup>o</sup>.* encore  
que Rebuffe fasse une distinction sur le  
titre *de non Promotis intra annum N<sup>o</sup>. 15,*

M iiiij

272 *Traité des Moyens Canoniques*  
que le Pourvu est tenu à la restitution dans le for intérieur , mais je le crois également dans le for extérieur , n'ayant eu aucune capacité de jouir des fruits , étant regardé comme un intrus qui n'a point de titre , ou qui en a un nul , étant privé par la Loi de ce Benefice ou par la fondation, ayant occupé plutôt qu'il n'a possédé ce Benefice.

5. Que si un Titulaire étoit obligé par le décret de ses Provisions de remettre un Benefice , comme s'il étoit bâtard , ou avoit quelque autre défaut qui le rendit dans la suite irregulier , & qu'il n'eût pas entièrement satisfait au décret de ses Provisions , néanmoins si les choses n'étoient plus entières au tems du dévolut impétré sur lui , s'il n'y avoit aucun tems limité par les Provisions de ce Dévoluté , pour satisfaire au décret , le Dévolutaire viendrait à tard ; c'est la question décidée par Boërius décision 109.

Il y a eu plusieurs Conciles Provinciaux qui ont privé des fruits ceux qui n'avoient pas été promûs dans le temps , *Canon. 5 Concilii Bituricensis anno 1286* , tome 11 des Conciles , partie 2 col. 1249. *Can. 13 Concilii Col. anno 1310, eod. col. 1526 & 1527.*

Il y a un usage au Parlement de Normandie, qu'y ayant une année de déport ,

l'année ne court pour se faire Prêtre, & pour l'incompatibilité des Benefices, qu'après l'année du déport, c'est un usage particulier auquel il ne faut donner aucune extention.

---

## CHAPITRE XX.

*Si deux ou trois freres s'appellent Jean, ou du nom de Gilles, on peut avoir des Provisions bonnes & valables, & s'il faut distinguer les âges.*

N°. 1. **E** Tant jeune Avocat, cette espee me passa par les mains.

Un pere avoit trois enfans, tous trois appelez Jean; ils étoient tonsurez, & il y avoit des provisions sous le nom de Jean, le pere les avoit fait obtenir sous le nom de Jean sans distinction & détermination du plus ou du moins âgé, un Conseiller de la Cour avoit pris des provisions sur la nullité des titres de ce pourvu; l'un de ces enfans nommé Jean étoit mort, & l'on supposoit que c'étoit le Titulaire, le pere avoit une procuration de chacun de ces Jean du même jour & pardevant le même Notaire.

M v



On oppoſoit de la part du Dévolutaire la contravention à la loy , que par l'art. 18 de l'Edit de 1550 , conçu en ces termes : Et parce qu'il ſe trouve pluſieurs expéditions faites par reſignations ou autres au nom de deux freres du même nom & ſurnom , Ordonnons qu'en telle reſignation ſoit exprimée lequel deſdits freres ou parens fils aîné ou ſecond, ou frere de tel frere, ou couſin de l'impetrant Reſignataire, en telle maniere qu'on puiſſe a pertement & clairement connoître celui qui eſt pourvu du Benefice. On a coutume de dire dans les proviſions quand c'eſt l'oncle & le neveu , & que ce ſont differens ou les mêmes noms qu'ils portent , que ſi on ne le fait pas , cela eſt ſuſpect , & c'eſt une obreption ou ſubreption.

2. L'Edit ne prononce point de nullité. Peut-on prendre des proviſions par dévolut ſur ce principe contre celui qui ſeroit pourvu & qui auroit deux freres du même nom , ou un couſin germain , & dont l'impetration ſeroit équivoque ? Dumoulin qui a commenté l'Edit des petites Dattes , remarque avec grand ſens qu'il faut qu'il paroiſſe des circonſtances qui faſſent voir que *conſtet de corpore Beneficii* en faveur d'un tel particulier , & quoiqu'il n'y ait aucune peine prononcée , il ſemble que ſuivant la Loi *non dubium* au Code de

pour acquérir & conserver, &c. 275  
*legibus*, c'est au moins la nullité de l'acte  
suivant cet Auteur, à cause de l'équivoque  
du nom qui fait une incertitude dans le  
Benefice qui peut être conservé au dernier  
vivant; c'est une espece de confidence.  
Ce même Auteur dit, *est octava pars ob-  
vians falsis suppositionibus & fraudationi-  
bus decretorum de reservationibus per simi-  
litudinem nominis & cognominis.*

3. Mais il y a une raison qui a échappé  
à ce Docteur; c'est que la volonté du  
Collateur est nécessaire aussi-bien que sa  
puissance pour donner des provisions; en  
effet le Collateur ne peut point varier ni  
donner à deux personnes un Benefice qui  
doit être à un seul. Ne voyons-nous pas  
en Droit qu'un Testateur qui donne à Ti-  
tius, s'il y a deux Titius, le legs est caduc,  
d'autant que l'incertitude & l'équivoque  
du nom de Titius rend le legs caduc à cause  
de l'incertitude du legs, suivant la loi *duo  
Titii de testamentaria tutela*. C'est le princi-  
pe sur lequel quand le Pape le même jour  
donne deux provisions du même Benefice à  
deux personnes différentes qui se nomment  
tous deux Titius, les provisions se détrui-  
sent toutes deux par le concours, suivant  
la loi *duo Titii de testamentaria tutela*, &  
il faut avoir recours au Pape pour le dé-  
terminer en faveur de qui il doit con-  
ferer.

M. vj

Il étoit fort difficile de démêler lequel des trois Jean étoit le véritable Titulaire, n'y ayant aucune singularité de la majorité ou minorité. Que si l'un des frères avoit signé la prise de possession, fait des baux, donné des quittances, acquité les services; mais il ne paroissoit que le pere qui avoit des procurations de tous trois le même jour & pardevant le même Notaire. Cette affaire sortit de mes mains par un Règlement de Juges.

4. Il y a eu une pareille affaire au sujet des enfans de Mr de Lescut, Conseiller au Parlement de Rennes : Il avoit deux enfans, Gilles & Jean-Baptiste Gilles de Lescut, ce dernier étoit le plus jeune; il étoit l'Econome & le Procureur de ses enfans, il avoit un frere Religieux qui passa une procuration *ad resignandum* du Prieuré S. Laurent de . . . . de titre en commande, en faveur de Gilles de Lescut qui prend possession : il vient à se marier, Bigault se fait pourvoir de ce Prieuré par dévolut, & il opposoit le deffaut de volonté dans le Pape, en ce qu'il y avoit deux frères de même nom; l'Ordonnance ne se contentoit pas de mettre les noms & surnoms, elle ordonnoit encore que les cousins germains seroient compris dans cette Ordonnance, & elle ne va point fouiller dans l'interieur & le secret des familles,

elle s'arrête à l'exterieur : Or le cadet de Mr de Lescut s'appelloit Jean - Baptiste Gilles ; s'il avoit voulu que la resignation eut passé sur sa tête, il auroit fait l'expression de Jean-Baptiste avec le nom de Gilles, & n'ayant mis dans la procuration que le nom de Gilles , l'application n'en peut être qu'à l'aîné & non au puîné , qui outre celui de Gilles qui leur étoit commun avec son aîné , s'appelloit encore Jean-Baptiste ; cette difference est assez grande pour en faire l'exclusion à l'égard de Jean-Baptiste.

5. L'équivoque du nom n'est pas un pur effet du hazard , c'est la meditation dans une famille de s'en servir dans l'occasion ; cependant Mr de Lescut rapportoit un certificat de Mr l'Evêque de S. Malo , que Gilles son aîné n'avoit jamais été tonsuré , Mr de Lescut pere pouvoit avoir des procurations de l'un & l'autre de ses enfans , & cette preuve negative de Mr son Evêque pouvoit n'être pas si assurée qu'elle ne pût être verifiée par des Registres.

Mais Bigault repliquoit & disoit avoir deux moyens ; Gilles n'ayant point été tonsuré , & ayant été marié , c'étoient deux moyens de la cause qui servoient de fondement à son dévolut : mais l'autre repliquoit qu'on ne pouvoit imputer une

fraude & une nullité à celui qui n'avoit aucune capacité, qui n'avoit jamais été pourvu du Benefice; & en faisant voir que l'autre étant tonsuré & capable, & le pere rapportant la procuration de celui qui étoit capable dans le doute, *Melius est ut actus valeat quàm pereat*; mais il est bien plus sûr d'empêcher ces reserves & ces fraudes dans une famille.

## CHAPITRE XXI.

### *Devolut sur la nullité des titres d'un Pourvu.*

N<sup>o</sup>. 1. **N**OUS commençons par la nullité des titres à expliquer les causes de devolut, & examiner les especes du genre de vacance *quovismodo*; comme aucun Ecclesiastique ne peut obtenir de Benefice sans une institution canonique, ceux qui sont intrus & qui n'ont aucun titre coloré, occupent & détiennent un Benefice sans le posséder; les Ordinaires aussi-bien que le Pape peuvent user de cette clause, mais l'usage de la Cour de Rome est de ne point donner la clause *quovismodo* seule, d'autant que c'est le genre de vacance; mais après les genres de vacance par resigna-

tion ou par mort, on met cette clause *quovismodo*, qui est de style dans toutes les provisions données sur les genres de vacance par mort & par resignation.

Cependant il faut observer, que quand on demande un Benefice comme vacant par devolut, il faut exprimer une espece avant que d'avoir la clause generale *quovismodo* dans les provisions; autrefois elle se donnoit sans expression d'aucune espece, c'est depuis 1673 à cause qu'on demandoit des devoluts en ce temps-là sur des causes frivoles, & qu'on a voulu qu'on fit l'expression d'une espece, & ensuite d'un genre; c'est contre le sentiment de M. le Prêtre Centurie 3 chapitre 11.

2. Il faut bien distinguer si c'est dans le Pays réduit, ou dans le Pays d'obedience qu'on impetre un devolut, d'autant que dans ce dernier les Reviseurs ne veulent pas mettre après la resignation le genre de vacance *per obitum*, au contraire ils mettent, comme nous l'avons dit, *non tamen per obitum*; ni dans les devoluts la clause generale, *Licet quidam quorum nomina & cognomina in literis, si videbitur exprimi possint, dictam Capellam assequi pretendant, &c.* Ils veulent sçavoir les noms de ceux sur qui ils prennent les devoluts; & il y a nécessité

de les nommer. Plusieurs raisons de ce style : le Pape a les mois en Bretagne, c'est ce qu'on appelle alternative, parce qu'il confere alternativement avec les Evêques ; il y en a une regle de Chancellerie sur laquelle Gonsales a fait un Commentaire, *Benedicti cap. Raynutius, vi. cetera bona* n°. 50 ; mais une raison de politique & d'humanité, on devoit donner des bornes & un frein à ces Devolutaires, dont le caractère est bien décrit par Dumoulin dans ses notes sur la regle de *verisimili notitia obitus* n°. 108. *Tam aucupes illi & captatores alienorum Beneficiorum qui omnem occasionem venantur, omnibus & personis & temporibus insidiantur.* L'art. 46 de l'Edit de Blois a abrogé l'art. 4. de l'Ordonnance d'Orleans, il n'est plus nécessaire d'obtenir une Sentence avant le devolut ; quand il y a une vacance de droit, il suffit qu'il y en ait preuve ; le même Dumoulin prétendoit même avant cette Ordonnance d'Orleans, que le Benefice pouvoit aussitôt être impetré étant vacant de droit, autrement il n'y auroit point eu de devolut utile.

3. Mais on mettoit dans les provisions de Rome un Décret en ces termes : *Et committatur Episcopo, sive ejus Officiali privatio, seu declaratio privationis in forma*

pour acquérir & conserver, &c. 281

*Juris, & prout de jure & cum clausula si per diligentem, &c. & de provisione in eventum.* Ce Décret n'est point suivi, comme le remarquent Dumoulin n°. 381 de *infirm. resign.* Mr Louet n°. 203 de *public. resign.* c'est contre le Décret de *causis* du Concordat : c'est comme à l'égard de ceux qui énoncent un Patronage laïque, le Pape renvoye pardevant l'Ordinaire pour en connoître, & il y en a qui prennent les choses à la lettre, & qui veulent l'exécuter dans les Officialitez, mais c'est contre le titre de *causis* : d'ailleurs dans le dernier cas, cela a trait à la complainte & au possessoire. Dumoulin dans sa note sur le chap. *inter litteras de rescr.* dit, que ces sortes de rescrits n'ont plus de lieu dans le Royaume, le Concordat & les Conciles les ayant abrogés ; en effet ils ne sont plus d'aucun usage à présent, ils sont néanmoins de style, *pro non adjectis habentur.*

4. Il y avoit un autre Décret *quod privandus non possit resignare in fraudem alterius quam impetrantis.* Dumoulin prétendoit que cette prohibition de résigner faisoit partie de la peine ; mais tous les autres Docteurs n'ont point suivi ce sentiment. Il faut faire à présent une revûe sur quelques titres nuls, ce seront des argumens pour les autres : Un Bene-



fice a été tenu en Commande, dans ce titre il y a une clause que *cedente aut decedente, aut quoquomodo libet amittente, in pristinam tituli naturam revertatur*; c'étoit un Benefice qui avoit été mis de titre en Commande, la cause de ce changement est pour le rétablissement des lieux; le Pourvû par mort ou par résignation ne fait aucune mention de cette clause, & obtient le Benefice de Commande en Commande; sans expression de la clause le titre est nul, parce qu'il y a subreption. La question jugée par Arrêt.

Ceux qui n'ont jamais eu d'institution Canonique, ou qui en ont eu une, & qui n'ont pas satisfait aux Conciles, aux Ordonnances, aux Clauses & Décrets des provisions qu'ils ont obtenues, ni aux obligations de leur état, & qui étant suspendus ou excommuniés, ont obtenu des Benefices, tous ces titres sont nuls, les Titulaires *habent caput vulneratum*; il en est de même à l'égard de ceux contre lesquels il y a des Décrets d'ajournement personnel, ou de prise de corps, ils sont notés & indignes d'avoir des Benefices, & les Censures & Décrets sont des obstacles contr'eux qui rendent les provisions nulles, suivant le chapitre *omnipotens de accusationibus*, & le chapitre *tantis Daniel 81 dist.*

5. Il en est de même si on n'exprime pas ses obtentes dans des provisions de Cour de Rome, ce sont des obreptions, il y en a plusieurs chapitres au titre de *rescriptis*, s'il y a de l'intrusion, qu'il y ait des provisions données à *non habente potestatem*, ou qu'il y ait une nullité radicale & absolue dans les provisions.

Si le Pourvû dans une Eglise Cathédrale n'avoit pas quatorze ans, ou dix dans une Collegiale, s'il n'avoit pas de degré dans une faculté supérieure, quand il a été pourvû d'une dignité dans une Eglise Cathédrale, la survenance ne seroit pas suffisante, d'autant que l'Edit de 1606 dit: A peine de nullité. Jugé par plusieurs Arrêts. Il est aussi nécessaire d'être Maître ès Arts pour une Cure dans une Ville murée.

Il y a plusieurs autres nullitez semblables qui donnent lieu au devolut, il est impossible de les réunir toutes dans un même lieu, mais il faut voir si le titre est canonique, ou si étant canonique, mais avec des conditions elles ont été purifiées, & qu'il n'y ait eu aucune privation par la Loy ou par l'homme.



---

## CHAPITRE XXII.

*Des genres de vacance pour incompatibilité des Benefices & des pensions , avec les Benefices incompatibles.*

N<sup>o</sup>. 1. **U**N E Décretale semble nous représenter d'une manière sensible l'origine de l'incompatibilité ; comme les membres du corps naturel ont leurs fonctions différentes , & que tous contribuent par leurs opérations & leur action à l'entretenir dans son embonpoint & sa vigueur, il en est de même du Corps mystique de l'Eglise représenté par les Ecclesiastiques , & comme les membres du corps naturel ne font point de schisme , ni d'entreprise les uns sur les autres , & qu'ils sont fort unis , il en doit être de même à l'égard des Ecclesiastiques : Chacun avoit ses fonctions différentes , celui qui avoit une station n'en pouvoit avoir deux , cette police & ce point de discipline s'est conservé chez les Réguliers qui ayant un Benefice , n'en peuvent posséder un autre sans incompatibilité, *cap. cum singula de Prabendis in 6<sup>o</sup>. cum Gl. v. per.*

*pour acquérir & conserver, &c.* 285  
*sonis, cum singula membra corporis singulos actus habent*, il est vrai qu'ils ont des dispenses qui leur sont données pour trois Benefices, contre le droit commun.

Cette multiplicité est née de la separation de l'Ordre & du Benefice, & l'Evêque conféroit l'un avec l'autre en même-temps; ces deux choses étant unies & inseparables dans les premiers siècles, produisoient deux bons effets; un Ecclesiastique étoit toujours assuré d'un ministère & de sa subsistance, il ne pouvoit être intitulé dans deux Eglises en même tems, tous les membres du Clergé avoient part aux honneurs, à l'utile & aux charges: cette incompatibilité dans la suite a été seulement sur les Benefices ayants charge d'Ames, ou qui requeroient résidence.

2. Dans le changement que l'on fit de donner plusieurs Benefices à la même personne, on inventa les titres patrimoniaux, on conféra les Ordres absolument sans ministère, & ces titres furent subrogez aux Benefices qui devoient servir pour la subsistance de l'Ecclesiastique; dans la suite on a renfermé l'incompatibilité dans la résidence personnelle, & comme le même Titulaire ne peut être en deux lieux en même temps pour servir les deux Benefices, cela a donné lieu à l'incompa-

tibilité, & pour en éluder les effets on a inventé les Commandes, les dispenses pour les Benefices, les unions personnelles & gracieuses.

Les Communautés & les Particuliers, chacun de leur côté, se prevalurent des avantages qui se presenterent; on remit aux premières plusieurs Benefices pour les desservir, des Patronages pour les exercer; elles unissoient sans aucune forme les Benefices à leur Couvent ou Chapitre; & les Patronages à leurs Communautés, & ce qu'elles ne pouvoient pas avoir en titre, parce que les Religieux n'en sçauroient avoir qu'un, elles en possédoient les revenus de plusieurs qu'elles incorporoient à leurs manfes, & les titres étans éteints ils desservient ou faisoient desservir les Cures; & par ce moyen qui étoit une fiction contre la vérité & la pureté de la discipline, il n'y avoit point d'incompatibilité, laquelle ne peut avoir lieu que quand il y a deux titres personnels existants sur la même tête & en même temps. Dans la suite ils ont été obligez de nommer des Vicaires perpétuels.

3. Mais à l'égard des particuliers, ils ont obtenu des Commandes pour empêcher l'incompatibilité des Benefices, ils en ont possédé plusieurs par cette voye ayants

obtenu des dispenses ; cependant il y a eu plusieurs Reglemens pour empêcher ce desordre à l'égard des Benefices possédez en titre , mais qu'il est dangereux de souffrir ces changemens ! Le chapitre *de multa providentia de Præbendis & dignitatibus* , l'extravagante *execrabilis* au même titre , qui ne donne que deux mois au Possesseur ; cependant nous avons un an du jour de la possession paisible pour nous défaire d'un des Benefices , & il faut ce temps-là pour sçavoir si le dernier Benefice n'est point requis par quelqu'autre , ou si un tiers n'en a point été pourvû , d'autant que s'il y étoit troublé , le temps de la possession ne coureroit point du jour du trouble , mais seulement de la paisible possession ; comme nos Ordonnances sont encore plus saintes & plus severes que les Constitutions Canoniques, on y a ajouté deux choses également utiles au public.

4. La premiere a été à l'occasion des Benefices sujets à la residence, comme les Prébendes qu'on a déclarées incompatibles , encore qu'elles ne le fussent pas par le chapitre *de multa providentia* , qui ne fait mention que des Cures & Dignitez.

La seconde est au sujet de ceux qui jouissent de deux Benefices incompatibles

paissiblement. Par l'Edit de 1681 le possesseur ne peut avoir que les fruits d'un seul pendant une année, cet Edit est très-juste ; l'Ordinaire doit faire faire l'employ des fruits d'un des Benefices qu'on n'a pas desservi ; & les appliquer en œuvres pieuses conformément à la destination faite par l'Edit, & la volonté de l'Ordinaire : cet Edit a été pris en partie du chapitre *de multa*, & de la Glose de ce chapitre sur le mot *proventibus* ; elle dit qu'on doit la restitution des fruits à l'Eglise du premier Benefice où il se dessert, auquel on a fait injure en ne le servant pas, & c'est le Collateur qui n'a pas pourvu au premier dans les six mois de sa vacance, qui doit faire restituer ses fruits, mais la difference de notre Déclaration est que c'est celui qui les a perçûs ; car à l'égard du Patron ou Collateur qui peuvent être negligens, les superieurs y suppléent, & encore plus le Pape par sa prévention.

Les raisons pour lesquelles on ordonne que les fruits seront appliquez à l'Eglise, c'est qu'on lui a fait injure en ne la desservant point, & que la maxime *Beneficium propter officium* doit avoir lieu ; il n'est pas facile par ce moyen d'abuser des fruits de plusieurs Benefices entre deux personnes, quand ils seroient d'intelligence.

5. Que

5. Que si un Titulaire d'un Benefice en plaide un autre, & qu'il ne le puisse pas déservir par l'empêchement que lui apporte sa Partie, pourra-t-il prendre les fruits de celui qu'il n'a pas servi, en rendant compte de celui auquel il a résidé, & en rapportant les fruits ? cette question est de grande consequence, elle a été jugée le 26 May 1702. Voici le fait : M. Claude Soüalhat plaidoit une Prébende dans l'Eglise Collegiale de Riom à laquelle étoit annexée la Prévôté du Marturet, par Arrêt du 30 Janvier 1702. il fit infirmer la Sentence des premiers Juges, & on ordonna la restitution des fruits en sa faveur, tant contre Gilbert & François Augier son resignataire, que contre le Chapitre de S. Amable de Riom ; mais ils opposoient au sieur Soüalhat qu'il avoit joui de la Cure d'Arconsat, qu'il ne pouvoit demander les fruits que du Benefice qu'il avoit desservi, & non pas de la Prébende de Riom : je répondois qu'il ne devoit pas être de plus mauvaise condition par les chicanes qu'ils lui avoient faites, que s'il avoit été dans la liberté de les desservir, qu'ils lui opposoient leur propre fait qu'il retorquoit contre eux, qu'on ne pouvoit lui imputer le défaut de service qu'il n'avoit pû faire dans l'Eglise de Riom ; il ajoutoit que



c'étoit par malignité qu'ils l'avoient em-  
pêché de le déservir, & qu'il étoit prêt  
de rendre compte de ceux dont il avoit  
joui de la Cure d'Arconfat ; mais que la  
restitution étoit inutile si on ne recevoit  
pas ses offres, on m'opposoit à la vérité  
la lettre de la Déclaration, & j'y répon-  
dois par l'esprit : on jugea donc cette  
question à la quatrième des Enquestes au  
rapport de Mr Pecot de S. Maurice. J'en  
ai rapporté l'Arrêt au Traité des Portions  
congruës.

6. Non-seulement il y a des Benefices  
qui sont incompatibles de droit commun,  
mais il y en a d'autres qui le sont par la  
fondation, & par des statuts homologuez  
par des Lettres Patentes & par des Ar-  
rêts, l'incompatibilité qui résulte encore  
de tenir des Benefices dépendans l'un de  
l'autre, ou parce qu'ils sont indépendans,  
mais dans la même Eglise & sous le même  
toit : nous allons examiner ces différentes  
especes les unes après les autres.

Si un Benefice est sacerdotal, & re-  
quiert par sa fondation, ou par des statuts  
homologuez par Arrêts de la Cour, &  
qu'il soit possédé avec une Cure ou Pré-  
bende pendant plus d'une année, sera-t-il  
sujet à dévolut ? agira-t-on avec la même  
rigueur comme si c'étoient deux Benefices  
qui requissent résidence de droit commun ?  
Mr Guymier §. *primo de collationibus verbo*

*pour acquérir & conserver, &c.* 291  
*residentia*, dit, qu'il ne faut pas faire  
extension d'un cas penal à un autre, &  
qu'il est plus sûr de faire des monitions  
quand cela est; il n'y a point de vacance  
de plein droit; d'autres Docteurs comme  
Staphilè *de litteris gratia*, & Innocent  
IV. sur le chapitre dernier de *Clericis non  
residentibus*, tiennent qu'il faut une Sen-  
tence de privation. Il y a eu un Arrêt  
pour une Chapelle de Corbeil en faveur  
d'un Devolutaire, parce qu'elle étoit pos-  
sédée par un Ecclesiastique avec un autre  
Benefice incompatible: cet Arrêt est du  
13 May 1692, il sera à la fin du cha-  
pitre.

7. Cependant plusieurs Docteurs avoient  
soutenu que la vacance n'étoit point de  
plein droit, & s'étant présenté du temps  
de défunt Mr Bignon Avocat general,  
une question, pour sçavoir si un Curé qui  
avoit aussi Chapelle qui requeroit resi-  
dence, on ne jugeoit pas qu'il y eut In-  
compatibilité, il faut des monitions; Ar-  
rêt du 26 Juin 1635, il fut ordonné qu'il  
feroit sa résidence actuelle dans la Cure,  
& en quatre cens livres de restitution  
pour employer en reparations, Bardet  
tome 2. livre 4. chapitre 20. Cependant  
quand le Titulaire est pourvu d'un Bene-  
fice *ad onus residentia*, l'Arrêt de Corbeil  
est préférable & postérieur à celui de  
Bardet.

N ij

Que s'il n'y a que deux ou trois familles dans une Paroisse, il faut les unir à la plus proche Cure, je l'ai vû juger plusieurs fois : Nous en avons rapporté la formule sur l'art. 24 de l'Edit de la juridiction Ecclesiastique ; mais deux Benefices incompatibles sous le même toit, ou dans le voisinage peuvent-ils être possédez par la même personne, principalement si elle a obtenu dispense, & si les Benefices ne fournissent ensemble qu'une portion congrüe, les peut-on posséder ? Cela se peut de droit, mais il faut des Lettres Patentes qui soient enregistrées dans une Cour Superieure qui derogent à l'Ordonnance. Le Décret de Cour de Rome pourra être au bas des provisions en cette forme : *Et cum Decreto quod dictus orator, quamdiu Parochialem Ecclesiam prædictam obtinuerit, apud illam residere, nec quidquam ex illius officio & servitio relinquere debeat, & iis diebus quibus præfata Ecclesia Collegiata ratione illius Canonatus & Præbendæ non inservierit, distributiones quotidianas amittat.* On exige plutôt le service des Paroisses que de la Prébende.

8. En voici un autre. *Dummodo neutrum ad congruam oratoris sustentationem sufficiat, secumque attento quod amba Ecclesie hujusmodi in eadem civitate existant, &*

*orator utique per se ipsum deservire potest, ac fructus Canonici & Præbende hujusmodi ad congruam unius sustentationem non sufficiant, ac una cum illis Parochialem Ecclesiam quoad vixerit retinere licite valeat dispensare dignemini.* Nous en avons rapporté plusieurs de différentes espèces dans le second livre de ce Traité sur cette matière & sur plusieurs autres. Il faut avoir une attestation de l'Ordinaire de la capacité de la personne & de l'état des Benefices, cela est difficile à obtenir en Cour de Rome, aussi-bien que les Lettres Patentes ; mais la dispense me paroît fort juste. J'ai toujours crû que ce n'étoit pas même une grâce quand il y a nécessité, & que c'étoit une justice ; s'il y avoit des Chapelles qui ne requissent pas de résidence la dispense n'en est pas difficile, c'est *ad duo sub eodem tecto*.

9. Nous dirons en passant que la substance d'une provision est dans l'exposé fait par l'impetrant dans les clauses ; & dans le *fiat* ou *concessum*, si la Cure n'étoit pas exercée actuellement, parce que le peuple s'est retiré, il faut exprimer que c'est une Cure *habitu non tamen actu*, il y auroit obreption, autrement toutes les choses qui pourroient obliger le Pape à accorder, ou ne pas faire la grâce, doivent être expliquées dans le fait.

Que si le Pape donnoit dispense *ad duo incompatibilia*, soit à cause de la qualité de Docteur, ou pour d'autres motifs qui parussent raisonnables, le Titulaire n'auroit pas d'assurance d'être confirmé dans son Benefice; nous regardons ce qui se doit faire à Rome suivant nos mœurs, & non pas ce qui s'y passe : en voici un exemple.

10. Mr Bureau Docteur de Sorbonne, personne de merite, ayant été pourvû d'une portion de Cure de la Trinité de Laval, Diocese du Mans, le fut encore de la Chapelle de la Chopiniere dans l'Eglise Collegiale de S. Michel de la même Ville qui est de Patronage laïque, cette Chapelle avoit quelque administration de la Sacristie, il craignoit qu'on ne l'impetrât comme vacante pour incompatibilité, il obtint en tant que besoin est une dispense du Pape, elle avoit été fulminée, cette Chapelle fut impetrée sur lui; je lui dis fortement de ne point se servir de sa dispense, d'autant que les Parties qui étoient fort vives ne manqueroient pas d'interjetter appel comme d'abus; cependant il la communiqua, & il parut deux jours après un appel comme d'abus, comme je l'avois prévu. Les termes de la fondation étoient conçus ainsi : *Cum nobilis domina Joanna Eufroin fun-*

*pour acquérir & conserver, &c. 295*  
*daverit unam Capellaniam de tribus missis,*  
*&c. qui quidem Capellani & eorum suc-*  
*cessores hujusmodi Capellaniam obtinentes*  
*tenebuntur in officio Sacrista in dicta Ec-*  
*clesia Collegiata deservire casu quo Sacrista*  
*ex alia parte per heredes seu Executores*  
*defuncti Joannis le Lavandier, seu alios*  
*non fundaretur, &c. hujusmodi Capellania*  
*fundationem laudavimus & approbavimus*  
*Capellaniam perpetuam sub modo & forma*  
*& conditionibus prædictis creamus & ordi-*  
*namus decernentes Capellanos in eadem Ca-*  
*pellania de cætero per nos & successores in-*  
*stituendo ad celebrationem Missarum &*  
*alii Servitii divini, propter hoc hujusmodi*  
*Capellania, prout supraponitur, debitum*  
*perpetuo teneri & efficaciter obligari.*

11. Le sieur Bureau soutenoit, 1°. que la Chapelle ne demandoit pas de résidence; 2°. qu'en tant que de besoin il avoit obtenu dispense; 3°. que quand la Chapelle auroit été de résidence, on étoit obligé de lui faire des monitions.

On répondoit que le sieur Bureau ayant demandé une dispense, c'étoit une preuve que le Benefice étoit incompatible, que la seule question qui étoit à décider étoit de sçavoir, si le Pape pouvoit dispenser contre les Ordonnances du Roy & les Reglemens de la Cour; le Devolutaire ajoutoit un second moyen qui étoit l'ob-

reption , n'ayant point exposé dans sa supplique qu'elle étoit de résidence ; l'affaire portée au Parquet, il y eut des Conclusions contre lui ; mais par Arrêt du 18 Janvier 1704 il fut maintenu ; on hazarde beaucoup dans ces espèces , parce que les fondations doivent être observées *ad unguem* ; d'ailleurs on disoit au sieur Bureau que sa dispense étoit une union personnelle , mais il devoit obtenir des Lettres Patentes en tant que de besoin , & les faire enregistrer.

12. Ce n'est pas une incompatibilité de posséder les deux portions de Cures ; mais il est plus sûr , parce que ce sont deux titres , d'en faire la réunion.

C'est une chose monstrueuse de voir deux personnes posséder le même Evêché , ou la même Cure, *duo capita quasi monstrum* , comme le remarque le chap. *Quoniam de officio judicii ordinarii* ; mais c'est quand un Evêché est possédé par deux personnes en même-temps , & cependant ce ne doit être qu'un titre , c'est donc un retour au droit commun quand les deux portions sont reunies en une seule ; & comme il y a eu un Procès verbal *super commodo & incommodo* , quand on en a fait la section , il en faut aussi un pour la réunion , & appeller les Parties intéressées , il est vrai que les formalitez ne

doivent pas être si grandes. J'ai appris que les deux portions de Cure de la Trinité de Laval avoient été réunies : celles de S. Merry de cette Ville l'ont été pareillement tome 1 du Journal des Audiances livre premier, chap. 44. Mr le President Talon lorsqu'il étoit Avocat General soutint dans une cause, que quand il y avoit deux Cures voisines, & chacune d'icelles n'étoit pas suffisante pour entretenir un Curé qu'on devoit unir les fruits de l'une à l'autre, & en supprimer le titre d'une, tome 3 du Journal des Audiances livre premier, chap. 5, que s'il y avoit moins de dix familles dans une petite Cure, on les unit à la plus proche, ce qui a été jugé par plusieurs Arrêts comme nous l'avons dit.

13. Comme il est utile de sçavoir la Cour de Rome par rapport à nos Libertez ; nous expliquerons la difference qu'il y a entre les provisions nouvelles que l'on donne sur celles du Pape, ou celles de l'Ordinaire. Dans le premier cas on exprime le défaut tel que l'impetrant l'avoit par les premieres provisions ; mais si on explique l'erreur qu'il y avoit dans les provisions de l'Ordinaire, on dira *que certis de causis dubitatur de viribus primæ provisionis*, sans en specifier le défaut, c'est la difference que l'on fait



entre les nouvelles provisions, quand les premières sont données par de différens Collateurs : ajoutons encore quelque chose, on a voulu nous faire expliquer en Cour de Rome sur le doute des premières provisions de l'Ordinaire, mais on est demeuré ferme, d'autant qu'elle est sans intérêt, & ne peut avoir lieu dans le Pays qu'on appelle réduit, mais seulement dans le Pays d'obédience, ch. 22 des preuves des Libertez, n°. 34.

14. Que si on est paisible possesseur d'un Benefice incompatible, qu'on soit pourvû d'un second, & dans la suite d'un troisième, il ne faut pas dans les provisions de Cour de Rome de ce dernier dire dans la supplique qu'il possède les deux premiers, mais qu'il en possède un, & qu'il a droit à l'autre, si on doit quitter le premier il y aura le Décret *dimit-tendi*, & à l'égard de l'autre il y aura *cedendi juri sibi in Parochiali Ecclesia pratenso*, les Privileges de posséder autrefois des Benefices incompatibles accordés par les Papes étoient fort communs, l'origine en est du temps d'Adrien IV. Nous en avons rapporté les autoritez dans les premiers chapitres du livre 2 de ce Traité : ces Privileges qui étoient si contraires à la pureté de la discipline ont été abolis, quelques Auteurs & des

*pour acquérir & conserver, &c.* 299  
meilleurs ont tolerez cette multiplicité  
de Benefices. Mr Louet n°. 69 de la regle  
*de publicandis resignationibus*, prétend  
qu'on peut posseder quatre Abbayes en  
Commande sans dispense, parce qu'on  
en doit employer une partie en repara-  
tions & autres charges, cette raison n'est  
pas victorieuse : 1°. C'est déjà un abus de  
posseder des Benefices en Commande,  
c'en est un autre d'en posseder plusieurs,  
quand une seule Abbaye est suffisante,  
ce que dit Mr Louet n'a lieu que quand  
on met un Prieuré regulier en Com-  
mande.

15. Une autre espece d'incompatibi-  
lité est celle qui se trouve dans un Ec-  
clesiastique qui possède une Prélature &  
un Benefice, qui en dépend. Deux motifs  
de cet empêchement : le premier est,  
qu'il faut une distinction personnelle en-  
tre celui qui donne & celui qui reçoit,  
*cap. ult. de institutionibus*, *cap. per vestras*  
*de Jure Patronatus*.

La seconde raison, un Prélat pourroit  
posseder lui seul tous les Benefices de sa  
Prélature & les réunir à sa manse : nous  
allons voir l'opinion des Ultramontains,  
& celle de nos Docteurs. Panorme sur  
le chap. *per vestras* ci-dessus, prétend que  
si le Collateur transportoit tout son droit  
à un Grand-Vicaire qu'il pourroit rece-

voir des provisions, mais n'être pas comme s'il se conféroit à lui-même ce Benefice. Cassadore dans la décision 18 du titre de *Præbendis & Dign.* rapporte l'autorité du chap. *cum in jure de electione*, ce principe *cum nemo ex se ipso oriatur*, est bien prouvé.

16. Il est vrai que le premier Docteur prétend, que si un Titulaire étoit possesseur d'un Benefice qui dépendît d'une Prélature, dont il seroit pourvû par le Pape avec dispense, il pourroit les retenir; c'est ce qui a été jugé pour défunt Mr Bertier Evêque de Ricux, dans l'Evêché duquel il avoit été pourvû d'une Abbaye & d'un Prieuré qui en dépendoit; il y eut un devolut sur le Prieuré par le sieur de Moncassin, mais il fut débouté de sa demande. Mr de Neuville de Ville-roy Archevêque de Lyon, possédoit l'Abbaye d'Aisnay, & le Prieuré de S. Romain le Puy dans le même Diocèse; c'est par la mort de ces Prelats que tous ces Benefices ont vaqué. J'avois fait des Mémoires pour le premier, & j'ai travaillé dans le Procès pour Mr l'Abbé de saint George précenteur de l'Eglise de Lyon, pour le Prieuré de S. Romain le Puy.

17. Passons à l'opinion de nos Docteurs, il y en a plusieurs qui ont traité cette matière: Rebuffe *super forma Vicariatus*

*pour acquérir & conserver, &c.* 301  
n°. 83 , & M. Charles Dumoulin en deux  
endroits de ses Ouvrages , ſçavoir ſur  
l'art. 20. de l'ancienne Coutume de Paris,  
v. le Seigneur feodal Gloſe 1. n°. 68 ; &  
ſur ſes regles de Chancellerie. Mr Le-  
maître Traité de l'abus chap. 1. rapporte  
un Arrêt du 23 Avril 1560 , par lequel  
on a jugé un Bref abuſif accordé par le  
Pape à frere Claude de Xaintes , qui lui  
permettoit de tenir deux Benefices dé-  
pendans de ſon Abbaye qui lui ſeroient  
conferez , *per Vicarium ab eo deputandum.*  
Chopin de *Sacra Politia* , liv. 1. tit. 4.  
n°. 6 , rapporte un Arrêt qui déclara la  
proviſion faite d'un Prieuré à Freréguy  
du Parc , Abbé de Beaulieu , nulle & abu-  
ſive , parce qu'il dépendoit de ſon Ab-  
baye ; enfin , nous en avons un autre qui  
eſt dans le premier tome du Journal des  
Audiances , liv. 2. chap. 108. qui a pa-  
reillement jugé abuſif un reſcrit obtenu  
par l'Abbé de Clairvaux , pour poſſéder  
le Prieuré de Roziers qui dépendoit de  
ſon Abbaye , ſous pretexte de reparations  
à faire dans les domaines de ce Prieuré ;  
mais ceux qui auroient des Benefices dé-  
pendans du chef-lieu , & Abbaye dont  
ils ſeroient pourvus , pourroient-ils ſe re-  
ſerver une penſion en les reſignant ? Le  
Pape les accorde ; mais ayant été con-  
ſulté ſur pareille queſtion , j'ai été d'avis

que ne pouvant pas retenir la mere & la fille en même-temps on ne pouvoit pas jouir des fruits de l'un & d'une pension sur l'autre, & on a suivi cet avis; la pension sur les fruits d'un Benefice est comme si on en avoit le titre: j'en ai fait rendre plusieurs Arrêts. J'ai été consulté sur les deux exemples, dont les Arrêts seront à la fin de ce chapitre.

18. Je fais difference conformément aux Arrêts entre les Seculiers & les Reguliers: les premiers peuvent plus facilement se fonder sur la dispense, par deux raisons. La premiere, ils peuvent avoir plusieurs Benefices, & les Reguliers n'en peuvent avoir qu'un, *cap. cum singula de Prab. & Dign. in sexto*. La seconde, c'est qu'il n'y a point de succession perpetuelle dans les Benefices des Seculiers, pour être donnez à leurs parens, ou à ceux du même corps; mais à l'égard des Reguliers, comme c'est toujours un membre de cette Compagnie qui est élu, soit à l'Abbaye qui est le chef de l'Ordre, ou à un autre Benefice, il y auroit du peril, & on voudroit rendre perpetuel ce qui n'étoit donné que par dispense & pour un temps: nous ne voyons que trop d'exemples dans les Ordres pour faire passer les Benefices simples sur la tête des Titulaires, que les Communautéz &

Congregations choisissent, nous avons expliqué cela dans plusieurs chap. du liv. 2.

19. Il y a incompatibilité des Benefices avec l'Evêché, il en faut demander la retention, elle ne se refuse pas pour les Benefices qui ne requierent point de residence, & il faut à l'égard des Abbayes & Prieurez conventuels payer encore les droits, & les expedier de nouveau, ce sont des annates multipliées.

Que si l'incompatibilité est défendue à l'égard des hommes, elle l'est encore plus à l'égard des filles qui font un vœu de stabilité plus exact, & qui ne peuvent pas sortir de leurs Maisons.

Cette discipline étoit conforme au Droit Romain, *L. 1. ff. de Colleg.* Notre Droit François est égal pour les Charges, il faut avoir des lettres de compatibilité pour plusieurs offices; ils nous étoit échappé une espece d'incompatibilité à l'égard des Benefices dont le Roy est Patron: un Titulaire est pourvû d'une Prébende de Patronage Ecclesiastique, & d'une autre dépendant du Roy, il y a incompatibilité à cause de la nécessité de résider dans l'une & l'autre séparément: je croi qu'il seroit difficile d'avoir des lettres de compatibilité ou dispense, & de les faire enregistrer, néanmoins le Roy peut ôter l'obstacle qui le regarde, c'est

304 *Traité des Moyens Canoniques*  
une incompatibilité politique que le Prince  
peut remettre.

20. Il y a une dernière incompatibilité  
quand le même Beneficier est pourvû de  
deux Benefices *sub eodem tetto*, on en fait  
mention ; mais on peut l'obtenir en Cour  
de Rome fort facilement, & ce ne seroit  
pas une matiere à dévolut, il est toujours  
plus sûr de l'obtenir quand ce sont des  
Benefices simples, & si c'est une Dignité  
& une Prébende, c'est la Coutume ge-  
nerale du Royaume que le Dignitaire  
d'une Eglise Cathedrale ait aussi une Pré-  
bende réelle, & si le Pourvû n'en a pas  
une, il obtient une création de Chanoine  
*ad effectum obtinendi ou retinendi Digni-  
tatem*, c'est une des reserves accordées  
au Pape par le Concordat, & ce n'est  
pas une incompatibilité d'avoir une Pré-  
bende réelle, & une Dignité suivant  
l'Usage & la Coutume universelle, du  
moins dans les Eglises Cathedrales.

21. Nous voyons un Décret des Theo-  
logiens de Paris qui définirent après une  
longue dispute, qu'on ne pouvoit pas en  
sûreté de conscience tenir deux Benefices  
en même temps, quand un seul étoit suf-  
fisant pour vivre, il est de 1238. Gene-  
brard *in vita Greg. IX.* tome 10 de Con-  
ciles col. 310. La constitution du Pape  
Urbain V. vers l'année 1362 est très-

*pour acquérir & conserver, &c.* 305  
belle, tome 11 des Conciles col. 1937 &  
suivie.

22. Que si deux Benefices incompatibles ne peuvent être possédez en même-temps par une seule personne, il y a pareille incompatibilité à deux d'avoir le même Benefice comme les Conciles & Dispositions de droit y sont formelles, un Beneficier est comme l'époux du Benefice qui ne doit pas être partagé en deux. Plusieurs Conciles l'ont défini, & la disposition de droit a suivi les autoritez des Conciles, *unam Sponsam non oportet in duos dividi*, cap. 14 de officio judicis ordinarii.

23. Il n'y a qu'une voie pour bien remplir son devoir, & il y en a plusieurs obliques pour y renoncer; mais n'y a-t-il point une incompatibilité entre un Benefice-Cure possédé en même-temps, avec une pension sur un autre Benefice incompatible? Cette question est très-importante, & la cupidité n'étant pas toujours éteinte dans le cœur de l'homme il tâche d'éluder la Loy; mais quand la raison qui est l'ame de la Loy se verifie dans une espece semblable, on doit y appliquer les mêmes regles & les mêmes dispositions.

L'incompatibilité étant donc non-seulement entre les deux titres pour ne pou-



voir être possédez en même-temps ; mais le même Titulaire ne pouvant jouir des fruits que d'un seul, suivant la Déclaration de 1681 ; c'est une bonne conséquence de conclure que s'il ne peut jouir pendant un an que des fruits d'un des Bénéfices incompatibles, il ne pourra pas jouir des fruits d'une Cure ni d'une Prébende pendant sa vie ; & avoir une pension sur une autre incompatible ; ce seroit contrevenir formellement à la Loy. Cette question a été jugée en termes formels au Parlement de Normandie, sur les Conclusions de Mr le Guerchois Avocat general le 6 Février 1670, qui dit qu'on ne pouvoit jamais prescrire contre la pureté & la vérité, que c'étoit tromper la Loy en ce que les Chanoines & les Curez ne pouvant posséder deux titres de Cures ou de Chanoinie en même-temps ne pouvoient pas pareillement jouir des fruits de l'une en vertu de leurs titres, & de la pension sur le temporel de l'autre, quand même ils l'auroient déservi 15 ans, où qu'ils auroient des lettres de dérogation aux Déclarations des pensions de 1671 & 1674. Ce qui a été aussi jugé par Arrêt pour le sieur de Razes, le Factum & l'Arrêt ont été donnez à la fin du dixième chapitre du Traité des portions congrues, il est du 9 Août 1718.

24. Pourquoi condamner le Pensionnaire à la restitution de la pension qu'il a reçue, d'autant qu'elle a été consentie & qu'elle est *quid mere temporale*, ce n'est point un titre incompatible, si ce n'est à l'égard d'un Régulier qui est obligé d'en faire mention dans les provisions qu'il obtient, c'est que *omnia in Monachos sunt incompatibilia*; c'est moi qui ai fait rendre le premier Arrêt de Razes pour n'aller point chercher si loin, voici le dispositif: " La Cour faisant droit sur le " tout ayant égard aux lettres de rescision " obtenues par ledit de Razes le 20 Janvier 1717, & icelles enterinant a remis " les Parties en tel & semblable état " qu'elles étoient avant ledit consentement porté par ladite Sentence du 17 " May 1714 & actes approbatifs, & en " conséquence a mis & met l'appellation " & ce dont a été appelé au neant, " émendant a reçu ledit de Razes opposant à l'exécution des Lettres Patentes " & Arrêt d'enregistrement d'icelles des " 24 Avril 1713 & 30 Janvier 1714, " décharge ledit de Razes de la pension " de deux cens livres, que ledit Pontiers s'est réservée sur le revenu de " ladite Cure de S. Martin d'Antraigues: " ordonne que ledit de Razes jouira à " l'avenir de l'ancien fonds de ladite "

„ Cure & de tous les droits & revenus  
 „ d'icelle, fait défenses audit Ponthiers  
 „ de l'y troubler : condamne ledit Pon-  
 „ thiers à rendre & restituer les arre-  
 „ rages de ladite pension de deux cens  
 „ livres qui lui ont été payez depuis la  
 „ création d'icelle, ensemble les fruits &  
 „ revenus de S. Martin perçûs par ledit  
 „ Ponthiers, sur lesquels déduction lui  
 „ sera faite des sommes qu'il justifiera  
 „ avoir payées pour les décimes de la-  
 „ dite Cure de S. Martin d'Antraigues,  
 „ suivant l'avis de l'Evêque Diocésain,  
 „ sur le surplus des demandes, fins &  
 „ conclusions des Parties les a mises hors  
 „ de Cour, condamne ledit Ponthiers  
 „ aux dépens des causes principales,  
 „ d'appel & demandes.

25. Il y a deux éclaircissemens à don-  
 ner : Le premier c'est que le sieur Pon-  
 thiers n'avoit point desservi la Cure d'An-  
 traigues, & il avoit obtenu des Lettres  
 Patentes de dérogation & un Arrêt d'en-  
 registrement, le sieur de Razes y est reçu  
 opposant. Le second, il avoit été obligé  
 d'abandonner les fruits à son Resignant,  
 & se restreindre à la portion congrüe ;  
 son Resignant est condamné de lui en  
 rapporter les fruits, les charges des dé-  
 cimes prélevées.

Il y a eu un autre Arrêt le 7 May 1722,

Le sieur Collet, Doyen de l'Eglise Collegiale de S. Jean - Baptiste de Nogent le Retrou, ayant possédé plus de quinze ans, la Cure dudit Nogent la resigna à M. Nicolas Tuffier qui paya quelques années la pension de trois cens livres, réservée par la procuration *ad resignandum* en faveur du sieur Collet. Le sieur Tuffier me consulta avant de faire sa demande, je lui conseillai de prendre des lettres de rescision; les premiers Juges le condamnerent: sur l'appel, la Cour prononça: "Faisant droit sur le tout" "sans s'arrêter à la demande dudit Collet," "portée par sa Requête du 27 May" "1721, dont il est débouté ayant égard" "aux lettres de rescision obtenues par" "ledit Tuffier le 11 Juin 1721, deman-" "de portée par sa Requête du 21 Jan-" "vier & 26 Juin audit an, & icelle" "d'enterinant remet les Parties en tel" "& semblable état qu'elles étoient avant" "le consentement dudit Tuffier de la" "pension dont est question; condamne" "ledit Collet de rendre & restituer les" "sommes par lui reçues, pour raison" "de ladite pension depuis le jour de la" "demande, & en outre en tous les dé-" "pens, tant en causes principales, que" "d'appel & demande. „

Enfin il y a eu un troisiéme Arrêt pour un Curé qui payoit une pension considérable ; il vint me consulter , l'affaire étoit au Parquet ; les principes que j'établis & les Arrêts qui les ont confirmé , ont fait une Jurisprudence certaine , fondée sur ce qu'il n'est pas permis de jouir de deux Benefices d'incompatibles , à plus forte raison d'un des deux Benefices , & d'une partie des fruits de l'autre , les fruits ne pouvant pas être pris sur un Benefice qu'on ne pourroit pas posséder avec un titre , ayant été obligé de s'en défaire , ne pouvant pas le retenir après un an ; il sera à la fin de ce Chapitre aussi-bien que le précédent.

26. C'est assez qu'on vienne contre la disposition de la loi pour faire casser tout ce qui est au contraire ; faire voir que les Provisions ne sont pas canoniques. Un Docteur demande si une Chapelle requiert résidence , si elle est possédée avec une Cure , si elle vaque de plein droit , ou s'il faut des monitions ; il faut voir le sentiment de Mr. Guymier *in pragm. v. residentia* §. *primo cum de collationibus*. Nous en avons dit quelque chose cy-dessus.

Que si une Abbaye ou autre titre avoit été secularisé , ou que ce fût une dignité seculiere , donnée en même tems par le

*pour acquérir & conserver, &c. 31*

Roy avec un Evêché ou Archevêché ; il en faut obtenir la retention , le Pape est difficile pour en donner la dispense mais comme le Roy a une grande autorité sur ses Benefices la dispense du Roi par des Lettres Patentes. pour posséder la dignité qui dépend uniquement de sa collation est suffisante ; c'est *remotio obstaculi*. Elle suffit d'autant qu'il y a seul intérêt , nous en avons rapporté un exemple dans les Notes sur l'article 33 de l'Edit de la Jurisdiction Ecclesiastique de 1695 & quelques Arrêts sur le sujet de l'incompatibilité des Benefices.

27. Trois reflexions donneront du jour à cette matiere , la premiere c'est que les Conciles comparent les Benefices à une femme , & comme il n'est pas permis par la Loi de Dieu d'avoir plus d'une épouse & qu'au commencement , Dieu a créé l'homme & la femme ; il n'est pas permis d'en avoir plusieurs , *Conc. Narnen. Can. 18 Tom. 9 Conc. col. 470*. La seconde par la raison des contraires , une même Eglise ne doit pas être à deux ; *Inhonestum est plurimum quod Ecclesia Dei quæ unius debet esse multorum amplexibus frequenter ancilletur* ; il ordonne que la réunion se fasse des portions qui avoient été divisées & séparées. *Conc. Oxon. an. 1221 tome 11 Conc. col. 276* ; cela est

*pour acquérir & conserver, &c. 313*  
pour des choses utiles & neccessaires à  
l'Eglise.

28. Quelquefois le Pape donne des dispenses pour cinq ans ou un autre temps pour posséder un Evêché avec une dignité qui ne dépend pas du Roy comme celles dont il a la collation de plein droit, comme dans les saintes Chapelles, en ce cas il faut aussi avoir la dispense du Roy avec celle du Pape, c'est dans le concours de ces deux puissances que le droit consiste; il faut donc une dispense des deux côtez, & la faire enregistrer dans une Cour Superieure, & ne pas attendre que les cinq ou six années soient expirées; il faut demander une prorogation dans le temps des cinq années de la dispense, étant plus facile d'en avoir une qu'une nouvelle dispense.



## A R R E S T

Sur Devolut contre un Curé.

• Du 13 May 1692.

**L** O U I S par la grace de Dieu, Roy  
de France & de Navarre : Au pre-  
mier Huissier du Parlement ou autre notre  
*Tome III.* O

Huissier ou Sergent, sur ce requis. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Sçavoir faisons que le jour & date des presentes, est comparu en notre Cour de Parlement judiciairement, M. André Christophe Chana, Acolite du Diocèse de Paris, pourvû de la Chapelle de Sainte Croix, fondée en l'Eglise de S. Spire de Corbeil, Appellant de deux Sentences rendues au Châtelet de Paris le vingt-huitième jour du mois de Novembre & douzième jour du mois de Décembre 1690, par la première desquelles, l'Intimé cy-après nommé, est reçu Opposant à la Sentence obtenue par l'Appellant audit Châtelet le 13 Novembre précédent, qui maintient ledit Appellant en la possession & jouissance de ladite Chapelle, & main-levée est faite audit Intimé des saisies faites à la requête dudit Appellant; lequel Appellant sera tenu de donner caution dans trois jours à cause du dévolut; & par la seconde, ledit Intimé est maintenu & gardé en la possession & jouissance de lad. Chapelle & ledit Appellant condamné à lui rendre la somme de soixante livres pour les fruits qu'il a reçu, & aux dépens d'une part; & Messire Estienne Francvalet, Prêtre, Curé de Boulays du Diocèse de Troyes en Champagne, se disant pourvû de ladite Chapelle



*pour acquérir & conserver, &c.* 315  
de Sainte Croix, Intimé d'autre part ;  
& entre les Abbé, Chantre, Chanoines  
& Chapitre de l'Eglise Royale & Col-  
legiale dudit S. Spire de Corbeil, De-  
mandeur en Requête du vingt-sixième jour  
du mois de Novembre de ladite année  
1691, tendante à ce qu'il plût à la Cour  
les recevoir parties intervenantes de la  
Cause pendante en ladite Cour, entre  
ledit sieur Chanu & ledit sieur Franc-  
valet, leur donner acte à ce que pour  
moyen d'intervention, ils employent le  
contenu de leur Requête, & ce qui se-  
roit par eux dit en plaidant ; ce faisant  
ordonner que ledit sieur Chanu qui a été  
reçu par leur Chapitre, Chapelain de  
ladite Chapelle de Sainte Croix, & dont  
étoit question, suivant l'acte capitulaire  
d'icelui du 30 May 1690, seroit main-  
tenu & gardé en la possession & jouissance  
de ladite Chapelle, à la charge de la  
résidence qu'il s'est engagé & a promis de  
faire conformément aux Statuts de ladite  
Eglise de S. Spire, & serment des Cha-  
pelains d'icelle, & en cas de contestation,  
les contestans condamnez aux dépens d'une  
autre part ; & lesdits sieurs Francvalet &  
Chanu, Défendeurs d'autre part ; & en-  
tre led. sieur Francvalet, Demandeur en  
Requête du mois de Mars dernier, à ce

O ij.

qu'il plût à ladite Cour le recevoir Opposant à ladite procédure faite par ledit sieur Chanu pour parvenir à la reception de caution ; & en consequence , conformément à l'article 13 du titre 15 de l'Ordonnance de 1667 , faute d'avoir donné caution pendant le tems porté par ladite Sentence du vingt-huitième jour du mois de Novembre 1690 ; déclarer led. sieur Chanu non-recevable en l'appel par lui interjeté desdites Sentences du 28 Novembre & 12 Décembre audit an 1690 ; ordonne que icelles Sentences seroient exécutées selon leur forme & teneur , & ledit sieur Chanu condamné en l'amende & aux dépens ; & encore ledit sieur Francvalet , Demandeur en offres judiciairement faites par M. Porlier son Avocat , en plaidant qu'il étoit prêt de résider & déservir ladite Chapelle , en lui fournissant & affectant par le Chapitre la somme de deux cens livres d'une part , & led. sieur Chanu & lesd. Abbé , Chantre , Chanoines & Chapitre , Défendeurs d'autre part ; sans que les qualitez puissent nuire & préjudicier aux Parties ; après que Cuvillier pour l'Appellant & Défendeur , Porlier pour l'Intimé , Demandeur & Défendeur , & de la Touche pour les Intervenans , ont été ouïs , pendant deux Audiances , ensemble Daguel-

*pour acquérir & conserver, &c.* 317

seau pour le Procureur General du Roy.

NOTRE DITE COUR reçoit les Parties de la Touche Parties intervenantes, ayant égard à l'intervention, sans s'arrêter aux offres & Requête de la Partie de Porlier, a mis & met l'appellation & ce dont a été appelé au neant, émandant, a maintenu & gardé la Partie de Cuvillier en la possession & jouissance du Benefice dont il s'agit; condamné la Partie de Potlier aux dépens; mandons mettre le present Arrêt à duë & entiere execution.

DONNE' en Parlement le 13 May 1692 & de notre Regne le quarante-neuvième Collationné, scellé

le 21 Juin 1692. *Signé* P E T E A U :  
*Et plus bas*, par la Chambre *Signé* D U  
TILLET. Signifié le 21 May 1692 à M.  
Thomas & Buirette. *Signé* M O N I E R.





# A R R E S T

D E L A C O U R

D E P A R L E M E N T ,

Qui décharge le sieur Tuffier, Curé de la Paroisse de Notre-Dame de Nogent le Rotrou de la pension créée sur ladite Cure, en faveur du sieur de Collet, Doyen de l'Eglise Collegiale de S. Jean de Nogent le Rotrou.

*Du 7 May 1722.*

**L** O U I S par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : Au premier des Huissiers de notre Cour de Parlement ou autres Huissiers ou Sergens, sur ce requis; Sçavoir faisons ;qu'entre Me. Nicolas Tuffier, Prêtre, Bachelier en Theologie, Curé de l'Eglise Paroissiale de Notre-Dame de Nogent le Rotrou, Appellant d'une Sentence renduë à Bellesme le 22 Décembre 1718 d'une part; & Me. Urbain de Collet, Prêtre Licentié en Droit Canon, Doyen &

Chanoine de l'Eglise Collegiale de Saint Jean de Nogent le Rotrou , Intimé d'autre part ; & entre ledit Tuffier , Demandeur en Requête du 21 Janvier 1721 d'une part ; & ledit de Collet , Défendeur d'autre part ; & entre ledit de Collet , Demandeur en Requête par lui présentée à la Cour le 27 May 1721 d'une part ; & ledit Tuffier , Défendeur d'autre ; & encore entre ledit Tuffier , Demandeur en lettres de rescision par lui obtenues en Chancellerie le 11 Juin 1721 & en Requête afin d'enterinement d'icelles du 26 dudit mois de Juin d'une part ; & ledit de Collet , Défendeur d'autre part. Vû par la Cour ladite Sentence dont est appel du 22 Décembre 1718 , rendue à Bellesme contradictoirement entre lesdites Parties , par laquelle ledit Tuffier a été condamné de remettre ès mains dudit de Collet le bref de creation de pension expédié en Cour de Rome sur le Benefice Cure de Notre-Dame de Nogent le Rotrou , & de rembourser ledit de Collet des frais & déboursés par lui faits depuis , & en consequence de la procuration *ad resignandum* , suivant l'état & memoire qu'il en fourniroit & auquel ledit Tuffier s'est rapporté , & après que ledit de Collet l'auroit affirmé , à la charge que les provisions accordées audit Tuf-

fier dudit Benefice-Cure, tant par l'Evêque de Chartres que le Pape, ensemble les actes de prise de possession, en consequence par ledit Tuffier des 14 Juin & 12 Juillet 1718, ne vaudroient que pour un seul & même acte, à l'effet de la suite & continuation de ladite pension, laquelle pension qui est de 300 liv. ledit Tuffier a été condamné de payer audit de Collet aux termes portez par ledit acte de creation d'icelles; en consequence ledit Tuffier a été maintenu & gardé en la possession & jouissance du Benefice-Cure de Notre-Dame dudit Nogent le Rotrou, avec défenses audit de Collet de l'y troubler & empêcher, & après la déclaration dudit Collet d'avoir remis la clef du Tresor de ladite Eglise entre les mains du sieur Rebours, Tresorier d'icelle, ce qui auroit été reconnu par ledit Tuffier, a été dit que ledit Tuffier se pourvoiroit contre ledit Rebours, & à l'égard des clefs du Presbytere après que ledit de Collet auroit mis en fait qu'elles étoient dans la Sacristie de ladite Eglise avec les vases sacrez, & que ledit Tuffier auroit dit n'en avoir connoissance; les Parties auroient été mises en intimation à se trouver dans ladite Sacristie au Samedi lors prochain, dix heures du matin, & auroit été permis audit Tuffier, ce requé-

rant de faire faire visite dudit Presbytere de ladite Paroisse avec les Habitans d'icelle & autres qu'il appartiendrait, ledit Tuffier condamné aux dépens de l'instance jusqu'au jour de ses offres celles faites du depuis compensées, fors l'émolument de la Sentence en quoi ledit Tuffier a été condamné. Requête dudit Tuffier du 21 Janvier 1721, tendante à ce qu'il plaise à la Cour mettre l'appellation, Sentence & ce qui a suivi dont a été appelé, au néant, émandant, qu'il fût reçu opposant à l'omologation de la pension de 300 liv. par an; faisant droit sur l'opposition ladite pension déclarée nulle, déchargé des condamnations portées par ladite Sentence pour raison de ladite pension; & ledit de Collet condamné à rendre & restituer audit Tuffier les sommes qu'il a induëment exigées de lui pour raison de ladite pension & en tous les dépens tant des causes principales que d'appel & demande; sauf audit Tuffier à interjetter appel par la suite des autres chefs de ladite Sentence. Requête dudit de Collet du 27 May 1721, à ce qu'il plaise à la Cour déclarer ledit Tuffier non-recevable dans son appel; ce faisant sans avoir égard aux oppositions dudit sieur Tuffier l'acte de creation de pension dont est question fût homologué pour être exécuté selon sa forme

& teneur , & condamner ledit Tuffier en l'amende & aux dépens. Lettres de rescision obtenues en Chancellerie par ledit Tuffier le 11 Juin 1721 , contre le consentement par lui donné à la Sentence de Bellesme du 22 Décembre 1718 , & autres actes approbatifs , pour être les Parties remises au même & semblable état qu'elles étoient avant le consentement à ladite Sentence & autres actes approbatifs. Requête dudit Tuffier du 26 Juin 1721 afin d'entherinement desdites Lettres. Arrêt de la Cour du 28 Juin 1721 par lequel sur l'appellation les Parties auroient été appointées au Conseil , & sur les demandes en droit & joint. Causes & moyens d'appel dudit Tuffier du 12 Juillet 1721 , servant aussi d'avertissement. Réponses dudit de Collet ausdites causes & moyens d'appel du 29 Janvier 1722. Productions dudit Tuffier en exécution dudit Arrêt du 28 Juin 1721. Requête dudit de Collet du 7 Février 1722 , employée pour contredits contre lad. production. Requête dudit Tuffier du 4 Mars 1722 , employée pour Salvations aux contredits dudit de Collet du 7 Février 1722. Productions de la part dudit de Collet, en exécution du même Arrêt. Requête dudit Tuffier du 5 Septembre 1721 , employée pour contredits contre ladite



*pour acquérir & conserver, &c.* 323

production. Salvations fournies par ledit Tuffier le 26 Février 1722 aux réponses à causes d'appel dudit de Collet du 29 Janvier audit an , servant aussi de contredits. Production nouvelle dudit Tuffier , par Requête du 17 Décembre 1721. Production nouvelle dudit de Collet du 11 Février 1722 , aussi employée pour contredits contre la production nouvelle dudit Tuffier du 17 Décembre dernier. Requête dudit Tuffier du 7 Mars 1722 , employée pour Salvations & contredits contre ladite production nouvelle dudit de Collet du 11 Février dernier. Autre production nouvelle dudit Tuffier , par Requête du 5 Mars 1722. Requête dudit de Collet du 13 du même mois , employée pour contredits contre ladite production nouvelle. Sommation de satisfaire à tous les Reglemens de l'instance. Conclusions du Procureur General du Roy : Tout joint & considéré. NOTRE-DITE COUR faisant droit sur le tout , sans s'arrêter à la demande dudit de Collet , portée par Requête du 27 May 1721 , dont il est débouté ; ayant égard aux lettres de rescision obtenues par ledit Tuffier le 11 Juin 1721 , & à ses demandes portées par les Requêtes des 21 Janvier , & 26 Juin audit an , & icelles entérinant , remet les Parties en

O vj

tel & même état qu'elles étoient avant le consentement dudit Tuffier. Ce faisant, a mis & met l'appellation & ce dont a été appelé au neant, émandant, décharge ledit Tuffier du payement de la pension dont est question ; condamne ledit de Collet à rendre & restituer les sommes par lui reçues, pour raison de ladite pension, depuis le jour de la demande ; & en outre en tous les dépens, tant des causes principales que d'appel & demandes. S I M A N D O N S mettre le present Arrêt à exécution, selon sa forme & teneur. De ce faire te donnons pouvoir. D O N N E' en Parlement le septième May l'an de grace mil sept cent vingt-deux, & de notre Regne le septième. Collationné D'Auvergne. Par la Chambre G I L B E R T.

~~~~~

## A R R E S T

Pour l'incompatibilité d'une pension  
avec un Benefice-Cure.

**L** OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, au premier des Huissiers de notre Cour de Parlement ou autre notre Huissier ou Sergent sur ce

requis : sçavoir faisons qu'entre Maître André Faydy Prêtre , Demandeur aux fins de commission & exploit des 16 Mars 1720 & 14 Février 1721 d'une part , & Pierre Donnelot Prêtre , Curé de la Paroisse de Chiré , Défendeur d'autre part : Et entre ledit André Faydy , Prêtre du Diocese de Poitou , Curé de la Paroisse de sainte Radegonde de Pommeraye en Poitou ; ensuite par permutation de celle de Chiré, Demandeur en Requêtes des 28 Juin 1721 & 2 Mars 1722 d'une part , & Maître Pierre Dannelot Prêtre du Diocese de Poitou , Curé de Chiré, Défendeur d'autre part : Et entre ledit sieur Dannelot , Demandeur en Requête du 28 Février 1722 d'une part , & ledit sieur Faydy, Défendeur d'autre part : Et entre ledit sieur Dannelot , Demandeur en Requête du 12 Mars 1723 d'une part , & ledit sieur Faydy , Défendeur d'autre part. Vû par notredite Cour la commission obtenüe en Chancellerie par ledit Faydy le 16 Mars 1720 , au fins de faire assigner en notredite Cour ledit Pierre Dannelot , pour voir déclarer commun avec lui l'Arrêt de notredite Cour du 17 Juin 1711 , qui avoit ordonné que les lettres par nous accordés audit Faydy le 19 Avril 1710 , portant dérogation à notre Déclaration du mois de Juin 1671 , se-

roient enregistrées au Greffe de notredite Cour ; en consequence se voir ledit Dannelot condamner à payer audit Faydy en deniers ou quittances valables la somme de sept cens cinquante livres pour trois années de la pension reservée par ledit Faydy sur les revenus temporels de ladite Cure de Chiré lors de la resignation qu'il en avoit faite audit Dannelot , ladite pension créée & homologuée en la Cour de Rome à raison de deux cens cinquante livres chacun an , lescdites trois années échües au mois de Décembre 1719 , & répondre aux fins & conclusions que ledit Faydy pourroit prendre dans la suite. L'exploit de signification faite de ladite commission audit Dannelot à la Requête dudit Faydy le 13 Février 1721 , contenant assignation en notredite Cour pour proceder aux fins d'icelle. Arrêt du 30 Juin 1721 qui auroit appointé les Parties en droit sur ladite demande. Autre Arrêt contradictoirement rendu entre les Parties le 20 Janvier 1722 , par lequel sans s'arrêter à l'opposition dudit Faydy, auroit été ordonné que l'Ordonnance de soit ajouté au rôle , & appointment pris en consequence, seroient executez dépens reservez. Avertissement dudit Dannelot du 20 Février 1722. Requête dudit Faydy du 9 Fevrier audit an , employée pour

*pour acquérir & conserver, &c.* 327  
avertissement, productions des Parties en  
execution dudit Arrêt. Contredits dudit  
Faydy du 18 May 1722 contre celle du-  
dit Dannelot. Ceux dudit Dannelot du  
17 Juin suivant contre celle dudit Faydy  
du 21 Août 1722, servant de réponses  
aux precedens contredits. Requête &  
demande dudit Faydy du 28 Juin 1721,  
tendante à ce qu'en lui adjugeant les  
conclusions qu'il avoit prises; ledit Dan-  
nelot fut pareillement condamné payer  
audit Faydy la somme de deux cens cin-  
quante livres pour une année de sa pen-  
sion viagere, échue au mois de Décembre  
1720, & aux interêts desdits arerages  
échus, à compter du jour de ladite de-  
mande, à continuer le payement de la-  
dite pension jusqu'à son execution, &  
ledit Dannelot fut condamné aux dépens.  
Autre Requête de demande dudit Faydy  
du 2 Mars 1722, tendante à ce que le-  
dit Dannelot fut déclaré non-recevable  
dans l'opposition qu'il avoit formée à  
l'Arrêt de notredite Cour du 17 Juin  
1711 qu'il avoit executé volontairement  
pendant dix ans, & à demander que  
nouvelle estimation fut faite de ladite  
Cure de Chiré, & dans le surplus de sa  
Requête du 28 Février 1722, & ledit  
Dannelot fut condamné aux dépens. La-  
dite Requête dudit Dannelot dudit jour

28 Février 1722, rendante à ce qu'en recevant ledit Dannelot opposant à l'Arrêt surpris en notredite Cour par ledit Faydy le 17 Juin 1711. ledit Faydy fût déclaré non-recevable en ses demandes, fins & conclusions, & débouté d'icelle avec dépens, & où notredite Cour y trouveroit quelque difficulté, ce que l'on n'estimoit pas attendu que toutes charges déduites sur le revenu de la Cure de Chiré, resignée par ledit Faydy audit Dannelot, & sur laquelle il pretendoit s'être réservé deux cens cinquante livres de pension, ne produisoit pas à beaucoup près cinq cens livres pour les deux tiers reservcz au Titulaire le déservant la Cure de Chiré, il fut ordonné que la pension accordée par surprise audit Faydy sur le temporel de cette Cure montant à deux cens cinquante livres seroit reduite par an au tiers du revenu du temporel de cette Cure, les charges déduites, & ce suivant les Ordonnances, Arrêts & Reglemens de notredite Cour, lequel tiers seroit réglé & fixé par Experts, & gens à ce connoissans dont les Parties conviendroient pardevant le plus prochain Siege Royal des lieux, que ledit Dannelot offroit payer à cette raison & sur ce pied, à compter du jour de la prise de possession de ladite Cure, en deniers ou quittances valables, &

continuer à cette raison tant que la pension auroit lieu, dans ce premier cas, ledit Faydy fut condamné à rendre & restituer audit Dannelot les pensions par lui payées audit Faydy avec les intérêts du jour de chaque paiement d'icelle ; & dans le second cas, c'est-à-dire, que la pension dont étoit question fut reduite au tiers du revenu du temporel de la Cure de Chiré, il fut condamné à restituer l'excédant payé par ledit Dannelot au par-dessus dudit tiers, & ledit Faydy fut condamné en tous les dépens sauf & sans préjudice audit Dannelot de ses autres droits, actions & prétentions, & à prendre dans la suite telles autres fins & conclusions qu'il aviseroit bon être. Arrêt du 13 Mars 1722 qui auroit ordonné que les commissions & exploits contenant la demande dudit Faydy demeureroient pour dattéz dans l'appointement du 30 Juin 1721, des 16 Mars 1720 & 13 Février 1721, & sur lesdites demandes respectives des Parties, les Parties auroient été appointées en droit, & joint à l'instance joint ces fins de non recevoir dudit Faydy portées par la Requête du 2 Mars 1722, défenses dudit Dannelot au contraire, dépens reservez, avertissement dudit Dannelot du 31 Mars 1722, servant de réponses à fins de non-recevoir. Requête

dudit Faydy du 24 Avril 1722 employée pour avertissement. Productions des Parties. Requête dudit Faydy du 18 May 1722, employée pour contredits contre la production dudit Dannelot. Requête dudit Dannelot du 19 dudit mois employée pour contredits contre celle dudit Faydy. Addition de contredits dudit Dannelot du 9 Mars 1723, servant de réponses & salvations aux contredits dudit Faydy du 21 Août 1722. Requête dudit Faydy du 18 Avril 1722, tendante à ce qu'en jugeant l'instance d'entre les Parties, il fut donné acte audit Faydy de ce qu'au moyen du paiement fait le 13 Octobre 1721 audit Faydy par provision, par ledit Dannelot en execution de l'Arrêt intervenu entre ces Parties, sur leurs productions respectives, sur instance d'appointé à mettre le 2 Septembre 1721, des quatre années de la pension viagère de cinq cent livres par an échues le 4 Décembre 1720, il n'insistoit plus dans la demande qu'il avoit formée en l'instance qu'il s'agissoit de juger, afin de condamnation contre ledit Dannelot desdites quatre années de ladite pension échues audit jour 4 Décembre 1720, en consequence il fut ordonné que le paiement fait audit Faydy par provision ledit jour 13 Oct. desdites quatre années échues



*pour acquérir & conserver, &c.* 331  
audit jour 4 Décembre 1720, seroit & demeureroit diffinitif, comme aussi de ce qu'au moyen dudit paiement ledit Faydy n'insistoit dans la condamnation des intérêts desdites quatre années d'arrérages, qu'à compter depuis ledit jour 28 Juin 1721, jour de la demande que ledit Faydy en avoit formée, jusqu'audit jour 13 Octobre ensuivant jour du paiement, & au surplus les conclusions que ledit Faydy avoit prises en l'instance lui fussent adjudgées, & ledit Dannelot condamné aux dépens, au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance de notredite Cour qui auroit réservé à y faire droit en jugeant. Requête dudit Dannelot du 4 May 1722, employée pour défenses contre la précédente production nouvelle dudit Dannelot par Requête du 12 Mars 1723. Ladite Requête contenant aussi demande tendante à ce qu'en procédant au Jugement de l'instance en recevant ledit Dannelot opposant, ainsi qu'il avoit conclu à l'Arrêt d'enregistrement des Lettres Patentes d'enregistrement, obtenues par ledit Faydy le 17 Juin 1711, & dont ledit Dannelot n'avoit eu connoissance que le 13 Février 1721, jour auquel il avoit été assigné en notredite Cour aux fins d'une commission du 16 Mars 1720, les lettres de rescision obtenues en notre

Chancellerie par ledit Dannelot le 10 Mars 1723 fussent enterinées, ce faisant les Parties fussent remises en tel & semblable état qu'elles étoient avant le consentement prêté par ledit Dannelot, & actes prétendus approbatifs de la pension de deux cens cinquante livres dont étoit question, laquelle seroit déclarée nulle, ledit Faydy fut condamné à rendre & restituer audit Dannelot les sommes qu'il pouvoit avoir reçues pendant le cours de ladite pension, & que ledit Dannelot avoit été obligé de payer tant comme contraint qu'autrement; défenses fussent faites audit Faydy de la demander, & se faire payer à l'avenir sous les peines de droit, au bas de laquelle Requête aussi employée pour avertissement, écritures & production sur ladite demande est l'Ordonnance de notredite Cour qui l'a réglée en droit, & joint, & donné acte de l'employ. Contredits dudit Faydy du 20 Avril 1723, contre la production nouvelle portée par la précédente Requête. Requête dudit Faydy du 24 dudit mois d'Avril dernier employée pour écritures, & production en execution de la précédente Ordonnance. Requête dudit Pierre Dannelot du 23 Mars 1723, tendante à ce qui lui fut donné acte de ce que pour supplément, & addition de contredits

contre la procuration *ad resignandum* dudit Faydy du 29 Novembre 1708, produite dans la production dudit Faydy en l'instance ledit Dannelot employoit le défaut d'insinuation à l'art. 11 de l'Edit des insinuations de 1692, qui rendoit la pension de deux cens cinquante livres nulle, & en conséquence ayant égard aux autres inductions & moyens expliquez par ledit Dannelot, & au défaut d'insinuation les conclusions qu'il avoit prises lui fussent adjugées avec dépens, au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance de notre dite Cour qui auroit réservé à y faire droit en jugeant. Production nouvelle dudit Faydy par Requête du 26 Avril 1723, ladite Requête tendante aussi à ce qu'en procedant au Jugement de l'instance, il fut donné acte audit Faydy de ce qu'il mettoit en fait que la Chapelle en question étoit très oncreuse, & à charge audit Faydy, qu'il ne la gardoit qu'à cause que la présentation en appartenoit à sa famille, comme aussi de ce qu'il ne possédoit aucun autre Benefice, que cette Chapelle & son Canoniat qui n'étoient pas à beaucoup près suffisant pour sa nourriture & son entretien : les fins & conclusions prises en l'instance par ledit Faydy lui fussent adjugées avec dépens, au bas de laquelle Requête est l'Or-

donnance de notredite Cour qui auroit réservé à y faire droit en jugeant. Requête dudit Dannelot du 28 dudit mois d'Avril dernier, employée pour répliques & réponses contre la précédente Requête dudit Dannelot du même jour 28 Avr. dern. employée pour contredits contre la production nouvelle dudit Faydy portée par la précédente Requête. Autre production nouvelle dudit Faydy par Requête du 3 May 1723, ladite Requête tendante aussi à ce qu'en procédant au Jugement de l'instance, il fut donné acte en jugeant audit Faydy de la déclaration & affirmation qu'il faisoit à notredite Cour, qu'il ne possédoit d'autres Benefices que son Canoniat dans l'Eglise de S. Pierre de Thouars de revenu année commune de trois cens livres, pourvû encore que ledit Faydy puisse assister en personne aux heures & Chapitres énoncez en ladite Requête, & qu'il puisse dire toutes les messes dont il étoit chargé comme Chanoine, sans quoi ses absences diminueroient ses revenus à proportion, & la Chapelle bâtie & fondée par l'ayeul dudit Faydy éloignée d'un lieu de Thouars chargée d'une messe par semaine, & des décimes & reparations de valeur seulement de quarante ou cinquante livres par an qui étoit à charge par consequent audit Faydy; & qu'il ne

gardeoit que pour faire honneur à son ayeul, ce faisant procedant au Jugement de l'instance, les conclusions prises en l'instance par ledit Faydy lui fassent adjudgées avec dépens, au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance de notredite Cour qui auroit reservé à y faire droit en jugeant. Requête dudit Dannelot du 8 May 1723, employée pour défenses à la demande en jugeant. Contredits dudit Dannelot du 8 dudit mois de May dernier, contre la production nouvelle dudit Faydy portée par sa precedente Requête. Sommations generales de satisfaire à tous les Reglemens de l'instance. Conclusions de notre Procureur general, tout joint & diligemment examiné. Notredite Cour faisant droit sur le tout, sans s'arrêter aux demandes dudit Faydy portées par les commission, exploit, & requêtes des 16 Mars 1720, 13. Février, 28 Juin 1721, & 18 Avril 1722 dont il est débouté, ayant égard aux lettres de rescision obtenues par ledit Dannelot le 10 Mars 1723, & icelles enterinant remet les Parties en tel & semblable état qu'elles étoient avant le consentement dudit Dannelot, & actes approbatifs, en consequence reçoit ledit Dannelot opposant aux Arrêts des 19 Avril 1710, & 17 Juin 1711, décharge ledit Dannelot de la pension de deux cens

336 *Traité des Moyens Canoniques*  
cinquante livres dont est question , con-  
damne ledit Faydy à rendre & restituer  
audit Dannelot les sommes qu'il lui a  
payées pour raison de ladite pension, de-  
puis la création d'icelle sur le surplus des  
autres demandes , fins & conclusions des-  
dites Parties les a mis hors de Cour, con-  
damne ledit Faydy en tous les dépens,  
surfis néanmoins à l'exécution du pre-  
sent Arrêt en payant un tiers comptant,  
le second tiers dans trois mois du jour  
de la signification du présent Arrêt à  
personne ou domicile , & le dernier tiers  
trois mois encore après. Te mandons  
mettre le présent Arrêt à exécution , de  
ce faire te donnons pouvoir. Donné en  
Parlement le 1 Juin , l'an de grace 1723,  
& de notre Regne le huitième. Signé par  
la Chambre , Y S A B E A U. Collationné  
CHAPOTIN. Controllé & scellé le 19 Juin  
1723. Signé , FOURNIER.

*Pour Copie sur l'Original , BAZIN.*



CHAPITRE

## CHAPITRE XXIII.

*Si un Etranger peut jouir des Benefices en France ? S'il y a lieu de devolut contre lui, & en quel cas ?*

N°. 1. **I**L y a ici plusieurs especes à examiner : La premiere, quand une Province est réunie au Royaume par conquête ou autrement, il en faut suivre les Usages & les Coûtumes. La Franche-Comté ayant été réunie à la Couronne, il fut donné un ordre en conséquence de la conquête en 1674 au sieur Toussaint Portier, & autres qui avoient des Benefices dans cette Province, de rapporter leurs titres, suivant l'art. 24 conçu en ces termes : Ceux qui auront été pourvus d'un côté ou d'autre des Benefices étant à la collation, présentation, ou autre disposition desdits Seigneurs Rois ou autres, tant Ecclesiastiques que Laïques, qui auront obtenu provisions du Pape de quelqu'autres Benefices, situez sous l'obéissance de l'un desdits Seigneurs Rois, par le consentement & permission duquel ils en auront joui pendant la guerre,

*Tome III.*

P

338 *Traité des Moyens Canoniques*  
demeureront en la possession & jouissance  
desdits Benefices leur vie durant , comme  
bien & dûement pourvûs, sans que toute-  
fois on entende faire aucun préjudice  
pour l'avenir aux droits des legitimes  
Collateurs qui en jouiront & en useront ,  
comme ils ont fait par le passé.

A R T. XXV.

2. Tous Prélats , Abbez , Prieurs , &  
autres Ecclesiastiques qui ont été nommez  
à leurs Benefices ou pourvûs d'iceux par  
lesdits Seigneurs Rois avant la guerre ,  
ou pendant icelle , & auxquels leurs Ma-  
jestez étoient en possession de pourvoir ,  
ou nommer avant la rupture entre les  
deux Couronnes , seront maintenus en la  
possession & jouissance desdits Benefices ,  
sans pouvoir y être troublez pour quel-  
que cause ou prétexte que ce soit, comme  
aussi en la libre jouissance de tous les  
biens qui se trouveront en avoir dépendu  
d'ancienneté , & aux droits de conferer  
les Benefices qui en dépendent en quel-  
que lieu que lesdits Biens & Benefices se  
trouvent situez , pourvû toutefois que  
lesdits Benefices soient remplis de per-  
sonnes capables , & qui ayent les quali-  
tez requises , suivant les Reglemens ob-  
servez avant la guerre , &c.

3. Mais comme le Roy d'Espagne étoit  
en possession de nommer au Prieuré de



S. Martin sous Beaumont, M. Toussaint Portier y avoit été nommé par le Roy d'Espagne, & il avoit été jugé par les Arrêts des Cours Souveraines de la Province, qu'il étoit personne capable & avoit les qualitez requises, suivant les Usages observez dans la Province, étant Prêtre & Franc-Comtois, & il n'étoit pas permis de mettre en question la validité de sa collation, d'autant que quand elle seroit nulle, elle devoit avoir son effet sa vie durant, sans préjudice du droit des Collateurs pour l'avenir.

Après le Traité de Nimegue, étant obligé de prêter le serment de fidélité au Roy, ce qu'il avoit fait, il a desservi ce Prieuré depuis, & a joui de la portion des fruits de ce Prieuré qui étoit en France, dont jouissoit le sieur Mariotte, & cela a double titre : 1°. Que la section est prohibée suivant le Concile de Tours, & les Constitutions canoniques au titre *de Prab. & Dignitatibus*.

4. La seconde, c'est que suivant le Traité de Nimegue, le Pourvû devoit jouir de tous les biens situez sous l'une & l'autre domination, ce qui emportoit réunion de la portion qui avoit été possédée par Mariotte.

C'étoit de cette portion dont M. Pierre Valoux avoit été pourvû par la resigna-

tion du sieur Mariotte qui avoit la portion des fruits à *parte regni*, & qui rapportoit la filiation de ses Prédecesseurs. Mariotte avoit succédé à la Furie Religieux, à Vaucherot, à Mahatal, aux Malboulans qui ont été tous Commandataires & pourvus successivement, qui n'ont point été pourvus du véritable titre du Prieuré de Beaumont qui est situé dans la Franche-Comté, qui s'y dessert, & s'y est toujours desservi; c'est à cette Eglise que le Benefice est attaché, dont il tire son nom, & en conséquence de l'office & service, que les fruits & revenus en dépendants sont dûs, suivant la maxime *Beneficium propter Officium*.

Jamais Mariotte n'avoit obtenu de *Visa*, encore qu'il y eût un Décret apposé dans les provisions: *Et cum Decreto quod ipso oratore cedente aut decedente, Prioratum prædictum quomodolibet dimittente vel amittente ille amplius non commendetur, sed in pristinam tituli naturam reverti, & personæ regulari idoneæ conferri debeat, ac si eidem oratori minimè commendatus fuisset, ac irritum, etiam si commendari contigerit, absque speciali mentione & derogatione dicti Decreti commenda sit de dicto Prioratu facta nulla sit eo ipso.*

Le sieur Portier opposoit donc ce se-

*pour acquérir & conserver, &c.* 341

cond moyen, & ajoutoit que Valoux en avoit si bien senti la force, qu'il avoit demandé ce Prieuré *pro cupiente profiteri*, qu'il n'avoit aucune possession legitime, n'ayant point demandé au Parlement des Lettres d'attache avant de prendre possession, qui étoit nécessaire suivant les Ordonnances du Comté, titre 2 & 3 du livre 6 de l'Etat Ecclesiastique.

5. Le sieur Portier avoit rapporté la fondation de ce Prieuré de S. Martin sous Beaumont, fondé par Hugues de Beaumont en 1134, il y avoit des Religieux suivant la Crénique, ce qui est prouvé par l'Epitaphe de ce Fondateur.

*Hic supra dictis fratribus  
Donavit Besvensibus,  
Qui deservirent sedulo  
Sancti Martini Cellula.*

On entendoit anciennement par ce terme *Cellula*, de petits Monasteres ou Abbayes, suivant le Glossaire du sieur du Cange, & suivant le Cardinal d'Osset, *Abbatiale*.

Le Roy d'Espagne avoit obtenu un indult de Sixte-Quint en 1589, rapporté comme tous les autres dans l'inventaire des indults; depuis cet indult verifié au Parlement de Dole, les Rois d'Espagne y avoient nommé : mais parce que par

P iij

le malheur des temps plusieurs Monasteres étant déchus de leur ancien état, & réduits à un seul Ecclesiastique, le Roy ayant prétendu que les Prieurez conventuels qui étoient actuellement sans conventualité, étoient devenus habituels par le défaut de Religieux, & que le Roy d'Espagne ne devoit pas perdre son droit par ce défaut, de maniere que pour assurer l'état fixe de ce Benefice, le dernier indult ne faisant aucune difference des Prieurez qui avoient donné la nomination au Roy d'Espagne, le Roy fit faire une Enquête en 1690 par le ministere de son Procureur general, & le Parlement commit le Procureur fiscal de Gray, qui fit faire une Enquête qui prouva que c'étoit un Prieuré conventuel *habitu*, le sieur Portier ayant été nommé par le Roy d'Espagne, & sa Partie en Cour de Rome : on jugea au Grand-Conseil en faveur du nommé par le Roy. Monsieur Dreux, Rapporteur. L'Arrêt est du 7 Septembre 1689.

6. Cet Arrêt juge deux questions : la premiere, que ceux pourvus de Benefices dans les Pays conquis réunis à la France, d'étrangers qu'ils étoient deviennent regnicoles legitimes par la réunion au Corps de l'Etat, & que les Rois sont conservez dans leurs nominations.

Et une autre grande question que les

fruits des Benefices étant sous différentes puissances , étant réunis il se fait une réunion de droit au chef-lieu du Benefice : Nous avons déjà fait mention de ces questions , passons à d'autres exemples.

Un Etranger est incapable d'une incapacité politique qui regarde le Roy seulement , lequel donne des lettres de naturalité , elles portent que c'est à condition que l'impetrant residera en France , & y finira ses jours. Benoît Luper ayant été pourvû du Prieuré de Reilame par M. le Cardinal Grimaldi , obtint des lettres de naturalité qui marquoient cette condition : Luper ayant obtenu des Lettres Patentes en cette forme, se retire à Rome ; le Roy pendant la Regale confere ce Prieuré à Claverie , comme vacant en Regale dans l'Archevêché d'Aix , par la mort du Cardinal Grimaldi , il en prend possession.

7. Luper ayant appris que le Roy avoit conféré en Regale ce Prieuré , quitte Rome , vient en Provence ; le Roy envoie ses Ordres à Mr Lebret Intendant de la Province ; par sa Lettre de Cachet du 7 Septembre 1687 , à ce Commissaire , pour l'interroger des causes de sa désertion. Luper se défend le mieux qu'il peut par son interrogatoire , il avouë sa désertion du Royaume & sa demeure à Rome ; sur

le Procès verbal de Mr Lebret est intervenu Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 10 Décembre de la même année, qui renvoye sur la contestation au Parlement de Paris seul Juge competent de la Regale, la cause plaidée dans ce Tribunal, qui déclare le Prieuré comme vacant en Regale, & l'adjuge au sieur Claverie par Arrêt du 2 Juin 1688 ; ce n'est point une clause comminatoire ni de style, portée dans les lettres de naturalité, que l'Etranger residera dans le Royaume, c'est une clause imperative & de commandement : On regarde ces clauses comme essentielles, & des conditions sans lesquelles les lettres n'auroient point été accordées, n'étant pas juste de donner les revenus des Benefices du Royaume à des Etrangers, auxquels ils ne font aucun bien, ni aucun service, ni office.

8. Cette Jurisprudence est uniforme dans les autres Tribunaux, ayant été jugé la même chose par Arrêt du Grand Conseil du 25 Septembre 1690. Le sieur Risqui est pourvû par M. le Cardinal Grimaldi du Prieuré de Mothay, dépendant de l'Abbaye de S. Florent, dont ce Cardinal étoit pourvû ; quelque temps après Risqui quitte le Royaume, s'en va à Rome ; le sieur Guiran impetre ce Benefice, s'en fait pourvoir en Cour de Rome

comme vacant par désertion, au mois de Janvier 1685, il fait assigner Risqui par-devant le Lieutenant general d'Angers. Le sieur Bernardy en obtient des provisions par la mort de Risqui, la complainte portée au Grand Conseil, jugé au rapport de Mr Dubois de Courceriers, que du jour que Risqui s'étoit retiré du Royaume, & passé en Italie, le Prieuré de Mothay avoit vaqué. Si un Benefice est vacant du jour qu'un Etranger se retire du Royaume, c'est une vacance *ipso facto*, ce n'est pas une simple désertion, dont nous ferons mention dans la suite.

9. Ces principes sont fondez sur deux Arrêts de Reglement : l'un du Conseil d'Etat du 24 Novembre 1659, l'autre du 5 Avril 1661, rendu au rapport de défunt Mr Boucherat, qui a été depuis Chancelier, qui ont jugé qu'il étoit permis de se faire pourvoir des Benefices possédez par les Etrangers qui sortoient hors du Royaume, quand ils contrevenoient à leurs titres.

Les Ordonnances, entr'autres celle de Louis XII. dit : Pour ce qu'avons été avertis que notre Seigneur, & cousin Charles VIII. & dernier, a été par lui baillé & octroyé par importunité où autrement, à plusieurs & diverses personnes étrangères, & non natives de notre Royau-

me, Pays & Terres de notre Royaume & Seigneuries . . . . Il les revoke si elles n'ont pas eu leur effet, les casse & annulle. François Premier en a fait de semblables, il ne seroit pas juste de donner des Privileges aux Etrangers, au préjudice des regnicoles.

10. Ces lettres de naturalité ne regardant qu'une incapacité respectve & politique, elles ont un effet retroactif, & les Ariets ont jugé qu'elles rendoient la capacité exteriere aux Etrangers, sans avoir égard au droit acquis à ceux qui plaidioient contr'eux, & qu'on ne pouvoit leur opposer ce défaut.

De sçavoir si on peut opposer à ceux qui ont une pension la même nullité, ç'a été la matiere d'une grande contestation entre défunt M. François Joisel Docteur, Prieur du Prieuré de S. Hilaire de Montilliers, & Jean-Baptiste Giovo, portée au Conseil du Roy, dont je ne sçai pas la décision, ce sont les mêmes moyens & le même objet.

11. Comme cette matiere se présente assez souvent, & qu'il y a en France plusieurs Benefices, les Etrangers qui sont principalement chassés de leur Pays pour le fait de la Religion sont dignes de compassion, & meritent quelque secours. Le Roy étant seul interessé donnant des



lettres de naturalité fait cesser les empêchemens, & ôte les obstacles qui pouvoient se former, ce qui fit dire à Mr Bignon Avocat general dans la cause de la Cure de Trepigny au Diocèse de Reims, jugée par Arrêt du 14 Février 1630, que le Roy étoit le seul intéressé en la qualité d'Etranger, & quand il lui octroye des lettres de naturalité, il lui remet tout son intérêt, & purge la faute qui pouvoit lui être imputée, & regarder la qualité d'Etranger qui étant d'ailleurs capable, il lui remet le vice de naissance qui regardoit seulement ses intérêts, il le rend capable de cette capacité extérieure & politique qui lui manquoit, & devient capable comme s'il étoit regnicole.

12. Cela vient, comme disoit le même Magistrat dans une autre cause pour une Prébende de l'Eglise de Monfaucou, que l'intérêt du Roy est de s'assurer de la fidélité des Etrangers qui possédoient des Benefices dans le Royaume : on peut ajouter l'autre raison que les fruits qui se retirent par les Etrangers dans le Royaume y soient consommés.

Il faut donc regarder si son titre est canonique, sans s'arrêter à celui d'un Particulier qui veut exciper du droit d'autrui qui ne dépend point de lui, &

qui ne le regarde pas , pour lui ôter ce qui lui est acquis ; le droit que le Roy exerce ne fait aucune injure au Regnicole , *nemini facit injuriam qui suo jure utitur*. L'incapacité de l'Etranger est levée dès l'instant que le Roy reconnoît pour un sujet fidel celui qui étoit Etranger.

Je ne suis pas néanmoins persuadé de ce que dit Chopin en son *Traité du Domaine* , liv. 1 tit. 11 n°. 7 , qui rapporte un Arrêt de la Cour du 3 Mars 1501 , par lequel elle a jugé que le Roy ayant accordé des lettres de naturalité , il n'étoit point nécessaire qu'elles fussent enregistrées ni vérifiées au Parlement , mais qu'il suffisoit que l'Etranger les gardât pour sa sureté comme il le jugeroit à propos.

J'estime donc l'enregistrement nécessaire suivant nos mœurs , & comme nous vivons.

Que si l'Etranger ne satisfaisoit pas à ses lettres de naturalité , & qu'il ne demeurât pas dans le Royaume , ses lettres qui sont conditionnées au cas qu'il demeure dans le Royaume , deviendroient sans effet , comme nous l'avons observé.

13. Que si un François s'étoit établi dans un Pays étranger , j'estime qu'il faudroit lui faire des monitions , & obtenir une Sentence , qu'il seroit tenu de venir

*pour acquérir & conserver, &c.* 349  
resider dans un temps, & icelui passé  
sans qu'il fût besoin d'autre Jugement,  
on pourroit déclarer son Benefice vacant.  
Deux raisons : la premiere, le défaut de  
residence ; la seconde, la raison d'état  
que les fruits doivent être consommés  
dans le Royaume, & que cette même  
raison est commune avec lui comme avec  
l'Etranger : mais la vacance ne peut avoir  
lieu que par Sentence, & non de plein  
droit, comme à l'égard de l'autre, n'ayant  
pas le peché originel de l'Etranger.

On oblige quelquefois les Etrangers  
qui veulent passer quelque temps à Rome,  
d'obtenir des Brefs *de non vacando in  
curia*, que s'ils ne satisfont pas après le  
temps qui est marqué, s'il y avoit dans  
la grace que faute de satisfaire à cette  
condition, le Benefice seroit vacant,  
l'Etranger doit craindre la Regale, &  
les autres moïens de pourvoir.

14. Proposons une autre espece : Un  
Etranger est pourvû d'un Benefice en  
France dont il jouit pendant trois ans.  
M. Claude Boileau se fait pourvoir de la  
Cure de Villars Diocese de Lyon, sur  
M. Eustache Chaumont, Italien d'ori-  
gine, qui l'avoit obtenu le 4 Avril 1670.  
& en jouit plus de trois ans, jusqu'au mois  
de May 1673 que Boileau en fut pourvû.

350 *Traité des Moyens Canoniques*  
prit possession , & forma complainte.

Boileau soutenoit qu'il y avoit une incapacité radicale contre Chaumont suivant l'autorité des Ordonnances ; cette question a été traitée , mais nous estimons que cet Etranger doit toujours obtenir des lettres de naturalité , y ayant toujours ce vice radical qui l'accompagne & le suit jusques à ce qu'il ait eu des lettres de naturalité.

---

## CHAPITRE XXIV.

*Si un Ecclesiastique qui sollicite le Benefice d'un homme vivant est irregulier ? & si étant pourvu par le Pape motu proprio , Le Titulaire étant mort au temps des provisions , elles sont bonnes ?*

N°. 1. **M**E. Jacques Couvron dernier Prieur Comrendataire de S. André , Diocese de Vannes , étant grièvement malade , M. Nicolas Champy croyant qu'il fut mort , sur un faux avis qu'il en eut , en écrivit le 8 Juillet 1670 au sieur Abbé de Bonfils qui étoit pour

*pour acquérir & conserver, &c.* 351  
lors en Cour de Rome, pour lui procurer ce Benefice.

Champy lui fit recommander cette affaire par l'Intendant de Mr le Cardinal de Vendosme, & lui manda que ce Cardinal lui en écriroit, & que comme le sieur Champy avoit rendu des services assez considerables à la Maison de Vendosme, il obligeroit Mr le Cardinal de lui faire tomber ce Benefice entre ses mains.

Le sieur Abbé de Bonfils qui étoit Agent de Mr le Cardinal de Vendosme, & qui avoit des habitudes à Rome, prétendit qu'il sollicita fortement le Cardinal Patron, pour obtenir ce Benefice en faveur de Champy ; mais que le Cardinal Patron le lui refusa, parce que ce Benefice ayant vacqué dans un des mois du Pape, il étoit juste de le donner à un homme qui auroit servi la Cour de Rome, & que Mr le Nonce lui en avoit écrit de Paris pour une personne de cette qualité.

2. Le sieur Bonfils representa que le dessein du Pape étant de le donner à un homme qui l'auroit mérité par ses services, il étoit en cet état, & qu'étant chargé du secours pour Candie, il ne rendoit pas de petits services à la Cour de Rome, & sur ce fondement ne pou-

vant obtenir ce Benefice pour le sieur Champy, il le demandoit pour lui-même; en effet le Pape lui en accorde des provisions le 6 Août, avec la clause *motu proprio*.

Il faut observer que Couvron dernier Prieur Commendataire, étoit mort lors des provisions, quoiqu'il ne le fût pas au commencement de la sollicitation qu'en fit le sieur Bonfils : en cet état le sieur Abbé Bonfils en écrivit à Champy que le Pape l'avoit gratifié de ce Prieuré; mais qu'il étoit prêt d'en traiter avec lui par pension, permutation ou de quelque autre manière, parce qu'il lui tenoit lieu de récompense, & qu'il remettoit le tout à sa discrétion.

3. Quelque temps après le sieur de Lamet, Chanoine de Notre-Dame, de concert vrai-semblablement avec le sieur Champy, obtint des provisions en Cour de Rome, fondé sur deux moyens principaux : Le premier regarde la personne du sieur Bonfils, & le second regarde ses provisions.

Pour la personne du sieur Bonfils on lui imputoit quatre crimes : le premier étoit la perfidie d'avoir reçu un avis de son ami pour solliciter un Benefice pour lui, & de se l'être procuré à lui-même, perfidie d'autant mieux marquée qu'il

étoit obligé, suivant les Loix de l'honneur & aux termes des lettres qui lui étoient écrites, d'employer le nom de Mr le Cardinal de Vendosme, ce qu'il n'avoit pas fait.

Bonfils répondoit à cela qu'il y avoit de l'injustice de lui imputer une perfidie dans une rencontre, où il avoit agi avec toute la sincérité & la franchise possible, qu'il a sollicité le Benefice pour Champy, mais qu'il l'a sollicité inutilement, qu'on lui avoit marqué en Cour de Rome, qu'il étoit destiné pour une personne qui y auroit rendu service, & qu'après cette déclaration Champy ne pouvant l'obtenir, il y avoit de l'ingratitude à lui d'envier au sieur de Bonfils, s'il l'a obtenu pour lui-même; qu'il est vrai qu'il ne s'étoit pas servi du nom de Mr le Cardinal de Vendosme, & qu'il avoit cru qu'il ne le devoit pas faire, puisque l'on étoit dans une conjoncture, où il falloit ménager son credit. Mr le Cardinal en ayant besoin lui même pour deux graces qu'il sollicitoit à Rome; la premiere, la dispense du Prince Regent de Portugal avec la Reine, & la seconde pour le grand Prieuré de France pour Mr le Chevalier de Vendosme.

4. Le second crime imputé à Bonfils étoit la confidence, ayant écrit à Champy

qu'il s'accommoderoit avec lui de ce Benefice qui lui tenoit lieu de recompense, Bonfils lui répondit qu'il étoit ridicule de présumer de-là une confiance dans les offres qu'il avoit faites à Champy de le resigner à pension, permutation ; ou par autres voyes canoniques & licites, comme il étoit licite & permis en droit.

Le troisiéme crime, & le plus considerable est, que l'on disoit contre Bonfils qu'il avoit sollicité ce Benefice pendant la vie du Titulaire, crime si odieux que les Canons l'appellent détestable, qu'il est inutile de dire que sa provision a été accordée *motu proprio*, & qu'ainsi il n'a pû demander le Benefice, puisque les lettres qu'il a écrites au sieur Champy & son aveu même autorisent le contraire, que d'ailleurs la regle *de impetrantibus Beneficia viventium* s'observe à la rigueur, & s'observe dans les provisions *motu proprio*, comme en celles qui sont accordées à la sollicitation d'une personne ; que nos Docteurs en parlant de ce crime n'avoient point fait de distinction d'une juste ignorance, ou de la connoissance du décès du Titulaire, que par ces distinctions on éludoit la pureté de la discipline, & qu'un homme qui s'étoit servi d'une course ambitieuse, ne manquoit jamais de la prétexter d'une juste ignorance.



5. Bonfils répondoit , qu'il étoit vrai que la regle avoit lieu dans les provisions données *motu proprio* , comme dans les autres , & quoiqu'il semble qu'il y ait quelque contrariété dans cet aveu , parce que c'est détruire en quelque maniere le *motu proprio* , que de présupposer qu'il est obtenu sur l'instance qu'on en a faite au Pape ; cependant on veut bien demeurer d'accord de la proposition , mais on n'est pas pour cela dans le cas de la regle , puisqu'il l'Abbé Bonfils en avoit eu une juste ignorance ; que Panorme soutenoit positivement qu'on étoit par-là à couvert de la rigueur de la regle , & si quelques Docteurs n'ont pas voulu recevoir cette distinction , leur opinion n'est pas reçue parmi nous. Dumoulin sur la regle de *verisimili notitia obitus* , resout cette question , & soutient qu'un juste sujet de courir à Rome , comme est la renommée publique , qu'un homme est mort , exempt de la peine de la regle , puisque la cause cessant qui est la course ambitieuse , l'effet doit cesser.

6. Il disoit de plus qu'on ne pouvoit lui opposer ni la regle de *impetrantibus* , ni celle de *verisimili notitia obitus* , lesquelles quoique faites aux mêmes fins produisent néanmoins des effets fort differens. La premiere , outre l'acte qu'elle rend

nul, produit encore une incapacité & une irregularité dans celui qui y a contrevenu, le rend infâme, & le prive de tous ses Benefices.

La seconde de *verisimili notitia*, ne prononce point d'autres peines que la nullité de l'acte : or pour tomber dans le cas de la premiere, il falloit non-seulement le dessein, mais l'évenement, & il ne suffisoit pas d'avoir demandé le Benefice d'un homme vivant, si en effet on ne l'avoit demandé de son vivant, *Quia incipiens scienter currere Beneficium viventis non solum ob id incidit in pœnam, cap. 1 de concessione Præbendæ, nec dictam regulam xx. nisi impetraverit vivente Beneficiato*, dit Dumoulin ; ce Docteur va encore plus avant, car il veut que quand on auroit demandé le Benefice d'un homme vivant, si le Collateur ne l'accorde pas du vivant du Titulaire, on ne tombe pas dans la peine de la regle, puisque sa disposition qui est tirée du chapitre premier de *concessione Præbendæ*, étant pénale, ne doit pas être étendue au-delà de son cas, & comme elle ne parle que de ceux qui sont mis en la place des Titulaires vivans, *qui vivorum Sacerdotum loco tenentur*, il n'est pas juste de l'appliquer à des especes différentes : Ainsi Bonfils n'étoit pas dans les termes de la premiere regle.

Il étoit encore moins dans les termes de la seconde, puisque pour former le vœu de la mort d'un Titulaire, il faut sçavoir qu'il est vivant, de sorte que si Bonfils a été dans une juste ignorance, on ne peut lui imputer le dessein porté par la regle; cette juste ignorance fondée non-seulement par l'avertissement que lui a donné Champy, mais sur celui de Mr le Nonce, qui avoit écrit au Cardinal Patron pour une personne qui avoit servi la Cour de Rome.

7. Le quatrième crime étoit le parjure, par ce que Bonfils avoit dit par son interrogatoire qui étoit contraire à la verité; or on sçait que par le chap. *Quarelam de jurejurando, Non merentur Ecclesiam regere qui crimine perjurii irretiti sunt.*

Bonfils répondoit qu'il n'étoit point parjure, & qu'on pouvoit concilier ce qu'il avoit dit, avec les pieces qu'on rapportoit.

Mais le moyen le plus considerable contre Bonfils étoit de dire, que la provision étoit accordée *motu proprio*, maniere de conferer qui a été perpétuellement rejetée en France, parce qu'elle va à établir cette plénitude de puissance dans la personne du Pape, que les François ont toujours bornée suivant que les Canons l'ont prescrit, clause qui tend à rendre le

Pape Maître de tous les Benefices , & à détruire le droit des Ordinaires , & à faire revivre toutes les réserves : clause enfin si odieuse , que Rebuffe met jusques à quarante - trois inconveniens qui seroient ennuyeux à rapporter.

On sçait d'ailleurs que les provisions apportées avec cette clause ont été condamnées par les Arrêts , comme contraires aux Libertez de l'Eglise Gallicane , que le Pape Urbain VIII. ayant accordé des lettres *motu proprio* , pour ériger l'Evêché de Paris en Archevêché , elles étoient si contraires à nos Libertez , que le Parlement ordonna qu'elles seroient reformées , ou en obtenir de nouvelles.

8. Que depuis quelque temps le Pape ayant donné des Bulles de l'Abbaye de Prémontré à Mr l'Abbé Colbert avec le *motu proprio* , le Roy dispensa ses Procureurs generaux de s'en porter appellans comme d'abus , que Mr Bigorre Conseiller au Grand Conseil fort versé dans ces matieres dans le Traité qu'il a fait de la Jurisdiction Ecclesiastique dit , que la clause *motu proprio* est contraire aux Libertez de l'Eglise Gallicane , que c'est une dispense d'exprimer les Benefices qu'on possède , ce qui est contraire aux Canons qui defendent la pluralité des Benefices , qu'elle avoit été inconnue jusques à Boni-

face qui en est l'Auteur , aussi-bien que de toutes les reserves , que ce nom seul nous le doit rendre odieux , & qu'il étoit d'une très - dangereuse consequence de l'autoriser dans le public ; que dans l'espece particuliere , on pouvoit conclure que les provisions de Bonfils étoient insoutenables , & quand même on prétendrait que c'est de ces clauses , *qua vitiantur & non vitiant* , on peut dire que la provision n'en est pas meilleure , puisque retranchant cette clause , l'Abbé de Bonfils n'a pas exprimé les Benefices , ce qui produit une nullité essentielle & irreparable.

9. Bonfils n'étoit pas sans réponses , il disoit qu'il étoit inutile de s'écrier si fort contre la clause *motu proprio* , exercée par le Pape dans le Pays d'Obedience , où il confere comme ordinaire , proposition d'autant mieux établie qu'elle est fondée en titre & en possession : que le titre du Pape pour conférer les Benefices en Bretagne est l'Edit d'Henri II. en 1549 , qui porte que le Pape conférera dans ses mois concurremment comme les Ordinaires , & qu'il jouira de tous les droits dont il jouissoit auparavant.

Que pour l'origine des reserves on n'en étoit pas d'accord , les uns les attribuoient à Boniface VIII. les autres à Jean XXII.

le Concile de Bâle , la Pragm. sanction ; & le Concordat y ont remédié ; mais ce qui est incontestable , elles ont toujours été reçues en Bretagne , même depuis le Concile de Bâle , & avant la réunion de cette Province à la France la regle de *mensibus & alternativa* y étoit reçue.

Il y eut même contestation , pour sçavoir si le Concordat seroit reçu dans la Bretagne ; mais comme au temps qu'il fut fait elle n'y étoit pas assujettie , le Roy n'a pas eu la nomination des Evêchez par le Concordat, mais par un indult particulier.

10. C'est à la vérité un ancien Fief de la Couronne , encore que le Sire de Joinville qui étoit du temps de S. Louis dit dans son Histoire , qu'un Duc de Bretagne reconnut cette Province comme un Fief dépendant du Royaume , & ce Duc fut surnommé par les Bretons Mauclerc , pour dire qu'il étoit mauvais Clerc , c'est-à-dire , peu intelligent dans les affaires de sa Maison, d'avoir soumis ses Etats au Roy.

Et comme le Concordat reduisoit la puissance du Pape dans cette Province , le Roy qui fit le Concordat ne put l'y comprendre , sous prétexte qu'elle étoit un Fief servant ; & il fut faire une observation , que les petites Provinces & Royaumes

Royaumes ne se sont pas si bien défendus des progres de la Cour de Rome que la France qui étoit un puissant Etat. L'Edit de 1549 a donc conservé les reserves du Pape sur la Bretagne, comme sur un Pays d'obedience, conferant dans les huit mois comme Ordinaire; & comme ceux-ci conferent *motu proprio*, il ne faut pas s'étonner si dans le Pays d'obedience le Pape confere les Benefices avec cette clause, c'est un Privilege de la Cour de Rome autorisé par nos Rois; il semble donc qu'il n'y a rien là d'exorbitant, ce qui doit s'entendre seulement quant à la collation des Benefices.

En effet, M. Charles Dumoulin qui opinoit dix ans après cet Edit en disant: *Sed ex pacto Papa habet sex menses in quibus Ordinarii nihil possunt.*

II. Il est vrai que le Parlement de Bretagne y a apporté des modifications, mais c'est à l'égard des causes dont le Pape prenoit connoissance, que ce Parlement a empêché comme chose contraire à l'Etat; mais à l'égard des collations l'Edit d'Henry II. a eu son effet, il suffit que le Pape les accorde à des regnicoles, & même principalement *oriundis* à ceux des Dioceses, en conformité des Canons.

Il est donc fort inutile d'examiner ce Privilege , & sçavoir s'il est odieux ou favorable , puisqu'étant autorisé par un Edit, il doit être executé : le Pape est considéré comme Ordinaire dans les huit mois qui lui sont reservez , étant sujet à toutes les charges des Ordinaires , par exemple à la Régale aux Joyeux avènements , aux indults de Messieurs du Parlement ; il est donc considéré comme Collateur ordinaire , puisqu'il est obligé aux Loix du Royaume.

Il est encore tenu du serment de fidélité comme des autres expectatives, combien que dans la cause de Farisani en 1668 , on ait jugé pour le Pourvu par le Pape, contre le Breveaire ; ce fut en consequence des Lettres Patentes du Roy, qui déclara qu'il ne vouloit préjudicier aux droits du Pape ; c'est donc une consequence que sans une Déclaration si précise le Breveaire l'eût emporté , en effet ces Lettres Patentes ne parurent que quand le Procès fut prêt à juger : on voit par-là quels moyens peuvent être utiles à ceux qui sont pourvus en pareils cas.

12. Il ne faut point aussi s'élever si fortement contre le *motu proprio* , d'autant que toutes les graces & indults que Clement IX. a accordez au Roy pour Metz, Toul & Verdun , dans la collation des



Benefices, aussi-bien que dans l'ampliation de l'indult de Messieurs du Parlement, il s'est servi de la clause du *motu proprio*, & les enregistremens faits sans restriction, ni modification à cet égard, & sans y trouver à redire, en font voir l'exécution.

Pour les exemples que le sieur de Lamet a rapportez, comme l'érection de l'Archevêché de Paris, & les Bulles de Monsieur Colbert, on y répondoit en disant, qu'il y a grande différence entre les rescrits de grace & de justice, que pour les derniers on ne souffre point de clauses insolites comme dans les rescrits de grace. Voilà les raisons de part & d'autre : ce qui en résulte, le Pape est considéré comme Ordinaire dans la Bretagne pour la collation des Benefices, il n'est pas obligé de conférer au plus diligent, il a le droit d'élection & du choix, & il seroit bien extraordinaire de vouloir lui prescrire une formule de collation ; ainsi jugé aux Requêtes de l'Hôtel par Sentence, dont il n'y a point eu d'appel.



## CHAPITRE XXV.

*Que le Rapt fait par un Sous-Diacre Chanoine , fait vaquer son Benefice de plein droit , & que la grace du Prince n'a point d'effet retroactif.*

N°. 1. **M**Aître Jacques Leroy envoya en Cour de Rome le 25 Août 1721 , & obtint des provisions par dévolut le 10 Septembre suivant , de la Prebende du sieur de Prunelay Sous-Diacre , à cause du Rapt qu'il avoit fait de la personne de Demoiselle de l'Aigle , âgée de 20 ans , qui étoit pensionnaire au Monastere des Filles-Dieu de Chartres.

Mr l'Evêque de Chartres conféra la même Prebende par le même genre de vacance au sieur de Clerambourg , Curé de Maule , *vacantes ipso jure propter recessum in Angliam dicti de Prunelay , & matrimonium ibi ab ipso contractum seu attentatum* ; il avoit exprimé le Canonikat & Prebende.

Par Sentence de l'Official du 3 Décembre 1721 , le sieur de Prunelay fut

*pour acquérir & conserver, &c.* 365  
atteint & convaincu du crime de Rapt,  
& privé de plein droit de son Benefice.  
Complainte au Baillage de Chartres.  
Sentence du 1 Décembre 1723, qui a  
maintenu le sieur Leroy en la possession  
& jouissance du Benefice contentieux.

2. Appel de cette Sentence en la Cour :  
le sieur Clerambourg a resigné son droit  
à M. Jean Gallois, auquel Mr l'Evêque  
de Chartres a donné de nouvelles Pro-  
visions le 24 May 1724 du même Ca-  
nonicat, comme vacant par le mariage  
du sieur de Prunclay, lequel pensoit à  
rétablir l'honneur de la Demoiselle qu'il  
avoit enlevée ; il avoit obtenu un Bref  
de Cour de Rome qui le relevoit du  
Subdiaconat dès le mois d'Août 1722,  
qu'il fit entheriner.

Et en même temps il pensa à appaiser  
les justes plaintes que le Sr Marquis de  
l'Aigle pouvoit avoir ; il obtint un Ar-  
rêt le 10 May 1724, par lequel il lui  
fut permis de passer outre à son mariage  
avec la Demoiselle de l'Aigle ; ce qui  
fut exécuté le lendemain.

Ce mariage donna occasion à Mr l'E-  
vêque de Chartres de conférer ce même  
Canonicat au sieur Gallois, comme il  
a été observé ; c'est le troisième titre du  
sieur Gallois.

L'état de la question étoit de sçavoir

Q ii j

si le Benefice avoit vaqué de plein droit par le Rapt commis par le sieur de Prunelay, ou si le mariage de celui-ci avoit donné lieu à la vacance, & si le sieur de Prunelay ayant été remis en ses droits, tout ce qui s'étoit fait auparavant étoit aneanti, & que la grace du Prince eût eu un effet retroactif.

Ces deux questions importantes ont été jugées par Arrêt du 15 Juillet 1726, qui a confirmé la Sentence des premiers Juges. Il y eut onze voix contre huit.

## M O T E N S.

3. Posons un premier principe en matière de vacance de Benefice, approuvé & confirmé par tous les Docteurs sans exception; c'est qu'il n'y a point de vacance qui ne soit ordonnée par l'homme ou par la loi; la Glose penultième du chapitre dernier de *jure patr.* sur ces mots *ex vi juris patron.* *Non debet imponi pœna, nisi exprimat quod sit imponenda.*

Une autre maxime proposée par les Canonistes: si la loi se sert d'un temps futur, & quoique la loi n'employe pas ces termes *ipso jure*, néanmoins le Benefice est vacant de plein droit; si la loi, la fondation ou autre acte se sert des termes *presentis & non futuri temporis.* M<sup>r</sup>

*pour acquerir & conserver, &c. 367*

Louet n<sup>o</sup>. 385 de *infirmis resign.* de Dumoulin, dit que *verba consideranda qua privationem inducunt, an sint presentis vel futuri temporis, verba presentis temporis privant ipso jure.* Probus sur la Pragmatique Sanction tit. de elect. in §. *quod si aliter;* & Godefroy sur la loi 14 §. 1 cod. de *sacrosanctis Ecclesiis.* Cela se prouve par la simonie, l'heresie, & l'assassinat premedité dont nous examinons les especes, cap. *ad abolendum de hereticis, cap. 1 de homicidio in 6<sup>o</sup>.*

4. Le Rapt est de la même qualité. Un Concile general & plusieurs autres Loix du Royaume l'ont confirmé, le Canon 27 du Concile de Calcedoine, tenu en l'an 451, l'explique disertement, *eos qui sub nomine conjugii mulieres rapiunt, statuit sacra Synodus, si sint quidem Clerici, proprio gradu excidere.*

Le chapitre 92 du Livre premier des Capitulaires de nos Rois a adopté cette privation contre des excès si scandaleux.

Le Concile de Vormes tenu en 868 chap. 77 & celui de Trosle en 909 chap. 98, l'ont mis au nombre de leurs Canons.

Celui de Trente, sess. 24 de *Rapt. actione, cap. 6.*

Celui de Rheims en 1564, *sic tamen ipse Raptor excommunicatus & perpetuo infamis, & si sint Clerici, a suo gradu excidant.*

Q iii

Enfin celui de Bordeaux tenu en 1624.  
Can. ont ajouté

ces termes, *ipso jure nihilominus ipse Raptor ac illi consilium & favorem prabentes sint ipso jure excommunicati ; & si Clerici fuerint , de proprio decident gradu.*

Les Conciles generaux & particuliers concourent à la même peine ; en effet un Ecclesiastique peut-il commettre ce crime impunément ? il est donc condamné par les Conciles à une privation de droit.

5. Le sieur Gallois a tâché d'en affoiblir la peine en disant que ce n'est qu'un Rapt de seduction ; mais les Conciles se servent de termes generaux & indéfinis , *qui sub nomine conjugii rapiunt.*

La Loi unique *cod. de Raptu Virginum ; huic poena omnes subjaceant , sive volentibus , sive nolentibus Virginibus.* Nos Ordonnances de Blois article 42 , Déclaration de 1639 article 3 , ont prononcé des peines contre le Rapt de seduction, comme contre le Rapt de violence.

Dumoulin sur le 165 Conseil d'Alexandre du 7<sup>me</sup> volume dit qu'un crime de cette qualité est digne de mort. *Item secus si cesset vis facti , sed adsit aliud illicitum machinamentum , ut mala persuasio & corruptio animi ; l. 1 §. persuadere de servo corrupto ; l. prima ad finem de variis & extraord. &c.* Mornac sur la Loi premiere

*pour acquérir & conserver, &c.* 369

*de servo corrupto*, dit qu'on ne punit pas moins la mauvaise persuasion pratiquée sur les jeunes gens que la violence. Mr. Le-maistre dans son Traité de l'Abus dit que la Loi n'est pas armée de moins de sévérité contre les Ravisseurs qui ont usé de surprise, & ont abusé de ces jeunes personnes, que contre ceux qui se sont servis de violence, & que le Public est offensé; qu'il suffit que le crime soit déclaré par un Jugement ou Arrêt, & il y en a de rapportez tome 1 du Journal des Audiances; l'un du 30 May 1653, livre 7 chap. 25, l'autre du 15 Février 1655 l. 8 ch. 10 *idem*; quoique le crime de confidence n'eût été prouvé que depuis le dévolut obtenu.

6. Les secondes Provisions données au sieur Clerambourg depuis la Sentence rendue ne fortifioient pas les premières, par deux raisons; l'une qu'il n'est pas permis à un Collateur Ecclesiastique de varier, l'autre que ce n'est pas la Sentence qui a condamné le sieur de Prunelay qui l'a privé de son Benefice; ce Jugement n'a fait que déclarer qu'il avoit commis le crime, c'est le temps du Rapt qu'il faut regarder; le sieur Leroy ayant un droit avant les premières provisions, il étoit encore plus enraciné après les secondes provisions, *qui prior tempore potior jure.*

Q. v.

Le sieur Gallois étant appuyé de Mr l'Evêque de Chartres faisoit une grande objection ; il disoit que les premieres Provisions étoient abusives , parce que Mr l'Evêque de Chartres avoit prononcé par avance la peine que son Official n'avoit pas encore prononcée ; c'étoit lui seul qui pouvoit déclarer la peine encouruë par le sieur de Prunelay ; & à l'égard des secondes provisions elles étoient bonnes à la verité dans leur principe , si les choses étoient demeurées dans leur état primitif.

Mais que l'Arrêt du 10 May 1724 , qui a infirmé la procédure faite contre lui , lui a permis d'épouser la Demoiselle de l'Aigle. Le sieur de Prunelay étant absous du crime de Rapt , c'est seulement par son mariage que le Benefice a vaqué de plein droit ; & qu'ayant des provisions sur ce genre de vacance , ce sont ces dernieres provisions qui sont canoniques.

## SECONDE QUESTION.

*Si la grace du Prince a un effet retroactif.*

7. Cette question merite une dissertation. La Loi 3 de *constitutionibus Principum* au ff. fait voir que les graces du Prince sont très-étendues , & qu'elles doi-



vent être interprétées très-favorablement, par conséquent elles doivent avoir un effet retroactif ; c'est un délit qui a été effacé & tellement aneanti que personne n'en peut critiquer ni l'autorité ni la puissance ; c'est donc un crime effacé dont l'effet est tel qu'il ne reste plus aucune tache , le mariage qui a suivi ayant achevé de reparer la tache , s'il y en avoit quelque reste ; de maniere qu'à prendre les choses dans leur principe , ni les particuliers , ni l'office public ne sont plus en état d'en pousser aucunes plaintes , les familles s'étant conciliées , le Parlement ayant rendu le sieur de Prunelay capable de reparer l'injure , & l'ayant réparée par le mariage , les personnes contractantes ayant pû se marier ensemble , suivant le Concile de Trente qui dit que quand la personne ravie n'est plus entre les mains de son Ravisseur , ils peuvent passer à la celebration du mariage ; ces moyens ont beaucoup d'apparence. Mais le sieur le Roy répondoit que l'absolution du Prince pouvoit bien remettre la peine au sieur de Prunelay ; mais elle n'ôtoit pas le droit acquis au sieur Leroy , suivant la regle *de non tollendo jure quæsito*.

8. Les Princes qui accordent des graces n'effacent pas le droit d'un tiers , ce qui

Q.vj

est du droit naturel, au contraire il y a toujours une exception & une reserve du droit d'autrui.

Que si le Roy n'a point voulu faire de préjudice à un tiers, le droit de l'Intimé n'ayant point reçu d'atteinte, la grace du Prince n'a dû être considérée que *ut ex nunc* & non pas *ut ex tunc*, & que si la vacance de droit avoit eu lieu du moment que le Rapt avoit été commis, & le Benefice rempli par le sieur Leroy, il n'y avoit plus rien de vacant au temps de la grace.

C'est une maxime établie par les Docteurs que la grace du Prince n'a point un effet retroactif, pour détruire les droits d'un tiers, mais qu'il faut distinguer entre ceux qui obtiennent leur absolution, *per viam justitiæ*, & ceux qui l'obtiennent *per viam gratiæ*, dans ce dernier cas il n'y a aucun effet retroactif.

Mais quand une personne obtient son absolution *per viam justitiæ*, qu'elle est déclarée innocente, elle est censée n'avoir jamais été coupable, les Juges lui donnent tous les effets retroactifs, & on ne peut lui opposer aucune chose intermediaire entre la fausse accusation & l'absolution.

9. Mais dans le second cas la grace n'a point d'effet retroactif, elle ôte l'empê-

chement & l'obstacle pour l'avenir ; mais il faut qu'il y ait une espece d'entherinement de la grace , les Docteurs disent que *habet caput vulneratum* , il demeure toujours quelque cicatrice sur la tête de cet accusé s'il restoit dans l'état Ecclesiastique.

Dumoulin n°. 399 de *inf. resign.* traite cette question , & fait une distinction entre les personnes accusées , dont quelques-uns se fondoient sur les lettres du Prince , & les autres sur leur innocence.

Dans le premier cas la grace n'avoit point d'effet retroactif , le Pape même ne pouvoit pas se servir de la clause *anteferri vel retroactiva.... quia debet intelligi de restitutione per viam justitia , non autem de restitutione per viam gratia , quæ nunquam trahitur retro , ut tradunt omnes Doctores in l. Gallus §. & quid si tantum de liber. & posthumis.* Dinus Muxellanus sur la regle 10 *ratihabitionem retrorahi & mandato non est dubium comparari* , traite la même question & dans les mêmes principes.

10. Mr Louet a éclairci cette matiere d'une maniere sensible ; il dit que le Pape ne peut déroger au droit acquis à un tiers , *Juris Canonici vulgare axioma summum Pontificem , juri quasito , non posse*

374 *Traité des Moyens Canoniques*  
*derogare*, suivant la règle de *non tollendo*  
*jure quasito* ; il dit qu'elle a été reçue dans  
le Royaume. Il ajoute : *Vires enim à die*  
*concessionis accipit ; nec unquam in præju-*  
*dicium tertii retrahitur retro non idem quan-*  
*do per viam justitiæ , hac enim gratia à*  
*lege , non à principe initium suum ducit :*  
*Ideo qui ex delicto condemnati à Papa ,*  
*rehabilitationem obtinent , & à Rege pœne*  
*remissionem priorisque famæ repetitionem ,*  
*amissa ex condemnatione Beneficia repetere*  
*non poterunt in præjudicium tertii , cui jus est*  
*quasitum ; c'est sur le même n°. 399 de infirm.*

Que si on veut expliquer l'Arrêt du  
10 May 1724 , il est certain que le réta-  
blissement du sieur de Prunelay par la  
voye du Prince ne produisoit d'autre ef-  
fet que de le rehabiler aux Benefices ;  
s'il avoit voulu suivre cet état , il avoit  
souffert *maximam capitis diminutionem* ,  
& il pouvoit être rehabilité pour d'au-  
tres Benefices , mais ne suivant pas cet  
état & voulant se marier , il étoit capa-  
ble des effets civils , mais privé de son  
Benefice du jour du Rapt commis.

11. La Sentence de l'Official subsistoit  
même toujours par rapport à l'abdication  
de fait du sieur de Prunelay , ayant pris  
un état contraire : mais pour sçavoir la  
procédure qui a été faite , il a obtenu un  
Bref de Cour de Rome de restitution

contre son Ordre de Sous - Diacre qui l'en a relevé, & il a été fulminé par Sentence de l'Official du 8 Avril 1724 dont on sera bien aise de voir le modele auquel on pourroit se conformer, s'il arrivoit un pareil cas; on voit dans ces especes ce qu'on en peut attendre : cette fulmination a precedé l'Arrêt du 10 May 1724, en voici le dispositif :

„ Nous avons reçu avec respect le Bref  
„ de Norre Saint Pere le Pape Innocent XIII. donné à Rome le 13 Août  
„ 1722, tel qu'il nous a été présenté par  
„ le sieur Parfait de Prunelay, Chanoine  
„ de l'Eglise Cathedrale de Chartres impetrant, lequel Bref a déjà été fulminé  
„ à Londres, par commission du Seigneur Evêque de Madore, Vicaire  
„ Apostolique du Royaume d'Angleterre,  
„ auquel il avoit été adressé, dont l'adresse nous appartenoit & nous est devoluë de droit; avons entheriné & entherinons ledit Bref, & en consequence  
„ permettons au sieur de Prunelay de  
„ jouir de l'effet de la dispense; l'avons  
„ absous des censures qu'il avoit encouruës pour les faits par lui exposez, à  
„ l'exception de la suspension & interdiction de ses Ordres, avec défenses de  
„ se faire promouvoir aux Ordres Supérieurs, portées par notre Sentence du

„ 3 Décembre 1721 ; nous permettons de  
 „ réhabiliter & contracter de nouveau  
 „ mariage avec la Demoiselle Marie des  
 „ Acres de l'Aigle , nonobstant l'empê-  
 „ chement du Subdiaconat , dont il de-  
 „ meure dispensé à l'effet dudit mariage ,  
 „ en gardant d'ailleurs les formalitez re-  
 „ quises par les Conciles & Ordonnances  
 „ Royaux , & pourvu que les Parties  
 „ ayent le consentement de leur pere &  
 „ mere : enjoignons audit sieur Parfait de  
 „ Prunelay d'entendre la Sainte Messe à  
 „ genoux pendant la semaine précédente  
 „ ou immédiatement faisant son mariage,  
 „ & de jeuner trois jours ladite semaine,  
 „ & en outre de reciter tous les jours  
 „ pendant qu'il le pourra , le Pseaume  
 „ *Miserere mei Deus* , & de jeuner le  
 „ premier Vendredy de chaque mois s'il  
 „ n'y a excuse legitime.

12. C'est donc la dispense du Pape qui  
 a servi à le faire sortir de l'état Eccle-  
 siastique , & l'Arrêt du 10 May 1724 ,  
 qui a été le fondement & la base de la  
 grace.

Il devoit y avoir un concours de l'une  
 & de l'autre Puissance , la dispense sans  
 l'Arrêt , & l'Arrêt sans la dispense ne  
 faisoient pas une grace complete & sûre  
 pour le sieur de Prunelay ; le Roy ou le  
 Parlement remettoit à deux familles la

*pour acquérir & conserver, &c.* 377  
vengeance à laquelle le Rapt avoit donné lieu.

Mais la grace n'avoit pû ôter au sieur le Roy un droit qui lui étoit acquis par ses provisions ; elles sont fondées sur le même genre de vacance que celles du sieur Clerambourg , & quand il y a plusieurs Pourvus sur le même genre de vacance par differens Collateurs, la maxime *qui prior tempore potior jure* a lieu, le Pape suivant le Concordat a le droit de prevention ; il a prevenu ; par conséquent le sieur Leroy est le mieux pourvu. Sur ces contestations est intervenu Arrêt au rapport de Mr de Vienne , le Lundy 15 Juillet 1726 , qui a confirmé la Sentence avec amende & dépens. Il sera à la fin du chapitre.

13. Il faut observer sur cette Sentence & sur le Rapt quelques circonstances : Un Bref, une signature, ou des Bulles d'un Benefice ou Rescrit de Cour de Rome , adressé à un autre qu'à l'Ordinaire , n'est pas exécuté par cet Evêque voisin , & nous avons vû assez souvent que les Evêques voisins auxquels les commissions de Cour de Rome étoient adressées , ne les exécutoient pas ; nos Loix & Ordonnances , aussi bien que les Arrêts du Conseil & Cours Supérieures, renvoyent toujours aux Jurisdictions qui en doivent connoître ,

*omnis ordo confunditur si sua unicuique Jurisdictio non servatur*, & quand il y a un renversement de Jurisdictions, ce n'est plus que desordre.

La Sentence dit que le Bref avoit déjà été fulminé en Angleterre par un Commissaire Apostolique, auquel il avoit été adressé, & que le droit étoit dévolu à cet Official; mais ce n'est point par dévolution du Commissaire Apostolique d'Angleterre, c'est parce que l'Orateur avoit un Benefice dans le Diocèse de Chartres dont il étoit, auquel la délégation appartenoit de droit commun, encore qu'il fût adressé à un autre, d'autant que la Cour de Rome qui adresse ses rescrits *viciniori* pour quelque cause, n'est point suivie dans le Royaume, la délégation doit être faite à l'Ordinaire.

14. On pourroit former un doute de sçavoir si le Rapt de séduction produiroit le même effet que celui de violence, d'autant que fort souvent on a commencé par la séduction, un Ecclesiastique ne hazarde pas d'enlever une fille sans son consentement & sa participation. Mor-nac sur la Loi premiere de *servo corrupto*, dit qu'on ne punit pas moins la persuasion que la violence. Mr Lemaistre chap. 3 sur l'appel comme d'abus est de même opinion, & dans tous ces cas les Loix & nos Ordonnances traitent également ceux qui



ont surpris de jeunes personnes, & qui étant dans la maison paternelle comme dans un asile assuré, ou dans une maison Religieuse, en sortent par la persuasion d'un Ecclesiastique. C'est la même peine de mort, à l'égard des uns & des autres, tous nos bons Auteurs ont suivi les Loix & nos Ordonnances.



## A R R E S T

Qui juge qu'un Rapt fait vacquer  
un Benefice de plein droit.

*Du 15 Juillet 1726.*

**L** OUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : Au premier Huissier de notre Cour de Parlement ou autres sur ce requis ; Sçavoir faisons ; qu'entre M. Jean Gallois Prêtre de la Ville de Chartres, & Chanoine de l'Eglise Cathedrale d'icelle, pourvu en Cour de Rome d'un Canoniat & Prébende en l'Eglise Cathedrale de ladite Ville, comme vacant par la resignation à lui faite par M. René Clerambourg, Prêtre possesseur d'iceux ; & encore ledit Jean Gallois pourvu par provisions, à lui accordées par l'Evêque de Chartres

desdits Canoniat & Prébende , ci-devant possédez par M. Parfait de Prunel-  
lay , sous-Diacre , dernier possesseur d'i-  
ceux paisiblement ; ledit Jean Gallois  
ayant repris par acte fait au Greffe de  
la Cour le 28 Novembre 1724 , au lieu &  
place de René Clerambourg , & en cette  
qualité Appellant d'une Sentence renduë  
par le Bailly de Chartres , ou son Lieu-  
tenant le 13 Décembre 1723 d'une part,  
& M. Jacques Leroy Prêtre du Diocèse  
d'Evreux, Chapellain de la Chapelle Basse  
de Notre-Dame de Chartres , prétendant  
droit ausdits Canoniat & Prébende , In-  
timé d'autre part. Vû par la Cour ladite  
Sentence dont est appel contradictoire-  
ment renduë au Baillage de Chartres le  
13 Décembre 1723 entre lesdites Parties,  
& par défaut contre ledit de Prunel-  
lay , par laquelle , sans avoir égard à la de-  
mande en complainte du sieur de Cle-  
rambourg dont il auroit été débouté ;  
faisant droit sur celle dudit Jacques Le-  
roy , & pour le profit du défaut obtenu  
au Greffe des présentations dudit Baillage  
de Chartres alencontre dudit de Pru-  
nelay faute de s'être présenté , & avoir  
constitué Procureur dans le temps de l'Or-  
donnance dont le droit de verification a  
été acquitté , pleine maintenue dudit Ca-  
noniat & Prébende en l'Eglise Cathé-

drale de Notre-Dame de Chartres dont est question, auroit été adjugé audit Leroy, & en consequence ledit Leroy auroit été maintenu & gardé en la possession & jouissance dudit Canoniat & Prébende. Défense auroit été faite ausdits de Clerambourg & de Prunelay de l'y troubler à l'avenir. Dépens néanmoins compensés, & en cas d'appel seroit ladite Sentence exécutée par provision suivant l'Ordonnance, s'agissant d'une pleine maintenue. Arrêt du 16 Avril 1725 d'appointé au Conseil. Autre Arrêt du premier Juin 1725 d'appointé au Conseil, par lequel sans s'arrêter à l'opposition dudit Leroy a été ordonné que le précédent seroit exécuté, dépens réservés. Causes & moyens d'appel dudit Gallois du 8 Juin 1725. Réponses à causes d'appel dudit Leroy du 23 Janvier dernier. Production des Parties. Requête dudit Gallois du 30 Janvier 1726, employée pour saluations à réponses à cause d'appel, & ses contredits du 12 Mars contre la production dudit Leroy. Sommation faite audit Leroy de fournir de contredits, contre celle dudit Gallois par Requête du 21 Mars dernier. Contredits dudit Leroy du 17 May ensuivant contre la production dudit Gallois faite en execution de l'Arrêt du 16 Avril 1725, & contre la

précédente production nouvelle dudit Le Roy par Requête du 26 Juin dernier, & contredits contre icelle dudit Gallois par Requête du deux du present mois. Memoire dudit Leroy imprimé, signifié le treize dudit present mois. Sommations generales de satisfaire à tous les Reglemens de l'instance. Conclusions du Procureur general du Roy, tout joint & considéré.

Notredite Cour a mis & met l'appellation au neant, ordonne que ce dont est appel sortira effet, condamne ledit Gallois en l'amende de douze livres, & aux dépens de la cause d'appel. Si mandons, mettre le present Arrêt à pleine & entiere execution selon sa forme & teneur: de ce faire nous te donnons plein & entier pouvoir. Fait en Parlement le 15 Juillet l'an de grace 1726, & de notre Regne le onzième. Signé par la Chambre, YSABEAU. Collationné, CAVELIER. Scellé le 24 Juillet 1726, DESAILLIERS, le tout avec paraphe.

*Signifié le 18 Juillet 1726 à M. Fontaine, Procureur.*

## CHAPITRE XXVI.

### *De la simonie & confidence.*

N<sup>o</sup>. I. **L**A simonie est la premiere heresie qui se soit fait jour dans l'Eglise du Seigneur ; il faut des preuves plus claires que le jour pour condamner un simoniaque.

La simonie a trois branches : la mentale dont Dieu est le seul Témoin & le seul Juge ; la conventionnelle ne fait pas vacquer de plein droit le Benefice, mais par Sentence suivant les circonstances ; & enfin c'est la réelle qui fait vacquer de plein droit les Benefices, c'est quand elle a été executée.

Il faut des preuves par écrit pour démontrer l'une & l'autre, celle par Témoins ne seroit pas suffisante, il y auroit trop d'inconveniens à craindre dans la surprise qu'on pourroit leur faire par des présents, & si l'Ordonnance ne permet pas la preuve au-dessus de cent livres, à plus forte raison s'agissant d'un crime des plus détestables, de la perte des Benefices & de l'honneur, la preuve n'en est pas recevable à moins d'un commencement par écrit.

2. Cependant Dumoulin sur la règle de *publicandis resignationibus* n°. 31 dit, que le Juge seculier peut connoître de la simonie en jugeant le possesseur des Benefices, & en faire la preuve par Témoins, ce qu'il dit avoir fait juger deux fois par Sentence & par Arrêt; il fait la différence entre la resignation pure & simple, dans laquelle on ne commet aucune simonie, & la resignation en faveur dans laquelle elle entre à cause des conventions.

Mr Louet sur le même nombre cite l'Edit de Blois, qui partage la connoissance de ce crime entre les Juges Laïques & Ecclesiastiques; les premiers en connoissent à l'égard des Laïques, & les autres à l'égard des Ecclesiastiques; l'un & l'autre assurent que l'on peut prouver ce crime par Témoins. Mornac sur l'Aut. *quod pro hac causa datum est*, dit, que la confidence se prouve par Témoins, quand il y a un commencement de preuve par écrit, & la simonie par Témoins, sans commencement de preuve par écrit.

Mais les Arrêts & Jugemens ont formé une Jurisprudence contraire: Que si des Ecclesiastiques en avoient commis une, c'est au Juge Ecclesiastique à en connoître, & de même par le Juge Seculier contre des Laïques. Ces deux Auteurs se

se trompent aussi-bien que Mornac , on ne permet point la preuve par Témoins dans un crime de simonie , à moins qu'il n'y en eût un commencement par écrit , d'autant que ce seroit commettre l'honneur , & les biens des Ecclesiastiques , & les mettre en proie à des Devolutaires affamez ; plus soigneux de remplir leur cupidité , que de satisfaire à la discipline Ecclesiastique , & purger l'Eglise d'un crime si détestable ; cependant il faut faire une distinction entre la preuve principale qui pourroit avoir lieu , & celle qui est incidente en jugeant le possesseur.

3. Que s'il y a un commencement de preuve par écrit , elle doit être permise par Témoins , ce qui fut jugé par Arrêt du 29 Mars 1629 , sur les conclusions de Mr Talon Avocat general , au sujet d'un Prieuré dépendant de l'Abbaye de Clugny : l'Arrêt fondé sur l'énormité du crime que le public a intérêt d'empêcher , *cap. Cum in Ecclesiis de simonia.*

Mais s'il n'y avoit pas un commencement de preuves par écrit , la faculté n'en seroit pas donnée aux Devolutaires ; & il n'est pas permis de se préparer un commencement de preuve par écrit par des voyes indirectes , comme il a été jugé au Châtelet par Sentence contradictoire

386 *Traité des Moyens Canoniques*  
du 27 Avril 1694, confirmée par Arrêt  
du premier Février 1695, sur les conclu-  
sions de Mr de Lamoignon Avocat ge-  
neral. M. Nouet le jeune & moi, pour  
les sieurs de Choiseul; & l'aîné & M.  
le Barbier, pour le sieur de la Saone qui  
s'étoit servi d'une plainte renduë pour des  
recelez & divertissement des meubles,  
& indirectement avoit fait entendre des  
Témoins sur des billets qui pouvoient être  
interpretez comme confidentiaires & si-  
moniaques, ce sont des tours de Palais qui  
sont reprouvez. M. le Lieutenant civil  
fut près de punir le Commissaire, ayant  
dit qu'il avoit été bien hardi : la Sentence  
& l'Arrêt sont à la fin du liv. 4 ch. 3  
du Traité de l'Etat des Ecclesiastiques  
pour les Ordres & Benefices.

4. La simonie réelle fait vacquer de  
plein droit le Benefice, la convention-  
nelle par Sentence *ex pacto simonia oritur*.  
La simonie se contracte en donnant un  
temporel pour un spirituel, & assez sou-  
vent on n'y fait pas les reflexions qu'on  
doit : par exemple, un Resignant char-  
ge son Resignataire des reparations,  
croyant pouvoir s'affranchir par ce moyen  
de la recherche qu'on pourroit faire con-  
tre lui ; il y a des personnes qui croient  
qu'il y a de l'ingratitude de faire un Pro-  
cès à son Bienfaiteur. J'en ai vû quel-



qu'autres qui faisoient des conventions de laisser certains petits biens à leur successeur pour le même prix qu'ils les avoient achetez d'autres, qui leur abandonnoient des meubles nécessaires pour l'exploitation des lieux, suivant l'estimation : dans tous ces cas, j'ai toujours cru que quand ces conventions avoient précédé ou accompagné la resignation, que c'étoit une condition prévenante, sans laquelle la resignation n'auroit pas été faite, & j'ai cru ces conventions illicites, & que c'étoit un temporel pour un spirituel; c'est pour prévenir ces choses qu'on déclare dans les procurations & concordats pour resigner ou permuter qu'on dit dans la resignation qu'il n'est intervenu aucun dol, fraude ou autre paction simoniacque & illicite.

5. Que s'il paroïssoit des actes du même jour, comme il a été jugé, qui pussent donner une violente présomption, qu'ils eussent été faits relativement l'un à l'autre, & qu'il y eût du temporel pour du spirituel, on déclare l'acte simoniacque. Voici l'espece : un Titulaire de Benefice le resigne, & dans le même moment de la resignation, il se fait en sa faveur par le Resignataire un contrat de donation de deux cens cinquante livres de rente sa vie durant; un Devolutaire vient qui op-

pose la simonie écrite dans ce contrat ; le Resignataire disoit , qu'on n'imputoit point un crime si superficiellement ; que les présomptions ne pouvoient faire une preuve d'un crime aussi détestable ; qu'il falloit , comme disent les constitutions, des preuves plus claires que le jour. M. Brochard Avocat du Roy au Châtelet , avoit conclud contre le Resignataire , ses conclusions ne furent pas suivies. Appel : la Sentence fut infirmée , & on déclara que le Benefice avoit vacqué de plein droit , que c'étoit une preuve d'une simonie bien écrite par la proximité des actes , sans intervalle de temps , pardevant le même Notaire , & entre personnes aussi unies. L'Arrêt est du 18 ou 19 Mars 1698.

Il y a eu d'autres Arrêts en pareils cas dans les autres Tribunaux du Royaume.

6. La simonie conventionnelle ne fait pas vacquer le Benefice de plein droit , d'autant que si un Titulaire avoit joui pendant plus de trois ans du Benefice , il auroit acquis par le Décret *de pacificis possessoribus* la triennale possession. Mr Maynar rapporte un Arrêt qui l'a jugé , il est du 3 Mars 1574 livre 1 , ch. 58 , & plusieurs autoritez pour le prouver , la seule simonie réalisée par l'exécution prive

de plein droit , quand bien même elle auroit été faite par un tiers , d'autant que le Titulaire est toujours pourvu d'une manière simoniaque , & sur des conventions illicites. Arrêt au rapport de défunt M. Baudouin Conseiller à la cinquième des Enquestes , c'étoit pour la Cure de S. Medard de Brunoy , l'Arrêt est dans nos livres.

Mais il faut conclure dans ces matieres, que la preuve par Témoins n'est pas admissible : Arrêt du 18 Mars 1679 à la seconde , au rapport de Mr de Herre , tome 6 du Journal du Palais pag. 402.

Que s'il y avoit assez peu de précaution entre le simoniaque , & celui qui lui auroit procuré le Benefice , comme dans le seizième siècle qui étoit le temps de la guerre entre les Huguenots & les Catholiques , que tout étoit outré dans la discipline. Laroche Flavin rapporte un Arrêt , par lequel on déclara la pension de dix mil livres au profit du sieur de Lansac par l'Evêque de Cominges , abusive & simoniaque , c'est le titre 32 art. premier , dans lequel il le rapporte.

7. Il faut mettre dans le même genre les Concordats triangulaires , quinquangulaires , & autres de même qualité qui ne sont point autorisez specifiquement

par le Pape ; il faut voir le chapitre ci-dessus, qui traite des Concordats.

La simonie étoit regardée par Gregoire le Grand , comme la premiere heresie qui étoit entrée dans l'Eglise du Seigneur , & le crime le plus grave , *gratis accepistis , gratis date* ; mais s'il y avoit un scandale causé par des Ecclesiastiques qui auroient fait des pactions simoniaques & illicites , sans qu'il en parût rien à l'exterieur , si l'Official à la Requête du Promoteur informoit du scandale , il y a bien des choses permises par les voies extraordinaires , qui ne le seroient pas par les voies civiles & ordinaires ; cependant j'estime qu'il seroit trop dangereux d'ouvrir cette porte à la cupidité d'un Devolutaire , & qu'il faut se tenir à la regle , qu'il faut un commencement de preuve par écrit , & si elle avoit été commise par une tierce personne , cela seroit suffisant pour faire perdre le Benefice au Titulaire comme nous l'avons dit , d'autant que la simonie est une lèpre qui infecte le titre.

Que si même on avoit pris possession en vertu d'une provision simoniaque , & que l'on eût obtenu une absolution , si on avoit eu un autre titre , il faudroit la réitérer encore qu'elle soit de fait , parce que le titre en vertu duquel elle auroit été prise est nul. Le Pape Clement III.

en a fait une Décretale , c'est le ch. 26 de *simonia* , un titre nul radicalement ne peut autoriser une possession , pour servir à un autre titre canonique : nous l'avons prouvé par un Arrêt , & par l'autorité de Dumoulin sur les premiers articles de l'Edit de la juridiction Ecclesiastique.

8. La confidence a tiré son origine des Fideicommiss , ces mots sont équivoques , quand la personne qui est incapable d'une donation , comme le mari & la femme qui ne peuvent se donner que par contrat de mariage , ou par donation mutuelle entrevifs de l'usufruit seulement de la Communauté dans la Coutume de Paris , quand il n'y a point d'enfans ; si le mari ou la femme donne à une personne étrangère qui n'est point prohibée se fondant sur sa probité , c'est un Fideicommiss défendu : il en est de même à l'égard des Benefices , il y a des cas dans lesquels il est permis de donner une portion des fruits , c'est à un ancien Titulaire en certains cas ; mais qu'on puisse donner une portion des fruits à une personne qui n'a jamais eu droit à un Benefice , si c'est à une femme , ou à un homme qui est marié , qui soit incapable & indigne du Benefice , qui ait contribué à le faire tomber au Titulaire , & qu'il y ait eu une convention préce-

dente, c'est ou une simonie, ou au moins une confidence. Le premier monument que nous en ayons est d'Innocent I I I. *cap. Tua nos de simonia*. Un particulier qui n'avoit point de titre, pria le Patron de lui en faire un en lui présentant un Benefice, sous la promesse de laisser les fruits au Patron. Innocent I I I. mande que le Titulaire ne peut faire aucune fonction de ses Ordres, ni être élevé & promu aux autres.

9. Le principe est que le Benefice est donné à cause de l'office, & comme ceux qui n'ont point de titres de Benefice, n'en font point l'office & le service divin, ils n'en peuvent avoir les fruits, ce n'est que Pie IV. & Pie V. qui ont fait des constitutions contre ceux qui faisoient une espece de commerce de leur credit, & qui obtenoient des Benefices qu'ils mettoient sur la tête de leurs confidens; on les a appelez confidentiaires, & de plusieurs autres noms par les Conciles, *Cultellarios*, *asinos*, *custodes*, *custodinos*, & de plusieurs autres noms qui montroient la turpitude du crime; ces confidences, indices & présomptions de Baux, de quittances, de procurations, de preuves de jouissance & de plusieurs autres conjectures violentes, concourent ensemble à faire voir la confidence.

10. Si une personne étoit convaincuë de simonie, & qu'elle eût obtenu une absolution, peut-elle continuer l'exécution de ses Ordres? Le droit y résiste, à moins que l'on n'eût obtenu la rehabilitation aux Ordres & Benefices, & comme les dispenses sont de droit étroit, il faut les expliquer & les étendre, autant qu'on le peut, & les obtenir pour les Benefices, nommément pour les Cures, Dignitez & autres, d'autant que les dispenses sont très-bornées, & ne sont point generales, 1 qu. 1 cap. *Erga simoniacos de simonia.*

Il faut faire une grande difference entre la simonie qui est commise par l'impression de l'Ordre, & celle pour le Benefice: dans le premier cas, celles qui ont été faites jusques au onzième ou douzième siècle, que la separation de l'Ordre & du Benefice a été faite, la simonie se faisoit *primario & per se* pour l'Ordre, & conséquemment pour le Benefice auquel l'Ordre étoit attaché, l'un se donnant avec l'autre, & par l'imposition des mains que faisoit l'Ordinaire, il donnoit une place dans une Eglise avec le ministère & la subsistance, jusques à ce qu'il y eût des Corps de Benefices, auxquels on étoit attaché, c'étoit acheter la grace du Saint-Esprit.

11. Mais depuis la separation de l'Ordre, quand il a été imposé absolument, c'est-à-dire, sans Benefice, on n'a plus fait ou peu de simonie pour l'Ordre; mais pour le Benefice qui est le temporel separé de l'Ordre, & pour lequel néanmoins il faut quelquefois avoir l'Ordre de Prêtrise ou être en état de l'avoir dans l'an, quand on prend un Benefice par simonie, c'est que s'agissant de quelques fonctions de l'Ordre, pour messes & autres services, on vendoit par conséquent ce qui étoit de l'exécution de l'Ordre: le second Canon du Concile de Calcedoine, le Canon 8 du 4<sup>e</sup> Concile de Brague prononçoient de plein droit la privation du degré. Quelques personnes peu versées dans la matiere beneficiale ont voulu critiquer ces mots, *gradus sui periculum sustinebit*, c'est une vacance de plein droit du Benefice, d'autant que dans le temps que l'Ordre étoit joint & uni avec le Benefice, & qu'ils se donnoient conjointement, quand on privoit un Ecclesiastique de ses fonctions, on se servoit des mêmes termes, pour le priver de plein droit de son ministere qui comprenoit le Benefice; il semble que c'est ici *verbum futuri temporis*, qui ne prononce pas de plein droit, mais qu'il sera privé; cependant j'estime qu'il est véritablement privé ayant rap-



port au passé, & il ne faut pas être Gram-  
mairien subtil pour en juger.

12. La corruption étoit si grande dans le  
sixième siècle, que la simonie avoit gagné  
le cœur de l'Empire; c'étoit un Usage  
du temps de Justinien, que quand un  
Ecclesiastique recevoit l'imposition des  
mains, & qu'il étoit établi dans l'Eglise  
de Constantinople, il étoit obligé de re-  
pandre de l'argent, c'étoit une tolérance  
d'approbation, on ne pouvoit pas dé-  
truire ce mal contagieux; & par la No-  
velle 56 il défend de faire le semblable  
ailleurs, à peine d'être privé de son état,  
le ministère ne souffrant ni vente ni ac-  
quisition; le concours des deux Puif-  
sances se trouve dans ces occasions inte-  
ressé.

Mais cet Empereur n'avoit pas le pou-  
voir de priver du Sacerdoce; la Glose  
dit, *corruptis moribus Clerici gratis non  
promovebantur Justiniani seculo*; c'est une  
chose affreuse que cette simonie, & en-  
core plus mauvaise de voir qu'elle soit to-  
lerée par l'autorité souveraine; n'étoit-ce  
pas en effet un scandale dans ce com-  
mencement? Devoit-elle être plus per-  
mise dans l'Eglise principale de la Ville  
capitale de l'Empire, que dans les autres  
lieux? Au contraire cet Empereur devoit  
mettre la hache à la racine dans les lieux

R vj.

les plus considerables de son Empire , & ne pas tolerer le mal dans les autres.

Sur la fin du même siecle Gregoire le Grand écrivit à Vigile Evêque d'Arles , que peu de personnes étoient élevées aux Dignitez , & pourvus de Benefices considerables , que ce ne fût par presents ; les termes sont touchans & pressans : *Quod si ita est flens dico , gemens denun- tio , quia cum Sacerdotalis Ordo intus de- cidit , foris quoque diu stare non poterit* , lib. 4. Epist. 50. tome 5. Conc. col. 1204. Tous les Conciles sans exception , & les Peres de l'Eglise l'ont condamnée avec la dernière severité.

13. On fait des Concordats qu'on envoie en Cour de Rome; s'y peut-il commettre une simonie ? cela merite une dissertation: d'un côté on dit hardiment que *in Curia Romana non committitur simonia* , tous les jours deux personnes qui ont Procès ensemble passent un Concordat, font une confirmation de concorde , il y a des pactions & conventions de part & d'autre , celui à qui l'on cede le Benefice fait un remboursement, des frais à l'autre , il y a deux choses en cela à examiner.

L'une est de sçavoir qui avoit le meilleur droit , l'autre combien on donne : premierement , si le titre étoit si douteux ,

suivant l'opinion de ceux qui sont versés dans ces matieres, il seroit difficile de donner le titre à l'un au préjudice de l'autre; en ce cas si on donnoit une pension, le parti seroit raisonnable, *cap. Nisi essent viri providi de Præbendis & Dignitatibus*, ce seroit la personne qui auroit le Benefice qui seroit chargé de la pension, & non le Benefice.

Que si l'un des deux avoit un droit absolument mauvais, & l'autre un titre canonique; celui-ci ne peut point céder son droit à l'autre pour en avoir la récompense, ce seroit vendre une chose spirituelle, ce seroit une véritable simonie.

14. Mais si le véritable Titulaire donnoit de l'argent à celui qui a un mauvais titre reconnu pour tel *ad redimendam vexationem*, cela est licite, pourvu que la somme n'excede point la dépense.

Les Docteurs, comme Hostiensis, font une distinction, que dans les simonies qui sont de droit positif Ecclesiastique, la science & l'autorité du Pape excusent & empêchent la simonie, *super cap. 1. ne Prælati vices suas*. Cassadore dans ses décisions sur la simonie, & les Docteurs qu'il cite font une distinction, que quand il s'agit de l'Ordre, & de la Puissance des clefs, elle ne se peut acquérir par

398 *Traité des Moyens Canoniques*  
argent ; c'est la grace du Saint-Esprit,  
que Simon le premier Heresiarque vouloit  
acheter, ce qui n'est permis à personne.

La Glose du ch. *cum pridem de pactis*  
sur ces mots *illicita pactionis*, distingue  
entre vendre les Sacremens comme dans  
l'ancien Testament : *Ut vendere Sacra-*  
*menta & hujusmodi spiritualia, ibi non*  
*excusat autoritas Papæ, & secundum hoc*  
*intellige quod dixit Tancredus, in his verò*  
*que per constitutionem Ecclesiæ simoniam*  
*inducunt excusaret autoritas Papæ, quia*  
*potest dispensare in talibus.* Il y a une note  
marginale, qui marque le sentiment con-  
traire de Durandus, *libro 4. sens. dist. 25.*  
*qu. 5.* Soto grand Theologien, l'approuve  
*lib. 9. de Justitia & Jure qu. 6. art. 2.*

Ces différentes opinions peuvent laisser  
des doutes, faisons ce que dit S. Augu-  
stin : *Quare certum, dimitte incertum,*  
n'est-il pas plus naturel de suivre ce qu'a  
dit S. Pierre à Simon le Magicien en  
condamnant sa demande, que de donner  
un pouvoir à ses successeurs d'autoriser  
la vente des Benefices qui ont l'exécution  
de l'Ordre : il n'y a que le Pape qui ait  
le pouvoir d'autoriser les pactions & con-  
ventions sur les Benefices, *Can. Petisti.*  
*vers. hoc nulli conceditur 7. qu. 1.* c'est  
Zacharie Pape à Boniface Evêque de  
Mayence.

## CHAPITRE XXVII.

### De l'Intrusion.

N<sup>o</sup>. 1. **C**elui qui prétend un Benefice doit avoir un titre canonique ; c'est la première règle de droit. L'Intrus tient le premier rang après le Simoniaque , pour être regardé sans mission ; celui-ci a un titre vicieux , & l'autre n'en a point ; il y a grande différence entre l'acquisition & la conservation des biens profanes & des Benefices ; on peut acquérir les premiers par la seule possession , le temps en confirme le droit & l'affermir , de manière que quand la possession a un cours d'années suffisant pour acquérir la prescription , celle-ci par un temps legal forme un titre.

Mais bien-loin que le temps acquière un titre à celui qui est Intrus ; au contraire , plus l'Intrusion est ancienne , & plus elle est criminelle , *quo diuturniora sunt crimina , eo magis infelicem detinent animam alligatam* , disent les Decretales ; il y a de plusieurs sortes d'intrusions , on peut avoir pris possession d'un Benefice sans titre ; on peut l'avoir pris

avec un titre légitime , & qu'on en aura été privé depuis , la privation aura été faite par l'homme ou par la Loi : on est sans titre dans tous ces cas , & par conséquent on ne peut acquérir ni conserver un Benefice légitimement en cet état.

2. Le titre du Benefice est imprescriptible par sa nature , s'il est mauvais dans son principe , le tems ne le rendra pas meilleur ; il est quelquefois conditionné , pour le rendre pur & simple il faut purifier la condition ; il nous faut proposer des exemples & les mettre sous les yeux. Titius obtient un Benefice par resignation en Cour de Rome , la clause *& committatur Episcopo* le renvoie à l'Ordinaire ; au lieu de prendre le *Visa* , le Resignataire se met en possession , sans le prendre ; le titre étoit bon dans son origine ; le pourvu devient Intrus , d'autant que la condition inferée dans son titre n'a point été purifiée , & qu'il a pris possession sans l'avoir purgée , ni satisfait au décret qui y étoit inferé ; il y en a plusieurs semblables ; en voici des exemples. Titius obtient une provision *pro cupiente profiteri* ; il y a deux décrets , le premier porte qu'il prendra l'habit dans les six mois , le second qu'il fera profession dans l'an ; il ne fait ni l'un ni l'autre ,

il est privé par l'homme qui a mis des décrets qui étoient des conditions sans lesquelles il ne pouvoit obtenir ce Benefice; il y a un décret irritant ou deux qui déclarent que faute par l'impetrant d'y satisfaire il sera privé du droit, la privation est dans les décrets de la provision qui renferme une clause suspensive; & faute de l'exécuter, elle devient résoluble & détruit tout ce qu'elle avoit permis, faute d'y avoir satisfait dans le temps.

3. Il en est de même si on impetre un Benefice de Commande en Commande & qu'il y ait un décret dans les précédentes provisions de celui par la mort duquel vaque le Benefice; le pourvu est Intrus, si dans ses provisions il n'a pas rappelé le décret, c'est le motif d'un Arrêt qui fit perdre le Procès à Magnamara fameux Hibernois bon scholastique; l'Arrêt est dans nos livres.

Il en est de même de plusieurs cas rapportez par Brodeau sur Mr Louet lettre B. n°. 12, il faut prendre garde aux especes qu'il propose pour jouir de la bonne fortune. Dumoulin s'étoit opposé à cette erreur qui a été corrigée par l'article 14 de la Déclaration de 1646, qui déclare qu'une permutation doit être exécutée de part & d'autre pour avoir lieu, & qui con-

damne ces bonnes fortunes comme criminelles, d'autant que la permutation est un contrat de bonne foi; il faut éviter ces occasions comme des pièges qui le présentent pour tenter la cupidité; on seroit sans titre.

4. L'Intrusion n'est pas seulement dans les cas dans lesquels le pourvu n'a point de titre *ab habente potestatem*; mais que s'il étoit le Collateur; & qu'il fût excommunié & interdit, le titre ne seroit pas canonique.

Il en est de même de ceux qui auroient été pourvus canoniquement d'un Benefice & qui en auroient été privez par Sentence; ils seroient intrus, *intrudere se enim in Beneficio & retinere illud quo fuit canonicè privatus, paria sunt*, le chapelain qui de *preb. in 6º*. L'Intrus non-seulement est obligé de restituer les fruits qu'il a perçus, mais aussi ceux qu'il auroit pû percevoir étant possesseur de mauvaise foy. Mr Guymier de *pacificis possess. in pragm.*

La plûpart de ceux qui demandent des titres & provisions de Benefices en Cour de Rome par la nullité des titres de ceux qui les détiennent & occupent, sont des dévoluts, à proprement parler; sur des Intrus, & qui n'ont point de titres canoniques & ne peuvent pas les conserver.



A l'égard des fruits qu'ils ont reçus , ils doivent les restituer à l'Eglise à laquelle ils ont fait l'injure , ou à celui avec lequel ils ont eu contestation s'il avoit un titre canonique.

5. Comme les hommes portent leur esprit par la cupidité aux choses les plus saintes , sans prendre garde aux remontrances qui ne sont suivies d'aucunes peines temporelles , on a obligé les Intrus en plusieurs Conciles de renoncer aux dignitez acquises par ces mauvaises voyes , & y ont ajouté la privation des autres Benefices qu'ils pouvoient avoir ; ce qui montre que c'est un mal contagieux & une gangrene qui s'attache aux parties qui n'étoient point corrompues , qui sont les Benefices qu'ils avoient acquis canoniquement , & qu'ils devoient perdre , s'ils ne renonçoient réellement à ceux dont ils n'avoient aucun titre , *Can 4 & 5, Conc. Auscitani, an. 1300, tome 11 des Conciles partie 2 col. 1469.* Il y en a eu d'autres semblables tenus dans les siècles suivans qui ont fait de pareilles constitutions.

Mais la Simonie & l'Intrusion étoient bien plus criminelles dans le temps que l'Ordre se donnoit avec le Benefice , ce que les Docteurs n'ont pas observé , d'autant que le Simoniaque & l'Intrus ont fait injure non-seulement à l'exécution de

l'Ordre par un titre infecté de simonie ; ou sans titre ; mais aussi à l'Ordre même qui par une précision n'a pas pû être en ce temps-là séparé du Benefice & du ministère ; l'Ecclesiastique est non-seulement suspendu & interdit de ses Ordres & de son ministère ; mais aussi quand il auroit dans la suite un titre légitime il ne pourroit lui servir , d'autant qu'il s'est rendu indigne , à moins d'y avoir renoncé , comme nous le dirons.

6. Les Conciles avoient dès les premiers siècles voulu empêcher ce desordre, & nous en avons un tenu à Lyon en l'an 517 qui avoit fait des défenses très vives contre ceux qui étoient assez teméraires & assez ambitieux que de vouloir occuper la place d'un homme vivant, & ceux qui l'assistoient dans ce mauvais dessein étoient excommuniés d'une excommunication majeure & perpétuelle, *Can. 4 & 5 Concilii Lugdun. an. 517 tom. 4 Conciliorum col. 1585.*

Gregoire le Grand vouloit que l'Intrus fût déposé , & que s'il persistoit dans son opiniâtreté , qu'il fût excommunié. Le crime augmentoit par la contumace & l'endurcissement cause 7 q. 1 *in primis 2 qu. 1.* Nous avons expliqué cette matiere avec plus d'étendue & d'autorité des Docteurs dans le livre de la capacité

des Ecclesiastiques pour les Ordres & Benefices livre 4 chap. 2, où nous renvoyons le Lecteur pour y voir les autoritez des Docteurs, & l'usage sera toujours inviolablement observé que celui qui n'a point eu de titre canonique ne sera jamais conservé dans la possession par les Magistrats, à moins qu'il n'ait un titre canonique, c'est la robe nuptiale avec laquelle il faut entrer au festin & avoir part à l'administration des ministeres & des biens de l'Eglise; combien y en a-t-il qui sont dans le cas.

7. Ce qui arrive quelquefois, est que si l'un & l'autre des pourvus n'avoient pas des titres canoniques soit dans le fonds, soit dans la forme, le Magistrat avisé & penetrant qui s'applique à ses fonctions, déclare le Benefice vacant, & ordonne que les Patrons & Collateurs y pourvoient, ce que j'ay vû prononcer à l'Audiance; en effet le ministère public doit s'élever contre ces Intrus, qui par mauvaises voyes s'étant emparez des Benefices, perseverent dans leurs mauvais sentimens, sans en avoir de titres canoniques. Les Benefices & leurs revenus étant de droit public & sacré, tout le monde a intérêt d'empêcher cette profanation des Intrus qu'on appelle voleurs, cela est prouvé dans une lettre de Leon

IV. rapportée dans le tome 8 des Conciles col. 32. *Non furem & latronem qualem Gislardum sentimus esse in Namnetica sede, qui viventis quod non licuit locum non timuit usurpare, pro cuiuscumque muneris donis ultra debes defensare.* Cette lettre est écrite à un Duc de Bretagne 7. qu. 1. *non furem.*

8. Les Docteurs ont tous été de ce sentiment, & sans rapporter tout au long leurs opinions, nous ne ferons que les indiquer. Panorme *cap. cum jamdudum de preb.* Felinus *cap. veniens de accus.* Rebuffe *tertia parte signature n°. 57.* Mol. & Mr Louet *n°. 214 de public. post Pan. & Gomès, Corrasius paraphrasi Sacerdotali parte prima cap. 7, cap. 1 de Conc. preb.* Cujas *cap. 8 de preb.*

Dinus Muxellanus qui a commenté les regles du sexte, & qui y a fait de bonnes Notes, au n°. 1 de celles qu'il y a faites, il les separe en quelques articles dont nous pouvons avoir déjà fait quelque mention; il les réduit à quelques propositions faciles à retenir, & qui renferment la substance de ce qui est titre canonique; ou qui ne l'est pas.

Premierement, si on prend une institution de celui qui n'en a pas le droit; cela est clair, ce qui consiste en fait.

Après avoir examiné le pouvoir du

Collateur, il regarde la capacité du pourvu, s'il a les qualitez & l'Ordre pour remplir le Benefice.

Et en dernier lieu, si la forme qui est d'usage & suivant la loi y a été observée pour les choses essentielles; ce Docteur remarque très-bien les choses qui sont de la substance de l'institution canonique; il suffit qu'un seul des défauts qui regarde la substance de l'acte d'institution s'y trouve pour conclurre que l'institution n'est pas canonique; ce Docteur explique & détaille tous ces moyens, & fait voir dans son Commentaire sur cette regle & sur les deux suivantes qui regardent la possession de bonne foy que sur chacune des autres, c'est ce que nous avons observé en plusieurs lieux de ce Traité.

9. Que si des gens de bien s'aperçoivent que par erreur & par meprise, ils ont joui d'un Benefice en vertu d'un titre putatif qu'ils ont cru canonique & qui ne l'étoit pas; ils n'en doivent pas moins la restitution des fruits. Comment reparer le mal passé & prevenir celui qui arrivera? L'homme de bien quelque desintéressement & détachement qu'il ait par la partie supérieure qui domine sur les passions, a bien de la peine à châtier cette cupidité qui éblouit les plus parfaits; cependant il faut prendre une bonne re-

solution, & que la pureté de la discipline domine par les regles qui se presentent ; il faut rendre de bonne foy ce qui a été mal pris, & faire du bien à cette Eglise qui a souffert l'injure ; nous voyons dans le chap. 23 des preuves des Libertez de l'Eglise Gallicane n°. 43 qu'on ne permît pas au Cardinal Farneze du temps de Paul III. & son Legat en France, de remettre les fruits aux Intrus & aux Simoniaques.

10. Sur quoi il faut distinguer, ou l'Intrusion est secrette, ou elle est devenue publique : dans le premier cas il faut avoir un Bref de Pénitencerie adressé *discreto viro Confessori*, & cacheté, si l'Ecclesiastique est pauvre, & que les fruits du Benefice n'ayent été que suffisans pour sa subsistance, il convertit cette restitution *in alia pietatis opera* ; c'est comme les Loix ordonnoient à un mari de restituer la dot, *in quantum facere poterat*.

Que s'il a de quoi, il faut restituer ; soit que la chose soit publique ou qu'elle soit secrette, je ne pretend pas decider en Theologien mais en Canoniste, je regarde ces choses comme en ayant quelque connoissance, sans garder une extrême rigueur, si ce n'est à l'égard de ceux qui ont connu le mal, dont il faut regarder le cœur comme corrompu & fletri.

Mais

*pour acquérir & conserver, &c. 409*

Mais en tous ces cas il faut remettre le Benefice , & après l'avoir remis , si l'Ordinaire a le pouvoir , il peut conférer de nouveau après l'absolution qui est en ces termes :

### Absolutio ab Intrusione.

*Et committatur Episcopo , qui ipsum Oratorem imposta illi aliqua pœnitentia salutaris ipsoque ab exemptione sacrorum Ordinum arbitrio ejusdem Episcopi suspenso & parito judicato si quod sit absolvat , secumque arbitrio suo dispenset ut supra , & in eventum dispensationis hujusmodi quoad novam Commendam committatur eidem Episcopo cum clausula si per diligentem &c. ac postquam dictus Orator possessioni Prioratus præfati per eum forsan de facto capte seu ex præmissis actibus præsumpta in actis Curia Episcopalis renuntiaverit , & non alias.*

11. Il faut expliquer ce décret , la matière est extraordinaire ; faisons le 1<sup>o</sup> littéralement , 2<sup>o</sup> dans l'esprit canonique , pour en montrer les conséquences & les suites , & voir les remèdes pour se conserver dans la jouissance des Benefices ; nous avons expliqué plusieurs décrets dans le livre second de ce Traité.

*Tome III.*

*S*

12. Suivons l'explication de ce décret; l'Ordinaire a le pouvoir de suspendre l'Orateur de ses Ordres, & il le doit faire suivant les cas, mais avec modération; d'autant qu'une personne qui reconnoît sa faute & qui l'avouë, merite quelque commiseration; pour l'absolution, elle ne peut jamais être refusée; mais pour la dispense, elle dépend des circonstances: que si l'Orateur étoit tombé dans cette faute par surprise & par inadvertance, n'ayant pas bien approfondi la qualité du délit, s'il avoit été mis en pénitence, c'est assez de l'avoir commencé pour meriter de l'Exécuteur du rescrit qu'il agisse avec humanité.

Cette discipline est conforme au droit; en voici une espèce d'Alexandre III. Un Ecclesiastique avoit pris un Calice qui avoit été laissé avec assez peu de précaution dans un lieu où il pouvoit être pris aisément, il l'avoit retenu assez longtemps; mais étant revenu à lui-même, il avoit satisfait à l'Eglise, & il n'y avoit eu aucune infamie répandue contre lui dans le public, le Pape répond qu'ayant satisfait à la pénitence qui lui sera imposée ou à une partie, il peut être admis aux Ordres sacrez, s'il est capable d'ailleurs; la Glose sur le mot *penitentia* cite le chap. *ex tenore de temporibus Ordinationum*;



*pour acquérir & conserver, &c. 411*  
que si celui qui est en faute, si le crime qu'il a commis étoit secret, s'il a fait partie de la penitence, il peut ministrer dans les Ordres, & s'il ne les a pas toutes prises, il ne peut pas en être empêché, le crime étant caché; la Glose explique fort bien tous ces cas & les circonstances des fautes.

13. J'ay conseillé quelquefois à des Ecclesiastiques de se soumettre à des Evêques pour des fautes assez graves & qui ne meritoient pas une instruction extraordinaire, de se retirer dans un Seminaire, qu'ils ont été contents de la soumission, & cela est très-bien; c'est un charité d'un côté, obéissance de l'autre; c'est le nerf de la discipline qui a du rapport avec les nerfs du corps qui le font mouvoir, *nervus flectitur non rumpitur*, le supérieur ne doit pas user de toute son autorité, & faire reflexion que l'Ecclesiastique est homme, par consequent foible, sujet & exposé à bien des fautes.

C'est pourquoi l'Ecclesiastique se repentant d'un fait caché, auquel il peut avoir été induit par erreur & par surprise, s'il reconnoît sa faute & qu'elle ne soit pas publique, c'est le cas après une penitence que l'Ordinaire lui a imposée, usant d'indulgence & de dispense, de le pourvoir en

S ij

Commande du Prieuré qu'il avoit remis en ses mains.

La clause *parito judicato si quod sit*, est émanée du droit civil, nous ne la suivons point dans le Royaume, mais bien la clause *si per diligentem &c.* qui veut dire que si l'Ordinaire le trouve d'ailleurs capable d'accepter le Benefice, il le lui confere.

14. L'impetrant doit avoir actuellement renoncé au Benefice avant toutes choses, & on ne peut le lui refuser; c'est une grace qui participe en quelque chose de la justice; c'est un aveu de la bonne conscience de l'impetrant de chercher un remede pareil, c'est pourquoi l'Ordinaire doit faciliter ces choses en faveur du retour aux moyens canoniques pour conserver ces Benefices.

Une raison allegorique rapportée par un de nos Auteurs, me semble meriter sa place dans ce nombre; les Docteurs ont toujours comparé le Benefice au Beneficier comme la femme à son époux, & comme il n'est pas permis d'épouser la femme que l'on a corrompue dans le tems d'un premier mariage qu'elle avoit contracté, de même un Ecclesiastique qui se seroit intrus dans un Benefice ne pourroit pas être pourvu du même Benefice, *cap. 2 & fin. de ea qui du-*

pour acquérir & conserver, &c. 413  
*xit in matrimonium quam polluit per adul-*  
*terium. Rebuffe de reprobata Beneficii vi-*  
*ventis impetratione.* La confirmation des  
premieres provisions d'un Intrus, n'ont  
de date que *ex nunc* & non pas *ex tunc* ,  
d'autant qu'il faut une institution cano-  
nique pour les Benefices ; non-seulement  
ceux qui prennent possession sans *visa* en  
vertu des provisions de Cour de Rome,  
mais aussi ceux qui ont été élus & qui  
n'ont point été confirmez , tout ce qu'ils  
ont fait est mal sans l'autorité du Supe-  
rieur , il n'y a point de bonne foy. In-  
nocent IV. *cap. 44. n<sup>o</sup>. 4 de elect.*

15. Voici un autre décret qui est dans  
les provisions d'une personne qui avoit  
été pourvuë du Benefice d'un homme  
vivant qu'il croyoit mort ; il est en ces ter-  
mes : *Cum indulto ac concessione quod dicto*  
*Beneficio tunc tanquam per obitum ejusdem*  
*N. licet tunc viventis vacantem apostolica*  
*autoritate provisum extitit, ut provisio ipsa-*  
*que litteræ cum omnibus & singulis in eis*  
*contentis clausulis valide existant , ipsique*  
*Oratori suffragentur , ac suum plenarium*  
*effectum sortiantur in omnibus & singulis ,*  
*& per omnia perinde ac si Beneficium hu-*  
*jusmodi ab ipso Oratore H, tunc vivente , ac*  
*per illius obitum vacans , qui nunc non de-*  
*cesserat , & impetratum non fuisset , non*  
*obstante regula Cancellariæ Apostolicæ de-*

414 *Traité des Moyens Canoniques*  
*super edita cujus tenor exprimi possit cum*  
*opportuna illius derogatione , & alias ut su-*  
*prà latissime extendenda.*

16. Quelques observations sur ce décret, 1°. Il ne confirme jamais les premières provisions pour valoir de la date qu'elles ont été obtenues, 2°. Si un tiers étoit pourvu intermediairement, cette dernière provision n'auroit point un effet retroactif au préjudice du droit acquis à un tiers entre les deux provisions, la règle de *non tollendo jus quasitum* est un obstacle qui empêcheroit la force & la vertu des secondes provisions; c'est une règle qui a cours; elle est fondée dans le droit naturel: on ne pardonnoit point dans l'ancien droit à ceux qui étoient Intrus & qui occupoient le Benefice d'un homme vivant; il n'y a que ce crime & celui de simonie qui empêchent de jouir d'un Benefice quelque tems qu'ils en ayent joui, le titre n'étant point coloré, le benefice du décret de *pacificis possessoribus* n'efface point cette tache qui détruit le titre.



## CHAPITRE XXVIII.

### *De la fausseté.*

N<sup>o</sup>. 1. **L**A fausseté est un crime capital qui prive celui qui l'a fait du Benefice ; l'Ordonnance de 1670 titre du faux principal & incident, art. 8, condamne celui qui a commis le faux qui l'a fait, ou fait faire, ou connu la fausseté ; & qui s'en est servi, à perdre le Benefice ; il a offensé la Majesté du Juge, c'est un cas Royal qui est de la compétence du Juge Royal ; & du Juge Ecclesiastique pour le delit commun.

Que si c'est un faux incident qui ait été commis par un Ecclesiastique, il ne peut pas demander son renvoy devant son Juge Ecclesiastique, l'usage est qu'on fait une sommation, pour sçavoir si la partie veut se servir de la piece, auquel cas s'il s'en veut servir il faut instruire le faux par-devant le Juge qui doit connoître de la complainte ; que si on rend plainte & qu'on informe de la fausseté, comme c'est un faux principal, il peut demander son renvoy devant le Juge Ecclesiastique ; les deux Juges l'un pour le délit commun,

S. iiii

l'autre pour le cas privilégié, font l'instruction en commun, & quand elle est faite ils jugent séparément, le Juge Ecclesiastique le premier.

2. Les peines prononcées par les constitutions canoniques, sont entr'autres la privation de plein droit des Benefices & Offices à perpetuité : *Officiis & Beneficiis Ecclesiasticis perpetuo sint privati*, c'est le chap. *ad falsariorum de crimine falsi*, qui est d'Innocent III. qui l'a décidé; c'est une vacance de droit qui est severe, mais très-juste, il vouloit même après la dégradation que le Faussaire fût livré au bras seculier, pour être puni selon la rigueur de la Justice, le crime étoit plus grand de faire une fausseté sur les lettres de la Cour de Rome, & même sur les provisions de l'Ordinaire, que sur les autres actes : une premiere raison, elle pouvoit favoriser une intrusion : la seconde c'est ôter un droit acquis. D'ailleurs la moindre fausseté sur des actes indifferens qui ait été faite prive du Benefice. Dumoulin n°. 352 de *publicandis resignationibus* s'en explique clairement sur cette matiere.

En effet c'est la corruption du cœur qu'on considere, & principalement dans des Benefices, quelques Jugemens qui ayent été rendus *super falsis*, ils ne passent

*pour acquérir & conserver, &c.* 417  
point en force de choses jugées, au contraire c'est un moyen de Requête civile, contre les Arrêts qui auroient été rendus sur pieces fausses.

Et quoique les provisions soient canoniques, si on avoit fait des faussetez sur quelque acte la possession de trois ans vaudroit pas le Décret de *pacificis possessoribus*, M. Maynard livre 1 titre 64, c'est que le possesseur est toujours en mauvaise foi, elle accompagne sa possession, c'est une lépre qui a fait son impression, & qui a corrompu & infecté le titre.

3. Henri II. par l'art. 17 de l'Edit des petites dattes, avoit prononcé plusieurs peines contre les Fausaires, & ordonnoit que non-seulement ils perdissent les Benefices, sur lesquels ils auroient fait la fausseté, tant par des actes judiciaires qu'extrajudiciaires, & qu'ils fussent punis pour le cas privilégié, & renvoyez par-devant les Juges Ecclesiastiques pour être déclarés inhabiles à posséder Benefices en ce Royaume à perpetuité, ce crime ne scauroit être puni avec trop de severité.

Il faut bien prendre l'esprit de Dumoulin qui fait des reflexions fort justes sur cet article, quand il dit qu'il ne faut pas adjuger le plein possessoire à l'autre

S v

partie, à moins qu'il n'ait des titres canoniques pour être maintenu dans le Benefice.

4. On demande s'il doit être privé des autres Benefices qu'il a, & s'il devient incapable d'en acquérir d'autres ? La décision en est faite, d'autant que l'article ouvre la voye pour faire déclarer par le Juge ce Faussaire incapable de Benefices. *Ergo*, le crime commis dans le cours d'une procédure, & la fausseté découverte, & la peine prononcée, si les Juges trouvoient que l'indignité fût si grande que la malice y eût plus de part que l'ignorance & la surprise, on pourroit sur les conclusions de Messieurs les Gens du Roy déclarer ces Faussaires indignes de tous Benefices & Dignitez, étant important pour ceux de cet état de n'y pas laisser des infâmes d'une infâmie de droit & de fait encouruë par la conviction & confirmée par Jugement.

5. Que s'ils sont privez des Benefices qu'ils ont, à plus forte raison sont-ils exclus d'en pouvoir obtenir d'autres, *cap. Olim de rescriptis*, celui qui demande un Benefice doit être irréprochable dans sa conduite & dans ses mœurs. Dumoulin rapporte sur le mot *Ordonnances* une



*pour acquérir & conserver, &c.* 419  
constitution du 23 Avril 1523, qui condamnoit ces Faussaires à la mort ; mais ce n'est que quand l'Officier fait une fausseté dans l'exercice de sa charge.

Ce crime est si énorme & proscriit si universellement, que cet article avoit lieu non-seulement pour l'avenir, mais il avoit son extension pour les Procez déjà intentez, étant de droit commun qu'une clause de cette qualité mise dans l'Édit a lieu pour tout ce qui a précédé ; il dit, qu'elle est de droit commun : nous en avons fait mention dans nos questions sur le Concordat, ce crime est puni d'une amende honorable, des Galeres, ou d'un bannissement perpétuel.

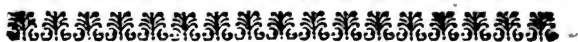
Le Faussaire a offensé la Majesté du Tribunal, & quelque Juge que ce soit il est en droit de vanger l'injure qui y a été faite, principalement quand il s'agit de donner le pouvoir à un Ecclesiastique pour l'exercice de ses Ordres sur un titre faux, ou qui y ait trait. Un des principaux moyens que nous ayons, pour faire voir la falsification, est la comparaison d'écritures, dont nous avons une belle dissertation pour en montrer les differens événemens, & combien il est dangereux de s'y arrêter absolument.

6. Il seroit à souhaiter que ceux qui  
Svj

traitent ces matieres rapportassent des Consultations generales ou particulieres, pour faire voir par des exemples l'esprit de notre Oidre sur ces matieres : en voici une de plusieurs Avocats redigée par défunt M. Nouet, on sera bien aise d'en prendre les argumens en pareil cas.

Il y en a une autre de plusieurs Banquiers-Expeditionnaires qui ont aussi donné leur certificat ; cette alteration dans une Bulle étoit assez importante, & dans un lieu suspect : on y voit les moyens par lesquels on peut attaquer une Bulle de faux, la Consultation des Avocats sera à la fin du chapitre avec le certificat des Banquiers.





## CONSULTATION

De plusieurs Avocats celebres , redigée par M. Nouet Avocat en Parlement , sur le vû des pieces de Monsieur \*\*\* & specialement sur la Bulle accusée de faux , contenant provision de la Primatie de Nancy & de l'Abbaye de Lisle.

**L**E Conseil souffigné qui a vû la Bulle du 17 Octobre 1670, contenant provision de la Primatie de Nancy & de l'Abbaye de Lisle , comme y étant annexée au profit de Mr \*\*\* & observé la rature qui a été faite dans la dixième ligne , à l'endroit où sont ces mots *ac cujus & Beata Maria de Lisle ac forsan aliorum illi annexorum fructus* , le sumptum de la signature sur laquelle ladite Bulle a été expédiée , où sont ces mots *ac cujus & illi annexorum fructus redditus & proventus* , sans qu'il y soit fait aucune mention de l'Abbaye de Lisle , le sumptum du Registre dans lequel ladite Bulle a été registrée , où la clause raturée

ne se trouve point, mais seulement celle qui est dans le *sumptum* de la signature, *ac cujus & illi annexorum fructus redditus & proventus*, sans aucune expression de l'Abbaye de Lisle; la Bulle du 13 Septembre 1677, par laquelle sur l'exposé de Mr \*\*\* que la dignité de Primat de de Nancy étoit vacante par sa profession dans l'Ordre de Malthe, le Pape l'en a pourvû en Commande, sans que l'Abbaye de Lisle y soit aucunement exprimée comme une annexe de la Primatie de Nancy, il y a seulement la même clause qui est dans la signature & dans le *sumptum* de la Bulle de 1670, *ac cujus & illi forsan annexorum redditus & proventus*. La Requête par laquelle Mr \*\*\* demande entr'autres choses, qu'il plaise au Roy ordonner que la Requête de Mr l'Abbé \*\*\* contenant ses moyens de faux contre la Bulle de 1670, soit supprimée, & qu'il soit condamné à lui faire réparation de l'injure qu'il lui a faite par son inscription de faux contre ladite Bulle. L'avis donné le 15 May 1685 par six Banquiers-Expeditionnaires de Cour de Rome, lesquels sur la Consultation qui leur a été faite, estiment que les mots qui sont dans la dixième ligne de la Bulle de 1670, sont écrits de la main du même Scripteur qui a écrit le corps de

*p o ur acquiescer & conserver, &c.* 423  
ladite Bulle, le certificat de quatre Notaires apostoliques du 17 desdits mois & an, & autres pieces attachées à la Requête dudit Mr \*\*\*.

Est d'avis que la Bulle du 17 Octobre 1670 est veritable pour la signature & paraphe de tous les Officiers, mais qu'elle a été alterée & falsifiée dans la dixième ligne, où sont les mots qui expriment l'Abbaye de Lisle annexée à la Primatie de Nancy, *ac cujus & Beata Maria de Lisle ac forsan aliorum illi annexorum fructus*; que la teneur de la clause, le stile dans lequel elle est conçue, l'inspection de cette ligne, la circonstance que cette clause ne se trouve point dans les Registres de la Cour de Rome, & la forme dans laquelle ladite Bulle a été sollicitée, font une preuve suffisante qu'elle a été alterée, & que ladite clause y a été ajoutée depuis qu'elle a été délivrée par les Officiers du Pape au Solliciteur de Mr \*\*\*.

La teneur de la clause mise dans la dixième ligne raturée sert extrêmement pour en découvrir la fausseté, parce que si elle y avoit été lorsque la Bulle a passé par les mains des Officiers qui l'ont expédiée, ils l'auroient rayée, ils auroient vu qu'il n'étoit point vrai dans le fait, que l'Abbaye de Lisle fût annexée à la

Primatie de Nancy ; le Traité de Marfal allegué par Mr \*\*\* pour justifier cette annexe ne la contient point , il porte seulement qu'à la premiere vacance qui en arriveroit , le feu Duc Charles de Lorraine en pourroit poursuivre l'union en Cour de Rome , il ne l'a point poursuivie , & elle n'y a été faite ni par Bulles , ni par aucun Décret de l'Ordinaire ; de sorte que le titre de ladite Abbaye subsistoit distinct & separé de la Primatie de Nancy , lorsque la Bulle de 1670 a été expédiée : Et de dire que le feu Duc Charles de Lorraine en avoit uni le temporel à la Primatie de Nancy , c'est un fait qui n'a pas de couleur , attendu que la puissance d'en unir le revenu ne dépendoit pas de son autorité , c'étoit un acte de la Jurisdiction Ecclesiastique selon le Droit , suivant les Ordonnances d'Orleans & de Blois, l'Usage & le Traité de Marfal ; & le feu Duc Charles de Lorraine pouvoit d'autant moins la prétendre dans le cas particulier , que l'Abbaye de Lisle étant située dans le Barrois, mouvante de la Couronne de France , elle étoit dans un Pays qui n'étoit point de sa Souveraineté ; il étoit de celle du Roy , par l'article soixante-troisième du Traité de Paix fait en 1659 , & c'est pourquoi il stipula par le Traité de Marfal de

l'année 1661, que sa Majesté prêteroit son consentement à cette union en Cour de Rome : Ce sont autant de preuves convaincantes qu'il n'a pû annexer cette Abbaye ni pour le spirituel, ni pour le temporel, à la Primate de Nancy.

Ce n'a pas été le Roy qui a uni le revenu des Abbayes de saint Cornille de Compiègne au Val de Grace, de saint Michel en Lherm au College des quatre Nations, & du Mont saint Martin à l'Archevêché de Sens, les unions en ont été faites par Bulles fulminées avec connoissance de cause par les Ordinaires ; & pour obtenir ces Bulles, il a fallu payer à la Chambre apostolique l'amortissement de l'annate qui étoit dûë à chaque mutation d'Abbé.

Il est aisé après cela de juger si les Officiers du Pape auroient souffert dans cette Bulle l'expression que l'Abbaye de Lisle étoit annexée à la Primate de Nancy, puisque c'étoit faire perdre au Pape sans sa participation le droit de la conferer, & priver à perpetuité la Cour de Rome de l'annate de cette Abbaye sans aucune indemnité.

Les fautes commises dans le style de la Cour de Rome, pour exprimer l'Abbaye de Lisle comme annexée à la Primate de Nancy, sont une autre marque

de la fausseté de cette clause, parce que le Pape Innocent III. récrit à un Evêque dans la Décretale, *quam gravi de crimine falsi*, qu'il avoit dû reconnoître la fausseté d'une Bulle qui lui avoit été présentée, d'autant qu'il l'y appelloit son fils, bien que le style fût quand le Pape écrit à un Evêque, de l'appeller son frere; & afin qu'il n'exécût plus à l'avenir de fausses Bulles pour de veritables, il l'avertit de les examiner *tam in Bulla, filo & cartha quam in stylo*.

Or il y a trois différentes fautes contre le style de la Cour de Rome, dans l'expression de cette Abbaye. 1°. Quand on exprime un Benefice dans la provision d'un autre Benefice, ce n'est pas assez de dire le nom du Saint sous l'invocation duquel il est fondé, mais l'Usage est d'en dire la qualité, & de l'appeller de son nom. Il faut expliquer si c'est un Prieuré, une Chapelle, une Cure, un Doyenné ou une Abbaye; & ainsi ce n'étoit pas assez de mettre dans la Bulle, *ac cujus & Beata Maria de Lisle*; il étoit requis pour faire l'expression selon le style & la rendre intelligible, de rediger la clause en ces termes: *Ac cujus & Monasterii Beata Maria de Lisle*, afin de faire connoître clairement le titre du Benefice qui étoit exposé.



2°. Le style demandoit que Mr \*\*\* exprimât l'Ordre & le Diocèse dont étoit son Abbaye de Lisle, de la même manière qu'il a exprimé l'Ordre & le Diocèse dont étoit son Abbaye de Royaumont, son expression devoit par conséquent être couchée de cette manière, *ac cujus & Monasterii Beata Maria de Lisle Cisterciensis Ordinis Tullensis Dioecesis*; & il étoit d'autant plus nécessaire de faire mention de l'Ordre & du Diocèse, qu'il y a dans le Diocèse de Bordeaux une autre Abbaye de Lisle de l'Ordre des Chanoines Reguliers de S. Augustin, & que pour faire connoître que ce n'étoit pas cette autre Abbaye qui étoit prétendue annexée à la Primatie de Nancy, il étoit requis de déclarer que c'étoit celle de Lisle en Barrois de l'Ordre de Cîteaux, & du Diocèse de Toul.

La prétention des Agens de Mr \*\*\* que l'Usage n'est pas d'exprimer l'Ordre & le Diocèse des Abbayes annexées, est un fait qu'ils avancent contre la règle générale sans en rapporter aucune preuve: car ils n'allèguent point d'exemple d'Abbayes unies qui aient été exprimées dans une Bulle comme annexées à un autre Benefice, sans marquer l'Ordre & le Diocèse dont elles étoient: & pour faire voir que ce qu'ils disent n'est pas vrai,

c'est que celui qui exprime une Abbaye comme annexée , reconnoît qu'elle n'a point perdu sa dénomination , que le titre n'en a pas été supprimé , que la dignité en subsiste , que ce n'est pas un simple accessoire du Benefice auquel elle a été unie , qu'elle tient aussi-bien lieu de dignité principale que celle avec laquelle elle est jointe : & dans le cas particulier , l'Abbaye de Lisle étant de droit une dignité plus noble & plus relevée que la Primatie de Nancy , qui n'est que la dignité d'une Eglise Collegiale , il n'étoit pas moins nécessaire d'en exprimer le Diocèse que de la Primatie , ni moins requis de déclarer son Ordre , que de dire que la Primatie étoit une dignité seculiere.

3°. L'Abbaye de Lisle ayant été une fois nommément exprimée dans la Bulle , le style requeroit que le nom en fût repeté dans les autres clauses où il étoit parlé des annexes en general , & que comme elle avoit été jugée digne dans la premiere clause d'une dénomination speciale , distinguée des annexes en general , on continuât dans la suite de la Bulle d'en parler de la même maniere ; cependant le Correcteur de cette Bulle ne l'a pas fait : car après avoir mis dans la dixième ligne *Beata Maria de Lisle & annexorum* , il n'a pas conformé le reste de la Bulle

à la clause raturée, il a laissé dans la quatrième ligne & autres ces termes : *Cum annexu*, sans nommer aucunement l'Abbaye de Lisle, & a par ce moyen fourni une preuve qu'il n'y avoit aussi dans la première clause que le seul mot d'*annexorum* en general, sans spécifier l'Abbaye de Lisle.

L'inspection de la pièce justifie pareillement que le parchemin en a été graté, il y reste encore plusieurs vestiges sensibles des jambages des anciennes lettres raturées ; la nouvelle encre l'a tellement imbibé qu'on ne sçauroit le regarder au jour sans s'en appercevoir, & comme les dix mots mis au lieu de sept qui ont été effacés sont plus longs que ceux qui ont été ôtés, ils sont aussi plus pressés, les caractères en sont plus courts & plus engagés les uns dans les autres qu'ils ne sont dans tout le corps de la Bulle ; c'est ce qui oblige les Agens de Mr \*\*\* à soutenir que les ratures dans les Bulles de Cour de Rome ne sont pas un argument de fausseté, & d'observer qu'il y en a dans la Bulle du 13 Septembre 1677, sans néanmoins qu'elle soit accusée de faux, mais il y a bien de la différence entre les clauses raturées de la Bulle de 1677, & celles raturées dans la Bulle de 1670, parce que celles-là se trouvent registrées en Cour

de Rome avant que la Bulle ait été délivrée aux sollicitateurs, celle-ci *ac cujus & Beata Maria de Lisle, ac forsan aliorum illi annexorum fructus* n'est point dans le Registre, elle n'est point aussi dans la signature sur laquelle la Bulle a été expédiée, il n'en est fait mention que dans la rature de la Bulle de Mr \*\*\*: cependant il soutient que cette rature ne diminue point la foy de la Bulle, suivant la décision du chapitre *ex litteris de fide instrumentorum*, & du chapitre *ex conscientia de crimine falsi*.

Ces deux textes ne conviennent point à l'espèce particulière, parce qu'ils ne sont point dans le cas d'une Bulle dont il y a une clause essentielle raturée qui n'est point dans le Registre, il ne s'y agit pas seulement d'une Bulle portant provision de Benefice, il n'y est question que de commissions à des Juges pour terminer un Procès, & si le chapitre *ex litteris* décide qu'une rature dans la narration du fait ne doit pas faire reputer la commission fautive, il reçoit son explication du chapitre *ex conscientia*, où le Pape Innocent III. ayant été consulté sur la vérité ou fausseté de certaines Lettres apostoliques; il répond après les avoir examinées qu'il ne les a trouvées suspectes que par la rature de quelques lettres qui

*pour acquérir & conserver, &c.* 431

ne devoient pas jetter du doute dans l'esprit d'une personne sage : *Nullum in eis falsitatis signum vel suspicionis invenimus, nisi paucarum litterarum rasuras quæ nequaquam sapientis animum in dubitationem vertere debuerunt.*

Pour faire qu'une rature ne soit pas de soi suspecte de faux , il y a deux choses qui sont requises par ce texte : l'une qu'elle ne soit que *paucarum litterarum*, & l'autre qu'elle ne soit pas assez de conséquence pour faire douter un homme sage : or la rature dont est question n'est point de cette qualité , car elle n'est pas simplement de quelques lettres , il y a sept mots rayez & dix autres substituez en leur place , & ce ne sont pas des mots indifferens , c'est une clause essentielle , dont l'importance donne grand sujet de douter dans l'esprit d'une personne sage , puisque si les Officiers de la Datterie l'avoient vûë , il auroit été de leur devoir de la retrancher , attendu qu'elle exprime l'Abbaye de Lisle annexée à la Primatie , bien qu'elle n'y ait point été unie par le Pape , & que l'amortissement de l'annate n'ait point été payé à la Chambre apostolique.

L'importance de cette clause paroît encore , en ce qu'elle semble avoir été mise pour ôter au Roy la faculté de nom-

mer à l'Abbaye de Lisle , il étoit en possession publique de la Lorraine & du Barrois mouvant & non mouvant de sa Couronne , lorsque ces Bulles ont été expédiées ; de sorte qu'il lui appartenait de nommer à cette Abbaye , mais il y a eu des personnes qui ont crû qu'en l'a faisant passer pour annexée à la Primatie de Nancy , c'étoit un moyen de lui en faire perdre le droit.

Le préjudice que cette clause fait aussi par l'événement à Mr l'Abbé \*\*\* est manifeste , parce qu'elle tend ( si elle avoit lieu ) à lui faire perdre l'Abbaye de Lisle à laquelle il a été nommé par le Roy , & dont il est plus que triennal paisible possesseur ; que si l'on recherche la raison pour laquelle les Agens de Mr \*\*\* ont raturé sa Bulle pour y mettre cette clause , c'est que n'ayant ni nomination expresse à l'Abbaye de Lisle , ni provisions par lesquelles elle lui fut conférée nommément , il a été nécessaire pour lui en faire un titre , de lui fournir un prétexte , pour fonder les conclusions qu'il prend afin d'y être maintenu , & d'employer dans sa Bulle qu'elle étoit annexée à la Primatie de Nancy.

Voilà l'intérêt pour lequel cette Bulle a été raturée , & de dire indéfiniment que les ratures dans une Bulle ne sont pas

*pour acquiescer & conserver, &c. 433*

pas un argument de fausseté, c'est vouloir établir qu'il seroit permis à un chacun d'y ajouter, retrancher & changer, sans qu'elle pût être accusée de faux : Les maximes véritables touchant les ratures dans une Bulle registrée & délivrée sont, qu'elles en marquent avec certitude la fausseté, si la clause mise dans la rature n'est écrite dans le Registre ; le Pape Innocent III. le déclare, *cap. Licet de crimine falsi, quinta species falsitatis cum litteris Bullatis & redditis in eis aliquid per rasuram tenus immutatur*, on ne doit point y ajouter foy selon le droit, *cap. cum venerabilis de religiosis Domibus, nullam fidem penitus adhibendam propter superlinearem scripturam & rasuram in loco suspecto factam*. S'il y avoit une rature dans des Lettres du grand Sceau registrée dans le Livre de la Chancellerie, que la clause mise dans la rature fût importante, & ne se trouvât point dans le Registre, il n'y auroit personne qui ne les jugeât fausses, parce qu'elles ne seroient pas conformes au Registre où elles auroient été déposées.

La difference qu'il y a entre la Bulle du 17 Octobre 1670, & le sumptum de la même Bulle fait donc une preuve certaine de la fausseté, le Registre sain & entier sur lequel le sumptum a été levé

*Tome III.*

**T**

est plus digne de foy qu'une clause mise dans une rature qui n'est paraphée, ni approuvée par aucun Officier, le Registre sur lequel le *sumptum* a été délivré, n'est pas de la qualité d'une copie collationnée par un Notaire ou par un Greffier des insinuations à la Requête d'une Partie intéressée, qui présente elle-même son original au Notaire pour le collationner, ou au Greffier pour l'insinuer, & qui peut l'avoir falsifié avant que de le leur présenter; les Bulles de Mr \*\*\* ne sont point sorties de la main des Officiers qu'elles n'ayent été registrées, l'enregistrement en est écrit & marqué au dos, comme faisant partie de leur expedition; ce n'a pas été le solliciteur dudit sieur Mr \*\*\* qui les a portez au Registrateur pour les transcrire dans son Livre, & ensuite au Maître du Registre pour les ausculter, c'est-à-dire, pour examiner mot à mot, si elles étoient bien concordantes avec son Registre: ce sont les Officiers qui les ont expédiées, lesquels en ont eux-mêmes fait la diligence, & qui ne s'en sont point défaits qu'elles n'ayent été registrées, afin que le Livre où elles ont été déposées pût tenir lieu de minute à la Cour de Rome; & qu'en cas de besoin si elles venoient à être altérées, l'alteration en pût être reconnue en les comparant avec



*pour acquiescer & conserver, &c. 435*

un *sumptum* levé sur le Registre, qui est un Témoin incorruptible des clauses, & des termes auxquels elles ont été délivrées, & qui est de pareille foy & autorité dans ces matieres, que seroit un Arrêt expédié sur l'un des Registres du Parlement, où les Arrêts sont transcrits sur la minute sans le fait des Parties, par le soin de Mr le Greffier.

Il ne faut pas aussi raisonner de ces nul-  
litez comme d'une donation, dont la  
grosse se trouveroit differente du Regis-  
tre où elle auroit été insinuée, parce qu'il  
y a une minute de la donation qui de-  
meure entre les mains du Notaire, à la-  
quelle les Parties peuvent avoir recours  
pour éclaircir la verité, si la donation se  
trouve differente du Registre; mais il ne  
demeure point à Rome d'autre minute  
parfaite des Bulles, que le Livre où le  
Registrateur les a écrites mot à mot, &  
fait ensuite relire au Maître du Registre,  
afin de corriger les fautes s'il y en avoit;  
l'enregistrement des Bulles de Cour de  
Rome est autorisé par l'Edit du Con-  
trole, art. 5. & par la Déclaration de  
1646 art. 7. les Banquiers sont tenus d'en  
faire mention sur leur Livre, afin que les  
Parties y puissent recourir dans le besoin  
pour voir si les Bulles n'ont point été al-  
térées; il n'y a point d'autres moyens

T ij

436 *Traité des Moyens Canoniques*

pour distinguer les ratures faites par les Officiers dans une signature ou dans une Bulle, de celles qui y ont été faites par les Parties, ou par leur Solliciteur, qu'en comparant les clauses qui y sont, avec celles du Registre, pour voir si elles y sont conformes; c'est pourquoi l'enregistrement des signatures & des Bulles se fait par differens Officiers qui répondent au Public de la verité.

THEODORUS AMYDENIUS explique la forme & la sollemnité dans l'ouvrage qu'il a donné au Public de *stilo Dataria lib. 1. cap. 5. num. 34. Postquam Registratores supplicationes in suis quaternionibus registrarunt notant à tergo supplicationis librum, & folium libri quo fuit registrata; videlicet librum octavum anni sexti folio 153, hoc peracto deferunt quaternionem una cum supplicatione ad Magistros ut auscultent, an supplicatio cum Registro concordet, Magister accipit quaternionem, & Registrator legit supplicationem, si quid erratum illico corrigit, perlecta supplicatione & per Magistrum auscultata ipse in margine Registri apponit suum nomen, & priorem litteram Diœcesis supplicationis registrata, à tergo vero ejusdem supplicationis ponit magnam R. cui inscribit similiter suum nomen.*

La Communauté des Banquiers de cette

Ville, assemblée le 6 Novembre dernier , a certifié que l'usage de la Cour de Rome étoit de transcrire la Bulle mot à mot sur le Registre , qu'il n'y devoit avoir aucune difference entre la Bulle & le Registre , & que quand il étoit question de corriger une Bulle enregistrée , il étoit nécessaire d'obtenir une Ordonnance qui en permit la correction , & d'en faire mention tant sur le Registre que sur la Bulle , au haut de laquelle l'on écrivoit ces mots : *Correcta prout jacet*. C'est la forme en laquelle *Theodorus Amydenius* atteste pareillement *lib. 1. cap. 10. num. 10.* que les corrections des Bulles se font par voie de rature ; & c'est ce qui montre que celle de la Bulle de Mr \*\*\* est une alteration & une falsification , parce qu'elle n'est point faite dans cette forme, & n'est approuvée par aucun Officier.

Lorsque l'art. 8. de l'Edit de 1550 permet aux Parties de faire reformer les Bulles dont ils se sont aidez dans un Procez , ce n'est pas par voie de rature qu'il entend que la reformation s'en fasse , c'est par voie d'une seconde expedition , en levant une seconde Bulle dont les clauses soient plus étenduës que de la premiere , les termes dans lesquels l'Edit est conçu le justifient : *Si pendant le Procez d'aucun Benefice les Parties font reformer*

438 *Traité des Moyens Canoniques*  
mer aucunes Bulles desquelles ils se seroient  
auparavant aidez audit Procès , prétendant  
que les premieres par eux produites n'étoient  
dépêchées jouxte & selon que portoient leur  
signature , celui qui se voudra aider des-  
dites Bulles ainsi refaites , sera tenu de faire  
apporter l'extrait de sa signature. Ces ter-  
mes de premieres Bulles supposent que  
celles qui sont reformées , & qui sont  
qualifiées par l'Ordonnance du nom de  
refaites , en soient de secondes , & mon-  
trent par consequent que si Mr \*\*\* vou-  
loit faire reformer la Bulle suivant cette  
Ordonnance , il devoit lever une seconde  
expedition dans laquelle il exprimât l'Ab-  
baye de Lisle , comme annexée à la Pri-  
matie de Nancy ; c'est ce qui est expliqué  
par la Regle de Chancellerie de reforma-  
tionibus , qui oblige les Parties à présenter  
une supplique au Pape , pour faire re-  
former les premieres Bulles quand elles  
ne sont pas conformes à la signature ;  
mais cette maniere de reformer les Bulles  
ne convient pas à l'espece particuliere ,  
où il ne s'agit pas d'une reformation par  
voie de seconde expedition.

L'avis des six Banquiers , que les dix  
mots écrits dans la ligne raturée sont de  
la main du même Scripteur qui a écrit  
le corps de la Bulle , ne sert qu'à exclure  
ces Banquiers d'être nommez pour Ex-

perts au cas que le faux soit approfondi : l'Ordonnance ne permet point aux Défendeurs en faux de choisir, sans y appeller le Demandeur, des Experts pour faire un rapport sur la piece maintenüe fausse, elle veut qu'ils soient nommez d'office par le Juge, qu'ils prêtent serment, que ces moyens de faux soient mis entre leurs mains, & qu'ils délivrent leur rapport au Juge. Si ces Banquiers avoient vû les moyens de faux de Mr l'Abbé\*\* ils n'auroient pas apparemment baillé cet avis, d'autant qu'il y en a cinq de six qui ont signé le certificat dont il vient d'être parlé, pour justifier que la Bulle doit être concordante mot pour mot avec le Registre; & que quand elle est corrigée après son enregistrement, c'est en vertu d'une Ordonnance sur Requête dont il est fait mention, tant sur le Registre qu'au haut de la Bulle.

La circonstance que si l'Abbaye de Lisle n'étoit annexée à la Primatie de Nancy, il faudroit y laisser l'Abbaye de Gorze unie, ne justifiera pas aussi cette Bulle d'alteration, parce qu'il n'y a point d'inconvénient qu'il n'y ait aucune de ces deux Abbayes incorporée à la Primatie de Nancy, celle de Gorze y a autrefois été unie; mais l'union en ayant été faite sans solemnitez & sans le consentement

du Roy, elle a été jugée nulle & abusive, & pour celle de l'Abbaye de Lisle elle n'y a jamais été faite, & depuis l'heureuse réunion de la Lorraine à la Couronne, il n'y a plus eu d'obligation de l'y faire en exécution du Traité de Marfal.

Enfin cette Bulle est suspecte de faux; parce qu'elle n'est cottée du nom, ni du *numero* d'aucun Banquier de France; il est vrai qu'il étoit alors permis par l'art. 7. de la Déclaration de 1646, d'envoyer à Rome par la voie d'ami; mais c'étoit sous deux conditions. L'une, que les procurations *ad resignandum* seroient insinuées: Et l'autre, que les Bulles qui viendroient de Rome seroient registrées dans le Livre des Banquiers, Mr \*\*\* n'a satisfait ni à l'une ni à l'autre de ces conditions; & ce qui augmente le soupçon, c'est que la Bulle n'est même cottée du nom d'aucun Expeditionnaire Etranger; de sorte qu'il n'y a ni Expeditionnaire François ni Expeditionnaire Etranger qui ait voulu déclarer l'avoir sollicitée & délivrée: c'est ce qui fait que quand on considère la forme dans laquelle ladite Bulle a été sollicitée, l'importance de la clause mise dans la dixième ligne, la circonstance que cette clause n'est point dans le Registre, les fautes commises dans le style

*pour acquérir & conserver, &c.* 441  
de ladite Bulle , & qu'on voit que le parchemin a été gratté & raturé pour mettre ladite clause , il est impossible de n'être pas persuadé qu'il y a de l'alteration & de la falsification dans la dixieme ligne de ladite Bulle.

*Deliberé à Paris le 22 Novembre 1681.*  
*Signé*, Pinsson, Lorencher , Chardon ,  
Dupré, Raviere & Nouet.

---

Certificat de la Communauté des  
Banquiers - Expeditionnaires en  
Cour de Rome , convoquez exprès & assemblez en Corps dans leur Salle de Communauté , le  
deuxième Novembre 1685 , conforme à la Consultation ci-dessus.

*On désire sçavoir,*

**S** I une signature après avoir été revûë & corrigée par les Réviseurs , & une Bulle écrite par un Scripteur, revûë & corrigée par les Regens de Chancellerie , étant mises entre les mains des Registrateurs , elles ne sont pas transcrites mot pour mot dans les Registres : & si après qu'elles y ont été transcrites , les Registrateurs ne portent pas au Maître

T v

442 *Traité des Moyens Canoniques*  
du Registre leurs Livres , la signature & la Bulle pour les collationner , & voir si elles sont conformes , en sorte qu'il n'y ait point de difference.

Et si les impetrans voulans faire corriger une signature ou une Bulle après qu'elles ont été enregistrées , il n'est pas nécessaire qu'ils obtiennent une Ordonnance du Dataire pour la signature , ou du Regent de Chancellerie pour la Bulle , & si en faisant la correction de l'une ou de l'autre , il n'est pas fait mention sur le Registre qu'elles ont été corrigées de la maniere qu'il se trouve.

*Nous soussignez Conseillers du Roy Banquiers-Expeditionnaires en Cour de Rome, demeurant à Paris : après avoir vû & examiné le Memoire ci-dessus , certifions que les signatures & Bulles après qu'elles ont été vûes & revûes , & corrigées si besoin est par les Officiers de Datterie & Chancellerie à ce préposés , sont mises entre les mains des Registrateurs qui les transcrivent mot à mot dans leur Registre , & ensuite elles sont auscultées & collationnées par les Maîtres des Registres desdites Suppliques & Bulles, en sorte qu'il ne doit point y avoir de difference , & lorsqu'il s'agit de corriger lesdites Signatures ou Bulles , l'on presente une Supplique par laquelle on demande la per-*



pour acquérir & conserver, &c. 443  
mission de faire corriger lesdites Signatures  
& Bulles, ensuite de quoi on fait ladite  
correction, de laquelle il est fait mention sur  
le Registre, & sur la Bulle lorsque la cor-  
rection se fait sur la Bulle expédiée, au  
haut de laquelle on met ces mots, Correcta  
prout jacet, ce qui est signé du Regent de  
Chancellerie pour la validité & sureté de  
ladite correction; en foy dequoi nous avons  
signé le present Certificat. Fait à Paris ce  
sixième Novembre 1685. Signé le Maire,  
Rolland du Bourg, de la Nouë, Guibert,  
Daguinet, Chubere, Noyer, Ruelle & le  
Roy.

---

## CHAPITRE XXIX.

*De l'homicide, s'il fait vaquer le  
Benefice de plein droit.*

N<sup>o</sup>. 1. **N**OUS ne scaurions mieux  
entrer dans les circonstances  
de ce crime, pour en établir les peines  
que d'avoir recours à l'autorité de l'Ecri-  
ture Sainte, le chap. 21 de l'Exode vers.  
14 *Si quis per industriam occiderit proxi-  
mum suum & per insidias, ab altari meo  
avelles*: Vous priveriez de l'exercice du  
Sacerdote celui qui par mauvaises voyes

T vj

& par un dessein premedité , ayant dressé des embusches , aura assassiné & tué son prochain.

C'est de l'assassinat que l'Ecriture parle ; ce mot d'assassin vient des Assassins de Perse qui étoient Mahometans de Religion ; leur Prince s'appelloit Arslacide , suivant Paul Emile *de rebus gestis Francorum*.

Ils étoient fort dangereux , croyans qu'il étoit glorieux de donner sa vie en faisant ce Sacrifice pour leur créance ; ils ont principalement fait parler d'eux dans le tems des Croisades , que les Chrétiens faisoient la Guerre pour conquérir ou conserver les lieux saints ; ils ont été en exécution dans toutes les Nations , & ceux qui tuent de sang froid & avec méditation , sont indignes d'aucune grace.

2. Il faut distinguer la qualité des homicides. Celui dont nous venons de parler doit être sans remission pour donner la dispense à un Prêtre de pouvoir célébrer ; mais dès la naissance de l'Eglise on a fait la distinction de l'homicide , s'il étoit fait de dessein prémédité avec volonté de tuer , ou si c'étoit un homicide casuel & fait par accident. S. Basile dans la lettre qu'il a écrite à Amphiloque , Evêque d'Icone , fait la différence des homicides ; si on frappe de la main ou

*pour acquérir & conserver, &c.* 445  
avec une verge, avec un bâton ou des  
armes, si c'est avec dessein ou par ha-  
zard. Que si c'est avec une épée, il n'y  
a aucune excuse raisonnable qui soit re-  
cevable, *cap 8, Epist. Sancti Basilii ad*  
*Amphilochium*, tome 2 des Conciles col.  
39.

Mais on fait une autre distinction qui a  
aussi son mérite, que j'ay vû pratiquer dans  
l'usage de la Cour de Rome. Si le Prêtre  
qui a tué s'occupoit à une chose permise,  
ou bien s'il a tué en son corps défendant,  
ou si c'étoit dans une action de chasse,  
ou étant au Cabaret, ou dans des lieux  
défendus, *si rei illicitæ aut licitæ dabat*  
*operam*; si c'étoit en attaquant ou en se  
défendant: ce sont ces circonstances qui  
rendent faciles ou difficiles les grâces après  
l'action commise.

On examine aussi si l'Ecclesiastique étoit  
seulement présent, s'il a donné conseil,  
s'il a conjuré contre la personne, c'est du  
cœur que sortent les crimes; il en faut  
examiner les circonstances; l'assassinat pré-  
médité fait vaquer le Benefice de plein  
droit, tous nos Docteurs ont suivi sans  
exception cette maxime dont ils ont fait  
un principe.

3. Quand l'homicide est certain, il  
produit une irregularité dont il faut avoir  
une absolution quand le cas est gra-

table : il y a cette difference entre ceux qui ont commis un homicide casuel, ou de dessein prémédité : dans l'un & l'autre cas les nominations & mandats sont aneantis & éteints, l'exercice des Ordres n'est plus permis, jusques à ce que celui qui a commis l'homicide ait obtenu en Cour de Rome son absolution avec dispense pour les Ordres & Benefices; c'est à quoi le Banquier & la partie doivent avoir beaucoup d'attention, d'autant que les dispenses sont de droit étroit, & n'ont point d'extention.

Il faut aussi avoir des lettres de remission du Prince, & que tout cela soit consommé, sçavoir que l'absolution de Cour de Rome ait été fulminée par l'Officiel, & que les lettres de remission aient été entherinées. Jusques à ce que tout cela ait été consommé & insinué, l'Ecclesiastique n'est point capable d'obtenir de nouveaux Benefices; il faut voir sur cela Dumoulin & Mr Louet n° 397 de la regle *de infirmis resignantibus*, qui expliquent parfaitement bien la chose; & il faut observer un autre principe, que s'il y avoit quelque justice d'accorder l'absolution & la dispense, qu'un homme en se défendant eût tué, la dispense auroit un effet retroactif; mais si c'étoit une pure grace, elle n'opere que du

*pour acquérir & conserver, &c.* 447  
jour qu'elle est faite, & n'a point d'effet retroactif, il y a solution de continuité.

4. Deux choses doivent être perpétuellement distinguées dans ce crime, sçavoir que l'assassinat empêche la promotion aux Ordres & la faculté d'acquérir des Benefices, & l'homicide casuel ne prive point des Benefices; mais il éteint les mandats & empêche d'avoir des Benefices en ôtant la capacité habituelle, jusques à ce qu'il ait obtenu de Cour de Rome & du Prince les absolutions & dispenses nécessaires. Le memoire peut être conçu en ces termes, après avoir exposé la verité on met *cujus homicidii casualis dictus Orator gratiam Principis obtinuit & parti civili satisfacit, cum autem de pramissis doluerit & doleat ab intimis absolvi que desideret.*

*Expediatur signatura absolutionis ab homicidio casuali vim vi repellendo, cum dispensatione & rehabilitatione ad Ordines & Beneficia, cum clausulis opportunis.*

Cette distinction de l'homicide faite avec dessein premedité que nous nommons assassinat, fait vaquer de plein droit le Benefice; outre les opinions ci-dessus, Guillemus Benedicti *quest. de homicidio n<sup>o</sup>. 9.* & tous les Ultramontains l'ont de cette opinion.

5. Que si un Prêtre avoit commis un

crime d'homicide , ce ne seroit pas assez d'avoir obtenu des lettres de remission , & les avoir fait entheriner , il faut obtenir une signature du Pape de réhabilitation aux Ordres & Benefices de la Cour de Rome , ce qui a été jugé par Arrêt du 22 Novembre 1633 , rapporté par Bardet tome 2 livre 2 chap. 58.

L'irregularité est encouruë , ce n'est point l'autorité seculiere d'où elle est émanée , elle est sortie de la puissance Ecclesiastique , & quand elle a été encouruë , c'est la même autorité qui a lié qui en peut délier.

On demande si l'irregularité est de droit positif ou de droit divin ; ce dernier ayant fait des preceptes & donné des regles , ceux qui ne les suivent pas deviennent irreguliers , ils sont coupables de ce qu'ils contreviennent à la Loi Divine ; ils sont irreguliers en contrevenant aux regles.

Le plus grand nombre des Docteurs a été d'avis qu'elle étoit de droit positif Ecclesiastique ; elle a pour objet les bonnes mœurs , l'ordre , la bienséance , la suspension des Ordres & du service ; elle ne fait point vaquer le Benefice de plein droit , si le crime qui a été commis ne le fait pas vaquer , que s'il le fait vaquer à cause de l'énormité , cela vient d'une autre cause.

pour acquérir & conserver, &c. 449

6. Comme c'est dans la variété des faits, que nous voyons la difference des dispenses, nous mettrons encore ici quelques décrets pour un Clerc.

*Et committatur Episcopo, & imposita illi aliqua pœnitentia salutari absolvat, & cum eo dispenset ac alia faciat ut supra, & ad usum Clericalis caractèris illiusque privilegiorum ad quatuor minores Ordines, ac ad alia simplicia seu alias sine cura & sacrum Ordinem non requirentia Beneficia Ecclesiastica tantum.* Les autres décrets sur cette matiere ont été mis dans le livre second de ce Traité.

Mais le conseil que l'on peut donner, c'est qu'il faut bien prendre garde que la dispense soit donnée dans toute l'étendue pour tous les Ordres & nommément pour les Cures & dignitez dans les Cathedrales & principales dans les Collegiales, d'autant que la grace pour une chose ne s'étend point à une autre.

On demande si le Pape peut accorder ses dispenses, il le peut suivant les dispositions de droit *cap. ad audientiam de homicidio.*

7. Il faut voir le Concile de Trente sess. 4. cap. 7, session 24 ch. 6 *de reformatione*, il n'y a point de dispense à esperer pour l'assassinat & homicide fait avec dol; à l'égard des autres casuels, ou en le défen-

dant, on doit cette justice à ceux qui sont dans les Ordres, & le Pape en renvoie la commission aux Evêques.

Mais il n'y est point fait mention des homicides qui sont cachez, desquels à la reserve du volontaire & de toutes suspensions & irregularitez cachées, l'Evêque ou son Grand Vicaire peut absoudre, quand il l'aura choisi & commis pour cet effet, & à l'égard de l'heresie qui est cachée, l'absolution en est reservée à l'Evêque seul.

On demande en droit si l'effort fait avec dessein de tuer est puni & regardé comme un crime punissable. Le chapitre premier *de divortiiis* & la Glose sur le mot *insidiatrix*, dit qu'on punit le dessein avec l'effort, encore que le crime n'ait pas été entierement consommé, ce n'est pas la faute de la personne qui s'y étoit livrée, *51 dist. cap. si quis &c.* mais la bonne fortune ou le hazard qui ont favorisé celui qu'on vouloit tuer, ne doivent pas en diminuer la peine.

8. Ajoutons à cela deux especes dans l'une desquelles si l'on fait un homicide on n'est point irregulier, l'homicide par le cœur, aussi-bien que les autres crimes, il faut penser & reflechir pour commettre un homicide; le furieux ne pense point, sa raison est captive par des illusions donc



elle est occupée, & qui l'assiégent, *furiosi nulla voluntas*, suivant la Clementine *si furiosus de homicidio*; on n'impute point aux furieux & aux enfans l'homicide, par cette raison.

Ceux qui tuent en se défendant ne sont point irreguliers; c'est la disposition des Conciles, entr'autres de la Clementine tirée du Concile de Vienne dont on a pris le chapitre cy-dessus inseré au titre de *homicidio voluntario aut casuali*, dont voici les termes : *Et idem de illo censemus qui mortem aliter vitare non valens suum occidit vel mutilat invasorem*. Il y a donc du sang repandu par des Ecclesiastiques qui ne les rend point irreguliers, comme l'on voit par cette autorité, encore qu'ils ayent versé le sang; on regarde le crime qui part du cœur; on ne peut pas imputer à un Officier une irregularité pour avoir assisté à un décret de prise de corps, pour avoir été present à un enregistrement des Ordonnances contre des faussaires, qui ordonnent la punition de mort.



## CHAPITRE XXX.

*Du port d'armes.*

N<sup>o</sup>. I. **N** O U S avons traité toutes ces matieres & principalement celle-ci livre 5 chap. 1 de l'Etat des Ecclesiastiques. Gratien qui a compilé le décret a ajouté & retranché des dispositions canoniques & Conciles des faits importants. *Antonius Augustinus de emendatione Gratiani* a fait voir les erreurs qui s'étoient glissées par la faute premeditée de ce Compilateur, sans les avoir observées, c'est ce qui est à censurer ; en verifiant plusieurs Canons, j'y ay trouvé des fautes considerables.

Dans le premier Concile de Toledé tenu en l'an 400 les Peres qui y étoient assemblez firent un Canon qui est le huitième & l'un des premiers monumens que nous ayons sur cette matiere ; il défend le port des armes aux Clercs ; nous en inserons ici le Canon *Si quis post baptismum militaverit & clamidem sumpserit aut singulum, etiamsi graviora non admitterit, si ad Clerum admissus fuit, Diaconii non accipiat dignitatem*, tome 2 des Con-

ciles col. 1224. Il a été inferé dans le décret dist. 51 *si quis*, cap. 4. Gratien a ajouté ces mots *ad necandos Fideles*, pour montrer que ceux de cet état peuvent verser le sang des Infideles. Cependant l'Eglise repugne & rejette les armes & toutes les occasions dans lesquelles on peut verser le sang des Infideles : on est bien plus criminel de répandre celui des Catholiques.

2. Le port d'armes rend l'Ecclesiastique irregulier & l'empêche non-seulement d'être promu aux Ordres, mais s'il a été enrôlé il perd de plein droit ses Benefices, comme il a été jugé par Arrêt ; cependant les Ecclesiastiques étoient obligez autrefois à cause de leurs Fiefs qu'ils tenoient de la Couronne, de donner des secours au Roi dans les Guerres qu'il avoit. Mr le Maître, Traité des Regales, chapitre 15. Cet engagement a duré assez long-tems ; mais cette obligation a été convertie en argent, & cela paroît par la preface de la Déclaration du Roi du 5 Juillet 1689, chaque membre de l'Etat en doit supporter les charges ; quand ils ont porté les armes, il faut obtenir des dispenses ; que s'ils disent dans le memoire que *neminem quod sciat interfecit aut mutilavit* ; on paye compennde à Rome ; il faut mieux suivre le stile ordi-

454 *Traité des Moyens Canoniques*  
naire, *neminem interfecit aut mutilavit* ;  
mais il faut que la verité convienne au  
fait, & dire toujours les choses comme  
elles sont ; il faut que l'absolution & dis-  
pense ayent été fulminées avant que de  
prendre les Ordres & obtenir des Bene-  
fices ; les absolutions & dispenses de Cour  
de Rome ne sont pas difficiles à obtenir,  
elles sont dans les lieux citez cy-dessus  
où on les peut voir ; il y a un Arrêt dans  
le Journal du Palais du 22 Juin 1672 ,  
qui a jugé que le port d'armes ne fai-  
soit point vaquer le Benefice qui étoit de  
patronage laïque, fol. 245 de l'impression  
*in folio* ; il fut adjugé au pourvu sur la  
presentation du Patron Laïque ; il ne  
paroissoit pas qu'il eût été enrôlé.



## CHAPITRE XXXI.

*Si les condamnez à des Galeres perpetuelles, à une Prison perpetuelle, ou à un Bannissement hors du Royaume, sont privez de plein droit de leurs Benefices, & ceux qui sont pourvus per obitum, ayant gardé les corps des Titulaires.*

N<sup>o</sup>. I. **I**L faut poser un premier principe, dont tous les Docteurs conviennent, que les grands crimes sont punis de peines portées par les Loix ou Ordonnances; ils le disent en general sur la Glose penultième du chap. dernier de *Jure Patronatus*, ou du moins ils la rapportent comme une Loy fondamentale dans ces matieres; c'est donc le crime qui a été commis qu'il faut examiner s'il fait vaquer de plein droit, ou par Sentence; mais si le criminel n'est condamné que pour un temps, il n'est pas privé du Benefice, suivant le sentiment de Berault sur l'art. 143 de la Coûtume de Normandie: l'Arrêt qu'il rapporte est du 26 Mars 1604. Il semble que suivant cet

Auteur par un argument à *contrario* ; toutes les peines qui sont perpétuelles donnent lieu à la vacance de droit du Benefice , d'autant que le condamné est mort civilement , il perd les droits de Cité , il est non-seulement incapable de contracter , mais il ne peut recevoir les biens auxquels il étoit appelé , suivant les substitutions faites en sa faveur dont il ne peut demander l'ouverture ; Robert *rerum judicatarum* , lib. 4. cap. 16. & elle passe au plus proche substitué ; il semble que la mort civile qui est encouruë par cet Ecclesiastique pour ses crimes par la condamnation prononcée contre lui le prive de plein droit ; mais il faut ajouter une autre raison , c'est que ce condamné n'est pas en état de servir le Benefice , lequel étant donné à cause de l'Office il s'enluit une vacance nécessaire à laquelle on doit pourvoir.

2. Il faut rapporter les opinions des Docteurs : Panorme sur le chapitre *cum non ab homine de judiciis* , estime que celui qui est condamné aux Galeres perpétuelles ne peut retenir son Benefice. Mornac sur la Loy dernière de *iis qui veniam atatis impetrarunt* , semble se déterminer contre le Beneficier à cause de la mort civile , & que son Benefice est vacant de droit , parce qu'il ne peut faire  
le

*pour acquérir & conserver, &c.* 457  
le service. Que s'il s'agit d'une prison  
perpetuelle, Ruzée Privilege 1, n°. 12  
& suivans semble proposer que la con-  
damnation à cette prison perpetuelle la  
fait vaquer de plein droit, & cependant  
il conclut qu'il faut une Sentence qui dé-  
clare que le Benefice a vaqué. Innocent  
IV. sur le chap. *inter dilectos de excessi-*  
*fibus Prælatorum*. Rebuffe n°. 57 de *modis*  
*amittendi Beneficia*. Riccius *decis.* de Rote  
296, décident tous qu'il faut une Sentence,  
& que les Titulaires peuvent toujours re-  
signer nonobstant qu'il y ait eu des Ju-  
gemens rendus contr'eux, & les aient  
condamnez à des prisons perpetuelles. La  
Glose sur le Canon *cum per Bellicam*,  
cause 34 qu. 1 & 2 *verb. conjugiorum*, dit,  
que quelque temps que le Beneficier ait  
été Prisonnier il doit rentrer dans son  
Benefice, mais cela se doit entendre,  
quand l'empêchement n'est pas causé pour  
crimes; en effet la prison étoit autrefois  
autant pour la garde & sureté, que pour  
la peine des Ecclesiastiques, & cette pri-  
son ayant pû être chez les ennemis, le  
Canon auroit eu raison; mais nous par-  
lons de peines qui sont à la suite des  
crimes s'ils étoient de la même qualité;  
encore que la Loy ne fût pas formelle,  
il faut voir s'il est aussi grave.

3. Pour sçavoir si un Benefice est vacant

*Tome III.*

V

de droit, ou par Sentence, cela dépend de la Loy & du Canon, s'il y a une Loy qui déclare le Benefice vacant de droit, on peut l'impetrer sans qu'il y ait de Sentence; mais il en faut une après les provisions, qui déclare la vacance du Benefice; que s'il n'y a ni Loy, ni Canon, ni Ordonnance qui déclare que le Benefice est vacant de droit, il faut une Sentence de privation qui est de la compétence du Juge Ecclesiastique. Les Juges seculiers peuvent aussi déclarer en connoissance de cause que le Benefice est vacant, si les deux contendans n'avoient pas de titres canoniques, & on ne peut impetrer le Benefice qui est vacant par Sentence qu'après la troisième, & le Titulaire peut toujours resigner, & s'il y a un temps pour se défaire de son Benefice comme de trois ou de six mois, il a la faculté de resigner après la troisième Sentence dans le temps legal qui lui est donné, il en faut aussi une dans les vacances de droit; le Devolutaire ne peut jamais jouir des fruits d'un Benefice impetré par devolut, qu'il n'ait une Sentence de recreance ou de pleine maintenue.

Il faut distinguer ici la détention de l'Ecclesiastique causée par une Sentence & par Arrêt pour crimes graves, s'ils



font vaquer de plein droit & que le Canon le prononce, ou si le crime est d'une espece à ne le faire vaquer que par Sentence, mais qu'il soit néanmoins assez grave pour faire condamner aux Galeres perpetuelles, ou à un bannissement perpetuel; ce ne sera pas l'empêchement d'assister au service causé par la condamnation, qui produira la vacance de droit, mais par la qualité du crime, si c'est un assassinat, un inceste, &c. le Benefice sera vacant de plein droit, au contraire si c'étoit une émotion populaire, ou un autre crime qui ne fut pas condamné par l'Ordonnance ou le Canon pour faire vaquer le Benefice de plein droit, ce pourroit être la même peine, encore que ce fussent differens crimes.

4. Je ne conseillerois jamais à une personne d'impetrer un Benefice vacant seulement par Sentence, quand il y a un temps pour se défaire du Benefice, le Titulaire pouvant toujours resigner, & même quand le Benefice est vacant de plein droit, le Titulaire peut toujours resigner jusqu'à ce que le devolut lui ait été signifié, l'Eglise est purgée, le Resignataire étant capable.

Celui qui est accusé, contre lequel il y a un Décret, ne peut acquiescer de nouveaux Benefices, mais il ne peut être privé

de ceux qu'il a s'il n'est prevenu d'un crime grave qui fasse vaquer de plein droit : nous avons fait un Traité exprès pour faire voir la capacité ou incapacité des Ecclesiastiques pour les Ordres & Benefices, dans lequel nous avons exposé les crimes qui faisoient vaquer de plein droit, ce que nous ne repeterons point ici.

5. Nous expliquerons seulement quelques especes en peu de mots ; la garde du corps d'un Titulaire qui a resigné ou qui est mort en possession du Benefice, infecte le titre de ceux qui seroient pourvus par mort, & qui auroient contrevenu aux art. 51, 52 & suivans de l'Ordonnance de 1539 qui y sont formels ; il y a une Déclaration du 9 Février 1657 qui est conforme, qui attribué au Grand Conseil la connoissance de ce crime ; il faut demander permission d'informer, tous les Juges Royaux le peuvent ordonner ; en effet quand les Parties sont éloignées, & qu'il y a conflit, on renvoye pardevant les Juges des lieux : jugé par Arrêt du 22 Janvier 1695, rendu au Conseil qui renvoya les Parties à Villefranche, & par appel au Parlement de Toulouse ; il y a eu Arrêt le 22 ou 23 Juin 1683 qui a maintenu un Dévolutaire dans la possession du Benefice.

*pour acquérir & conserver, &c.* 461

On ne peut pas prouver la garde d'un Corps civilement par Témoins, mais il faut s'inscrire en faux. La Cour sur l'appel d'une Ordonnance du Lieutenant civil au bas d'une Requête, portant qu'il seroit informé de la garde du Corps du défunt, mit l'appellation, & ce dont étoit appel au neant, en émendant, évoquant le principal, & y faisant droit maintint l'un des Permutans : *Sœve*, tome 2, Centurie 3, chap. 31.

Il arrive même quelquefois que la chose ayant fait un grand scandale, on informe à la Requête de Mr le Procureur general, d'office, tant du jour du décès, que de ce qui s'étoit passé depuis jusqu'à l'inhumation, *idem* chap. 66. Dumoulin sur la regle de *verisimili notitia obitus*, en rapporte un Arrêt.

---

## CHAPITRE XXXII.

*Que l'inceste fait vaquer les Benefices de plein droit.*

N°. 1. **I**L y a plusieurs sortes d'inceste qui font vaquer les Benefices de plein droit : Daniel étoit un Ecclesiastique accusé d'avoir commis un inceste avec des Religieuses, le Pape Celestin en écri-

V iij

vit aux Evêques de France, & s'éleve avec justice contre ceux qui avoient confirmé ce Daniel dans un Evêché, étant accusé de crimes si graves. Nous avons traité de cette matiere à fonds au livre 3 chap. 7. du Traité de l'état, & de la capacité des Ecclesiastiques pour les Ordres & pour les Benefices : nous avons rapporté les autoritez prises des Conciles & des Auteurs, & ces questions y ayant été examinées à fonds, nous y renvoyons le Lecteur qui en aura la curiosité, & qui en voudra voir les preuves. *Greg. 7. Epist. 1. libro, 2 tome, 10 Conc. an. 1074.*

2. Mais je n'y ai point rapporté les circonstances d'une cause que j'ai plaidée au Châtelet au mois d'Août 1674. Voici quelle étoit l'espece: un Curé me chargea de sa cause, que je plaidai avec M. Sachot au nouveau Châtelet.

Il s'agissoit d'un Benefice-Cure permuté par ma Partie avec un autre Benefice, la permutation avoit été executée par des provisions données par le supérieur à celui en faveur duquel ma Partie avoit fait la permutation; mais ce Particulier n'avoit pû avoir des provisions, parce que le supérieur connoissoit son état, s'étant sauvé & tiré des mains de ceux qui en avoient la garde pour le conduire

à Paris sur l'appel de la Sentence qui le condamnoit à mort ; il avoit obtenu une Cure dans laquelle il avoit vécu sans reproche , y ayant fait son devoir pendant dix ans , étant pour ainsi dire confirmé dans un repos & un état tranquille , d'autant que la Cure dont il jouissoit étoit dans un lieu écarté , il crut qu'il pouvoit paroître au grand jour , l'on ne lui contestoit pas le Benefice qu'on lui avoit voulu donner pour cause de permutation dont il n'avoit pas encore le titre ; mais seulement celui qu'il avoit donné sur ce qu'il y avoit un devolut ; il y avoit donc deux choses à répondre : il prétendoit avoir pû resigner son Benefice.

3. Je défendois à ce devolut , & disois que j'avois eu plus que la triennale possession , & que la permutation étant valable , le Devolutaire ne pouvoit avoir aucun droit, que ma Partie avoit permuté *pendente accusatione* , que *in criminalibus appellatio judicatum extinguit* , que c'étoit l'affaire de l'Ordinaire , que le Benefice donné à ma Partie pour cause de permutation ; mais qu'il est vrai que j'en étois garand , que les circonstances en étoient favorables , que ma Partie avoit été dix ans paisible dans la Cure , qu'il étoit vrai que ma Partie avoit trompé les gardes ,

qu'il avoit vécû librement & publiquement, qu'il avoit pû ceder son titre, que ce n'étoit que le *Visa* qui lui étoit refusé, & que la permutation étoit effectuée, suivant l'art. 14 de la Déclaration de 1646, & d'ailleurs, que le mari avoit déclaré que c'étoit par vengeance qu'il l'avoit accusé pour le crime d'adultere & d'inceste; comme Mr l'Avocat du Roy parloit, & qu'il entendit qu'on faisoit recit des informations, il se retira sans faire bruit, & néanmoins le Devolutaire fut débouté par Sentence renduë au nouveau Châtelet: je n'ai jamais revû la Partie: il y a des choses extraordinaires qui arrivent dans nos Professions, il m'avoit toujours accompagné dans les Audiances, il crut que s'il étoit pris une seconde fois qu'on mettroit bon ordre à son évasion. Ainsi on peut resigner quoique prévenu de crimes.

4. Que si un Prêtre qui tient la place de Dieu, & qui entend en confession comme Curé, ou approuvé de l'Evêque, au lieu de garder le secret est assez inconsideré & indiscret pour le reveler, il y a eu des Conciles qui les ont privez des Benefices.

Mais le Concile ajoute la même chose pour d'autres crimes qu'il faut distinguer, & qui ne feroient de vacance que par

*pour acquérir & conserver, &c.* 465

**Sentence.** Voici le Canon : *Districte in-*  
*hibemus ne aliquis Sacerdos filii sui vel*  
*filie spiritualis privatam confessionem alicui*  
*revelare prasumat ; quod si facere convictus*  
*fuerit Officio & Beneficio Ecclesiastico per-*  
*petuo spoliatur ;* la gravité du crime dans  
une chose aussi recommandée & aussi dé-  
licate fait une privation de plein droit ,  
mais les autres crimes qui sont dans la  
suite du Canon ne paroissent pas si énormes ,  
encore qu'ils le soient beaucoup :  
le Canon ajoute *idem dicimus de quolibet*  
*Clerico qui de homicidio, de adulterio, per-*  
*jurio, falso testimonio publicè accusatus fue-*  
*rit & convictus.* Can. 4. Conc. *Dalma-*  
*tici*, an 1199 , tome 11 col. 9.

Le premier est bien plus qualifié que  
les autres , il est vrai que l'homicide vo-  
lontaire merite les mêmes peines.

---

## CHAPITRE XXXIII.

### *De la felonie envers le Roy.*

N°. 1. **L**A felonie ou le crime de Leze  
Majesté envers le Roy fait  
vaquer les Benefices de plein droit.

Si les personnes les plus élevées en  
Dignité doivent avoir de plus grandes  
vertus & des qualitez plus éminentes ,

V v.

quandils sont tombéz dans des crimesénormes comme d'avoir commis une felonie envers le Roy , ils doivent être punis avec plus de severité : un Evêque qui a fait serment de fidelité au Roy , s'il faisoit quelque conspiration il seroit puni avec plus de severité qu'un autre , *cap. Cum quidam de Jurejurando , est tanto gravius vindicandum , quanto majori præminet dignitate* : Sur ce mot la Glose dit , *sic patet quod dignitas aggravat peccatum*.

Mais le crime de l'Evêque ne s'influe point sur l'Eglise pour être puni ; quand un Evêque avoit fait un crime de Leze-Majesté , il étoit condamné dans un Concile comme le fut Gilles Archevêque de Reims , en celui de Metz en l'an 590. Voilà la décision : *Obtenta vita ipsum ab Ordine Sacerdotali , lectis Canonum sanctionibus , removerunt* , il fut envoyé en exil à Strasbourg. Saffaracus Evêque de Paris avoit été condamné dans le second Concile de Paris en l'an 555 , les actes du Concile se peuvent voir tome 5 *Conciliolorum col. 812* , c'étoit donc *in partibus* , qu'on condamnoit ces Evêques qui avoient commis des crimes ; il y en a d'autres exemples dans Gregoire de Tours.

2. C'est même un Privilege de la Regale , que les Benefices de celui qui a commis un crime de felonie contre le



*pour acquérir & conserver, &c.* 467  
Roy, vaquent en Regale, c'est dans le  
Privilege 35 de Rufée, qu'il traite cette  
question, & il est d'avis que le Patro-  
nage se perd par la rebellion du Vassal,  
& la félonie envers son Seigneur.

Mais les crimes dignes de déposition  
ne privent pas tous de plein droit, il y  
en a qui ne privent que par Sentences ;  
mais dans toutes ces espèces après la dé-  
position d'un Evêque ordonnée par les  
Conciles, ou les Supérieurs, l'humanité  
& la charité les invitoient de donner  
des alimens à ces Evêques condam-  
nez & déposés. Gregoire le Grand, Liv.  
2, Epist. 52, écrivant à Maximien Evêque  
au sujet d'Agaton déposé de son Evêché  
à cause de ses excez, il lui mande de lui  
donner une somme pour vivre, il se sert  
de ces beaux termes : *Nam nimis est im-  
pium si alimentorum necessitati post vin-  
dictam subjaceat.*

3. Que si après la déposition le Procès  
ayant été vû dans un autre Concile, ou  
par le Supérieur, il y avoit lieu de re-  
tablir l'Evêque dans son ancien état, on  
lui faisoit rendre les anciennes marques de  
sa Dignité. Gerbert avoit été Archevê-  
que de Reims, mais Arnoud ou Arnulphe  
qui avoit été condamné ayant été rétabli  
dans ce Siege, Gerbert s'étant retiré à Ra-  
venne où il fut Archevêque, ayant été

V vj

468 *Traité des Moyens Canoniques*  
ensuite élu Pape sous le nom de Silvestre  
II. il écrivit à Arnulphe ou Arnoud Ar-  
chevêque de Reims en ces termes : *Con-*  
*cedimus ergo per hujusmodi Privilegii nos-*  
*tri statuta, tibi baculo & annulo redditis,*  
*Archiepiscopali officio fungi,* tome 9 Conc.  
col. 778, il le retablit dans tous les hon-  
neurs dûs à la Dignité Archiepiscopale  
de Reims, ce n'étoit proprement qu'une  
confirmation, d'autant que par des No-  
tes faites par le Pere Cossard, Gregoire  
V. Prédecesseur de Silvestre II. l'avoit  
retabli; mais que la critique soit bonne  
ou douteuse, & que la lettre soit de l'un  
ou de l'autre, elle porte qu'Arnoud avoit  
été condamné pour crimes, & que la  
condamnation n'avoit point été approu-  
vée par le saint Siege, il est retabli dans  
tous ses droits pour le pallium & tous  
les autres ornemens propres au Caractere  
& dignité Archiepiscopale.

---

## CHAPITRE XXXIV.

*Que l'empoisonnement fait vaquer*  
*les Benefices de plein droit.*

**S**I l'assassinat prémédité fait vaquer les  
Benefices de plein droit, à plus forte  
raison le poison qui est une espee d'assassi-

nat plus dangereux en ce qu'il est plus cruel plus imprévu & plus difficile à découvrir. Plusieurs Conciles en ont fait la disposition & déclaré les Benefices être vacans de fait: nous avons traité les questions de malefice & de poison, Liv. 7 chap. 7 en notre Traité de l'état & capacité pour les Ordres & Benefices. Nous en rapporterons ici quelques autoritez pour n'être point obligé d'avoir recours à d'autres Livres, Can. 14. Conc. *Insulani*, an. 1238, tome 11. Conc. col. 1343 & 1344. Can. 18 Conc. *Avenion*. an. 1326. col. 1730. Le Concile de Lavour en l'an 1368, Can. 116, dit, que les Beneficiers seront privez de plein droit; il faudra voir la difference qu'il y a entre la vacance de droit & celle de fait: on voit bien dans la Regale quand le Benefice est vacant de droit, c'est quand il n'y a point de titre, & quand il est vacant de fait, que le Benefice n'est point rempli, & que personne n'a pris de possession corporelle & personnelle du Benefice, du moins de la part de celui sur qui le Benefice a été obtenu.



## CHAPITRE XXXV.

### *Des vacances par Sentences , & de la désertion.*

N°. 1. **I**L n'y a pas d'erreur plus commune , ni de plus grande confusion que celle qui se fait entre les vacances de droit , & les vacances par Sentence ; cependant quand la Loy ne prononce point de vacance , il faut procéder par les voies canoniques , des excez de vin , & de jeu , des fréquentations avec des femmes , des violences , & des emportemens avec des juremens , la negligence dans l'administration des Sacrements , un enfant mort sans Baptême , d'autres personnes sans Confession , une contumace pour absence , ou pour ne pas exécuter les ordres de ses Supérieurs qui sont justes : ce sont toutes fautes qui peuvent donner lieu à la vacance par Sentence , si elles sont graves , c'est au Juge Ecclesiastique qui en est competent à faire les informations , & ensuite l'instruction nécessaire , s'il y a des cas privilegiez , il doit instruire conjointement avec les Juges seculiers conformément à l'art. 22 de Melun , aux Déclarations de 1678 &c

*pour acquérir & conserver, &c.* 471  
1684, & à l'art. 38 de l'Edit de la Jurisdiction Ecclesiastique, autrement il y auroit abus; dans la plûpart des especes dans lesquelles il n'y a que le délit commun, il devroit y avoir trois monitions, soit dans les excez du vin, ou la frequentation des femmes, ou autres fautes des Ecclesiastiques; *cap. Omnes*, cause 16 qu. 7. *Gl. admoneantur, trina enim monitio debet precedere vindictam*, 12. qu. 2. *cap. indigne. Clem. I. v. tertio de vita & honest. Clericorum.* M. Guymier tit. de concubinariis publicis. Le Concile de Trente en plusieurs endroits, & tous nos anciens Docteurs étoient de cette opinion; cependant on s'en est relâché, ce qui empêcheroit plusieurs crimes & excez, si on faisoit charitablement, & ensuite par des voies judiciaires des avertissemens & monitions.

2. Mais les Superieurs se sont ralentis sur ces monitions, & on n'en fait plus à présent ou fort peu qui soient juridiques, néanmoins les bons Prélats donnent des avis charitables pour empêcher le progres du mal, ce qui pourroit faire changer les Ecclesiastiques qui auroient du penchant à quelque déreglement, il seroit beaucoup mieux qu'il y en eut, d'autant qu'on flétrit un Curé par un ajournement personnel, & on ajoute & cependant interdit.

Supposons qu'il y a eu une Sentence dans une Officialité qui a privé du Benefice, ou ordonné que le Titulaire se déferoit de son Benefice dans six mois, trois mois, ou autre temps; dans tous ces cas s'il y a appel, jusques à ce qu'il y ait eu trois Sentences conformes, le Titulaire peut toujours resigner, & le Benefice n'est impetrable que quand le terme de la troisième Sentence Ecclesiastique est fini.

Quand il y a eu une Sentence prononcée contre Titius, & qu'il a été condamné à des peines canoniques, les Paroissiens perdent la confiance qu'ils avoient en lui, & il ne fait plus aucun fruit dans sa Paroisse; c'est pourquoi quand il y a quelque esperance de retour, & qu'il n'y a encore rien d'enteriné contre lui, l'on doit agir avec beaucoup de circonspection, pour ne pas deshonorer sur des bruits publics toujours incertains, & la plupart du temps sans preuves; il n'y a donc aucun devolut à craindre à moins qu'il n'y ait une vacance de droit. J'ai vû plusieurs exemples de conjuration, de mauvais habitans pour avoir été repris par leurs Curez s'être attiré des affaires.

3. Si le défaut de résider produisoit une vacance de droit, elle auroit dû être mise auparavant; mais comme il est nécessaire de faire des monitions, & qu'elle

n'a lieu que par Sentence, nous avons crû qu'elle devoit trouver sa place dans les vacances qui sont jugées par les Officiaux ou Juges seculiers, il n'y a pas une discipline plus autorisée pour maintenir les Eglises, & les conserver dans leur état de perfection, que d'obliger les Beneficiers à la residence.

Pour connoître l'étendue des obligations d'un Ecclesiastique, nous diviserons ce chapitre en trois parties, dans la premiere nous verrons ce que c'est que residence, & ceux qui y sont obligez, dans la seconde ceux qui en sont exempts pour un temps ou pour toujours, & dans la troisieme nous examinerons ce qu'il faut faire contre ceux qui sont absens, & qui n'ont pas des causes legitimes pour ne pas resider, & les cas dans lesquels on peut les priver de leurs Benefices.

4. La desertion est differente de la non-residence, en ce qu'elle est fondée sur une longue absence & continuë, mais elle n'en est pas differente d'espece, dans l'un & l'autre cas les monitions y sont necessaires; il n'y a qu'un seul cas dans lequel elles ne sont pas d'usage, c'est quand il y a ouverture en Regale dans un Evêché, le Roy pourvoit aux Prébendes de plein droit sans monitions, c'est un des Privileges de la Regale que

nous examinerons dans les vacances en Regale.

Pour bien comprendre cette matiere , il y a des Benefices qui requierent residence de droit commun, comme les Evêchez, les Cures & les Dignitez, les Prébendes & Cures, suivant la disposition de droit, *cap. Cum in cunctis de electione, cap. licet, Can. eodem in sexto, cap. de multa providentia de prabendis*; mais ce n'est que par nos Usages que les Prébendes sont incompatibles. Il y en a d'autres qui la requierent s'ils sont fondez sous cette condition, & enfin il y en a d'affectez à des Chantres Choristes, & autres personnes des Chapitres, des Eglises Cathedrales ou Collegiales, qui sont pour les recompenser des services qu'ils y ont rendus; mais ils doivent être autorisez par des Lettres Patentes qui ayent été enregistrées dans une Cour Superieure; ceux des Beneficiers qui occupent ces Dignitez, Offices ou Benefices, en les acceptant y doivent le service; que les revenus en soient considerables ou mediocres; il en est de même que d'un homme qui épouse une femme qui n'a qu'une dot mediocre, il est obligé à toutes les charges du mariage. On regarde le Titulaire comme l'époux du Benefice, c'est du jour de sa prise de possession que le



*pour acquérir & conserver, &c. 475*  
Benefice a hipoteque sur ses biens, comme le mineur sur ceux de son tuteur du jour de la tutelle, *cap. Ex prasentium de pignoribus cum Glossa.*

Le service qui est dû dans les Eglises Cathedrales ou Collegiales est prescrit par le Concile de Bâle, la Pragmatique sanction, & le Concordat, c'est le denier de l'Evangile; mais avec cette difference, que la residence est uniforme pour les heures & pour le temps, que les membres de ces Corps y doivent assister.

## SECONDE PARTIE.

5. La seconde partie de ce chapitre consiste en ce point : de sçavoir, ceux qui sont exempts de residence; il y en a qui le sont de droit commun, il y en a d'autres qui le sont suivant les Déclarations du Roy, il y en a qui le sont suivant les Reglemens de la Cour, & ceux de leur Chapitre, d'autres par necessité.

Ceux qui sont exempts de droit commun sont les Theologaux, il est vrai qu'ils ont une autre charge qui est d'enseigner, de faire des leçons, de prêcher, ils ne sont point sujets à la pointe; les malades pendant leur maladie ne perdent rien, s'ils étoient dans l'usage de resider, c'est ce qui est remarqué par Mr Guymier sur la Pragm. Sanction.

C'est la necessité & l'humanité qui sont les causes de ces exemptions , ceux qui sont dépurez pour les affaires du Chapitre , la fiction opere le même effet que la verité, ils ont jusques aux distributions manuelles.

6. Les Ecoliers , à plus forte raison les Regens , ceux qui sont occupez pour la défense du titre , ou des droits de leurs Dignitez ou Benefices , ceux qui sont *in comitatu* de l'Evêque , les Officiaux, Vicegerens & Promoteurs pendant leurs fonctions & leurs exercices ; mais ils perdent les distributions manuelles. Messieurs les Magistrats tant des Jurisdicctions supérieures , qu'inférieures : les Officiers du Roy , Chantres de sa Maison & Oratoire sont tenus pour exempts pendant leur service & le voyage.

Tous ceux qui sont tenus presens par fiction n'ont point les distributions manuelles , & elle ne doit pas operer plus d'effet que la verité ; un Chanoine qui seroit resident dans la Ville , & qui n'assisteroit pas à l'Office n'auroit aucune part aux distributions , à plus forte raison celui qui est absent.

7. Voyons quelques Reglemens à l'égard des Ecoliers, quand ils étudient sans avoir fait leur rigoureuse que l'on appelle stage , le temps de le faire est suspendu

pendant leurs études. Mr Louet Lettre E. n°. 7. ils le font après le temps accompli de leurs études ; ces Ecoliers ont le gros de leurs Prebendes , que s'il ne suffisoit pas , ou que tous les fruits fussent en distributions , ou pour la plus grande partie, il a été jugé par les Arrêts qu'on leur feroit un gros.

Il y a un inconvenient prévu par les Conciles : On donne des Benefices à de jeunes Ecclesiastiques dont la vocation n'est pas bien affermie ; un Concile de Cologne ordonnoit qu'ils donneroient caution de rendre les fruits dont ils jouiroient comme Chanoines , au cas qu'ils ne fussent pas Prêtres dans la suite , ou dans les Ordres sacrez suivant leurs obligations.

Semblable question s'est présentée au Conseil du Roy , entre le Chapitre de Nismes , & Gevaudan Chanoine de la même Eglise , il fut ordonné qu'il donneroient caution , étant indecent & contre les bonnes mœurs qu'un Associé avec une Compagnie d'Ecclesiastiques se retire en fraude , après avoir consommé les fruits de sa Prébende pendant plusieurs années ; on aura beau dire , qu'il a rendu le service pendant qu'il étoit Chanoine , d'autant que ces Prébendes sont destinées à des Ecclesiastiques qui feront leur devoir, *in notis ad Selvam parte 4, qu. 2.*

8. C'est une question , de sçavoir si le Chapitre doit donner tous les gros fruits aux Etudians. J'ai été consulté en 1709 , pour sçavoir si un Chapitre étoit obligé de lui faire part des gros fruits qui lui appartiennent en commun ; la plupart des Prébendes de ce Chapitre ont un gros séparé attaché au Corps de leur Chanoinie , les uns ont trois cens livres , les autres neuf ; ceux qui n'ont que trois cens livres ont encore un supplément de gros , qui est de trois cens livres des fruits communs du Chapitre pendant qu'ils étudient.

Un Chanoine qui étudioit aussi avoit un gros de neuf cens livres attaché à sa Prébende par la fondation , il demandoit aussi un gros de trois cens livres de supplément sur la masse commune à tous les Chanoines ; il remontoit au Chapitre qu'il ne devoit pas être de pire condition que son Confrere à qui l'on donnoit trois cens livres outre son gros ; le Chapitre répondoit que c'étoit par humanité , que le Chanoine qui n'avoit que trois cens livres ne pouvoit vivre suivant son état de son gros de trois cens livres , que ce supplément étoit de nécessité ; mais que l'autre ayant neuf cens livres de gros étoit encore plus en état de vivre sans le secours du Chapitre , que ce

supplement étoit de faculté, que les Arrêts avoient jugé qu'il suffisoit de donner le gros de la Prébende; je fus d'avis que le Chapitre devoit suivre l'Usage & la Coutume, & donner à celui qui avoit un gros de neuf cens livres, si c'étoit l'usage de donner un supplement du fonds du Chapitre qui étoit commun à ceux qui avoient un pareil gros.

9. Que s'ils ne l'avoient pas eu, qu'il devoit se contenter du sien; les Ecoliers doivent demander congé au Chapitre, & rapporter un certificat de leurs Regens comme ils ont étudié; mais quand ils ne l'auroient pas demandé au Chapitre s'ils avoient de bons certificats d'étude ils seroient suffisans, néanmoins ils doivent ce respect à leur Compagnie.

Les Chantres & Officiers de la Maison du Roy & Maisons Royales, qui sont sur l'Etat, ont droit de jouir des fruits utiles & honorifiques, ils sont tenus presens même *ad conferenda Beneficia*. Arrêt du Conseil Privé du 24 Novembre 1687, pour Joseph de Ville Chantre du Roy, & Chanoine de Metz, contre le Chapitre, qui a ordonné que la Déclaration du mois de Mars 1666, & l'Arrêt du Conseil du 21 Novembre 1678 seroient exécutez, suivant leur forme & teneur: ce faisant sans s'arrêter aux Délibérations des 21

Juin & 6 Septembre, que Joseph de Ville seroit employé & inscrit du jour de sa reception sur le Tableau des mois & hebdomades, pour conférer à son tour & ordre les Benefices qui vaqueront dans la semaine, étants à la nomination du Chapitre de Metz, à la reserve des distributions manuelles, la presentation & la collation des Benefices sont *in fructu*.

10. Que si c'est un Curé qui s'absente pour un peu de temps, il commet un Vicaire en sa place; que si c'est pour longtemps, ou qu'il soit suspendu de ses Ordres, ou que de droit ou de fait la Cure soit vacante, c'est à l'Ordinaire, *Conc. Trident. cap. 2. de reform. sess. 7.* Les Déclarations de 1686 des portions congruës, & de 1710, en donnent la faculté aux Evêques; il faut voir Mr Guymier *in Præmio Pragmaticæ*, §. *nam Ecclesiarum. Gl. v. resident*, il explique les causes sur lesquelles on se peut fonder pour être excusé de la residence. Un Concile de Cologne ordonnoit aux Doyens Ruraux d'en prendre le soin, tome 11 des *Conc. col. 1440. Reginaldi Poli de reform. Anglie Decret. 3.* tome 14, des Conciles, col. 1742, c'est pour empêcher les mercenaires d'occuper les Benefices.

TROISIÈME PARTIE.

11. La troisième partie de ce chapitre consiste dans ce point, comment on peut rappeler ces Ecclesiastiques qui ont de la negligence, pour faire leur devoir, & les punir ; mais on ne peut pas priver un Ecclesiastique du titre de son Benefice sans monitions : il y a eu un Arrêt rendu le dernier Avril 1533 contre le Chapitre de Tours, en faveur d'un Vicaire, *Mol. in Notis ad Joannem de Selva, tract. de Benef. part. 4, qu. 2.* La concorde qui seroit faite entre des Chanoines & des Vicaires, au sujet de la diminution du Service Divin, seroit une société criminelle, & ce seroit trahir la cause du Seigneur ; cette convention seroit contre les bonnes mœurs : il y a eu Arrêt du 14 May 1537, comme le rapporte Rebuffe §. 1 de *collationibus, v. residentia* au Concordat.

12. La raison pour laquelle il faut des monitions, c'est que l'Ecclesiastique qui est absent pourroit rapporter des causes raisonnables de son absence, soit d'affaires, de maladie ou de dispense : on procede contr'eux par saisie, il faut voir le Concile de Vienne dans le Canon 12, tome 11 des Conciles, col. 863. Il a été tenu

482. *Traité des Moyens Canoniques*  
en 1267 ; le Concile de Trente sess. 17  
*de reform.*, cap. 12 art. 23 de l'Edit de la  
Jurisdiction Ecclesiastique, donc on pourra  
augmenter les peines à cause de la contu-  
mace : c'est en premier lieu par la saisie des  
fruits ; le ch. 6 , le ch. 11 , le ch. *inter*  
*quatuor de Clericis non residentibus* , & le  
chapitre dernier au même titre se servent  
du mot de *spoliare*, mais c'est après les trois  
monitions qui doivent être au moins de  
quinze jours chacune , & par attache aux  
portes des Eglises & de la maison du  
Titulaire pour les rendre publiques , &  
enfin c'est de priver du Benefice après six  
mois ou autre tems , faute de résidence.

13. La desertion ne produit donc point  
de genre de vacance de droit , & on ne  
le reçoit point en Cour de Rome , d'au-  
tant qu'il faut des monitions & une Sen-  
tence qui prive du Benefice , & dans les  
Provisions de Cour de Rome sur la non-  
résidence ou desertion , il y a la clause  
que les monitions ont été faites dans l'or-  
dre ; autrement les dispositions de droit  
n'ayant point été suivies , ce seroit une  
obreption qui produiroit un moyen d'a-  
bus.

Il y a eu une contestation au Parle-  
ment , au rapport de Mr Soulet , Con-  
seiller à la cinquième des Enquêtes, pour  
deux Chapelles dépendantes du patronage.



*pour acquérir & conserver, &c.* 483  
du Seigneur de Montigné ; les heritiers  
du sieur de la Porte y avoient présenté  
au Pape le sieur Foucault, sur la resigna-  
tion du sieur Fouqué dernier Titulaire ;  
& le sieur de Biragues avoit présenté le  
sieur Tellot sur la desertion dudit sieur  
Fouqué ; il y avoit trois questions, la  
premiere de sçavoir qui étoit en possession  
de presenter, la presentation est *in fructu* ;  
la seconde, si le genre de vacance par  
la desertion du sieur Fouqué étoit vala-  
ble : la troisieme, si le sieur de Biragues  
avoit présenté dans les six mois. Je sou-  
tenois que la desertion n'étoit point un  
genre de vacance de droit, mais seule-  
ment par Sentence, par tous les moyens  
rapportez cy-dessus, que le chapitre *ex  
tua, de Clericis non residentibus*, & plu-  
sieurs autres au même titre ordonnoient  
qu'on fît trois monitions, & qu'après un  
temps de six mois on rendît une Sentence  
de privation, *illis merito debent spoliari*,  
dit la Décretale ; il n'y a donc aucun  
genre de vacance de droit, & comme il  
doit y avoir une Sentence de privation,  
les provisions qui étoient données par de-  
sertion avant la Sentence étoient nulles,  
avec d'autant plus de raison que ces deux  
Chapelles étoient sans residence ; c'est ce  
qui a été jugé par Arrêt du 18 May 1718  
qui sera à la fin du chapitre.

14. Il y avoit eu un pareil Arrêt le 9 Août 1700 , qui avoit condamné M. Pierre Serpette , pourvu par desertion de la Cure de Cresly ; voici le fait. M. Pierre Drouillet Chanoine de Nesle , resigna cette Cure en 1689 à M. Nicolas Langlois , sous la reserve d'une pension de 60 liv. Le 9 May 1697 le sieur Langlois passe une procuration *ad resignandum* , en faveur de M. Sebastien Mathon , sous la reserve de la pension de 60 liv.

Le 15 Juillet 1697 , le sieur Langlois prend possession de la Cure de Candore au Diocèse de Noyon.

Le 6 Août 1697 , le sieur Mathon demande à Mr l'Evêque d'Amiens un *exeat* pour venir à Cresly , il est refusé. Le 16 Décembre 1697 , le sieur Serpette obtient des provisions de Mr l'Evêque de Noyon de la Cure de Cresly , sans avoir fait les monitions requises.

Le sieur Mathon resigne sa Cure de Cresly en faveur du sieur Aumot. Contestation entre Serpette pour le titre , & Aumot resignataire , & entre le sieur Drouillet & celui qui demeureroit Titulaire pour sa pension ; les Juges de Roye avoient jugé en faveur du sieur Serpette.

15. Appel en la Cour , le Procès distribué à Mr Delpech. Le sieur Serpette soutenoit qu'il ne tenoit rien du sieur

Drouillet, pour être chargé de sa pension, qu'elle n'étoit pas canonique, le Resignant ayant un autre Benefice incompatible.

Qu'à l'égard du titre, celui de Marthon n'ayant point eu d'exécution par le *visa*, que c'étoit une mort civile, que dans l'un ou l'autre cas il étoit bien fondé contr'eux.

Pour réponse à la premiere objection; le sieur Drouillet avoit servi 20 ans cette Cure, que la pension n'excedoit point le tiers des fruits, & qu'ayant été créée en Cour de Rome, & n'y ayant rien de contraire à nos Libertez qui permettent le tiers des fruits, étant d'ailleurs réelle & perpetuelle, elle devoit être payée par tous les successeurs, c'étoit une charge fonciere sur le temporel de la Cure.

A l'égard du titre, qu'il n'avoit pas pû être fait au préjudice des principes de droit qui veulent des monitions quand il s'agit de desertion.

Que le Resignant d'Aumot avoit été pourvu canoniquement, qu'il avoit pû resigner la Cure, *possessione nondum adepta*, que les provisions de Cour de Rome n'étoient point des mandats *de providendo*; comme des Docteurs l'avoient legerement cru, d'autant que c'étoit sur la date des

provisions sans *visa* qu'on jugeoit la priorité ou posteriorité & la validité des titres, que le *visa* étoit bien l'exécution des provisions, & que le sieur Mathon avoit pû resigner à Aumot. Enfin l'Arrêt du 9 Août 1700 a jugé en faveur du sieur Aumot, qui est maintenu, & condamne Serpette à la restitution des fruits par forme de dommages & intérêts, depuis le 5 Août 1700, & au paiement de la pension de 60 liv. depuis le 17 Novembre 1697 jusqu'au 5 Avril, & le sieur Aumot à continuer suivant ses offres. Les Arrêts pour l'incompatibilité des pensions n'avoient pas encore été rendus : la desertion n'est donc pas un genre de vacance de droit, il faut une Sentence après les monitions.

16. Il y a une exception dans la Regale, dont nous ferons mention en son lieu ; mais il faut poser pour principe une distinction que si le Pourvu a quitté sa Cure pour une cause juste, il peut purger sa demeure, d'autant qu'on ne peut imputer à un Curé une faute dans laquelle il n'est pas tombé ; & pour cet effet il faut voir si les monitions ont été faites, *si Beneficium pro derelicto habetur* ; s'il n'a pas obéi aux monitions canoniques, il doit être privé de son Benefice, si ce n'est en deux cas, disent les Canons ;

*pour acquérir & conserver, &c.* 487  
*nisi excusationem rationabilem ostenderint*,  
ou qu'ils ayent été employez pour le Ser-  
vice de l'Eglise, autrement ils doivent  
être privez de leurs Benefices.

17. Que si un Pourvu par desertion,  
après le tems donné au Titulaire étoit  
troublé dans la possession du Benefice  
après l'an, la possession annale seroit-elle  
suffisante pour faire déclarer le Deman-  
deur non-recevable en sa complainte?

Nous pouvons dire qu'encore que la  
regle *de annali possessore* doive avoir quel-  
que effet, elle ne peut pas empêcher une  
personne qui croit avoir droit au Benefice  
de former complainte, ce que produit  
la regle *de annali possessore*. Ce possesseur  
ne peut être dépouillé que par un Juge-  
ment en connoissance de cause, & com-  
me il n'y a plus de petitoire après le pos-  
sessoire jugé, suivant la Jurisprudence des  
Arrêts, il faut que le titre du possesseur  
annal soit mauvais pour le dépouiller.

Le Titulaire qui a été absent pretend  
qu'ayant eu un legitime empêchement,  
il n'a pas dû être dépouillé; mais c'est  
toujours une veritable complainte qui n'a  
pû être portée pardevant l'Official, mais  
pardevant le Juge Royal.

Quand on oppose que c'est pardevant  
le Juge Ecclesiastique qu'on devoit retour-  
ner, d'autant que c'est en vertu de la

Sentence que le Titulaire avoit été privé de son Benefice, & que voulant s'y opposer, il étoit plus naturel de l'écouter.

Mais ce Titulaire ayant été privé du Benefice & la complainte ayant été formée, elle ne peut être jugée que pardevant le Juge Royal, qui en est le seul Juge competent.

18. Que si l'absent qui est de retour se plaint du Jugement qui l'a privé du Benefice, mais s'il y a eu trois monitions qui aient précédé le jugement, & qu'il n'y ait aucune cause legitime d'absence, la Sentence se trouvera juste, ayant suivi les regles qui nous sont prescrites dans le titre de *Clericis non residentibus* & autres titres, *liceat si moniti fuerint dictis Beneficiis spoliari*, la Sentence ne pouvoit pas prononcer autre chose, tout le moyen de celui qui est absent consiste dans une excuse legitime, *si justo impedimento detentus, si justam excusationem habebat*. La personne étant absente, on peut faire les sommations & dénunciations au dernier domicile de l'absent, ou même à la porte de l'Eglise où se faisoit le Service. Enfin il faut faire voir au fonds qu'il avoit un juste sujet d'absence, soit qu'il fût absent pour la Republique, soit qu'il eût été detenu prisonnier, ou malade.



## A R R E S T

Qui juge que la desertion n'est point  
un genre de vacance de droit,  
& du patronage.

*Du 18 May 1718.*

**L** O U I S par la grace de Dieu, Roy  
de France & de Navarre : SALUT.  
Sçavoir faisons ; que comme de la Sen-  
tence donnée par les Gens tenans le Siège  
Royal des Exempts par appel, & pour  
lès cas Royaux au Comté, Ressort &  
Election de Laval le 22 Décembre 1716.  
Entre M. Jean-Pierre Foucault, Clerc-  
Tonfuré du Diocèse du Mans, pourvu  
des Chapelles de S. Roch & de Sainte  
Margueritte, déservies ès Paroisses de  
Montigné & d'Ahuilé, Demandeur sui-  
vant & aux fins de sa Requête en com-  
plainte réponduë le 1 Février 1716, à  
ce qu'attendu que René Fouqué, Doyen  
d'Evron avoit resigné en sa faveur le 21  
Décembre 1713 ladite Chapelle de Sainte  
Marguerite, déservie en l'Eglise de Mon-  
tigné, & celle de S. Roch déservie en  
la Chapelle d'Ahuilé ; il auroit obtenu

X v

490 *Traité des Moyens Canoniques*

des provisions de Notre Saint Pere le Pape , données à Rome à Sainte Marie majeure , du 3 des Calendes de Mars au 14 de son Pontificat , & obtenu le *visa* du sieur Evêque du Mans le 4 Avril 1714 ; en vertu de quoi il auroit pris possession réelle & actuelle desdites Chapelles le 6 dudit mois d'Avril 1714 , & auroit eu la jouissance desdites Chapelles dont il avoit été paisible possesseur jusqu'au 10 Janvier 1716 que Louis-André Tellot , Clerc-Tonsuré dudit Diocèse du Mans en auroit pris pareillement possession , prétendant en être pourvu , & sous ce prétexte vouloit en percevoir les fruits ; ce qui étoit un trouble que ledit Foucault étoit obligé de faire cesser avec d'autant plus de raison qu'il jouissoit paisiblement desdites Chapelles à lui resignées par ledit Fouqué , par l'avis & l'agrement de Guy Gentien , Chevalier , Seigneur d'Erigné , Marquis dudit lieu , & Dame Marie-Angelique de la Porte son épouse , Patrons & Presentateurs desdites Chapelles , à cause de la Terre , Fief & Seigneurie de Montigné , qui avoient nommez & presentez d'abondant ledit Foucault pour posséder lesdites Chapelles suivant qu'il paroissoit par un acte attesté de Jarry Notaire Royal & Apostolique en la Ville d'Angers le 23 Janvier 1714 ,



Iceelui Foucault auroit requis qu'il lui fut décerné acte de la demande en complainte qu'il déclaroit former contre ledit Tellot du trouble qu'il lui faisoit dans la possession desdites Chapelles ; & en conséquence qu'il fut permis audit Foucault de faire assigner ledit Tellot pour voir dire que ledit Foucault seroit maintenu & gardé en la possession desdites Chapelles , en ayant été bien & canoniquement pourvu , que desfenses lui seroient faites de le troubler à l'avenir , & pour en outre être condamné aux dommages intérêts & aux dépens , au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance portant acte de la complainte ; & au surplus permis d'assigner aux fins de ladite Requête , & ensuite est l'exploit du 6 dudit mois de Février 1716 d'assignation donnée à la Requête dudit Foucault audit Tellot , pour proceder aux fins de ladite Requête. & Défendeur d'une part ; & ledit Louis André Tellot aussi Clerc-Tonsuré dudit Diocèse du Mans , pourvu desdites Chapelles & Demandeur , suivant & aux fins de la Requête réponduë du 6 dudit mois de Février 1716 , à ce qu'il lui fût permis de faire assigner ledit Foucault , pour voir dire & juger que ledit Tellot seroit maintenu & gardé au droit & possession desdites Chapelles dont il avoit été bien

& canoniquement pourvu ; avec défenses audit Foucault de l'y troubler ; & pour l'avoir fait , qu'il fût condamné en ses dommages interêts & aux dépens , au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance portant , soit ledit Foucault assigné aux fins d'icelle ; & ensuite est l'exploit du même jour 6 Février 1716 d'assignation donnée à la requête dudit Tellot audit Foucault pour procéder aux fins de la-dite Requête d'autre part ; & entre Messire Charles Joseph , Marquis de Biragues , Enseigne de nos Vaisseaux dans les Compagnies franches de la Marine , au département de Brest , Seigneur propriétaire de la Terre , Fiefs & Seigneuries du Verger de Montigné , Demandeur en Requête du 22 Février 1716 , à ce qu'il fut reçu partie intervenante en l'instance d'entre lesdits Tellot & Foucault , qu'il fut ordonné que les Parties en viendroient à la prochaine Audiance , pour voir déclarer la resignation faite desdites Chapelles par ledit René Fouqué audit Foucault ledit jour 21 Décembre 1713 faite sans son agrément nulle , & ce qui avoit été fait & édifié sur icelle ; & en conséquence led. Tellot pourvu sur la presentation dudit de Biragues seroit maintenu au droit & possession desdites Chapelles , & que ledit Foucault fut condamné aux

dépens , au bas de laquelle est l'Ordonnance de la Cour , portant acte audit de Biragues de son intervention dans ladite instance pendant entre Ieldits Foucault & Tellot , & au surplus que les Parties viendroient à la prochaine Audiance ; & encore ledit de Biragues , Demandeur suivant son dire , signifié le 29 Février 1716 d'une part ; & ledit Foucault , Défendeur d'autre part ; & entre ladite Marie-Angelique de la Porte , veuve dudit défunt sieur Guy Gertien , Chevalier , Marquis d'Erigné , aussi intervenante & prenant le fait & cause dudit Foucault suivant sa Requête du 4 Novembre 1716. **TOUT** joint & diligemment examiné, **NOTRE DITE COUR** par son Jugement & Arrêts faisant droit sur le tout sans s'arrêter aux Requêtes dudit Tellot des 21 & 23 Mars 1718 , en tant que touche les appellations dudit Foucault & de ladite de la Porte de la Sentence du Procès par écrit du 22 Décembre 1716 , & de l'Ordonnance du 11 Février 1717 ; & encore dudit Foucault seul de l'Ordonnance du 20 Juillet audit an , & saisies faites en conséquence le même jour , a mis Iesdites appellations , Sentences , & ce dont a été appellé au néant , émandant , ayant aucunement égard aux demandes dudit Foucault portées par Requêtes des

4 & 5 Avril 1718, le maintient & garde en la possession & jouissance des Chapelles de S. Roch & Sainte Marguerite, fondées & deservies ès Paroisses de Montigné & d'Ahuilé; condamne ledit Tellot restituer les fruits qu'il en a perçus suivant l'estimation qui sera faite par Experts dont les Parties conviendront par-devant le Lieutenant General de Château-Gontier, sinon par lui nommé d'office; en conséquence fait pleine & entiere main-levée audit Foucault des saisies & arrêts faits à la requête dudit Tellot entre les mains des Metayers & Colons des lieux dépendans desdites Chapelles, lesquels à vuider leurs mains de ce qu'ils doivent en celles dudit Foucault seront contraints par les voyes qu'ils y sont obligez; quoi faisant ils en demeureront bien & valablement quittes & déchargez, & sur le surplus des demandes les Parties hors de Cour & de Procès; condamne ledit Tellot en tous les dépens des cause principale, appel & demande même en ceux reservez par les Arrêts des 17 Juillet, 30 Août & 9 Décembre 1717; & ledit de Biragues aux dépens des cause principale & d'appel à son égard, jusqu'au 12 May 1717, jour de la signification faite audit Foucault du désistement dudit de Biragues

*pour acquérir & conserver, &c.* 495  
du 21 Avril audit an, la taxe d'iceux  
& l'exécution du present Arrêt à notre-  
dite Cour en la cinquième Chambre des  
Enquêtes réservées. SI MANDONS &c.  
DONNE' en Parlement le dix-huit May  
mil sept cent dix-huit, & de notre  
Regne le troisième. Collationné par Ju-  
gement & Arrêt de notredite Cour.  
Signé Y S A B E A U.

---

## CHAPITRE XXXVI.

*Que l'expression de la vacance par  
devolut ne comprend point le genre  
de vacance par mort. 2°. Que la  
désertion n'est point un genre de  
vacance. 3°. Que quand un Titu-  
laire est mort en possession de son  
état, la seule énonciation d'un  
crime ne peut être opposée au  
Pourvu.*

CES trois questions sont bien agitées  
par ce Factum, & ont été jugées par  
Arrêt du 11 Avril 1702, au rapport de Mr  
l'Abbé le Moine, lors Conseiller à la qua-  
trième des Enquêtes, nous avons traité la  
question de la désertion dans le chapitre

precedent ; mais comme cette question est engagée par ce Factum pour le sieur Pons avec deux autres fort importantes, nous le placerons ici comme une dissertation curieuse sur ces trois questions ; & l'Arrêt qui les a jugées y est datté, on y prévoit assez les réponses qu'on y a faites ; mais nous avons établi qu'un genre de vacance n'en comprend point un autre , qu'une désertion ne fait point vaquer un Benefice qu'il n'y ait une Sentence de privation , la seule exception est en faveur de la Regale , dont nous rapporterons l'Arrêt qui l'a jugé en faveur d'un Regaliste.

Et enfin la troisiéme question que le genre putatif de vacance est bon quand le veritable ne paroît point. Dumoulin n°. 200 & suivans de la regle de *publicis et legitime resignationibus* , l'a agitée.





## F A C T U M,

**Pour M. Gabriel Pons , Prêtre Bâ-  
chelier en Theologie , Curé de  
Notre - Dame d'Ollone , Intimé  
& Appellant. .**

*Contre M. Jacques Friconneau ,  
Clerc , Appellant & Intimé.*

**L**A Sentence du Juge de Fontenay-  
le-Comte renduë le 16 Avril 1701,  
ordonne que les Parties contesteront plus  
amplement sur la complainte ; & cepen-  
dant a ajugé la recreance au sieur Pons.

Les Parties se plaignent respectivement  
de cette Sentence, & demandent la pleine  
maintenuë.

Le dernier Titulaire étoit M. Jean-  
Baptiste Sonilhac. Il partit d'Ollone au  
commencement de May 1700 pour venir  
à Paris.

Le sieur Abbé de Talmond Patron de  
la Cure y presenta l'Appellant le 28 du  
même mois de May. La vacance qu'il  
exprime dans l'acte est l'inceste spirituel

498 *Traité des Moyens Canoniques*  
& la désertion de Sonilhac ; il ajoute la  
clause *aut alias quovismodo*.

L'Appellant sur cette présentation demanda l'institution à Mr l'Evêque de Luçon le 7 Juin 1700. Mr l'Evêque de Luçon lui fit refus, parce que, dit-il, il avoit pourvû à la Cure dans le cours de sa visite, l'ayant trouvée vacante par la désertion & le délit de Sonilhac. Il déclare de plus qu'il avoit reçu de lui une lettre, par laquelle il lui mandoit qu'il se retiroit dans une solitude pour y faire penitence, & qu'il le rendoit maître de son Benefice.

Le sieur Sonilhac qui venoit à Paris mourut à Bonnelles le 25 May. Le sieur Abbé de Talmond donna une nouvelle présentation à l'Appellant sur la vacance par mort, avec la clause *sine præjudicio tamen juris per eum quasiti*. Ce dernier acte de présentation est du 17 Juin 1700, l'Appellant le porta le vingt-quatre du même mois à Mr l'Evêque de Luçon qui lui donna un refus. Il a eu recours aux Grands Vicaires du Metropolitain, qui lui ont accordé une institution le 31 Juillet 1700.

L'Intimé de sa part a obtenu des provisions en Cour de Rome sur le décès du dernier Titulaire le 17 Juin jour de la datte de la seconde présentation de l'Appellant.



Les Parties ayant pris possession de la Cure, ont formé complainte. Sentence qui adjuge la récreance au sieur Pons. Appel respectif.

Le sieur Friconneau a deux titres. Le premier est la provision des Grands-Vicaires de Mr l'Archevêque de Bordeaux du 31 Juillet sur la présentation du sieur Abbé de Talmond du 17 Juin.

Il faut retrancher ce premier titre, parce que le sieur Pons est pourvû en Cour de Rome le même jour 17 Juin. C'est un principe que la simple présentation d'un Patron ne lie pas les mains du Pape, & qu'il faut qu'elle soit parvenue à la connoissance d'un Collateur ordinaire : *Si tetigerit aures Ordinarii.* Les Arrêts ont confirmé cette maxime, l'on n'en doute point au Palais. De sorte que le sieur Friconneau n'ayant intimé à l'Ordinaire son acte de présentation que le 24 Juin, le sieur Pons doit l'emporter par la provision que le Pape lui a donné le 17 Juin.

C'est inutilement qu'on dit que la première présentation du 28 May a été portée à Mr l'Evêque de Luçon le 7. Juin; car il est aisé de juger que l'acte de présentation n'avoit pour objet qu'une vacance sur une désertion & sur un inceste spirituel : tellement que si ce genre de

vacance est supposé comme on va le montrer, il n'étoit pas capable d'empêcher le Pape de pourvoir dans la suite sur la mort de Sonilhac, qui étoit le véritable genre de la vacance du Benefice.

Il faut donc examiner ce que peut produire cette première présentation du 28 May. Le sieur Friconneau prétend que la Cure étoit constamment vacante par la désertion, & par l'inceste spirituel du dernier Titulaire.

Il établit la désertion sur ce que Sonilhac a quitté la Cure pour venir à Paris, & qu'il a déclaré par une lettre écrite à Mr l'Evêque de Luçon, qu'il le rendoit maître de son Benefice, ayant dessein de se retirer dans une solitude pour y faire pénitence; il ajoute qu'il donna charge à un de ses amis de faire vendre ses meubles qui ont été effectivement vendus.

Il prétend prouver l'inceste spirituel par la même lettre dont parle Mr l'Evêque de Luçon, où il dit que Sonilhac marque qu'il veut faire pénitence dans une solitude. Il parle encore d'une information faite le 16 Décembre 1700, par le Sénéchal des Sables à la Requête du Procureur Fiscal, & de la Déclaration portée par l'interrogatoire de la servante complice de l'inceste prétendu.

Si on recevoit les preuves que propose le sieur Friconneau, on introduiroit un abus très-préjudiciable à la discipline de l'Eglise. Le fondement de ces deux vacances imaginaires est la déclaration de Mr l'Evêque de Luçon dans sa réponse du 7 Juin.

On sçait qu'une simple déclaration comme celle-ci ne fait aucun degré de preuve, & qu'elle est contraire aux Constitutions Canoniques & aux Loix du Royaume.

La regle veut qu'un Collateur qui allegue des resignations, des privations de Benefice ou d'autres vacances, n'est point crû si ces vacances ne sont prouvées par des titres autentiques.

Les Superieurs Ecclesiastiques se donnoient autrefois une telle liberté, qu'ils vouloient que leur assertion fît la certitude d'une vacance. *Censumus super his narratis fidem plenariam adhibendam*, dit la Clem. *litteris de probat.*

On connut les inconveniens d'une telle doctrine qui fut reprouvée par le Concile de Bâle, & par l'assemblée tenuë à Bourges, où il y a un titre exprès de *sublatione Clementina, Litteris.*

*Licet in Apostolicis, vel aliis litteris quibuscumque aliquem Dignitati, Beneficio aut juri cuicumque renunciasse, aut priva-*

502 *Traité des Moyens Canoniques*  
*tum esse, seu aliquid aliud egisse per quod*  
*jus proprium auferatur, narratum sit; hu-*  
*jusmodi litteræ in his non præjudicent,*  
*etiamsi super ipsis gratia vel intentio nar-*  
*rantis fundetur; nisi per testes vel alia*  
*constiterit documenta.*

Le Concordat a suivi cette maxime, & a rejeté la preuve par Témoins comme une preuve suspecte; il veut absolument *publica instrumenta vel documenta autentica*, autrement les narrations de Collateur ne font aucune foy.

Le Pape n'a pas plus de-Privilege que les autres Collateurs, quelque reverence qu'on ait pour sa suprême Dignité.

Les Evêques ont encore moins d'autorité que le Pape; & c'est avec raison que Mr Guymier sur le titre de *sublatione Clementina*, dit, que *non creditur litteris Episcopi si diceret se prius contulisse.*

On a beaucoup de deference à ce que dit Monsieur l'Evêque de Luçon; mais il n'introduira jamais l'usage des énonciations condamnées par les Loix du Royaume.

Comment en effet pouvoit-il dire que la Cure vaquoit par la désertion de Sonilhac, dans un temps qu'il lui donnoit un *Exeat* pour venir à Paris? Cet *Exeat* est produit au Procès.

Quand Monsieur de Luçon n'auroit pas donné d'*Exeat*, pouvoit-il s'exempter d'entrer en connoissance s'il y avoit désertion ou non, & de proceder par des citations avant que de pourvoir à un Benefice rempli ? Il n'y a rien de plus commun que le texte de Droit, qui demande les monitions contre un Titulaire absent.

Il y a plus, Monsieur l'Evêque de Luçon parle dans sa Réponse du 7 Juin d'une Lettre de Sonilhac qui ne paroît point, & qui n'a point paru. Si on s'abandonnoit à ces sortes de déclarations, il n'y a point de Benefices que les Evêques ne rendissent vacans & impétrables.

L'observation du paquet que fit le Sacristain de l'Eglise, de quelques hardes appartenantes à Sonilhac, est une circonstance très foible. Cette démarche ne fait pas une repudiation reçue par le droit, comme est la Profession Religieuse, le mariage, l'employ des armes. Un homme peut avoir des meubles inutiles, & en vouloir d'autres, mais cela n'emporte pas une désertion.

On répond par-là à la vacance prétendue de l'inceste spirituel, & l'on ne croira jamais que la déclaration d'un Evêque rende un Prêtre atteint d'un cri-

304 *Traité des Moyens Canoniques*  
me aussi qualifié que celui-là, sans aucune  
instruction.

Mr Guymier sur le titre *de sublatione*  
*Clement. Litteris*, montre bien l'opinion  
qu'on doit avoir de ces déclarations,  
quand pour les rejeter il propose l'ex-  
emple des deux Villes criminelles qui  
ne furent punies qu'après la conviction  
de leurs crimes : *Deus noluit punire pec-*  
*cata eorum, licet sciret tanquam Deus, nisi*  
*prius eos convinceret tanquam judex.*

Le sieur Sonilhac a administré la Cure  
d'Ollonne pendant quinze années avec  
l'entière approbation de son Evêque, &  
l'estime singulière de ses Paroissiens ;  
doit-on croire qu'un Ecclesiastique soit  
devenu mauvais tout à coup.

*Quis praterea de facili crederet*, dit un  
grand Pape, *quod vir prædictus scientia*  
*litterarum, propria salutis oblitus ad eam*  
*passionis ignominiam se converteret ut . . .*  
*abominabilem perpetraret incestum*, Innoc.  
III. tit. *de præsumpt*, chap. 15.

Il n'y a jamais eu de plainte contre le  
sieur Sonilhac, le Promoteur est toujours  
demeuré dans le silence à son égard ;  
aucun habitant n'a rendu sa conduite  
suspecte, il est mort dans une réputation  
entière.

On doit, dit Dumoulin, n°. 202 *de*  
*public.* rejeter des provisions fondées sur  
les

pour acquérir & conserver, &c. 505  
les incapacitez d'un Titulaire decedé dans  
la paisible possession de son état, *impe-*  
*trans ex pratenfa incapacitate defuncti non*  
*est admissibilis ad hoc allegandum post obi-*  
*tum in pacifica possessione.*

La raison est, qu'il n'est rien de plus  
facile que de feindre des incapacitez ou  
des irregularitez après la mort des Ti-  
tulaires. On n'ose les entreprendre de  
leur vivant; on attend qu'ils ne soient  
plus en état de se défendre, & après  
qu'on ne peut leur faire le Procès, ni  
informer contr'eux, on excite le Juge  
d'un Village pour informer contre la pré-  
tendue complice à qui on fait dire ce  
qu'on trouve à propos. Toutes les Loix  
Civiles & Ecclesiastiques résistent à cette  
conduite; elles ne reçoivent point contre  
un défunt des faits si atroces qui vont à  
flétrir sa memoire; il faut le convaincre  
par sa confession ou par une instruction  
judiciaire. C'est le mot de Dumoulin,  
n°. 374. de *inf.* qui dit après la Loy,  
*liqueat reum ipso jure privatum*, la Loy  
*qui Sententiam cap. de pœnis*. Il desiré  
l'évidence du crime, & entre les mar-  
ques qu'il en donne, il propose l'aveu  
du coupable *per legitimam Confessionem*  
*tunc potest Episcopus conferre*. Cette Con-  
fession legitime, dit cet Auteur, est  
celle qui se fait par une instruction en

Tome III.

Y.

506 *Traité des Moyens Canoniques*  
Iustice, *si per processum Officialis Episcopi liqueat.*

On ne forme point de raisonnemens sur la vacance du Benefice, mais on s'attache à la preuve du fait; on veut la conviction du délit, *etenim facti probationem, non Beneficii vocationem considerat.* C'est l'expression de M. Louet sur *Dumoulin de inf. n°. 385.* Il n'est pas même besoin de proposer des autoritez, le bon sens, l'équité naturelle persuadent assez cette vérité. Ainsi point de vacance par désertion, moins encore par l'inceste spirituel.

Mais, dit-on, quand le sieur Abbé de Talmond auroit présenté sur ces faux genres de vacances, il a renfermé dans l'acte la clause *aut alio quovismodo.* Et comme Sonilhac étoit decédé le 28 May, jour de la présentation, cette clause peut être appliquée à la vacance par mort.

L'Intimé répond deux choses : La première, que la clause *aut alio quovismodo* ne renferme point la vacance par mort. La seconde, que le sieur Abbé de Talmond a montré nettement qu'il n'avoit pas intention de présenter le 28 May sur ce genre de vacance.

On dit à l'Appellant que la clause *aut alio quovismodo* ne contient pas la vacance par mort, parce que c'est une vacance principale qui a besoin d'une expression



pour acquérir & conserver, &c. 507  
particuliere, on peut dire même que c'est  
la seule veritable vacance.

*Iste vacationis modus per mortem naturalem vera vacatio dicitur.* Elle n'a point besoin d'interprétation, & n'est point sujette aux fraudes comme les autres vacances présumées. Probus, qu. 3. de la Regale.

*In ea nulla fit fraus, ut fieri potest in quibusdam aliis vacationibus.*

Ce qui fait dire à la Glose sur le titre *ne sede vacante* aux Décretales, que la mort naturelle dégage tout, & pour le Titre & pour la possession, *mors naturalis omnia solvit*; mais que pour les autres vacances on conserve souvent la possession quand on perd le droit, *in aliis autem modis sicut in cessione & in similibus licet perdatur jus non tamen ipsa possessio*. Il y a toujours de la fiction dans les autres vacances, ce n'est que la mort qui rend effectivement la vacance veritable, & qui merite une désignation particuliere & spécifique, sans se persuader que la clause vague & generale (*quovismodo*) la puisse comprendre.

Quand le sieur Abbé de Talmond a présenté l'Appellant le 28 May 1700, il a dit que la Cure vaquoit *ob incestum spiritualem per magistrum Joannem Sonilhac illius ultimum possessorem commissum*.

Y ij

*ac desertionem exinde notorie secutam*

Mais c'est une erreur de prétendre que la clause qu'il a ajoutée, *aut alias quovismodo*, emporte la vacance par mort, étant contre la règle de vouloir que l'accessoire comprenne le principal, *principale non investitur ab accessorio*, dit la Glose sur la Loy *petens de pactis*.

Le Patron ayant présenté sur une vacance par désertion ou par inceste, & ayant dit *aut alio quovismodo* : on conçoit assez qu'il a envisagé les autres genres de vacance de même qualité, *le port d'armes, le monachisme, l'apostasie &c.* Mais de croire qu'il ait renfermé la vacance par mort, ce seroit un renversement, & une confusion de l'idée qu'on doit avoir des choses.

2°. Ce qui se pratique à Rome, fournit un argument que la clause *aut alio quovismodo* ne contient point la mort naturelle. Dans les provisions qui s'expédient sur résignation, après avoir mis la clause *sive premissis, sive alio modo*, on y insère *sive per obitum ejusdem extra dictam Curiam defuncti*.

Si la clause *aut alio quovismodo* contenoit la vacance par mort, il seroit inutile d'apposer *sive per obitum*.

L'Appellant dit qu'on voit souvent des clauses inutiles, & que celle *per obitum* est de cette qualité.

Cette réponse n'est pas bonne. On ſçait qu'en Cour de Rome on y examine tout avec ſcrupule, *in litteris Apoſtolicis nihil ponitur fruſtra*, dit Rebuſſe dans ſa Pratique, tit. *tertia parte ſignatura n. 2. in v. etiam in hac.*

La ſeconde choſe qui montre que la clause dont il s'agit ne peut s'appliquer à la vacance par mort, eſt la volonté & l'intention du ſieur Abbé de Talmond, qui n'a jamais eu la penſée de preſenter ſur ce genre de vacance par l'acte du 28 May 1700. Or le plus grand vice dans une Collation eſt le défaut de volonté du Collateur.

Le chapitre *ſuſceptum de reſcript. in 6.* enſeigne qu'une vacance exprimée exclut une autre vacance qui ne l'eſt pas : Il eſt vrai que la Décretale porte, *niſi de intentione mandantis aliud appareat expreſſe*, c'eſt ce que Dumoulin explique auſſi, n°. 200 de publ. *Non tamen animo reſtringendi.*

Si donc il paroît que le ſieur Abbé de Talmond n'a pas eu le deſſein d'étendre à la vacance par mort les autres vacances exprimées dans l'acte du 28 May, il eſt ſans contredit que le ſieur Friconneau n'eſt pas preſenté ſur ce genre de vacance.

Ce qui fait connoître que l'intention du sieur Abbé de Talmond n'a pas été de présenter par mort dans le premier acte du 28 May, est l'expression qu'il a faite dans le second du 17 Juin. Il a dit qu'il presentoit Friconneau sur le décès du dernier Titulaire, *vacantem nunc per obitum*. S'il lui avoit donné une présentation sur ce genre de vacance le 28 May, il auroit été inutile de le nommer vingt jours après, *per obitum Magistri Joannis Sonilhac*, & il est impossible que présentant le 17 Juin par la mort du dernier Titulaire, il ne fasse entendre qu'il n'a pas eu l'intention de le présenter sur ce genre de vacance le 28 May.

C'est une mauvaise subtilité de dire qu'il l'a nommé le 17 Juin en ajoutant droit sur droit. On confère & on présente une même personne sur des vacances différentes *jura juribus addendo*. Le sieur Abbé de Talmond pouvoit présenter le sieur Friconneau dans le mois de May par l'incapacité du dernier Titulaire, & le présenter encore dans le mois de Juin sur son décès, ce seroit accumuler droit sur droit; mais quand on a présenté par mort, venir dire ensuite qu'on présente sur le même genre de vacance en ajoutant un nouveau droit, c'est une contradiction qui ne peut tomber dans un es-

prit raisonnable : Il faut donc conclure que quand le sieur Abbé de Talmond a dit dans l'acte de presentation du 28 May, qu'il presentoit par la délection & l'inceste du dernier Titulaire, ou de quelque autre maniere, il a voulu dire qu'il presentoit sur les incapacitez exprimées & à exprimer, sans s'imaginer que la vacance par mort soit tombée dans son esprit, puisque quelques jours après il presente nommément sur le décès du dernier Titulaire.

L'Appellant qui n'a point de réponse à donner à ces raisons, pretend qu'il y a des Arrêts qui ont jugé que la clause *quovismodo* renfermoit la vacance par mort, & cite pour cela un Arrêt de 1589 dans M. le Prestre, 2 Centurie, chap. 12 ; mais s'il lisoit bien cet endroit, il verroit que la provision de Cour de Rome ne contenoit pas seulement la clause *aut alias, &c.* mais la clause *sive per obitum*.

Le second Arrêt qu'il rapporte de 1676 n'est pas juste à cette espee. Le Journal des Audiances, tome 3 dont il le tire, fait foy que le Resignataire avoit obtenu des provisions avec les clauses ordinaires: *Quovismodo aut alterius cujuscumque persona sive per obitum*. Ce qui persuade que la clause *aut alias, &c.* n'a du rapport

qu'aux vacances sur incapacitez de la personne, ou nullitez du titre.

Il allegue deux autres Arrêts rapportez par Pinson, des années 1653 & 1654; mais ils sont dans le cas de provisions obtenues en Cour de Rome, qui renferment ordinairement la clause *per obitum*.

Il a levé l'Arrêt du 26 Février 1654; & il a eu soin de marquer les endroits où l'Avocat du sieur de Bellebat expose que tel étoit le sentiment des Docteurs même Ultramontains, que la clause *per obitum* étoit sousentendue par celle de *quovismodo*. Mais ce n'est pas le raisonnement d'une partie qu'on doit considérer, c'est l'espèce qui a donné lieu à l'Arrêt, & il ne falloit pas dissimuler une circonstance décisive dans celui de 1654, que le sieur de Bellebat avoit des provisions *per obitum*, ou qu'il étoit censé les avoir sur le refus des Officiers de Cour de Rome de les accorder, l'Arrêt jugeant que le refus vaudroit provision.

C'est ainsi qu'on fait de fausses applications des Arrêts qui ont eu des motifs particuliers que les Parties ignorent elles-mêmes. Mais ce que l'Intimé peut assurer, est qu'on ne rapportera jamais aucun Jugement qui ait décidé qu'une collation par devolut d'un Benefice d'un homme que le Collateur estimoit vivant,

*pour acquiescer & conserver, &c.* 513.  
contenant la clause *aut alias quovismodo*,  
emporte la clause par mort, parce que  
les deux vacances sont opposées selon le  
ch. *Susceptum de rescriptis in 6<sup>o</sup>*.

Il est vrai qu'on consulte la volonté  
du Collateur pour connoître s'il a eu in-  
tention de limiter la vacance, *an animo*  
*restringendi*, dit Dumoulin; mais on ne  
peut désirer une intention plus claire que  
celle du sieur Abbé de Talmond, & il a  
fait assez comprendre qu'il n'a pas eu  
dessein de présenter le sieur Friconneau  
le 28 May par la mort du dernier Titu-  
laire, en disant le 17 Juin suivant, qu'il  
le présente nommément *per obitum Ma-*  
*gistri Sonilhac*. Peut-être n'est-il pas inu-  
tile, en examinant le mérite du droit  
du sieur Pons, d'observer le mérite des  
personnes. On veut croire que le sieur  
Friconneau est un jeune homme d'espé-  
rance; mais il est surprenant qu'à l'âge  
de vingt-six ans, il ne soit encore que  
simple Clerc tonsuré, & qu'il n'ait pas  
fait la moindre démarche pour se mettre  
dans les Ordres sacrez.

Pour le sieur Pons, il a suivi sa voca-  
tion, ayant la capacité, il n'a pas eu de  
repugnance de se faire promouvoir à  
l'Ordre de Prêtrise. Il y a deux ans ou  
environ qu'il remplit la Cure contem-  
porelle, & qu'il en fait les fonctions avec

Y y

l'applaudissement du public. Son Evêque l'a distingué par le choix qu'il a fait de sa personne pour la desservir avant qu'il eût obtenu la Sentence de recreance.

Ces circonstances doivent déterminer la Cour en sa faveur, quand il y auroit quelque doute dans la complainte, & qu'il n'auroit pas un titre aussi canonique que celui qu'il rapporte.

*Mr. l'Abbé LE MOINE, Rapporteur.*

M. LE BARBIER, Avocat.

L'Arrêt est du 11 Avril 1702.

On prouve par ce Factum & par cet Arrêt, qu'on peut faire changer la Sentence de recreance en pleine maintenue, si le fond est bien instruit.

## CHAPITRE XXXVII.

*De plusieurs autres vacances de droit  
& par Sentence.*

N<sup>o</sup>. I. **N**OUS allons parcourir quelques autres vacances de droit & pour crime, & ensuite les cas dans lesquels ils vaquent par Sentence.

Ceux qui sont promûs au Cardinalat & qui en ont accepté la dignité, n'ont pas besoin de nouvelles provisions; mais ils n'ont plus la jouissance des fruits de leur Prelature. La raison de la vacance,



*pour acquérir & conserver, &c.* 515  
c'est qu'ils font serment au Pape & sont  
par ce moyen soustraits à l'obéissance du  
Roy ; c'est pourquoi ils ne peuvent ac-  
cepter cet Office que du consentement  
du Roy , pour être canoniquement pro-  
mûs à cette éminente dignité : il doit y  
avoir un concours des deux puissances , &  
quand le consentement du Roy n'a pas pré-  
cédé la nomination ; si le Roy y a consen-  
ti volontairement depuis la nomination ,  
son consentement a un effet retroactif.

Que s'il y a résisté & s'y est opposé ,  
comme la volonté étoit nécessaire pour  
l'acceptation , si après des actes extérieurs  
il veut bien faire grâce , ce n'est que du  
jour qu'elle a été faite que la dignité Epif-  
copale est vacante , & elle n'a point d'effet  
retroactif ; il y a plusieurs moyens que  
nous expliquerons dans la suite dans le  
Traité de la Regale.

2. La vacance par la translation d'un  
Evêché à une autre dignité semblable ou  
Archevêché, est établie sur les mêmes prin-  
cipes, *cap. in Apibus 7, qu. 1.* Mais  
ce n'est que du jour que le Roy y a con-  
senti , d'autant que par le Concordat on  
ne peut pourvoir à ces éminentes digni-  
tez que par la nomination du Roy , le  
Pape seul ne la peut faire sans son consen-  
tement formel ; nous examinerons ces  
questions plus à fond dans les genres de  
vacance en Regale, Y. vj

Si on est pourvu d'un second Benefice incompatible qui requiert résidence , *c. de multa providentia , de præbendis*. L'extravagante *execrabilis* du même titre , la Déclaration de 1681 a encheri sur ces Decretales , d'autant que comme on ne peut avoir deux titres incompatibles après l'an ; cette Déclaration est encore plus conforme à la discipline , en ce que le Titulaire de deux Benefices incompatibles ne les peut posséder , suivant les Loix du Royaume , il ne peut avoir les fruits que de celui qu'il sert , ce qui est fort juste , ne pouvant remplir qu'un seul Benefice qui requiert résidence.

Il y a une exception s'il y étoit troublé , l'année ne court que du jour de la paisible possession.

Les Reguliers qui ont renoncé aux biens ne peuvent être Titulaires que d'un seul Benefice , *cap. Cum singula de præbendis* ; cependant la dispense *ad tria* pour les Benefices simples pourroit être valable ; que s'ils en étoient pourvus de quatre elle pourroit valoir , ayant des Lettres Patentes du Roy bien enregistrées.

Mais un Mandiant transféré n'en peut avoir qu'un , suivant la Déclaration du Roy ; il faudroit y déroger & obtenir des Lettres Patentes , si on vouloit s'en servir ; si c'étoit un bon Predicateur ,

ou une autre raison pour obtenir la grace & une dérogation à la Déclaration, Ordonnances & Libertez de l'Eglise Gallicane : si on donne un Benefice séculier à un regulier & *vice versa*, les provisions en sont nulles, s'il n'est pas en Commande.

3. Celui qui s'ingere dans l'administration du spirituel ou du temporel, avant que d'être confirmé, *cap. avaritia de elect. in 6<sup>o</sup>*. pour éviter en France la disposition de ce chapitre, le nommé par le Roy prend des lettres du Grand Vicaire du Chapitre, & le Roy lui donne les fruits, & il s'accommode pour la jouissance, à condition de donner la portion à l'Econome qui lui appartient.

Il en est de même de celui qui a des provisions & qui n'a point de *visa*, d'autant que l'exécution en étant renvoyée à l'Ordinaire par les provisions, quand il se met en possession sans l'autorité de l'Evêque, c'est une espece d'intrusion ; il y a plusieurs autres especes de vacances de droit qui sont sans crimes ; il faut à present parcourir ceux qui sont fondez sur des crimes, & qui sont vaquer de plein droit, dont nous n'avons point fait mention & dont nous traiterons sommairement.

4. Le peché de Sodomie fait vaquer

de plein droit , nous en avons trouvé le premier vestige dans le Canon 3 du seizième Concile de Toledé , tenu en l'an 693 tome 6 des Conciles , col. 1338 ; il est beau par excellence , nous l'avions mis sur un pareil sujet , mais il ne sera pas à charge à ceux qui le liront , & ils seront dédommages par la beauté des termes & l'horreur qu'ils en mettent devant les yeux , ce qui a été puni avec tant de severité , il commence : *Sicut cordis corporisque munditia homines Deo proximos facit , ita incentivæ pollutionis actio à Deo alienos statuit , & sicut Sodomiticæ populos horrenda minimumque detestanda patratio igni cœlitus confluenti exurendos in peccatis tradidit , . . . . omnes in commune sancimus , ut quicumque hujus nefariæ actionis patratores extiterint , quique in his turpitudinibus se se implicari permiserint , & qui contra naturam masculi in masculos hanc turpitudinem operaverint , si quidem Episcopus , Presbyter , aut Diaconus fuerit , de proprii honoris gradu dejectus perpetui exilii manebit damnatione percussus.* Les peines canoniques s'étendoient souvent au bannissement.

5. Nous avons traité des peines de ce crime qui a été en si grande abomination dans l'Ancien Testament ; il étoit si frequent que Pierre Damien fit un

*pour acquérir & conserver, &c. 519*

Livre qu'il appella Gomorrianus. Sodome & Gomorre ayant été abîmées par le feu. Plusieurs Conciles en ont fait mention, & le troisiéme general de Latran en 1179 a fait le Canon 11, par lequel il a condamné ce crime avec la derniere rigueur; il est inseré dans le quatriéme chapitre du titre *de excessibus Pralatorum, Quicumque illa incontinentia quæ contra naturam est ( propter quam ira venit in filios diffidentia, & quinque civitates igne consumpsit ) deprehensi fuerint laborare, si Clerici fuerint, dejiciantur à Clero*, la Glose les nomme, *scilicet Sodomam & Gomorram, Seboim, Segor & Eleale.*

La Coutume de Bretagne article 589 a prononcé la peine du feu, *in authent. ut non luxurientur contra naturam.*

Plusieurs Conciles avoient imposé des penitences si longues contre ceux impliqués dans ces crimes, que la vie étoit trop courte pour y pouvoir satisfaire.

J'ay rapporté un Arrêt sur le chapitre 8 du livre 3 de l'état & de la capacité des Ecclesiastiques, qui y est tout du long, du 10 Decembre 1687, pour M. Bouteiller, pour une Cure; & jugé qu'encore que sa Partie eût été renvoyé absous de ce crime, y ayant eu un décret de prise de corps contre lui, le seul soupçon & la crainte de mettre

sous la conduite d'un homme aussi dange-  
reux des enfans de l'un & l'autre sexe ,  
fit que la Cour jugea contre lui encore  
qu'il fût le plus ancien Gradué , *habebas*  
*caput vulneratum.*

6. Nous avons rapporté sur le chapitre  
du Rapt qu'on devoit distinguer les va-  
cances *per verbum futuri aut presentis tem-*  
*poris.* Voici un autre principe qui est en-  
core plus certain sur cette matiere quand  
la Loy parle en termes affirmatifs dans  
le tems qu'elle prononce une vacance de  
droit , il ne faut aucunes monitions ni  
Sentence de privation ; mais si elle parle  
en termes negatifs , il y a obligation d'en  
faire avant la privation , ce qui est de  
principe , *Guym. §. prim. cum de collationi-*  
*nibus v. provideatur.*

Panorme rapporte quatre sortes de  
crimes en general qu'il faut distinguer ,  
pour sçavoir ceux qui font vaquer les  
Benefices de plein droit ou par Sentence  
ou qui ne font point vaquer , qu'il exa-  
mine sur le chapitre *tua discretionis de*  
*pœnis.* Photius dans son Nemocanon tit.  
9 chap. 14 , met les causes pour les-  
quelles on peut déposer un Ecclesiastique  
de son Benefice.

7. La déposition ne se pouvoit faire  
d'un Prêtre ou autre qui fût dans les  
Ordres que par les Conciles ou les Supé-

*pour acquérir & conserver, &c.* 521  
fieurs; cependant Theodoret de Tyr livre premier de son Histoire chap. 21, remarque les menaces de Constantin, qu'il déposera ceux qui ne viennent point aux Conciles, quoiqu'ils y aient été appel-  
lez.

Le Prêtre ne peut déposer les Diacres ou Sous-Diacres; c'est le Canon 4 du cinquième Concile d'Arles, tenu en 554 qui l'a ordonné, & ce Prêtre doit être suspendu, & ceux qu'il avoit déposé peuvent célébrer, col. 781.

Ceux qui consulteront les Magiciens seront déposés pour toujours *Concilio Toletano 4, Can. 29, an. 633, tom. 5, Conc. col. 1714, caus. 29 qu. 3 si quis Episcopus.*

Celui qui étoit déposé devoir avoir ses alimens, c'est par charité qu'ils sont dûs. Gregoire le Grand dans sa lettre 53 du livre second de ses lettres, tome 5 *Conc. col. 1127*; elle est écrite à Maximien; il lui mande qu'il y auroit de l'impiété de refuser des alimens à Agathon, quoiqu'il ait été condamné pour s'être écarté de la discipline, *nam nimis est impium si alimentorum necessitati post vindictam subjaceat.*

8. Plusieurs Evêques & Archevêques ont été condamnés & déposés pour avoir dissipé les Tresors de l'Eglise. Evagrius

livre 5 chap. 5, il y a d'autres autorités. On en permettoit la vente pour la redemption des Captifs. Gregoire I. *Epist.* 13 livre 6, tome 5 des Conciles, col. 1260, *Capitul. Ludov. pii, an. 816, cap. 13.*

La dégradation étoit autrefois en usage, mais il y a plus d'un siècle qu'on a cessé cette cérémonie; il y a deux sortes de dégradations, l'une appelée verbale qui ne retranche pas l'Ecclesiastique absolument du corps du Clergé, mais la véritable dégradation privoit l'Ecclesiastique de tous les Benefices & Fonctions Ecclesiastiques, & même du privilege clerical, & il étoit remis en cet état au bras séculier pour être puni comme un Laïque. *Panorme cap. tua de pœnis. Felinus cap. ex parte de accusationibus.*

Si le Métropolitain étoit privé de ses fonctions, son droit passoit au plus ancien de ses suffragans; mais s'il venoit à mourir, comme c'étoit la personne qu'on avoit voulu corriger & non pas la Métropole qu'on vouloit punir, son successeur entroit dans tous les droits du Métropolitain. *Epistola Hilari Papæ ad Episcopos diversarum Provinciæ Gallia, cap. 1, tom. 4, Concil. col. 1042.*

Ce principe historique nous conduit à faire une application de nos Arrêts, quand un Evêque refuse de donner un *visa* sans



cause, ou de donner des provisions sur un refus de Cour de Rome, en vertu des Arrêts, on renvoye à l'ancien des suffragans, si cela regardoit le Métropolitain. On découvre dans l'antiquité cette discipline de nos jours.

9. On demande si celui qui est privé de sa Dignité Pontificale, est aussi privé de ses fonctions sacerdotales; cette question est proposée par Coarruvias, si un Evêque étant suspendu à *Pontificalibus*, est suspendu des fonctions du Sacerdoce, il répond que non, *quia Pontificalia non pertinent ad substantiam alicujus Ordinis*: voilà sa raison en peu de mots; cependant Panorme sur le chapitre *veritatis de dolo & contumacia*, dit que celui qui étoit privé de ses fonctions Pontificales étoit interdit des fonctions de l'Ordre: nous voyons dans l'action 4 du Concile de Calcedoine qu'on taxa Berithe d'impiété de vouloir reduire les Evêques au rang des Prêtres.

Les Peres du Concile ne purent souffrir cette profanation, les Legats du S. Siège lui faisoient cet argument, ou bien ces Prelats étoient innocens, ou ils étoient coupables; s'ils étoient innocens, ils devoient être rétablis dans leurs Sieges; que s'ils étoient coupables, ils devoient être privez de la Dignité Pontificale &

de la Prêtrise qui sont si liées ensemble ; celui qui est privé de la Prêtrise n'est-il pas privé des autres Ordres ; celui qui est privé des fonctions du Sacerdoce n'est-il pas privé de celles de Diacre & de Sous-Diacre ? ce sont de ces choses de discipline qui ont leur période & leur fin ; en privant de la plus éminente dignité , on prive de celles qui y sont subordonnées.

10. Un Dissipateur des biens de l'Eglise, doit être privé de l'administration des fruits de son Eglise ; on doit commettre un bon œconome, *cap. licet Heli de simonia cum Glossa, v. de dilapidatione*, la Glose de la Pragmatique Sanction, *verbo depereunt §. nam Ecclesiarum*, page 40. Ce Docteur rapporte plusieurs autoritez sur cette matiere, pour montrer que l'on peut se vanger sur leurs biens, & que leurs heritiers en sont responsables, *cap. ex presentium de pignoribus*.

Mais une des causes de la déposition de Jean XXIII. appelé Balthasar Cossa ; faite par le Concile de Constance, outre la simonie, c'étoit d'avoir été un dissipateur des biens de l'Eglise, dont voici les termes qui sont dans la Sentence définitive prononcée contre lui dans la douzième session du Concile, *Bonorumque & jurium nedum Romana sed aliarum Ecclesiarum plurium & aliorum locorum pie*

*pour acquérir & conserver, &c.* 525  
*rum dilapidatorem &c.* On ordonna en même temps qu'Angelus de Corratio, dit Gregoire XII, ni Pierre de la Lune, dit Benoist XIII, ne pourroient pas être élus Papes, ce qui fut ordonné le 29 May 1415, *indictione octava*, tome 12 des Conciles, col. 96, les seculiers & reguliers sont interdits, *cap. si quis Presbyterorum de rebus Ecclesie alien. cap. 2 de statu Monachorum.*

11. Que si la vente avoit été faite par un Evêque des heritages qui servoient à sa subsistance, si c'étoit pour employer à la nourriture des pauvres de son Diocèse, bien-loin de le priver de ces droits, ce seroit un moyen de le rétablir dans son ancien état avec honneur.

L'exemple de Policronius Evêque de Jerusalem en est un bon argument; il avoit fait des ordinations pour de l'argent & été condamné pour simonie, & privé de l'exercice de ses Ordres & de son Evêché, réduit dans un Fauxbourg de Jerusalem, un autre Evêque faisant ses fonctions.

Depuis ce tems-là survint une grande famine dans son Evêché; il vendit les petits heritages qui lui avoient été donnez pour vivre; il en assista son Clergé & les pauvres de son Diocèse; il fut accusé une seconde fois sur cette dissipation. L'af.

faire discutée & examinée dans un Concile Romain , tenu en l'an 433 , bien-loin de le condamner , on loua son zele & sa charité pour son peuple ; on le regarda comme la veuve de l'Évangile . S. Leon premier étoit le Diacre en ce temps-là de Sixte III. Pape ; il dit *ergo Presul qui imitatus est viduam non viduetur*. Le Pape & les Peres du Concile lui rendirent de grands honneurs ; il fut rétabli dans son Siege , & y vécut encore plus de sept ans ; c'est donc la cause de la vente des biens de l'Eglise que l'on considere , & l'emploi que l'on en fait utilement , qui bien-loin de faire dégrader un Prelat , le font remettre sur le chandelier. Valentinien Empereur present au Concile , loua cette action. Nous avons été obligez de joindre tout de suite le rétablissement à la privation , encore que ce dernier fut plutôt l'objet du chapitre suivant. *Can. 9, 10, 11 & 12 Conc. Romani anno 433, col. 433, col. 878, 879 & 880, tome 3 des Conciles.*

Il y a plusieurs autres causes de déposition de plein droit ou par Sentence dont on ne peut mettre ici toutes les especes.



## CHAPITRE XXXVIII.

*Qui sont ceux qui peuvent être  
pourvus de Benefices.*

N°. 1. **L**A premiere qualité nécessaire à un Ecclesiastique pour être adopté dans l'Eglise, & être mis au rang de ses Ministres, est la Tonsure; c'est le premier caractère dont l'impression est nécessaire, & les Ordres se donnent par l'imposition des mains; il semble que la Loy ancienne qui avoit mis le Sacerdoce dans la Tribu de Levi, & qui se perpetuoit par les traces du sang, étoit moins relevée que l'imposition des mains qui se fait dans la Loy de grace, par la vertu du Saint-Esprit qui se communique dans le Sacrement de l'Ordre; ce qui est bien plus éminent que dans l'ancienne Loy; il n'y a point de préférence de Tribu, de Famille, ni de Maison dans cette sainte Milice, de quelque Pays & de quelque condition que l'on soit, c'est la vertu qui fait la distinction des sujets, & qui montre s'ils sont bien ou mal appelés; ce sont les bonnes dispositions que les particuliers y apportent qui font juger de la capacité du sujet.

2. Celui qui étoit aggréé au Clergé par la Tonsure acqueroit donc la capacité, & le droit d'obtenir des Benefices, qui n'étoient point affectez par l'homme, ou par la Loy à des Ordres superieurs, d'autant qu'il faut suivre les fondations & le droit commun.

Les Nazaréens rasoient leur tête devant la porte du Tabernacle, *Numerorum cap. 6.* Cette marque extérieure de la Tonsure doit faire connoître en coupant ses cheveux, qu'on veut retrancher toutes les passions, en se vouant plus particulièrement aux saints ministeres, & se consacrant au Seigneur.

L'usage de la Tonsure s'est introduit du temps des Apôtres, elle doit être ronde comme une sphere; il y avoit trois sortes d'états dans la suite, dans lesquels elle se portoit, & nous voyons dans le livre 4. de *Sidonius Appollinaris* lettre 24, qu'ayant vû une personne qui avoit les cheveux courts, il lui demanda lequel des trois états il avoit embrassé, si c'étoit celui des Clercs, des Moines, ou des Pénitens.

3. Les Privileges donnez par les Empereurs à ceux de cet état, furent un appas pour y attirer plusieurs personnes, ils étoient exempts des tributs & des charges publiques, l. 3 & 6. *Cod. Theodosiano*

*dosiano de Episc.* L'on peut donc donner la Tonsure à un bon sujet à sept ans ; mais pour découvrir s'il y a de l'inclination , & un penchant pour cet état , il faut un âge plus avancé.

C'est à l'Evêque de l'origine seul à la donner à ceux de son Diocèse , ceux qui la reçoivent doivent être confirmez , sçavoir lire & écrire , & être instruits des premiers & veritables principes de notre Religion , *Conc. Tridentino, sess. 24, cap. 3. de reformatione* ; les Rituels des Evêchez y sont conformes.

Ceux qui sont tonsurez doivent avoir ces marques & les porter, principalement s'ils ont des Benefices , autrement ce sont des déserteurs & des apostats. Nous en trouvons l'autorité dans un Concile Romain du temps de Nicolas Pape , tome 9 , *Conc. col. 1096, Epist. 8 ad Episcopos Gallia. De his autem Clericis qui Tonsuram projiciunt quos apostatas Julianistas jure vocitamus , statuimus , ut nisi ad professionem Clericatus redierint , omni Christiana communione priventur.*

4. On ne peut donc être pourvu d'aucun Benefice , qu'on n'ait la lettre de Tonsure à la main ; & pour ôter tout incident , il faut la faire insinuer dans le Diocèse où elle a été prise , & non point en celui où le Benefice est situé.

J'ai écrit dans un Procès pour Mr Lucas Conseiller - Clerc du Parlement de Thoulouse , pour un Canoniat de l'Eglise Collegiale de S. Servin , il étoit Prêtre , & rapportoit tous ses Ordres mineurs & sacrez en très-bonne forme ; on lui opposoit qu'il suffiroit qu'il rapportât sa lettre de Tonsure , sans se mettre en peine des autres.

Cependant je soutenois qu'il étoit en possession depuis plus de quarante ans de son état , qu'il avoit été promu à tous les Ordres sacrez , qu'il en avoit fait les fonctions , qu'il n'avoit point été promu *per saltem*, que plusieurs personnes avoient été tonsurées en même-temps que lui ; cependant n'ayant pû prouver que les Registres avoient été perdus, ni par conséquent qu'il étoit tonsuré , à cause du temps , il perdit le Benefice , le sieur Maduron fut maintenu par Arrêt de la Grand'Chambre.

§. Il faut donc avoir la lettre de Tonsure en original ; les pères presentoient autrefois leurs enfans pour être tonsurez , c'est aux Cures à découvrir si les personnes qui se presentent ont les inclinations propres pour la prendre , & s'ils en font paroître les dispositions & préparations par leur docilité & piété ; ce caractère est donc absolument nécessaire



pour obtenir un Benefice. Des actes énonciatifs de la Tonsure sont insuffisans suivant l'Autentique *Si quis* au Code de *edendo*, celui qui ne l'a pas ne peut avoir de Benefices.

La possession jointe à l'énonciation ne feroit pas un titre équipollent quand on n'a pas l'original, il en faut une expedition du Secrétaire, ou bien compulser le Registre, & y appeller les Parties intéressées; si dans la fondation il n'y a aucun Ordre requis, il faut suivre le droit commun, le défaut d'insinuation n'est pas suffisant pour empêcher la recreation ou pleine maintenue, l'ayant vu juger plusieurs fois; elle est plus autentique que l'insinuation qu'on ne voit point.

6. Que si la fondation du Benefice étoit faite pour un Prêtre, avec un Décret irritant de nullité, le Benefice seroit vacant de plein droit, si le pourvu n'étoit pas Prêtre, *mitius agitur cum lege quam cum homine*. Il a été jugé par des Arrêts qu'une personne qui s'étoit dit tonsuré dans des lettres de nomination, & qui ne l'étoit pas, mais qui l'avoit prise avant la vacance du Benefice, néanmoins en ayant imposé, c'étoit une obreption qui produisoit une nullité, *orator mendax careat impetratis*; toutes les obreptions &

subreptions rendent les graces nulles ; enfin les Moyens Canoniques pour acquérir & conserver les Benefices , sont d'avoir la Tonsure ou l'Ordre qui y est annexé , soit que le droit commun en ait imposé la charge , ou que ce soit par fondation , ou par des statuts qui soient en vigueur & observez exactement , il est encore mieux qu'ils soient autorisez par des Lettres Patentes enregistrées dans les Tribunaux.

7. Ce n'est pas assez d'avoir la Tonsure ou les Ordres , mais il ne faut point être tombé dans quelques censures ou irregularitez , qui sont des lépres qui s'attachent plus fortement à l'ame , que celles qui faisoient autrefois leur impression sur le corps ; il y en a de plusieurs sortes : il y en a qui se forment sans crimes , il y en a qui proviennent du crime.

L'irregularité est de droit positif , suivant Panorme , *cap. Dilectus de tempor. Ordinat.* c'est l'Eglise qui pour insinuer une plus grande pureté dans l'exercice des Ordres & Ceremonies , nous a indiqué ces moyens pour rappeler les Ecclesiastiques à leur devoir.

Elle ne se contracte point , qu'elle ne soit prononcée par l'homme , ou par la Loy. Guymier *in Pragm. de pignorantibus, cultum divinum.*

La définition de l'irregularité suivant les Docteurs : *Est canonicum impedimentum, ex facto seu defectu proveniens, quo quis prohibetur ad Ecclesiasticos Ordines promoveri, & in eisdem ministrare. Coaruvias de homicidio, parte prima de irreg. thesaurus fori Ecclesiastici.*

8. Il y a deux causes qui produisent l'irregularité : l'une qui vient de l'empêchement de droit, comme celui de la Bigamie, ou de la Bâtardise : l'autre qui vient quand on a célébré au préjudice de l'excommunication, suspension ; & interdiction ; c'est Innocent IV. sur le chap. *Nisi cum pridem de renunciatione*, qui fait cette difference dans le doute, personne n'est irregulier, parce qu'elle n'est encouruë que dans le cas de droit, & il faut des actes extérieurs pour la prouver, Guy Pape *decif.* 558.

Si un Evêque étoit irregulier, il demeureroit toujours dans sa Prélatüre jusques à sa condamnation : c'est Mr Cujas qui établit ce principe sur le chapitre 2, *Ut lite pendente*, la raison en est sensible, que bien souvent un homme est accusé qui n'est pas convaincu, & se peut purger de l'accusation.

Il y a une seconde raison : il faut sçavoir, si le délit le fait priver de son Benefice de plein droit, ou si c'est seule-

334 *Traité des Moyens Canoniques*  
ment par Sentence, & s'il est irregu-  
lier.

Que si c'est de plein droit, il faut une Sentence qui déclare le crime commis, & en matiere Ecclesiastique il en faut trois, si l'Accusé veut se pourvoir contre les Jugemens par un appel.

9. Que si c'est par Sentence qu'il soit privable dans un temps, ou qu'il soit irregulier; on fait une grande difference entre les Benefices acquis, & ceux qui sont à acquerir, étant plus difficile de priver d'un Benefice, dans lequel on a été institué canoniquement, que d'empêcher un Ecclesiastique d'en acquerir; dans le premier cas il se fait relever de l'irregularité, dans le second il faut qu'il soit *integri status*: nous avons rapporté les Décrets sur cette matiere dans le Livre précédent.

Il y a des crimes sur lesquels on fait une distinction, comme celui de la simonie qu'on separe en trois branches: l'une mentale, dont Dieu est le seul Juge: la conventionnelle, qui ne fait vaquer le Benefice que par Sentence, & la réelle qui le fait vaquer de plein droit.

Mais dans l'irregularité il n'y en a point de mentale, encore que quelque moderne l'ait voulu établir, comme Melchior Pastor *libro tertio, titulo 32. Coar-*

*pour acquérir & conserver, &c.* 335  
*ruvias*, & tous les Docteurs y sont con-  
traires, tome premier sur la Clementine  
*si furiosus de homicidio.*

10. Comme cette matiere est d'une  
grande étendue, & que peu de person-  
nes en connoissent la force & les circon-  
stances, elle a été ordonnée pour éviter  
le scandale; en effet, un Ecclesiastique  
a commis un crime qui est connu dans  
un lieu, le Supérieur pour empêcher le  
scandale, & qu'il ne celebre à la con-  
fusion de l'Ordre, le suspend, & il fait  
bien.

Il faut faire difference de la suspension,  
*ab Officio & Beneficio*; celui qui est sus-  
pendu de son Benefice, s'il celebre n'est  
pas irregulier, si ce n'est point dans les  
fonctions de son Benefice; mais s'il étoit  
suspendu de ses Ordres il deviendrait  
irregulier. *Speculator, libro 2. Panorme,*  
*cap. Nisi de renunciatione*; il déclare les  
crimes qui rendent irreguliers, & *cap.*  
*Quasitum eodem.*

Cette peine n'est pas semblable aux  
autres, elles sont satisfaites par la péni-  
tence; mais l'irregularité demeure, *Glossa*  
*cap. ventum est* 18. cause premiere, v.  
*cicatrice*; c'est une cicatrice qui demeure  
sur la tête de l'irregulier, 25. *dist. cap.*  
*1, 50 dist. cap. illud*, cause 1 qu. 7,  
*cap. Si quis omnem*, elle ne s'efface donc

Z iii j

pas comme les peines par la penitence.

II. L'irregularité suspend *ab Officio*, & par conséquent à *Beneficio*, le Benefice étant donné à cause de l'Office.

Elle est contractée *ex levissima causa*, cap. 16. *cum Glossa*, v. *Prius scivisset de homicidio*, cap. *continebatur eodem*. Dumoulin dans la note qu'il a faite sur ces mots, *hominem irregularem*, du premier chap. ci-dessus, dit, que *ex levissima culpa non fit irregularis*: il cite *Angelus Clavafius*, v. *irregularitas*; mais le plus ou le moins ne change point la substance, c'est la qualité du crime ou l'impression du défaut, comme il est marqué dans le chapitre dernier de *filiiis Presbyterorum*, dans lequel le Pape se réserve le pouvoir de dispenser les fils des Prêtres, pour être admis aux Ordres & Benefices comme il le fait aux lieux citez ci-dessus, contre la disposition du droit commun, que celui qui donne les Ordres en peut suspendre & relever; que si on examine les principes de droit par les Conciles, ils avoient le pouvoir de donner des dispenses des choses qui étoient défendues par eux, *ejus est interpretari & derogare cujus est condere*.

Mais si les Papes se sont reservez par des Décrétales celui de dispenser, & même d'absoudre en certains cas, les

Evêques ont bien voulu y souscrire & le souffrir, il me semble que c'est avilir le pouvoir qu'ils ont, ils doivent avoir la faculté d'accorder des dispenses si elles ne sont point défendues.

12. Cependant on remarque que l'entrée en Religion du fils d'un Prêtre ôte la tache, & le défaut de la naissance, encore que l'Evêque n'en ait pas le pouvoir; que s'il s'agissoit d'une Prélature il faut obtenir une dispense, encore plus pour les grandes Dignitez qui doivent être expressement spécifiées par la dispense pour les obtenir.

On demande, pourquoi l'absolution de l'irregularité est plutôt réservée au Pape qu'aux Ordinaires, & que le droit commun défend à ces bâtards d'être promus aux Ordres & Benefices, & qu'il faut une dispense du Pape; il est vrai que par ce chapitre Gregoire IX. mande à l'Archevêque de Tours, d'empêcher ceux qui étoient dans le cas d'avoir des Dignitez, sans qu'ils aient des dispenses du Pape; mais comme il n'y a aucune prohibition pour la Tonsure & les Benefices simples, cela semble être accordé aux Evêques, d'autant que nous suivons un principe contraire aux Ultramontains, qui disent que les Evêques n'ont de pouvoir que celui qui leur est permis. Nos

Docteurs disent au contraire , qu'ils ont le pouvoir de faire tout ce qui ne leur est point défendu , & c'est un bon principe que nous suivons , & il est surprenant qu'ils dispensent les adulteres comme le chap. *At si Clerici de judiciis* le permet expressement , & qu'ils ne puissent dispenser de l'irregularité contractée principalement par accident , quand les Clercs ont été déclarez suspendus ou excommuniez , & qu'ayant célébré au mépris des Canons ils deviennent irreguliers , & que l'Evêque ne peut dispenser de cette contravention.

13. L'excommunication ou anathême descend de l'ancien Testament , ceux sur lesquels on prononçoit l'anathême étoient separez de la Société , & regardez comme des reprouvez ; & exterminiez entièrement. *Josué cap, 7. vers. 17. & 26.*

Tous ceux qui sont donc marquez au coin des Censures sont privez de l'exercice de leurs Ordres , & s'ils s'émancipent d'en faire quelque fonction , l'irregularité est encourue , & ils ont besoin d'une attestation de l'Ordinaire qui souvent est indisposé avec justice contre ceux qui sont dans le déreglement & le désordre , & sans cela ils ne peuvent y être rétablis.

Non-seulement il faut avoir la Ton-



*pour acquérir & conserver, &c.* 539  
sûre, & les Ordres convenables à l'état  
des Benefices, mais il faut aussi être *in-*  
*regri status*, & que non-seulement il n'y  
ait aucunes censures contre lui, mais qu'il  
n'y ait pas même de Décret d'ajourne-  
ment personnel, d'autant que ceux-là  
*habent caput vulneratum*, comme disent  
les Constitutions, & qu'il a été jugé plu-  
sieurs fois par les Arrêts que celui qui  
est décrété de prise de corps ou d'ajour-  
nement personnel étoit incapable de Be-  
nefices.

14. Ceux qui sont indignes sont en-  
core plus éloignez des Benefices que ceux  
qui en sont incapables; nous avons fait  
voir cette indignité & incapacité dans  
les especes de devoluts, dont nous avons  
fait plusieurs chapitres, ceux qui sont  
chargez de crimes considerables en sont  
éloignez: La pureté & la sainteté de vie  
sont les veritables causes & les motifs de  
l'entrée dans cette Milice sublime & re-  
levée, les Pasteurs ayant ou devant avoir  
des vertus au-dessus de ceux qu'ils con-  
duisent.

C'est donc la probité & l'integrité des  
mœurs, qui est le premier ornement d'un  
Ecclesiastique qui doit être la baze & le  
fondement de sa mission, principalement  
à l'égard des Curez, c'est cette probité si  
necessaire en ceux mêmes qui manient les  
affaires temporels.

Z vj

La seconde qualité c'est la science, comment celui qui doit être lumineux, & éclairer les autres, le fera-t-il, s'il n'a pas cette science propre pour instruire, & éclairer ceux qui sont confiez à sa conduite ? le pourra-t-il faire s'il n'a pas un fonds suffisant pour cela ? Le Prophete Osée nous avertit que le Seigneur met sur le chandelier ceux qui sont sçavans, & rebute les ignorans : *Quia tu scientiam repulisti, & ego repellam te ne Sacerdotio fungaris mihi.*

15. Un homme de bien qui est sçavant doit regarder ceux qu'il conduit comme étant leur pere spirituel, il doit leur rendre tous les bons offices que l'attention sur son état exige de lui, il doit faire profiter ce talent que l'Evangile lui propose, & ne pas le cacher en terre, c'est-à-dire, non-seulement s'en servir efficacement pour secourir son peuple, mais prévenir les besoins d'une main charitable qui accompagne sa visite du nécessaire dont manque son Patoisien qui est malade & pauvre, il persuade bien mieux que celui qui se contente de paroles seches & steriles comme ces nuës qui sont sans pluyes, & ne favorisent point l'attente du laboureur.

Il y a outre les Canons qui demandent la perfection dans l'état Ecclesiastique des

Ordonnances de nos Rois qui refusent aux Etrangers les secours qu'ils viennent chercher dans le Royaume, & la charité qu'on peut avoir pour l'Etranger ne doit pas nuire à ceux qui sont Regnicoles, & principalement à ceux du Diocese qui ont les qualitez necessaires pour remplir les places des Pasteurs, & les Evêques doivent choisir les Diocésains préférablement aux autres.

16. Nous ne rechercherons point les autres causes qui peuvent donner lieu à empêcher les Ecclesiastiques à parvenir aux honneurs de l'Eglise, ou à les déplacer, & les priver de leurs Benefices, d'autant qu'il y en a de tant d'especes, & des défauts dans lesquels ils peuvent tomber, pour être privez de leurs Benefices, soit qu'ils regardent leur vie & leurs mœurs, soit qu'ils regardent l'état & la qualité des Benefices & Offices Ecclesiastiques qui sont remplis, soit qu'ils regardent leur affectation à certaines personnes, qu'il seroit très-difficile d'en rapporter toutes les especes; mais c'est aux Collateurs à tâcher d'en faire les differences, & prevenir les devolutions qui se peuvent faire aux Superieurs, soit par les nullitez dans le genre de vacance, soit dans les formes prescrites par nos Ordonnances, soit par rapport à l'âge,

542 *Traité des Moyens Canoniques*  
& aux qualitez des personnes , & aux Benefices. Nous allons voir dans le chapitre suivant les Moyens Canoniques , dont le Beneficier peut se servir pour se conserver ses Benefices.

---

## CHAPITRE XXXIX.

*Des Moyens Canoniques pour se re-  
tablir dans les Ordres & Bene-  
fices , quand on en est déchu.*

Nº. 1. **L**A Loy n'est pas faite pour le Juste , quippe ideò dicitur non esse posita , quia normam implet judicio voluntatis cum verus recti amor in semetipso habeat , Epist. 90. Leonis Papa , tom. 3. Conc. col. 1402. mais celui qui n'a point d'attention à son état , qui a commis un crime grave , tel que peut être la simonie , l'assassinat , & autres qui font vaquer les Benefices de plein droit comme l'adultère , quoiqu'il ne soit pas regardé par quelques dispositions canoniques , comme un grand crime.

Que si la femme en convient , & que l'Ecclesiastique le nie , & qu'il n'y ait point de preuves , la personne qui aura confessé le crime sera mise en penitence ,

*pour acquérir & conserver, &c.* 543  
& celui qui l'aura dénié se purgera, s'il  
n'y a point d'autres preuves, *cap. 5. de*  
*adulteris.*

Mais sans quitter notre sujet, s'il y  
avoit preuve, par le chap. *Atsi Clerici*  
*§. Adulteriis de judiciis*; le droit Canon  
met l'adultere entre les moindres crimes,  
*de adulteriis vero & aliis criminibus quæ*  
*sunt minora, potest Episcopus post peractam*  
*pœnitentiam dispensare.* Cette Décretale a  
revolté deux de nos plus fameux Docteurs,  
Dumoulin & M. Cujas, & en revoltera  
bien d'autres.

Le premier sur Decius qui a fait men-  
tion de ce chapitre, dit, que c'est un  
grand relachement, & qu'on ne doit  
point tolerer ce sentiment; le même Au-  
teur contre ces abus n°. 5. ajoute, que les  
Conciles ont dégradé les Ecclesiastiques  
qui étoient tombez dans ces égaremens.

M. Cujas aussi en deux endroits de  
ses ouvrages: sçavoir, sur le chap. *Atsi*  
*Clerici ci-dessus de judiciis, id. ad tit.*  
*48, si à non competenti judice, lib. 7.*  
*Cod.* reprouve l'opinion de la Décre-  
tale.

2. Si le Juge Laïque en prenoit con-  
noissance, & qu'il jugéât ayant été appelé  
pour le cas privilégié à l'instruction du  
procès faite en commun, suivant l'Edit  
de Melun, les Déclarations du Roy de

1678 & 1684 énoncées dans l'Edit de la juridiction Ecclesiastique, il pourroit bien abréger le temps de la pénitence; c'est un crime digne de mort suivant les Loix.

Que les Ordinaires en puissent dispenser, & laisser le criminel dans le même lieu, & y causer un scandale considerable, non-seulement cela n'est pas au pouvoir de l'Ordinaire de dispenser cet Ecclesiastique, étant même défendu par les Décrets de Cour de Rome de célébrer dans le lieu du délit; en effet, toutes les Sentences des Officialitez privent des Benefices, ou du moins ordonnent que dans un temps l'accusé se défera du Benefice, & n'y pourra célébrer à cause du scandale qu'il y a commis.

Que s'il y avoit eu seulement des fréquentations ou quelque soupçon violent contre le Beneficier, j'ai toujours cru, & cela est fondé sur les Loix du Royaume & les Conciles, entr'autres celui de Trente qui en a fait mention en plusieurs endroits, qu'ils doivent s'en abstenir.

On peut ajouter, que quand il n'y a eu que des fréquentations, & qu'un Ecclesiastique a été condamné à quelques peines canoniques, il peut reprendre son état, à moins que sa demeure sur les lieux ne fit un grand scandale.

3. Passons à d'autres exemples : une personne a fait une simonie , qu'elle soit connue ou cachée , le titre en est infecté , & jamais il ne peut acquérir la triennale possession , non plus que l'intrus qui jouit d'un Benefice sans titres , & ceux des simoniaques & intrus étant radicalement nuls & vicieux , on ne peut jamais les autoriser par quelque titre , & par quelque temps que ce soit ; d'autant qu'il faut que le simoniaque abdique son Benefice , & obtienne d'autres provisions , *dimittat & postea supplicet* ; que la faute ait été cachée ou qu'elle soit connue , si le simoniaque veut conserver les autres Benefices , sur lesquels il n'a point commis de simonie , le Pape le renvoie à l'Ordinaire pour le rehabiliter aux Ordres & Benefices , & lui conserver ceux qu'il a acquis par des Moyens Canoniques , & même celui qu'il a eu par simonie , l'Ordre est de remettre le Benefice purement & simplement entre les mains de l'Ordinaire , & après l'absolution il peut le dispenser en même-temps non-seulement pour la retention des autres Benefices qu'il a , mais pour ceux qu'il peut avoir dans la suite , même pour celui sur lequel il avoit commis simonie.

4. Il ne faut point rougir de confesser

la faute pour la réparer , d'autant que la pénitence faite & l'absolution donnée, le Prêtre qui a péché est remis dans son ancien état. Gregoire le Grand avoit cette vertu si recommandée par S. Paul , c'est-à-dire , cette charité , pour ne pas laisser l'Ecclesiastique dans l'abattement , & lui redonner avec le retour à la vertu , les emplois dont il pouvoit avoir été privé par ses fautes , ou même par le seul soupçon , c'est dans la Lettre 18 du livre 6 , écrite à Martin Diacre , tome 5 des Conc. col. 1264.

Le Canon 2 du Concile d'Agde tenu en 506 , après avoir ordonné que l'on corrige ceux qui négligent de faire leur devoir , dit , que s'ils ont fait pénitence ils soient rétablis dans leur matricule , c'étoit le terme en ce temps : *Contumaces . . . Ita ut cum eos poenitentia correxerit , rescripti in matricula gradum suum dignitatemque recipiant.*

On peut expliquer ce mot *rescripti* , que ces accusez avoient été rayez de la matricule , en ce que l'on ordonne qu'ils y seront rétablis , & qu'ils reprendront l'exercice de leur état.

5. Le Canon 10 du treizième Concile de Toledé , tenu en l'an 683 , fait une dissertation sur la pénitence d'un Ecclesiastique & ses effets, elle comble sa faute,



& le Canon fait toutes ces observations, pour montrer ce que la charité, & même la justice peut exiger d'un homme qui s'est réformé.

Il fait voir combien on seroit éloigné de la pureté de la discipline, de ne pas recevoir ceux qui ont repris l'esprit Ecclesiastique : rapportons quelques endroits de ce Concile, *Cum enim omnis Sacerdos tunc sibi licitum sacrificare sciat quando à malis actibus vacat, qua ratione qui pœnitentiæ remedium suscipit, quod datur in remissionem peccati, à sacrificiis divinis se abigit, pœnitentia enim ad hoc suscipitur ut peccatum diluat. . . Qui ergo confidit per susceptam pœnitentiam dimissa sibi peccata, cur confidenter ad altare Domini non accedat, vel cur Ordinis sui non audeat retentare officia?* Ne craignons point de dire, que quand la faute n'a point été suivie d'un scandale public, l'Ecclesiastique la peut réparer, principalement quand il y a disette de Prêtres dans le lieu.

6. Le vol est un crime digne de mort, il est vrai qu'il est spécifié dans le ch. 1 de *furtis*, que ce crime est qualifié du vol fait par un Clerc, cap. 1 de *furtis*, d'autant que la punition n'étoit pas si sévère à l'égard de celui des esclaves.

Mais dans le chap. 5 du même titre,

Alexandre III. dit , que celui qui avoit derobé un Calice , & qui avoit confessé ce crime volontairement , & restitué le Calice qu'il avoit pris , peut être retabli dans ses Ordres. Rapportons la substance de la Décretale : *Mandamus quatenus si sponte confessus fuerit , & exinde Ecclesiæ cujus Calix fuerat , satisfecerit , nec est super hoc nota vel infamia manifesta respersa post peractam pœnitentiam aut congruam partem pœnitentiæ , dummodo alias idoneum ipsum cognoscas , ad sacros Ordines non dubites promovere.*

La Glose sur le mot *post peractam* , *quia jam incipit esse quod non fuit* , 50. dist. cap. *ferrum* ; & sur le mot *promovere* la Glose dit , *etiam de jure communi cum peccatum sit occultum.*

Mais s'il y avoit eu du scandale à cause de l'infamie de fait , *que gravat opinionem* ; cette autorité prouve ce qui a été expliqué ci-dessus , qu'il y a des cas dans lesquels il faut avoir de l'indulgence , s'il n'y a point d'infamie de fait , & même qu'ayant fait partie de la pénitence , il est en état de ministrer.

7. Si l'Evêque , le Prêtre ou le Diaacre ont été déposés , & que la déposition soit injuste , *non potest esse quod fuerat* , dit le Canon 28 du quatrième Con-

pour acquérir & conserver, &c. 549  
 cile d'Arles : *Nisi gradus amissos recipiat  
 coram Altario de manu Episcopi orarium,  
 annulum & baculum, si Presbyter orarium  
 & platenam; à la marge il y a que casu-  
 lam vocamus patenam, si Diaconus ora-  
 rium & albam, si Subdiaconus patenam  
 & calicem, sic & reliqui gradus ea in re-  
 parationem sui recipiant, qua cum ordi-  
 narentur perceperunt, cause 29 quest. 3.*  
*Episcopus Presbyter, tome 5 des Conc.*  
*col. 1714, il a été tenu en l'an 633,*  
 c'est un Concile du Royaume. Quand  
 on avoit été privé de ses Ordres, la  
 ceremonie qui avoit été faite pour les  
 donner étoit semblable pour les ôter,  
 & la même pour y retablir, ce qui ne  
 pouvoit être fait que dans un plus grand  
 Concile; il faut seulement prendre garde  
 si le Roy, ou le Public y ont intérêt,  
 & s'il faut faire quelque restitution, si  
 la chose est secreete ou publique, & ce  
 n'est que du jour que les Décrets sont  
 purgez, ou que les dispenses & rehabi-  
 litations ont été fulminées.





## SUPPLEMENT.

**D**Epuis ce Traité, il y a eu une question jugée au Grand Conseil, pour sçavoir si le Curateur d'un imbecile avoit pû resigner du consentement des parens : cette question étant nouvelle a passé en Cour de Rome, & la resignation en a été admise par le Pape, on n'en fait pas de difficulté ; il y a un décret que quand le Titulaire est en démence depuis plusieurs années, qu'il a passé 40 ans, & qu'il y a peu d'esperance qu'il recouvre la santé, & que cela est soutenu d'une attestation de l'Ordinaire du Benefice, qui croit que c'est le bien de l'Eglise de donner un Resignataire à un Prieur qui est dans cet état depuis 40 ans, soit pour rétablir les lieux & les mettre en bon état, soit pour empêcher l'usurpation des biens & recouvrer ceux qui se seroient éclipsés, & rendre un Titulaire à un Benefice vacant depuis 40 ans, à cause de son imbecillité depuis ce temps-là ; cependant nonobstant ces raisons & celles qui avoient servi de fondement à la resignation, la nouveauté de la resignation a été un moyen con-

*pour acquérir & conserver, &c.* 551  
traire à l'utilité de l'Eglise, & on a jugé  
au Grand Conseil que la resignation étoit  
nulle, comme faite par le Curateur d'un  
imbecille, encore que le Resignataire fût  
en possession depuis plus de trois ans du  
Prieuré : jugé en faveur de l'indultaire  
d'un grand Magistrat, encore qu'on ait  
jugé au Parlement que la Curatrice d'un  
homme interdit eût présenté avec effet,  
& que sa présentation eût été confirmée  
par Arrêt ; cela ne fait aucune difficulté  
à Rome, & les motifs de la resignation  
étoient canoniques, & pour le bien du  
Benefice, les parens presumptifs heritiers  
de l'imbecille y ayant consenti.



**NOTES**



# NOTES

S U R

## LA DECLARATION DU ROY.

*En faveur des Curez ou Vicaires  
perpetuels.*

Donnée à Fontainebleau le 5 Octobre  
1726.

*Enregistrée le 23 du même mois.*

**L** O U I S par la grace de Dieu,  
Roy de France & de Navarre :  
A tous ceux qui ces presentes lettres  
verront : SALUT. Le feu Roy notre  
très-honoré Seigneur & Bisayeul de  
glorieuse memoire, ayant été infor-  
mé qu'il s'étoit élevé plusieurs con-  
testations, au sujet des droits pré-  
tendus par les Curez Primitifs, les-  
quelles étoient portées en differens

*Tome III.*

*A a*

Tribunaux, & qu'à cette occasion les Curez ou Vicaires perpetuels étoient troublez dans les fonctions de leur miniftère, & détournés de l'affiduité qu'ils doivent au Service de leurs Paroiffes, donna le 30 Juin 1690, une Déclaration, par laquelle il fut entr'autres choses ordonné, que les Curez ou Vicaires perpetuels jouiroient à l'avenir de toutes les Oblations & Offrandes, tant en argent qu'en cire, & des autres retributions qui compofent le cafuel de Eglifes; enfemble des fonds chargez d'Obits & Fondations pour le Service Divin, fans aucune diminution de leurs Portions Congruës, & ce nonobftant toutes tranfactions, abonnemens & poffeffions, Sentences & Arrêts, auxquels il eft fait défenses aux Cours & autres Juges d'avoir égard; & que néanmoins les Curez Primitifs pourront, s'ils ont titre ou poffeffion valables, continuer de faire le Service Divin aux quatre Fêtes folemnelles & le jour du Patron, auxquels jours feule-  
ment,



*pour acquérir & conserver, &c.* 555  
lorsqu'ils feront actuellement le Service Divin , & non autrement , ils pourroient percevoir la moitié des Oblations & Offrandes , tant en argent qu'en cire ; l'autre moitié demeurant au Curé ou Vicaire perpétuel. Mais il nous a été représenté que plusieurs Communautéz Regulieres établies dans les Abbaïes, Prieurez & autres Benefices , s'étant arrogées le titre & les fonctions de Curez Primitifs , même à l'exclusion des Abbez , Prieurs & autres Titulaires & Commendataires desdits Benefices, donnent à lad. Déclaration de 1690, différentes interpretations contraires à l'esprit de cette Loy , & que non-seulement elles refusent le titre de Curez aux Vicaires perpétuels, quoique ce titre leur doive appartenir, comme étant seuls chargés du soin des Ames ; mais encore qu'elles prétendent sous divers pretextes pouvoir faire le Service Divin dans lesdites Eglises toutes & quantes fois qu'il leur plaira ; & ce qui est encore plus extraordinaire , Nous sommes

informez que leſdites Communau-  
tez exercent ou reclament ſouvent  
des droits , fonctions , prérogatives ,  
honneurs & prééminences peu con-  
venables à leur état , qui ne tendent  
qu'à les éloigner de leurs Cloîtres ,  
& aſſujettir les Curez & les Prêtres  
Seculiers à des *ſervitudes* qui les  
dégradent au grand ſcandale des Fi-  
deles , & même à uſurper des fonc-  
tions qui ne peuvent être legitime-  
ment exercées que ſous l'autorité &  
avec la miſſion & approbation des  
Evêques , & que pour couvrir ces  
entreprises , elles employent des  
tranſactions ou abonnemens qu'elles  
ont ſçu ſe pratiquer: A quoi deſirant  
pourvoir & donner de plus en plus  
au Clergé Seculier de notre Royau-  
me des marques de notre protection  
Royale; Nous avons eſtimé neceſſaire  
d'expliquer notre intention au ſujer  
de l'exécution de ladite Déclaration,  
pour tout ce qui concerne tant les  
droits des Curez Primitifs , que les  
Portions Congruës dûes aux Curez

& Vicaires , soit perpetuels ou amovibles , afin qu'il ne reste plus aucune matiere de contestation à cet égard ; & que le Clergé Seculier ou Regulier demeurant dans les bornes qui leur seront prescrites , ne soient plus occupez que de concourir également au Service de Dieu & à l'édification des peuples , avec la subordination qui est dûë au caractere & à la dignité des Archevêques & Evêques. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans , de notre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , en interprétant en tant que de besoin la susdite Déclaration du 30 Juin 1690. Nous avons dit & ordonné , & par ces presentes signées de notre main , disons & ordonnons , voulons & Nous plaît.....

Nº. 1. ( *Arrogez* ) La Déclaration fait la discution de celle du 30 Juin 1690 dont elle explique & confirme les differentes dispositions ; elle ajoute ensuite que les Communautés Regulieres établies dans les Abbayes & Prieurez se sont appropriez les titres & la fonction de Curez Primi-

A a iij

tifs, même à l'exclusion des Abbés & Prieurs Titulaires & Commendataires.

Il n'y a rien de si vrai que ce qui est dit dans cette préface, mais il y a une première question, qui est de sçavoir si les Cures ayant été données aux Abbayes & Prieurez Conventuels, l'Abbé & les Religieux n'en ont pas la propriété en commun, & si les Religieux ne doivent pas partager les honneurs & l'utile avec leurs Abbés.

Cette question est décidée par la règle de S. Benoît & par les Arrêts. La collation & la présentation des Benefices appartiennent, suivant la Règle de S. Benoît, à l'Abbé, du conseil de la Communauté; mais quand le chef est seulement obligé de prendre le conseil de la Communauté, il fait ensuite ce qu'il juge à propos après l'avoir demandé.

2. C'est pourquoi étant le chef & à la tête de la Communauté, par conséquent c'est à lui à faire l'exercice des honneurs du Curé Primitif; cette doctrine qu'on puise dans la Règle de S. Benoît a été suivie par les Arrêts: c'est donc une chose juste proposée dans la préface de cette Déclaration fondée sur la Règle de S. Benoît & les Arrêts.

Il y a une Loy politique qui vient au secours; c'est qu'Urbain II. du nom,

Pape, voyant que les Religieux avoient pris du dégoût pour le monde, & qu'ayant servi des Paroisses, ils pouvoient se dissiper; il ordonna dans un Concile de Clermont en 1095, qu'ils se retireroient dans leurs Monasteres, leur défendant d'en sortir, ni d'administrer les Sacramens; il y en a des autoritez dans le Droit Canon, & c'est l'usage.

Quand la Déclaration a donc éclairci ces faits, & qu'elle a remis les chefs des Communautés dans le droit & la possession de faire les fonctions de Curez Primitifs, elle a fait justice aux Abbez & Prieurs; quand elle a déclaré que supposé que le droit & la possession fussent acquis à l'Abbaye, c'étoit aux Abbez à qui l'exercice en appartenoit comme chefs des Communautés, & non aux Moines qui ne devoient point sortir de leurs Monasteres.

3. Les Curez Primitifs ont obtenu plusieurs Arrêts, par lesquels ils avoient fait ordonner que les Curez dépendans des Abbayes dont ils étoient Primitifs, ne prendroient que la qualité de Vicaires avec eux, ce qui étoit commun avec tous les Primitifs; mais à present ils ont celle de Curez avec eux, & dans tous les actes ils ont droit d'être nommez Curez, soit avec eux, soit avec les étrangers; il y a

eu des transactions qui ont suivi ces Arrêts ; mais la Déclaration y déroge & à tous consentemens qui auroient suivi ces condamnations ; la Déclaration n'est que trop véritable , quand elle expose que les Primitifs se sont arrogés plusieurs droits ; c'est sous différents pretextes qu'ils ont subjugué les Curez par leur puissance & la foiblesse des Vicaires perpétuels à y faire le Service Divin dans lesdites Eglises ; il ne faut d'autres preuves de cette vérité que de conferer les Services & Ceremonies qui sont presque toutes différentes les unes des autres dans les Paroisses qui sont chargées de Curez Primitifs , ce qui n'est pas difficile à croire , étant contre le droit commun , inutile d'en faire le détail , d'autant que les Services étant réduits aux quatre Fêtes solennelles & au jour du Patron , tout ce qui y est contraire , est une des extentions que les Religieux avoient faites pour humilier les Curez , soit pour le nombre des Offices , soit pour les Honoraires & Retributions qui sont fixées par cette Déclaration aux quatre Fêtes solennelles & le jour du Patron , à la moitié des Offrandes qui leur appartiennent , quand ils font le Service en personne ; ce qui peut avoir lieu pour les hommes & pour les filles qui ont la Cure Primitive de quelques Curez.

pour acquérir & conserver, &c. 561

4 ( *Servitu les.* ) Les Cures ont été libres dans leur origine , par conséquent les Ministres qui les servent , doivent être affranchis de toute servitude. Hincmard Archevêque de Rheims , qui étoit dans le neuvième siècle , défendoit expressément d'affujettir des Eglises qui avoient eu des Prêtres particuliers , à d'autres , c'est le chapitre 7 du capitulaire de ce Prelat. *Expressè vobis in nomine Christi precipio . . . . . neque Ecclesias illas que ex antiquo Presbyteros habere solita fuerunt, aliis Ecclesiis quasi loco Capellarum non subiciatis. Capitulari Hincmari an. 874 , tome 8 , Conc. cap. 7 , col. 592.*

Il n'étoit pas permis dans les siècles passez de soumettre les Eglises qui avoient un Curé particulier , à d'autres , ni par conséquent les personnes ; cette Loi étoit des plus importantes & des plus nécessaires pour rendre la liberté au Sacerdoce ; on ne peut concevoir jusques où ces bons Religieux avoient porté & étendu leurs privileges & prééminences ; c'étoit *census ignorantia* dont parle le chapitre cinquième *de censibus*. Ce cens est ignoré ; comme le dit ce chapitre , par les Loix divines & humaines , *quod census ignorantia , nec divinis , nec humanis legibus invenitur* ; les servitudes qui étoient de cette qualité étoient intolérables par rapport

A a v

à ceux sur qui ils les exerçoient & sur qui ils les avoient usurpées. Les Religieux diront qu'il y a des Abbez & Prieurs qui sont Commendataires, qui n'ont ni l'âge ni le caractère pour y faire les fonctions, qu'il y a des Prelats qui ont des Abbayes & Prieurez, qui ne feront point l'Office, mais ce sera une plus grande liberté pour les Vicaires perpetuels.

### A R T. P R E M I E R.

Que la *Declaration* du 30 Juin 1690, portant Reglement sur ce qui concerne les Curez primitifs, & les Curez ou Vicaires perpetuels, soit executée selon sa forme & teneur, en tout ce à quoi il n'aura été dérogé par ces Presentes.

( *Déclaration* ) Celle du 30 Juin 1690 sera expliquée dans la suite, elle étoit plus favorable aux gros decimateurs qu'aux portionnaires, & il seroit à souhaiter que le Roy qui a expliqué les limitations des Droits honorifiques des Curez primitifs, eut aussi donné quelque supplement de portion congrüe; j'entends des Prieurs & autres Beneficiers, qui disent que ce seroit ancantir les petits Benefices.



pour acquiescer & conserver, &c. 563

On leur répond que ce ne seroit pas un grand malheur, d'autant que dans les temps que les vivres sont cheres & les temps mauvais, les Curez étant de la Hierarchie, souffrant le poids du jour, eussent du moins les 300 liv. sans charges, comme ils avoient lors de celle de 1686. Il y a des Curez qui n'ont pas dix écus de fondations & casuel tout ensemble, comme je l'ai vû par experience; il le faut esperer de la justice du Roy & de son Conseil. Cette Déclaration donnée pendant l'Assemblée du Clergé, pourra être un moyen pour en obtenir une autre.

## A R T. II.

Que pour inspirer à nos peuples le respect & la juste confiance qu'ils doivent à leurs Pasteurs, les Vicaires perpetuels puissent en tous actes & en toutes occasions prendre la qualité de Curez de leurs Paroisses, & qu'ils soient reconnus en cette qualité par tous les Fideles confiez à leurs soins.

( Le respect ) Les Curez sont les peres spirituels de leurs Paroissiens, le respect leur est dû, & est inspiré aux peuples

A a vj

par cette Loy : le moyen qu'un Curé gagne la confiance de ceux qui l'écoutent, c'est de veiller aux besoins de son troupeau, il doit amasser & répandre largement aux pauvres autant qu'il le peut ; le bon Pasteur donne sa vie pour ses ouailles, c'est-à-dire, qu'il les assiste dans leurs besoins, & quand il leur fait des exhortations suivies de quelques charitez bien à propos, son zele & la ferveur ne sont point stériles.

(Curez.) Le nom de Vicaire perpétuel est mis *secundario* ; celui de Curé est rendu *jure postliminii* au véritable Pasteur, combien de Décretales, de Gloses, de Commentaires sur le nom & les servitudes des Vicaires perpétuels sont anéanties par cette Déclaration ! combien de choses à réformer dans les Ordonnances, Jugemens & Arrêts qui avoient toléré ce nom de Vicaire perpétuel ! nom qui avoit dégradé l'Office & le Ministère de Curé & de Pasteur, *Ars artium regnum animarum*, le nom de Curé rendu au véritable Pasteur, le fera honorer de ses Paroissiens : on peut dire que communément le nom de Vicaire étoit un nom de mépris.

2. Il n'est pas indifférent de voir l'origine de ce titre de Vicaire perpétuel & de Curé primitif, ce sont des noms relatifs, conçus dans le relâchement de

*pour acquérir & conserver, &c.* 365  
la discipline du temps d'Alexandre III.  
par la section du titre de Curé en primitif,  
en lui donnant les honneurs & l'utile,  
& les charges aux Vicaires perpetuels :  
les premiers avoient occupé, & tellement  
mis les revenus des Curez dans leur  
patrimoine, que l'on les obligea de faire  
des portions congrues, & de mettre des  
Vicaires perpetuels en leur place.

Les Décretales sur ce sujet ont commencé  
du temps d'Alexandre III. au titre *de officio Vicarii*, & en plusieurs  
autres ; c'est la separation de l'Ordre &  
du Benefice qui a été une des causes  
principales de ce dérangement, la cupidité  
a encheri sur ce mal, & il y a eu une  
fermentation des honneurs, qui a augmenté  
la servitude. Nous en avons fait mention  
dans nos Traitez des portions congrues, &c.  
il y a plusieurs chapitres du livre 2. de ce  
Traité qui en découvrent le mal & les remèdes  
même pour faire circuler les Prieurez & autres  
Benefices qui sont composez du démembrement  
des Cures, qui sont entre les mains des  
Reguliers.

3. Mr Cujas dit, qu'on doit définir le  
nom avant la chose : *Nominis definitio  
debet precedere definitionem rei* ; & il ajoute  
que nos Auteurs font tant de cas de

cet ordre, qu'ils en tirent de bonnes conséquences, *Cujas ad legem primam, penultimam, & ultimam de justitia & jure.*

Ce nom de Curé est honorable, il rentre dans ses droits honorifiques, il avoit été humilié & assujetti à plusieurs personnes, il n'y a plus que les chefs des Communautés seculieres & regulieres, qui par leurs emplois & les honneurs qu'ils ont, étant à la tête de leurs Compagnies, n'affecteront pas comme faisoient ceux qu'on décharge de ce soin à toutes les Fêtes pour officier, mais ils le feront quelquefois pour conserver ceux qui sont acquis à leurs dignitez, & les Curez ne s'en tiendront pas incommodez, quand cela arrivera rarement.

4. (*Reconnus en cette qualité par tous les Fideles*) Il y avoit quelque chose de si contraire à cette Déclaration, qu'un Curé prenoit cette qualité de Curé dans tous les actes qu'il faisoit avec le public, soit pour les droits de la Cure, ou pour d'autres actes.

Mais à l'égard des Curez primitifs, il n'avoit que la qualité de Vicaire perpétuel, il étoit *partim liber, partim servus*, contre l'état d'une personne, qui est libre ou esclave tout entier : Une raison tirée des entrailles du droit naturel & positif, c'est que les Vicaires perpétuels

pour acquérir & conserver, &c. 567  
faisant les mêmes fonctions que les Curez, ayant les mêmes charges, le nom commun de Curé leur étoit légitimement dû.

5. Nous avons déjà expliqué plusieurs fois l'origine & les premières causes de ces servitudes dans le Livre précédent & dans le Traité des portions congrues, & des droits honorifiques des Curez primitifs, où on peut le voir; le caractère du bon Pasteur est bien marqué dans l'Evangile, & dans le Concile de Reims tenu en l'an 1564, tome 15 des Conciles, col. 44.

On ne doit pas donner les Cures aux Moines pour être administrées par eux, c'est un droit commun, *cap. 1. de Capellis Monachorum. Populus per Monachum non regatur*. A plus forte raison le Religieux n'en doit pas avoir les honneurs.

### ART. III.

Que toutes fonctions prééminentes, droits honorifiques, ou utiles, prétendus par les Curez primitifs de quelque nature qu'ils puissent être, soient à l'avenir & pour toujours réduits, comme nous les réduisons par ces Présentes, à la

68 *Traité des Moyens Canoniques*  
seule faculté de faire le service divin les quatre Fêtes solennelles, & le jour du Patron, s'ils ont titre & possession valables à cet effet, ainsi qu'il sera expliqué par l'article suivant, sans qu'ils puissent lesdits jours prétendre *administrer* les Sacremens, ou prêcher sans une mission spéciale des Evêques. Pourront cependant lesdits jours seulement, & quand ils officieront, & non autrement, percevoir la moitié des oblations & offrandes, tant en argent qu'en cire; l'autre moitié demeurant ausdits Curez, Vicaires perpétuels, & ce nonobstant tous usages, abonnemens, transactions, jugemens, & autres titres à ce contraires, que nous déclarons à cet effet nuls & de nul effet.

Nº. 1. (*Droits*). Il ne faut pas confondre ici, avec les honneurs & prérogatives des Curez primitifs, les revenus en dixmes, rentes, ou redevances dont jouissent les Curez primitifs dans la Paroisse, d'autant que le Législateur a seulement entendu les droits utiles à cause du service, qui

*pour acquérir & conserver, &c.* 569  
consistent en offrandes & oblations à certains jours, ou à quelque quotité qu'ils montassent, soit pour ces jours ou pour ces offices.

Il y avoit des Curez primitifs qui avoient les autres jours partie du luminaire, cela leur est retranché par la Déclaration de 1690, d'autant qu'on expose les Vicaires perpetuels réduits à la portion congrüe à payer les decimes; il faut donc les soulager d'ailleurs; aussi dans la Préface on confirme par cette Déclaration celle de 1690, & on réduit tous les honoraires & retributions des Curez primitifs à la moitié des offrandes & oblations, les jours qu'ils feront le service en personnes, toutes les offrandes qu'ils pouvoient avoir dans les autres jours cessent absolument; il y a des exceptions, comme à S. Roch, c'est la fondation à laquelle on ne déroge point.

2. (*S'ils ont titre & possession valables*)  
Les Curez n'ont besoin que de leur clocher, pour avoir les dixmes & les honneurs dans leur Paroisse, ceux qu'on appelle primitifs doivent avoir des titres ou une possession fort ancienne: la raison, ils viennent contre le droit commun.

Il y a trois choses qu'il faut distinguer, on agit suivant le droit commun, ou contre le droit commun, ou suivant l'ancien droit commun.

### 370 *Traité des Moyens Canoniques*

3. Dans le premier cas , c'est *secundum jus* ; dans le second , c'est *contra jus* ; dans le troisième , c'est *præter jus* ; dans le premier cas , ce n'est pas prescription. Quand le Curé rentre dans ses droits ; c'est un retour au droit commun que l'on appelle dans les Pays d'obedience *revolution* , comme à Cambrai , quand le Pape n'a pas nommé à des Benefices dans un certain temps l'Ordinaire pour empêcher les longues vacances supplée au défaut & y nomme , & comme il ne se fait jamais de dévolution du supérieur à l'inférieur , ni de l'égal à l'égal , cela s'appelle *revolution* & non *devolution* ; c'est bien pensé , nous n'avons point de termes semblables.

Dans le second cas , il faut une possession immémoriale ou même de cent ans : & dans le troisième 40 ans suffisent pour la prescription : il faut voir le chapitre *Cum Ecclesia Sutrina de causa possessionis* , &c.

4. (*Administrer*) Le Concile de Bordeaux de 1624 titre 6 de *Sacramentis* , avoit défendu aux Primitifs sous peine d'interdiction , d'administrer le Sacrement de Pénitence dans les Vicariats , s'ils n'avoient la mission de l'Evêque ; nous l'avons inséré dans le Traité des Droits Honorifiques livre 2 chap. 1. n°. 14. L'article 10 de l'Edit de la Jurisdiction Ecclesiast.



tique ordonne que les Reguliers ne pourront même prêcher dans leurs Eglises, sans s'être presentez aux Archevêques & Evêques Diocesains, sans obtenir leur benediction ; & pour prêcher dans les autres Eglises sans en avoir obtenu la permission, ce qui est égal pour les Seculiers, & ils n'y peuvent administrer le Sacrement de Penitence, sans en avoir obtenu permission suivant l'article 11 du même Edit de 1695.

5. Les Curez & les Theologaux n'ont pas besoin de cette permission dans les Eglises où ils sont Curez ou Theologaux, leurs provisions étant approuvées ou données par leurs Evêques, leur donnent ce droit ; c'est même un devoir & l'exécution de leurs titres.

Les Curez Primitifs prétendans y avoir autrefois fait les Fonctions Curiales, disent que c'étoit une continuation de Jurisdiction, & que les Vicaires perpetuels ayant ce droit, ils l'avoient éminemment sur eux : mais il faut se défaire de ces préjuges, les Primitifs n'étant que *ad honores*, n'ayant point de mission par leurs titres, encore moins par leur possession, ce qui n'a pas besoin d'autorité.

6. (*La moitié des Oblations*) Ce sont *reliquia veteris tituli* laissés aux Primitifs quand ils feront eux-mêmes les Services

& non autrement. Cette fonction est très personnelle & incessible ; ils n'ont plus d'autre exercice que ce qui leur est permis par cette Loi.

Mais s'ils faisoient un Service commun & continuel avec ce Vicaire perpetuel ou Curé , ou s'ils en faisoient de particuliers à l'exclusion des Curez ou Vicaires perpetuels , de quelque qualité ou nature qu'ils soient , leur sont retranchées ; enfin que le Curé Primitif le fit avec les Religieux & Religieuses , ou que ce fût dans une Paroisse où l'Office canonical fût confondu avec le curial , *quid juris* ? il semble que l'article VII. de cette Déclaration, conservant les Primitifs Seculiers dans les privileges qu'ils ont , ils pourroient se conserver dans leurs droits , mais les Religieux en semblent exclus ; il faut que la Loi opere quelque chose , soit pour le Service ou pour les Offrandes : ce sont des cas particuliers , dont il faudroit voir les titres ; la lettre est contre les Primitifs Reguliers.

7. De quelque qualité & quantité que soient les Offrandes , il n'y en a que la moitié qui soit dûe aux Primitifs les jours qu'ils celebrent ; il y a des Enterremens & quelqu'autres ceremonies où les Curez Primitifs assistent & prétendent avoir des droits , & en d'autres occasions

pour acquérir & conserver, &c. 573

& jours marquez où ils pouvoient les faire comme à des Saluts, mais tout cela est fini par cette Loy, il n'y a plus ni Service, ni Honoraire, ni retribution pour les Reguliers, *Beneficium propter Officium*, l'Office leur étant retranché, le Benefice leur est ôté, *Beneficium propter Officium*, s'ils ne font point l'un, ils sont privez de l'autre.

8. ( *Usages* ) Ce sont les Coutumes & les Usages qui expliquent les titres, quand ils sont obscurs, c'est le sentiment de Dumoulin en son conseil 50. *Talis presumitur fuisse titulus, qualis apparet. jus & possessio*, ce que nous expliquerons plus amplement dans l'article suivant, où la matiere est plus disposée à cet éclaircissement.

#### A R T. I V.

Le titre & les droits des Curez primitifs ne pouvant être acquis légitimement qu'en vertu d'un titre *special*; ceux qui prétendent y être fondez, seront tenus en tout état de cause d'en représenter les titres, faute de quoi ils ne pourront être reçûs à le prétendre au

574 *Traité des Moyens Canoniques*  
préjudice des Curez , Vicaires per-  
petuels , à qui la provision demeure-  
ra pendant le cours de la contes-  
tation ; & ne seront reputez vala-  
bles à cet effet autres titres que les  
*Bulles* des Papes , *Décrets* des Ar-  
chevêques ou Evêques, *Lettres Pa-*  
*rentes* de nos Rois nos Predecesseurs,  
*ou Actes* d'une possession justifiée  
avant cent ans & non interrompue ,  
sans avoir égard aux *Transactions*  
ou autres *Actes* , ni aux *Sentences*  
ou *Arrêts* qui pourroient avoir été  
rendus en faveur des Curez primi-  
tifs , si ce n'est que par leur auten-  
ticité & l'exécution qui s'en seroit  
ensuivie , ils eussent acquis le degré  
d'autorité nécessaire pour les mettre  
hors d'atteinte.

N<sup>o</sup>. I. (*Special*) Ce mot est singulier pour  
avoir un bon titre , d'autant que le nom  
de Curé primitif est exorbitant & contre  
le droit commun , c'est pourquoi on de-  
mande un titre special pour caracteriser  
le primitif.

On ajoute *en tout état de cause* pour  
faire voir qu'on ne peut proposer contre

les Curez aucune fin de non-recevoir, quand on n'en auroit pas requis le titre *in limine litis*; la raison est que le Curé étant fondé en droit commun, & les primitifs contre le droit commun, la provision doit toujours être en faveur de celui qui agit suivant le droit commun, & la provision dans le doute lui est acquise.

2. (*Bulles*) La qualification des titres qu'on explique dans cet article étant limitée, il en faut rapporter de cette qualité proposée par la Déclaration; les autres titres seroient inutiles, néanmoins si la fondation avoit été faite à cette condition, le droit du primitif seroit bien fondé, c'est une condition qu'on ne pourroit separer de la substance du titre.

3. (*ou Actes*) C'est ici une alternative d'ordre, d'autant qu'après avoir fait mention de la qualité des titres, cette Déclaration parle de la possession, dont elle demande des Actes en bonne forme avant cent ans, il suffit de l'un ou de l'autre, mais il sera difficile de rapporter des titres de cette qualité, ou une possession de cent ans sans interruption; d'autant que dans l'un & l'autre cas, une prescription de cent ans est plus qu'une possession immémoriale, quoique Dumoulin confonde l'un avec l'autre, sur l'article 12 de l'ancienne Coutume de Paris,

v. prescription , n°. 14. la Loi égale le titre à cette possession , *quæ habet vim constituti* , quand elle est qualifiée , ceci est ajouté à la Déclaration de 1690 , d'autant qu'elle limitoit le droit des Curez primitifs aux titres , sans les spécifier , & à quarante années de possession légitime , qui doit être à présent de cent ans.

4. On demande pourquoi cette prescription si longue , & ces titres si authentiques sont requis ? c'est que la plus grande partie de ceux qui se disent Curez primitifs , sont venus contre le droit commun , fondez sur leur autorité , & la faiblesse de ceux à qui ils ont présenté des Benefices avec qui ils ont composé , & arraché des consentemens d'eux par faiblesse , surprise , ou autrement.

Les droits des primitifs étant exorbitans , la plupart usurpez , il ne faut pas s'étonner si on les égale par leur longueur à la force des titres ; les cent années de possession non interrompue est bien difficile à prouver , c'est néanmoins contre le sentiment de Dumoulin , qui dit , qu'il suffit de prouver le commencement & la fin de la prescription pour la prouver entièrement ; mais comme il n'y a que deux principes , l'un fondé sur les Canons , l'autre exorbitant du droit commun , Dumoulin parle en un autre cas , c'est dans

*pour acquérir & conserver, &c.* 577  
dans la note sur le chap. 15. de *privilegiis*  
& *excessibus privilegiatorum*, elle doit être  
continuë & sans interruption.

## ART. V.

Les Abbez, Prieurs & autres  
Beneficiers, soit Titulaires ou Com-  
mandataires, qui auront droit de  
Curez primitifs, pourront *seuls*,  
& à l'exclusion des Communautéz  
établies dans leurs Abbayes, Prieu-  
rez & autres Benefices, prendre  
le titre de Curez primitifs, & en  
exercer les fonctions, ce qu'ils ne  
pourront faire qu'en personne, &  
ainsi qu'elles ont été réglées par l'ar-  
ticle III. du present Reglement,  
sans qu'en leur absence, ni même  
pendant la vacance desdites Ab-  
bayes, Prieurez & autres Benefices,  
lesdites fonctions puissent être rem-  
plies par lesdites Communautéz, ni  
par autres que lesdits Curez, Vicai-  
res perpetuels : & à l'égard des Com-  
munautéz, qui n'ayant point d'Ab-  
bez ni Prieurs en titre ou Comman-  
de, auront droit de Curez primitifs,

les *Superieurs* desdites Communautés pourront seuls en faire les fonctions, conformément audit article; & seront les uns & les autres tenus ausdits cas de faire avertir les Curez, Vicaires perpetuels, la surveillance de la Fête, & de se conformer aux rits & chant du Diocèse; & dans toutes les Processions, Ceremonies, ou Assemblées publiques, de quelque nature qu'elles puissent être, ils seront tenus, suivant la Déclaration du 30 Juillet 1710. de se soumettre aux Ordres & Mandemens des Archevêques, Evêques, ou Grands-Vicaires du Diocèse, nonobstant tous usages, possessions ou titres à ce contraires; le tout sans qu'aucunes prescriptions puissent être ci-après alleguées contre les Abbez, Prieurs & autres Beneficiers qui auroient negligé de faire en personne les fonctions de Curez primitifs par quelque laps de temps que ce soit.

N°. 1. (*Seuls*) L'exercice du droit de Curé primitif est limité à la personne seule de l'Abbé, ou Prieur, Titulaire, ou Com-



mandataire , sans en pouvoir donner la commission à un autre. Le Privilege est comme l'on voit fort restreint , il n'y a pas de phantôme de copropriété à opposer de la part des Religieux qui ne peuvent être substituez à leur chef, ni même pendant la vacance de l'Abbaye en faire aucun exercice, lequel sera fait par les Curez ; il n'y a jamais de dévolution du Superieur à l'Inferieur , ni de l'égal à l'égal.

2. ( *Les Superieurs* ) Il y a , comme l'on voit , trois cas à distinguer dans cet article : les deux premiers dont nous venons de parler ; sçavoir , le premier de l'Abbé ou Prieur ; le second , si le siege est vacant , ce sera le Curé qui en fera les fonctions ; & dans le troisiéme cas , si l'Abbaye ou Prieuré conventuel étoient unis , ce sera le Prieur claustral qui est le Superieur , qui en fera seul les fonctions. Ces trois especes sont fort bien distinguées , & dans tous ces cas on ne peut commettre personne en sa place ; c'est un Privilege personnel pour le primitif.

Il en est de même à l'égard de l'article 15. de l'Edit de la Jurisdiction Ecclesiastique , l'Evêque peut visiter seul les Eglises Paroissiales de ceux qui se prétendent exempts ; mais il ne peut substituer

Bb ij

ni Grands-Vicaires ni Archidiaques en sa place qui en fassent la visite.

3. Quand un Curé est averti, il se prépare & son Clergé, à faire la cérémonie, & recevoir le primitif avec la décence & dignité de la personne & du lieu, il suit le rit & le chant du Diocèse. Il peut y avoir des Religieux qui suivent d'autres rites & chants que ceux du Diocèse; comme ils viennent dans les Eglises pour y faire le service; ils ne doivent point apporter d'autres chants ni cérémonies, que celles qui se pratiquent dans le Diocèse qu'ils doivent suivre: on les règle ici, & les assemblées publiques, ou qui sont de discipline, conformément à l'art. premier de l'Edit de 1710, qui ordonne que pour les processions, stations de Jubilé, & prières publiques, il n'y aura qu'un Mandement de l'Evêque qui sera suivi: il y avoit des Privilégiés qui en faisoient de contraires, ce qui causoit du scandale; ce qui a fini par cet article, il ne touche point à leur exemption.

4. Que si les Curez Primitifs étoient exempts & avoient la Jurisdiction, cette Déclaration de 1710 dont on parle ne peut nuire ni préjudicier à leurs privilèges; mais il est du bon ordre & de la pureté de la discipline que les Mandemens des Archevêques & Evêques ser-

*pour acquiescir & conserver, &c.* 581  
vent d'une regle uniforme pour les Cere-  
monies, Processions, Jubilé, *Te Deum*,  
& autres dans le Diocèse.

Ce qui est de faculté est imprescrip-  
tible; il arrivera quelquefois qu'un Ab-  
bé ou Prieur ne sera pas Prêtre, ou n'ira  
point sur les lieux, ou enfin il n'exer-  
cera pas ses fonctions, & il ne seroit  
pas raisonnable que l'Eglise souffrît de  
la tiédeur, negligence ou de l'absence  
d'un Abbé: si le Legislatcur conserve  
les droits des Vicaires perpetuels, il a  
égard à ceux des Primitifs.

Cette question a été jugée pour le Cha-  
pitre d'Angers, contre un Curé du Dio-  
cèse, encore que les Primitifs n'eussent  
aucune preuve de leur exercice: l'Arrêt  
est dans le Traité des Droits Honorifi-  
ques des Curez Primitifs. Parcille chose  
avoit été soutenuë par Mr Talon, Avo-  
cat General, ce qui est fondé en prin-  
cipes.

## A R T. V I.

Voulons qu'en ce qui concerne  
les portions congruës des Curez  
& Vicaires perpetuels, tant pour  
eux, que pour leurs Vicaires amovi-  
bles, les Déclarations des 29 Janvier

B b iij

1686 & 30 Juin 1690, soient exécutées, & en conséquence ordonnons que lorsque les dixmes des Paroisses ne seront pas suffisantes pour remplir lesdites portions congrües, ainsi qu'elles ont été réglées par lesdites Déclarations, les Curez primitifs n'en puissent être déchargez sous pretexte de l'abandon qu'ils auroient ci-devant fait, ou pourroient faire ci-après desdites dixmes ausdits Curez, Vicaires perpetuels; mais soient tenus d'en fournir le supplément sur les autres biens & revenus qu'ils possèdent dans lesdites *Paroisses*, & qui seront de l'ancien Patrimoine des Curez, si mieux ils n'aiment abandonner ledit titre & les droits de Curez primitifs dans lesdites *Paroisses*.

N°. 1. (*Paroisses*) Il n'y a qu'un seul objet dans cet article, on ordonne que si les Curez Primitifs ayant abandonné les dixmes, & satisfait aux Déclarations des Portions congrües de 1686 & 1690, elles ne sont pas encore payées entierement, & qu'il y ait nécessité d'y faire un supplément, ce

*pour acquérir & conserver, &c.* 583  
sera au Curé Primitif sur les autres biens  
qu'il a dans la Paroisse dans laquelle il a  
abandonné les Dixmes, d'autant qu'elles  
sont présumées être de l'ancien fonds de  
la Cure.

Ce qui est ordonné par la Déclaration  
est de droit, il y en a plusieurs chapitres  
dans le titre *de prabendis* aux Decretales,  
& il y en a plusieurs Arrêts qui ont été  
rapportez dans les Traitez des Portions  
Congruës & des Droits Honorifiques.  
L'éclaircissement de ce droit attribué aux  
Curez dépend d'une distinction.

2. Quand les Curez Primitifs ont aban-  
donné leurs dixmes, ils ont satisfait à la  
Déclaration du Roy, mais ils n'ont pas  
satisfait au droit commun qui ordonne  
que ceux qui ont les anciens fonds des  
Curez, comme les Curez Primitifs, ils  
soient obligez par le droit commun de  
faire le supplement. La Déclaration & le  
droit commun ne se détruisent point l'un  
l'autre; mais ce sont deux causes sepa-  
rées qui produisent chacune leur effet,  
jusqu'à ce que le Curé à Portion Congruë  
soit rempli, ce que j'explique, par un  
Memoire contre Mr l'Abbé de Molé de  
Sainte Croix, qui vouloit empêcher le  
sieur de Pontreuvé de lever l'Arrêt rendu  
contre lui en pareil cas, il avoit aban-  
donné ces dixmes au Curé d'Agoui,

B b iiij

dépendantes de son Prieuré, qui étoient dans la Paroisse du Vicaire perpetuel : on en convenoit, mais les Dixmes étant insuffisantes, on demandoit le supplement sur les autres revenus de ce Prieuré ; le Curé disoit qu'il faisoit les Fonctions Curiales & administroit les Sacremens pour ce Prieur qui étoit le Curé Primitif, que par consequent il devoit le supplement de la Portion Congruë, que s'il avoit satisfait aux Déclarations, il n'avoit pas satisfait au droit commun : cela fut jugé à la quatrième des Enquêtes ; c'étoit donc une Jurisprudence certaine, l'Arrêt fut relâché, Mr le Chancelier Boucherat ayant vû mon Memoire. Cette Jurisprudence est autorisée par cette Déclaration qui en fait une Loy.

## A R T. V I I.

N'entendons néanmoins *déroger* en aucune maniere aux droits, pré-eminences, & usages dans lesquels sont les Eglises Cathedrales ou Collegiales, lesquelles demeureront à l'égard de tout ce contenu en la presente Déclaration dans les usages ou la possession où elles sont, à l'exception néanmoins de ce qui

*pour acquérir & conserver, &c.* 585  
est prescrit par l'article VI. concernant les portions congruës, auquel elles seront tenuës de se conformer. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, même en temps de vacations, & le contenu en icelles garder & observer selon leur forme & teneur : Car tel est notre plaisir ; en témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à ces Presentes. Donné à Fontainebleau le cinquième jour d'Octobre, l'an de grâce mil sept cens vingt-six, & de notre Regne le douzième. *Signé*, LOUIS, & plus bas, Par le Roy, P H E L Y P E A U X. Et scellée du grand Sceau de Cire jaune.

*Registrées, oïi, & ce requérant le Procureur General du Roy, pour être executées selon leur forme & teneur, à la charge que le present enregistrement sera réitéré au lendemain*

Lb v

386 *Traité des Moyens Canoniques*  
*de la saint Martin; & copies colla-*  
*tionnées envoyées aux Baillages &*  
*Senechaussées du ressort, pour y être*  
*lûes, publiées & registrées: enjoint*  
*aux Substituts du Procureur General*  
*du Roy d'y tenir la main, & d'en*  
*certifier la Cour dans un mois, sui-*  
*vant l'Arrêt de ce jour. A Paris en*  
*Parlement en vacations, le 23 Octo-*  
*bre 1726. Signé, YSABEAU.*

N<sup>o</sup>. 1. (*Deroger*) La Déclaration s'ex-  
plique clairement que les Chapitres des Egli-  
ses Cathedrales & Collegiales demeurent  
dans tous les Privileges, prérogatives &  
autres droits, à l'exception de l'article  
précédent pour la portion congrüe, quand  
ils seront Curez primitifs.

Mais on dira, d'où vient qu'on dimi-  
nuë les Privileges des Reguliers, & qu'on  
y conserve les Seculiers, c'est la même  
cause, ce sont les mêmes moyens & la  
même fin : *Una eademque res non debet*  
*diverso jure censer.* Voici la difference :

1<sup>o</sup>. On rend aux chefs les droits qui  
leur avoient été ôtez, le Legislatteur l'or-  
donne.

2<sup>o</sup>. C'est satisfaire au Concile de Cler-  
mont, qui a renvoyé les Religieux dans  
leurs Cloîtres.



3°. On ne retranche pas le nombre des Curez primitifs des Reguliers, & on ordonne la même chose à l'égard des Seculiers, n'y ayant plus que les chefs des Cathedrales & Collegiales qui exercent les fonctions des Curez primitifs, non plus que les Abbez & Prieurs à l'égard des Reguliers.

4°. Les Seculiers ne contreviennent point aux Conciles, leur état est semblable à celui des Curez, ce sont parties homogenées & de même qualité & nature, & les Religieux sont parties heterogenées & de différent état des Curez, ce sont de vrais primitifs, & si les Seculiers qui sont Commendataires des Abbayes & Prieurez n'y peuvent faire aucune fonction & n'y ont aucune juridiction, n'est-il pas raisonnable que les Religieux ne fassent aussi aucune fonction que dans les cas dont on leur laisse la faculté.

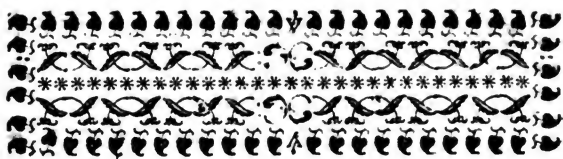
2. Quand il s'agira donc à present de donner une présentation d'un Benefice qui étoit une Vicairerie perpetuelle les Patrons doivent inserer dans leurs présentations que c'est une Cure, d'autant que la Loy a pour son principal objet, qu'on les traite de Curez.

Que si on fait mention plusieurs fois dans cette Déclaration de Curez ou Vicaires perpetuels, & de Curez, Vicaires

588 *Traité des Moyens Canoniques, &c.*  
perpetuels. Dans le premier cas, c'est une alternative ou disjonctive ; dans le second, c'est une conjonctive ou copulative ; quand on suivra l'esprit de la Loy, qui est de donner la qualité de Curé aux Vicaires perpetuels, cela est bien ; & après celle de Curé par une conjonctive, on pourra ajouter celle de Vicaire , pour marquer l'état ancien de ce Benefice , qui répond à celle de Curé primitif qui est un corrélatif de celle de Vicaire perpetuel.

Que si on vouloit mettre ces mots de Vicaire perpetuel ou Curé , il ne faut pas le souffrir ; mais faire inserer celles de Curé , Vicaire perpetuel , comme la Déclaration l'observe ; l'explication la plus naturelle est celle qui représente ce qu'ils sont , & indiquer ce qu'ils étoient autrefois , & faire une protestation que l'acceptation dans ces termes ne pourra leur nuire ni préjudicier , & ne le faire que dans le temps de la possession , que si les Moines faisoient autrement , ils iroient contre la Loy ; il faut observer la même chose , quand on sera pourvu en Cour de Rome , ce sont toujours des Moyens Canoniques quand on suit les Loix & les Canons.

*Fin du troisième Tome.*



# TABLE DES MATIERES

Contenuës en ce troisième  
Volume.

## A.

*Absens*, ce qu'il faut faire contre ceux  
qui sont absens & qui n'ont pas de  
causes legitimes pour ne pas résider,  
page 473 481 & suiv.

*Abus*, en quel cas, 243.

*Accusé* condamné, quand il peut rentrer  
dans ses fonctions, 244.

*Adultere* fait vaquer un Benefice de plein  
droit. Histoire sur ce sujet, 452. &  
suiv.

*Alternative* dans la collation, si les Evê-  
ques de Bretagne peuvent l'admettre  
au préjudice du Pape, 38.

*Armes*, port d'armes défendu aux Eccle-  
siastiques, 452. & suiv.

*Arrêt* qui a annullé un Concordat quin-

# T A B L E

|                                                                                                                  |                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| quangulaire ,                                                                                                    | 24 & suiv. 30 & 31    |
| Arrêt du Conseil contre une coadjutore-<br>rie en Bretagne : ce seroit une reserve ,                             | 67 & 68               |
| Arrêt qui a déclaré nulle une permuta-<br>tion , suivant l'article 13 de l'Edit des<br>Insinuations ,            | 85 & 86               |
| Arrêt qui a jugé qu'un imbecile ne pou-<br>voit presenter à un Benefice 87 & suiv.                               |                       |
| Arrêt qui a jugé qu'un Tuteur ne devoit<br>point administrer le Benefice d'un mi-<br>neur , ni être en cause ,   | 105                   |
| Arrêts importants contre des personnes<br>qui avoient suborné & extorqué des<br>provisions par mauvaises voyes , | 110                   |
|                                                                                                                  | 113 & suiv.           |
| Arrêts qui ont jugé que le dévolut de-<br>voit être signifié avant la resignation ,                              | 250                   |
| Arrêt qui a jugé qu'un Devolutaire de-<br>voit donner caution en tout état de<br>cause ,                         | 251                   |
| Mais non pas à un étranger ,                                                                                     | ibidem                |
| Arrêt pour incompatibilité ,                                                                                     | 291                   |
| Arrêts sur l'incompatibilité d'une Cure<br>& une pension sur une autre Cure ,                                    | 305 & suiv. 318 & 324 |
| Arrêts sur un dévolut pour incompatibi-<br>lité ,                                                                | 313                   |
| Arrêt pour une Regale contre un étran-                                                                           |                       |

## DES MATIERES

ger non résident dans le Royaume ,

344

Plusieurs autres Arrêts à l'égard des étrangers , *ibid.* & *suiv.*

*Arrêt* qui a jugé qu'un rapt fait vaquer un Benefice de plein droit , 379

*Arrêt* qui a jugé qu'une pension du même jour par un acte séparé de la résignation, est une simonie , 387 & 388

*Arrêt* qui juge que la desertion n'est point une vacance , mais qu'il faut une Sentence , 489 & *suiv.*

*Arrêt* du Grand Conseil qui a jugé que le Curateur d'un imbecile n'avoit pu résigner un Benefice , 550

*Article 15* de la Déclaration de 1646 , expliqué. *Arrêt* sur ce sujet , 252 & *suiv.*

*Assassins* , leur origine , 444

*Attestation* de l'Ordinaire pour une résignation faite par le Curateur d'un imbecille , 97 & 98

### B.

**B** *Annissement* , si ceux qui sont bannis hors du Royaume , sont privez de plein droit de leurs Benefices , 455 & *suiv.*

*Benefice* supprimé n'est plus existant , 3

*Benefice* , un Procureur nommé pour accepter un Benefice le peut-il résigner ?

## T A B L E

- Un Laïque peut-il être Procureur pour  
resigner un Benefice & faire choix du  
resignataire , [21](#) & suiv.
- Benefice* , si un imbecile peut presenter à  
un Benefice. Arrêt sur ce sujet , 86  
& suiv.
- Benefice* , si le Curateur peut resigner  
le Benefice d'un imbecile , 91 & suiv.
- Benefice* , un Tuteur ne peut administrer  
le Benefice d'un mineur , ni être en  
cause , 105
- Benefice* , en quels cas le Titulaire ne peut  
resigner son Benefice , [108](#) & suiv.
- Benefice* , especes qui font vaquer le Be-  
nefice de plein droit ou par Sentence ,  
[233](#) & suiv.
- Benefice* , que le mariage fait vaquer le Be-  
nefice de plein droit , [261](#) & suiv.
- Benefice* regulier , comment doit être don-  
né , [262](#) & suiv.
- Benefice* , si l'équivoque du nom fait va-  
quer le Benefice , [274](#)
- Benefice* , des genres de vacance pour in-  
compatibilité , [284](#)
- Benefice* , l'Ordre & le Benefice étoient  
autrefois inseparables & unis , 285
- Benefice* , on ne peut jouir des fruits  
de deux Benefices incompatibles , [287](#)  
& [288](#)
- Benefice* ne peut être sur la tête de deux  
personnes en même tems , 305

## DES MATIERES

*Benefice* , causes qui fondent l'incompatibilité , 311 & 312

*Benefices* incompatibles par la fondation , 290

*Benefice* , si un Ecclesiastique qui sollicite le *Benefice* d'un homme vivant est irregulier ? 350 & suiv.

*Benefice* , que le rapt fait vaquer le *Benefice* de plein droit , 364 & suiv.

*Benefice* , celui qui en est privé est intrus , s'il le possède depuis , 399 & 400

*Benefices* , si les condamnez aux Galeres ou Prison perpetuelles , ou à un Bannissement hors du Royaume , sont privez de plein droit de leurs *Benefices* , 455 & suiv.

*Benefices* , que l'inceste & l'empoisonnement font vaquer les *Benefices* de plein droit , 461 & suiv. 468 & suiv.

*Benefices* , qui sont ceux qui en peuvent être pourvus , 527 & suiv.

*Benefices* , moyens canoniques pour se rétablir dans les Ordres des *Benefices* , quand on en est déchu , 542 & suiv.

*Benefice* , si deux personnes sont pourvues du même *Benefice* sans titre canonique , il est vacant , 405

*Beneficier* qui ne sert pas son *Benefice* , son ingratitude est punie , 230

*Brefs* , de *non vacando* , doivent être obtenus par des pourvus sur la nomina-

# T A B L E

- tion du Roy , quand ils vont à Rome , 349  
*Bulle* accusée de faux. Consultation & certificat sur ce sujet , 421 & *suiv.*  
 441 & *suiv.*

## C.

- Causés* qui fondent l'incompatibilité des Benefices , 311 & 312  
*Caution* doit être donnée par le Devolutaire en tout état de cause , mais non pas à un Etranger , 251  
*Certificat* des Banquiers Expeditionnaires en Cour de Rome sur une *Bulle* accusée de faux , 441 & *suiv.*  
*Chanoine* qui étudie doit avoir un gros , 478  
*Claufe*, *Et dummodo*, mise dans une seconde resignation , 179  
*Clauses* , *per obitum & quovismodo* , expliquées , 258  
*Coadjutorerie* & ses effets , 42 & *suiv.*  
*Coadjutorerie* , deux causes de *Coadjutorerie* , 47  
*Coadjutorerie* , de l'invention de la Cour de Rome , en quel cas , 48  
*Coadjutorerie* de l'Evêché , préconisation & état de l'Eglise de Nevers , 49 & *suiv.*  
*Coadjutorerie* n'a lieu pour les Benefices mediocres , 59 , 67 & 68



## DES MATIERES

**Coadjutorerie** en Bretagne n'est valable, ce  
seroit une reserve, Arrêt qui l'a jugé,  
67 & 68

**Collateur**, Si on peut le prier dans une  
démision de conferer à un tel, 36 &  
37

**Complainte** doit être formée dans l'an par  
le Devolutaire, 252 & 253

**Concordat** quinquangulaire déclaré nul par  
Arrêt, 25, 26 & 30

**Confession**, Prêtre indiscret & qui l'avoit  
revelée étoit privé de son Benefice par  
les Conciles, 464

**Confidence**, son origine, 391 & suiv.

**Consultation** sur un regrez, 221 & suiv.

**Consultation** sur une Bulle accusée de  
faux, 421 & suiv.

**Contumax**, peines augmentées contre les  
Contumax, 481 & 482

**Corps**, la garde du corps d'un Titulaire  
infecte la provision, 461

**Crime**, l'énonciation d'un crime d'un  
homme mort en possession de son Be-  
nefice ne peut être opposée à un tiers,  
495 & suiv.

**Criminels**, comment peuvent être rera-  
blis dans les Ordres & Benefices, 542  
& suiv.

**Curateur**, s'il peut resigner le Benefice  
d'un imbecille, 91 & suiv.

**Cure**, celui qui en possède une ne peut

## T A B L E

|                                                                                  |           |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| avoir une pension sur un Benefice sujet<br>à résidence ,                         | 318 & 324 |
| <i>Cures</i> insuffisantes pour faire vivre deux<br>Curez , il faut les réunir , | 292       |

## D.

|                                                                                                                                                     |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <b>D</b> <i>EclARATION</i> du Roy qui regle les droits<br>& honneurs des Curez primitifs &<br>Vicaires perpetuels. Notes sur cette<br>Déclaration , | 553 & suiv.  |
| <i>Decret</i> dans des provisions pour priver<br>des Benefices , n'est point suivi ,                                                                | 280<br>& 281 |
| <i>Decret</i> sur l'incompatibilité de deux Be-<br>nefices portant dispense , ce qu'il faut<br>faire ,                                              | 292 & 293    |
| <i>Decret</i> dans les provisions d'une personne<br>qui avoit été pourvuë du Benefice d'un<br>homme vivant qu'il croyoit mort ,                     | 413 & 414    |
| <i>Demission</i> , si on peut prier le Collateur<br>dans une démission de conferer à un tel ,                                                       | 36 & 37      |
| <i>Demission</i> doit être faite entre les mains<br>des Collateurs ,                                                                                | 39 & suiv.   |
| <i>Deposé</i> , celui qui l'étoit avoit les alimens<br>par humanité ,                                                                               | 467          |
| <i>Deposé</i> , quelles ceremonies étoient ob-<br>servées à son retablissement ,                                                                    | 467 &<br>468 |

## DES MATIERES

- Deposez*, degradez & condamnez, comment ils peuvent se relever & être retablis dans leur état, 542 & suiv.
- Deserteurs* des places qui leur étoient données dans une Eglise, comment étoient punis anciennement, 259
- Desertion*, des vacances par Sentences & desertion, 470 & suiv.
- Desertion*, si celui qui quitte l'état Ecclesiastique doit rapporter les fruits qu'il a perçus, 477
- Desertion* n'est point une vacance de droit, & il faut une Sentence, 482 & suiv.
- Arrêt qui l'a jugé, 489 & suiv.
- Devolut*, Arrêt qui a jugé qu'il devoit être signifié avant la resignation, 240 & suiv. 250
- Devolut* & par mort, deux clauses & genres de vacance expliquez, comment & quand les distinguer, 255
- Devolut* sur la nullité des titres, 278
- Devolut*, expression des especes de devolut, 279
- Devolut* sur ceux qui n'ont point de titres, 282, 283
- Devolut*, Arrêt sur un devolut pour incompatibilité, 313 & suiv.
- Devolut*, s'il a lieu contre un Etranger qui possède un Benefice en France, 337 & suiv.
- Devolut*, l'expression de la vacance par

## T A B L E

- devolut ne comprend point le gendre  
de vacance par mort , 495 & suiv.
- Devolutaire* doit avoir donné assignation  
avant la resignation , 240 & suiv.
- Devolutaire* qui n'a fait signifier son de-  
volut qu'après la dépossession du simo-  
niaque , s'il est bien ou mal fondé , 245  
& suiv.
- Devolutaire* qui est François n'est pas tenu  
de donner caution à un Etranger. Ar-  
rêt qui l'a jugé , 251
- Devolutaire* doit donner caution en tout  
état de cause , *ibid.*
- Devolutaire* ne peut s'immiscer dans les  
fruits , 256 & suiv.
- Difference* des vacances de plein droit , &  
par Sentence , 247 & 248
- E.

- E**cclesiastique condamné par un Synode  
ne pouvoit être rétabli que par un  
plus grand , 259
- Ecclesiastique* , si celui qui sollicite le Be-  
nefice d'un homme vivant est irregu-  
lier , 350
- Ecclesiastiques* déposez , dégradez & con-  
damnez : comment ils peuvent se rele-  
ver & être rétablis dans leur état , 542  
& suiv.
- Ecclesiastiques* , le port d'armes leur est  
défendu , 452 & suiv.

## DES MATIERES

*Ecoliers* , les Chanoines qui étudient ,  
doivent avoir le gros de leurs Preben-  
des , 476 & suiv.

*Edits* , Ordonnances & Déclarations sont  
des correctifs de l'ancienne discipline ,  
35

*Empoisonnement* fait vaquer le Benefice de  
plein droit , 468 & 469

*Equivoque* du nom fait - elle vaquer le  
Benefice ? 274

*Etranger* , s'il peut jouir de Benefice en  
France , & à quelles conditions , 137  
& suiv.

*Etranger* , comment peut-il posséder des  
Benefices , 337 & suiv.

*Evêques* , si ceux de Bretagne peuvent  
admettre l'alternative dans la collation  
des Benefices au préjudice du Pape ,  
38

*Evêques* déposés avoient les alimens par  
humanité , 467

*Evêques* déposés étant rétablis , quelles  
ceremonies s'observoient , 467 & 468

*Exempts* , qui sont ceux qui sont exempts  
de la residence , 475 & suiv.

### F.

*Fausseté* , les peines & quelle procedure  
il faut faire , 415 & suiv.

*Fausseté* fait vaquer les Benefices de plein  
droit , 417 & suiv.

## T A B L E

*Fausseté* fait-elle vaquer les autres Benefices sur lesquels elle n'a pas été faite ,

418

*Fausseté*, Consultation de plusieurs Avocats sur la clause d'une Bulle , 421 &

*suiv.*

*Felonie* envers le Roy fait vaquer les Benefices de plein droit , 465 & *suiv.*

*François*, si étant en Pays étranger , il peut posséder un Benefice en France , 348

& 349

*Fruits* , si on peut jouir des fruits d'un Benefice qu'on n'a pas desservi , 289

& 290

### G.

**G** *Aleres* perpetuelles , si ceux qui y sont condamnez sont privez de leurs Benefices de plein droit , 455 & *suiv.*

*Garde* du corps d'un Titulaire infecte la provision , 460 & 461

*Genres* de vacance pour incompatibilité de Benefices , 284 & *suiv.*

*Grace* , celle du Prince a-t-elle un effet retroactif , & fait tel préjudice à un tiers , 370 & *suiv.*

### H.

**H** *Omicide* , s'il fait vaquer le Benefice de plein droit , 443. & *suiv.*

*Homicide* , ses circonstances , 445 & *suiv.*

### I.

# DES MATIERES

## I.

**I** *Imbecile*, s'il peut presenter à un Benefice, 81 & suiv. Arrêt sur ce sujet, *ibid.*

*Imbecile*, si un Curateur peut resigner le Benefice d'un imbecile, 91 & suiv.

*Inceste*, s'il fait vaquer le Benefice de plein droit, 461 & suiv.

*Incompatibilité* des genres de vacance pour incompatibilité des Benefices & des pensions, avec les benefices incompatibles, 284 & suiv.

*Incompatibilité*, son origine, 284 & 285.

*Incompatibilité* de Benefices par la fondation, 290.

*Incompatibilité* d'une Chapelle avec une Cure. Arrêts sur ce sujet, 291 & 313 & suiv.

*Incompatibilité*, la dispense de Rome pour incompatibilité est contre les Ordonnances. Arrêts sur ce sujet, 294 & suiv.

*Incompatibilité* de deux portions de Cure, ce n'en est pas une, 296, 297.

*Incompatibilité* d'une Cure, si on a deux autres Benefices sujets à residence, comment en faire l'expression, 298.

*Incompatibilité*, si on a la Prelature & un

Tome III.

Cc.

# T A B L E

|                                                                                   |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Benefice qui en dépend ,                                                          | 299 & suiv.     |
| Incompatibilité de deux Benefices <i>sub eodem recto</i> ,                        | 304             |
| Incompatibilité d'une pension sur une Cure ayant une autre Cure ,                 | 305 & suiv.     |
| Arrêts sur ce sujet ,                                                             | 307 318 & 324.  |
| Incompatibilité d'un Evêché avec une dignité ,                                    | 310 & suiv. 313 |
| Incompatibilité , causes qui fondent l'incompatibilité des Benefices ,            | 311 & 312       |
| Ingratitude du Beneficier qui ne sert pas son Benefice ,                          | 230             |
| Insinuation , en quel cas ,                                                       | 17 & suiv.      |
| Intention , punition de l'intention suivie d'effort ,                             | 262             |
| Interdit qui a commencé sa penitence , merite que l'on diminue son interdiction , | 410 , 411       |
| Intrus , celui qui est privé d'un Benefice est intrus s'il le possède depuis ,    | 400             |
| Intrus doit renoncer à sa possession ,                                            | 403             |
| Intrus déposé , s'il ne renonce au Benefice il doit être excommunié ,             | 404             |
| Intrus doit renoncer au Benefice , la confirmation n'a point d'effet retroactif , | 412 , 413       |
| Intrusion , vacance de droit ,                                                    | 399             |
| Intrusion , preuve d'intrusion ,                                                  | 406 & suiv.     |
| Intrusion , <i>absolutio ab intrusione</i> ,                                      | 409             |



## DES MATIERES

*Irregularité*, rehabilitation de l'irregularité; il faut une absolution du Pape & des Lettres du Prince fulminées & entherinées, 445 & suiv.

### L.

**L** *Aique* peut-il être Procureur pour resigner un Benefice & faire choix du resignataire? 21 & suiv.

*Lettres* de naturalité, & leur effet, 346 & suiv.

Si elles doivent être enregistrées, 348

### M.

**M** *Ariage* fait vaquer les Benefices de plein droit, 261 & suiv.

*Medecin*, personne prohibée, son fils ne peut être resignataire, 216 & 217

*Mineur*, seduction sur son esprit, comment la prouver, y prendre garde, 106 & suiv.

*Motu proprio*, 350 & suiv.

*Moyens* canoniques pour se rétablir dans les Ordres & Benefices quand on en est déchu, 542 & suiv.

### N.

**N** *Om*, si deux ou trois freres portent le même nom on peut avoir des provisions bonnes & valables, & s'il

Cc ij

## T A B L E

|                                                                                                    |                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| faut distinguer les âges ,                                                                         | 273 & <i>suiv.</i> |
| <i>Nom</i> , si l'équivoque du nom fait vaquer le Benefice ,                                       | 274                |
| <i>Notes</i> sur la Déclaration du Roy renduë au sujet des Curez Primitifs & Vicaires perpetuels , | 553 & <i>suiv.</i> |

### O.

|                                                                                                         |                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| <b>O</b> <i>Breption</i> en quoi elle consiste ,                                                        | 83 & 84            |
| <i>Ordonnances</i> , Edits & Déclarations sont des correctifs de l'ancienne discipline ,                | 35                 |
| <i>Ordonnances</i> contre les Etrangers ,                                                               | 345                |
| <i>Ordre</i> , il étoit autrefois inseparable du Benefice ,                                             | 285                |
| <i>Ordre</i> , Sentence d'enterinement d'un bref de reclamation de l'Ordre , renduë par un Official ,   | 375 , 376          |
| <i>Ordres</i> , moyens canoniques pour être rétabli dans les Ordres & Benefices quand on en est déchu , | 542 & <i>suiv.</i> |
| <i>Origine</i> de l'incompatibilité ,                                                                   | 284 285            |

### P.

|                                                                                                        |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>P</b> <i>Enitence</i> commencée par un interdit , elle doit diminuer le temps de son interdiction , | 410 , 411 |
| <i>Pension</i> , le principal obligé étant déchargé                                                    |           |

## DES MATIERES

de payer la pension sur un Benefice ;  
en quels cas la caution est quelquefois  
obligée , 228

*Pension* , si un Abbé peut avoir une pen-  
sion sur un Benefice qui dépend de  
son Abbaye , 301 & suiv.

*Pension* , un Curé peut-il avoir une pen-  
sion sur une autre Cure ? 305 & suiv.  
318 & 324

*Pension* du même jour par un acte séparé  
de la resignation est une simonie , Ar-  
rêt , 387 & 388

*Perfidie* , 352

*Permutation* & ses effets , 68 & suiv.

*Permutation* n'est parfaite que par des pro-  
visions respectives de Benefices avant la  
mort , 71

*Permutation* effectuée , non insinuée , *quid*  
*juris* ? 77, 78

*Permutation* , si les Collateurs inferieurs  
peuvent conferer pour cause de permu-  
tation , 80 & suiv.

*Permutation* , si dans les Provisions de Cour  
de Rome pour cause de permutation on  
est obligé d'exprimer les Benefices , 83  
84

*Permutation* faite par des Collateurs déclai-  
rée nulle au sujet de l'article 13 de l'E-  
dit des Insinuations , 85, 86

*Pourvus* , si deux pourvus du même Be-  
nefice , C c iiij

# T A B L E

|                                                                                                                       |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| nefice n'ont point de titres canoniques,<br>le Benefice est vacant ;                                                  | 405         |
| <i>Prêtre</i> , étant condamné par un Synode ne<br>pouvoit être rétabli que par un plus<br>grand ,                    | 259         |
| <i>Prison</i> perpetuelle, si ceux qui y sont<br>condamnez sont privez de leurs Benefi-<br>ces de plein droit .       | 455 & suiv. |
| <i>Procuracion ad resignandum</i> , si elle est<br>faite par un malade pourquoi en doit-<br>on faire l'expression ,   | 15          |
| <i>Procuracion ad resignandum</i> , la qualité des<br>témoins y doit être mise ,                                      | 16          |
| <i>Procuracion ad resignandum</i> , doit être in-<br>sinuée avant son envoi à Rome ,                                  | 17          |
| <i>Procuracion ad resignandum</i> , il doit y<br>avoir une substitution de Procureur ,                                | 20          |
| <i>Procureur</i> nommé pour accepter un Bene-<br>fice le peut-il resigner ,                                           | 21 & suiv.  |
| <i>Procureur</i> , un Laïque peut-il être Procu-<br>reur pour resigner un Benefice & faire<br>choix du resignataire , | ibid.       |
| <i>Profes</i> qui a des Benefices peut les con-<br>server de deux manieres ,                                          | 266 267     |
| <i>Profession</i> fait vaquer le Benefice de plein<br>droit ,                                                         | 264 & suiv. |
| <i>Promotion</i> , le défaut de promotion fait va-<br>quer le Benefice ,                                              | 267 & suiv. |
| <i>Promotion</i> , exception de se faire promou-<br>voir dans l'an ,                                                  | 272 & 273   |

## DES MATIERES

|                                                                                                         |            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <i>Provisions</i> d'un Benefice obtenues en Cour de Rome sur la resignation du Curateur d'un imbecile , | 99 & suiv. |
| <i>Provisions</i> données à deux personnes le même jour , sont nulles ,                                 | 275        |
| <i>Provisions</i> nouvelles sur celles de Rome & de l'Ordinaire , & leur difference ,                   | 297        |
| <i>Provisions</i> , decret dans les provisions du Benefice d'un homme vivant ,                          | 413        |
| <i>Punition</i> de l'intention suivie d'effort ,                                                        | 262        |

### R.

|                                                                                                            |             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <i>Rapt</i> fait vaquer le Benefice de plein droit ,                                                       | 364 & suiv. |
| <i>Rapt</i> de séduction fait-il vaquer le Benefice de plein droit ,                                       | 368         |
| <i>Rapt</i> , la grace du Prince a-t-elle un effet retroactif , & fait-elle préjudice à un tiets ,         | 370 & suiv. |
| <i>Rapt</i> , Arrêt qui a jugé qu'il fait vaquer un Benefice de plein droit ,                              | 379         |
| <i>Rehabilitation</i> de l'irregularité , absolution du Pape & lettres du Prince fulminées & entherinées , | 445 & suiv. |
| <i>Rescrit</i> de Rome adressé à un Evêque voisin doit être exécuté par l'Ordinaire ,                      | 377         |
| <i>Residence</i> a trois parties ,                                                                         | 475         |
| <i>Regle</i> de <i>publicandis resignationibus</i> , pour quoi a été faite ,                               |             |

# T A B L E

|                                                                                                                            |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <i>Regrez</i> ou retour au Benefice par l'éviction , ou autre cas de l'inexécution du Concordat ,                          | 77            |
| <i>Regrez</i> se divise en plusieurs especes ,                                                                             | 202           |
|                                                                                                                            | & suiv.       |
| <i>Regrez</i> dans le Benefice , comment il se doit faire ,                                                                | 207 & suiv.   |
| <i>Regrez</i> juge que le resignant auroit son rang ancien & sa place ,                                                    | 209 & suiv.   |
| <i>Regrez</i> pour une Religieuse ,                                                                                        | 217           |
| <i>Regrez</i> n'a lieu quand on a approuvé en tanté la resignation ,                                                       | 218           |
| <i>Regrez</i> pour un imbecile ,                                                                                           | 218 219       |
| <i>Regrez</i> , consultation sur un regrez ,                                                                               | 221           |
|                                                                                                                            | & suiv.       |
| <i>Regrez</i> pour ingratitude ,                                                                                           | 229 & suiv.   |
| <i>Religieux</i> , la profession fait vaquer de plein droit les Benefices dont il étoit pourvu ,                           | 264           |
| <i>Religieux</i> en faisant profession peut conserver de deux manieres les Benefices dont il étoit pourvu étant seculier , | 266, 267      |
| <i>Resignataire</i> , le fils d'un Medecin ne peut être resignataire ,                                                     | 216 & 217     |
| <i>Resignation</i> en faveur ,                                                                                             | 60 & suiv.    |
| <i>Resignations</i> , leur origine & progresz ,                                                                            | 60, 61        |
| <i>Resignations</i> odieuses & favorables , en quels cas ,                                                                 | ibid. & suiv. |
| <i>Resignations</i> , le Pape seul reçoit les re-                                                                          |               |

## DES MATIERES

- signations en faveur , si ce n'est pour  
cause d'union , 62, 63
- Resignation* & donation différentes , 64
- Resignation* d'un Benefice ne fait vaquer  
que par la déposition , 65 & *suiv.*
- Resignation* en faveur faite entre les  
mains du Vice - Legat d'Avignon n'a  
lieu , 66 , 67
- Resignation* , attestation de l'Ordinaire  
pour une resignation du Benefice d'un  
imbecile faite par son Curateur , 97  
& 98
- Resignation* faite par des mineurs , 105  
& *suiv.*
- Resignation* , en quel cas on ne peut re-  
signer un Benefice , 108 , 109
- Resignation* du même jour à deux per-  
sonnes , l'une pardevant l'Ordinaire &  
l'autre en Cour de Rome , 176 &  
*suiv.*
- Resignation* , clause & *dummodo* , mise  
dans une seconde resignation , 179 &  
*suiv.*
- Resignation* devient caduque après les trois  
ans , 183
- Resignation* en faveur sous des conditions  
non exécutées , *quid juris ? ibid.* &  
*suiv.*
- Resignation* , Arrêt du Grand Conseil qui  
a jugé qu'un Curateur n'avoit pû resi-  
gner le Benefice d'un imbecile , 550

# T A B L E

## S.

|                                                                                                     |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>S</b> <i>Éducation</i> sur l'esprit d'un mineur ;<br>comment la prouver , y prendre garde ,      | 106 & suiv. |
| <i>Sentence</i> d'enterinement d'un Bref de re-<br>clamation de l'Ordre rendue par un<br>Official , | 379 & suiv. |
| <i>Sentences</i> , des vacances par Sentences &<br>desertion ,                                      | 470 & suiv. |
| <i>Simonie</i> & confidence ,                                                                       | 383 & suiv. |
| <i>Simonie</i> , la triennale possession n'a lieu<br>en simonie ,                                   | 388 & 389   |
| <i>Simonie</i> sur l'ordre ou sur le Benefice ,<br>leur difference ,                                | 393         |
| <i>Simonie</i> frequente dans le sixième siècle ,                                                   | 395         |

## T.

|                                                                                                                  |             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>T</b> <i>Emoins</i> , leur qualité dans une procu-<br>ration ,                                                | 16          |
| <i>Titre</i> du Benefice est imprescriptible ,                                                                   | 400         |
| <i>Titres</i> patrimoniaux , quand ont ils été<br>inventez ,                                                     | 285         |
| <i>Tonsure</i> , qualité necessaire pour obtenir<br>des Benefices ,                                              | 527 & suiv. |
| <i>Tuteur</i> , Arrêt qui a jugé qu'un Tuteur<br>ne devoit point administrer le Benefice ,<br>ni être en cause , | 105         |



# DES MATIERES

## V.

- V** *Acance*, il y a trois genres de vacance, 1
- Vacance* d'offices de trois manieres, 2
- Vacance* en regale, il y en a trois, 4
- Vacance*, on peut faire expedier des provisions sur plusieurs genres de vacance, *ibid.*
- Vacance*, le genre de vacance est de droit étroit, l'un ne comprend pas l'autre, 5
- Vacance*, genre de vacance putatif, 7
- Vacance quovismodo* comprend seulement les dévoluts, & non les genres par mort, 8 & 9
- Vacance* par mort, 10
- Vacance* par resignation pure & simple, 32 & suiv.
- Vacance*, des especes qui font vaquer les Benefices de plein droit & par Sentence, 233 & suiv.
- Vacance* de droit n'a lieu si elle n'est prononcée par la loy, 242
- Vacance*, difference des vacances de plein droit ou par Sentence, 247 & 248
- Vacance*, le mariage fait vaquer les Benefices de plein droit, 261 & suiv.
- Vacance* de droit a lieu dans tous les cas où l'on est sans titre, 262

## T A B L E , &c.

|                                                                       |             |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------|
| <i>Vacance</i> par Sentence , il faut faire trois monitions ,         | 470 & suiv. |
| <i>Vacance</i> par dévolut ne comprend point celle par mort ,         | 495 & suiv. |
| <i>Vacance</i> exprimée ne comprend point un autre genre de vacance , | 510         |
| <i>Vacances</i> , plusieurs autres de droit & par Sentence ,          | 514 & suiv. |
| <i>Union</i> des Benefices aux Communautés sans aucune forme ,        | 286 & suiv. |

*Fin de la Table des Matieres.*

## E R R A T A.

**P** Age 187. ligne 11. *per utile* , lisez *per inutile* , ligne 15. lisez *n'altereront*. Page 227 ligne 29. *déchargées* , lisez *déchargé*. Page 253 ligne 14. lisez les deux genres. Page 309. *Na.* On a rapporté par erreur le dispositif d'un Arrêt qui est tout au long page 318 Page 341 ligne 7. lisez ce qui étoit Page 376. ligne 30. lisez le Roy & le. Page 472. ligne 19. d'enteriné , lisez de déterminé.

